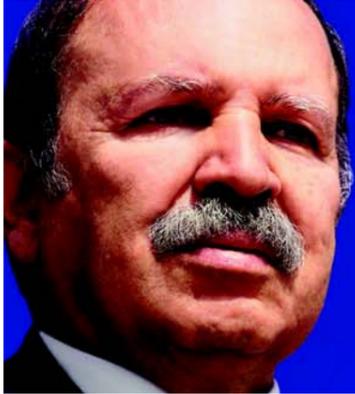


Somalie
**UN DES OTAGES
 ALGÉRIENS LIBÉRÉ** P.3

L'Actualité
 P.6 à 16
 Autrement Vue



**L'APRÈS-BOUTEFLIKA,
 C'EST QUOI ?**

ABDOU B.



**Le gaz
 de schiste,
 est-ce
 bien
 raisonnable ?**
 REGHIS RABAH

**FEMMES, LE POUVOIR
 VOUS AIME !**

MIMI MASSIVA

**«BESSYASSA» SERAIT
 MIEUX QUE «BESSIF» !**

SLEMNIA BENDAOU



**LA STEPPE,
 CE SÉCULAIRE
 BERCEAU DU GÉNIE
 PASTORAL**

FAROUK ZAHI



**LA TRAGIQUE ANTienne
 D'OCTOBRE 88**

AHMED CHENIKI

**UNE PRIMAIRE LÀ-BAS,
 UN HUIS CLOS CHEZ SOI**

MOHAMMED BEGHADAD

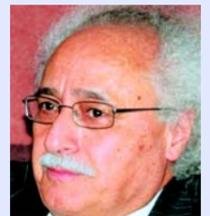


**Robert
 et la dispute
 conjugale**

AKRAM BELKAÏD

**À L'ÉCOUTE
 DES WALIS, DES ÉLUS
 ET DU PEUPLE**

EL YAZID DIB



**LES JASMIN
 NE FLEURISSENT
 JAMAIS
 EN AUTOMNE...**

AMARA KHALDI



- Mais qui est donc la première femme arabe nobélisée ?
 AHMED BENSAAIDA
- Nobel au féminin
 ALI BRAHIMI



● Le 17 octobre :
 de l'émigration
 à la harga
 ABDELKADER LEKLEK

● 50 ans
 sont passés
 et le mal est
 toujours là
 FAYÇAL MEGHERBI

● 17 octobre
 1961, un crime
 oublié
 MOULOU AOUNIT

Après la rencontre au ministère de l'Education Vers l'apaisement

Au 3^{ème} jour de la grève des syndicats autonomes de l'Education, SNAPEST, CNAPEST, UNPEF et CLA, le nuage commence à se dissiper et la situation semble tendre vers l'apaisement.

Mokhtaria Bensaâd

Le gel de la grève ne peut être décidé que par les assemblées générales et les conseils nationaux de chaque syndicat mais tout porte à croire que la dernière réunion avec les représentants du ministère de l'Education, tenue mardi, peut faire changer les choses même si les syndicats parlent encore de blocage sur certains points. Lors de cette rencontre, les partenaires sociaux ont de nouveau relevé tous les dossiers restés en suspens et qui n'ont pas trouvé réponse auprès du ministère. Ce dernier a rappelé toutes les décisions prises lors des dernières réunions et promis de soumettre au débat les questions non résolues telles le statut particulier, la prime du Sud, les activités périscolaires, le calendrier des vacances au Sud... Ce qu'ont exigé, cependant, les différents syndicats est la notification de toutes les décisions sur un procès-verbal qui sera présenté aux AG comme preuve des engagements pris par le ministère. Une garantie pour les enseignants sur les acquis obtenus suite aux négociations. Le représentant du SNAPEST, M. Aous, chargé des conflits a affirmé hier

que le gel ou le maintien de la grève sera décidé ce vendredi lors de la réunion du conseil national. Mais ce syndicat se montre optimiste sur la suite à donner à ce mouvement de protestation. Même son de cloche chez l'UNPEF qui considère que des blocages persistent encore mais qui seront levés après d'autres réunions avec le ministère, a assuré le porte-parole de l'UNPEF, M. Dziri.

Quant au CNAPEST et le CLA, ils ont consacré la journée de mercredi aux réunions de leurs conseils nationaux pour discuter des suites à donner à cette grève. Les syndicats tentent actuellement à coordonner leurs efforts pour que toutes les revendications des enseignants soient satisfaites et se disent conscients de la situation des parents d'élèves et de leurs inquiétudes. «Nous faisons de notre mieux pour que les choses s'améliorent dans les meilleurs délais», a souligné un syndicaliste. Quant aux parents d'élèves, ils craignent toujours que cette grève dure dans le temps et pénalise sévèrement leurs enfants. Quant au ministère, il laisse les portes du dialogue ouvertes afin de débloquer la situation et permettre aux élèves de reprendre les cours.

Les adjoints tranchent aujourd'hui

La grève des adjoints de l'éducation a été largement suivie, selon le président de la coordination nationale des adjoints de l'éducation, Mourad Fertaki. Et c'est aujourd'hui que le conseil national de cette coordination tranchera sur la poursuite ou non de la grève entamée le 10 octobre. «Largement suivie, 80% des adjoints de l'éducation ont pris part à ce débrayage», soutient-il. Dans la wilaya d'Alger, le taux de participation a atteint, contre toute attente, 70%, ajoutant

qu'il a été largement suivi, selon le président de la coordination nationale des adjoints de l'éducation (CNAE) (affiliée au syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE)) a estimé que dans le cas où le SNTE opte (aujourd'hui) pour le gel de la grève (4 jours renouvelables) «nous allons nous aussi gérer la nôtre et reprendre notre débrayage très prochainement». Il a estimé que leurs revendications n'ont pas été prises en considération par la tutelle.

S. E. K.

Sommés de quitter les logements qu'ils occupent Des retraités de l'éducation en colère

Salah-Eddine K.

Ils sont près de 1 000 dans la wilaya d'Alger et 5 000 à travers le territoire national qui sont menacés d'expulsion des logements de fonction qu'ils occupent. Enseignants pour la plupart mais aussi des auxiliaires de l'éducation se sont donné le mot pour se rassembler au siège de l'UGTA pour, selon le SG du Syndicat national des retraités de l'éducation (SNRE), Ghalib Ghouri, faire passer «le message à la tutelle - éducation nationale - qui ne veut pas entendre nos voix et ne veut pas comprendre notre inquiétude». Inquiets et en colère, ces retraités de l'éducation sont menacés d'expulsion des habitations qu'ils occupent depuis plusieurs années. «Pourquoi veut-on nous chasser de nos habitations après avoir formé plusieurs générations d'élèves ? Est-ce cela la récompense que nous méritons après de longues années de travail ?», s'interrogeait hier une manifestante.

Le SG du Syndicat des retraités de l'éducation fait part de «la surdité» du ministère de l'éducation depuis 2005 (date de la création de ce syndicat), qui continue à les laisser dans une situation «d'angoisse et de peur de se voir expulsés». Le SG de ce syndicat affir-

me avoir adressé des correspondances aux parlementaires, au sénat et à la présidence sans que cela soit suivi de réponse. Des enseignants rencontrés sur les lieux affirment avoir reçu des mises en demeure pour «quitter les logements». Ils sont logés soit dans des logements d'astreinte ou de fonction à l'intérieur des établissements scolaires ou à l'extérieur. «La solution ce n'est pas de nous mettre dehors, il faut qu'on soit relogés au même titre que tous les citoyens et en fonction de la particularité de chaque famille», ajoute M. Ghouri. Les retraités de l'éducation ne s'opposent nullement à une épuration de la situation et déterminer les enseignants méritants et ceux non méritants qui ont depuis changé d'activité ou qui ne se trouvent pas dans le besoin, affirme une ancienne conseillère de l'éducation dans un lycée à Alger qui, les larmes aux yeux, signale qu'elle est la seule dans l'immeuble de fonction où elle habite (à proximité de son lycée) à avoir été sommée par voie de justice à vider le logement qu'elle occupe. D'autres demandent que soit accordé à ces travailleurs retraités un quota, aussi minime soit-il, de logements pour les reloger décemment. Un autre retraité évoquera que la loi concernant les retraités de l'éducation est claire.

Sidi Saïd L'article 87 bis sera abrogé



Ph.: Arch.

Salah-Eddine K.

Dans une longue intervention du premier responsable de l'UGTA Abdelmadjid Sidi Saïd au siège de l'UGTA devant les représentants de fédérations a détaillé les dossiers portés par son organisation lors de la dernière tripartite du 29 et 30 septembre dernier. Des dossiers touchant à la production et à l'outil de production ainsi qu'aux augmentations et à l'amélioration des salaires des travailleurs et retraités. Le SG de l'UGTA exposera largement l'option de son organisation pour la relance de la production

nationale et de l'investissement dans l'outil national de production. Pour lui, il n'y a pas d'autres issues pour notre pays que de produire localement. L'UGTA soutient-il milite pour que «la force financière» provenant de l'exportation des hydrocarbures doit être destinée au renforcement de l'outil national. «Il faut la consacrer à remettre sur pied la production nationale». Il signalera au passage que des pays préchant le néolibéralisme n'hésitent pas à mettre des barrières et garde-fous pour protéger leur production nationale quand celle-ci se voit menacée. Sidi Saïd, ne fera pas de dis-

inction entre privé et public. L'essentiel pour lui est de créer des emplois et par ricochet participer à l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen. Il précisera qu'il soutient le secteur privé créateur de richesse et s'oppose catégoriquement au secteur privé prédateur. Le renforcement de l'outil de production «est l'enjeu principal pour nous». Il donnera le chiffre de 1232 milliards de DA qui ont été injectés dans des entreprises qui étaient menacées de fermeture. En tout un million de travailleurs ont échappé au licenciement et cela depuis trois ans, ajoute-t-il, soulignant que la production nationale doit être soutenue par des mécanismes de régulation et de contrôle. Il rappellera que durant l'année 1986, l'option pour l'importation et le délaissement de la production nationale a mené à une catastrophe. «Vous savez tous ce qui est advenu après. C'est une expérience à ne pas répéter».

Au sujet du Salaire national minimum garanti (SNMG), l'orateur indiquera que son organisation n'a pas à rougir de cette augmentation évaluée à 3000Da. L'augmentation des retraites interviendra en 2012. Le SG de l'UGTA ajoutera également dans le même sillage que l'UGTA a plaidé haut et fort la suppression «pure et simple» de l'article 87 bis et que le calcul du salaire de base soit séparé des primes. Ce qui va obligatoirement rehausser les salaires des travailleurs. La disposition 87 bis instaurée dans les années 1990, sera abrogée bientôt, fera-t-il savoir. Sidi Saïd évoquera les différentes rencontres dans le cadre de la tripartite et la bipartite. Quant aux retraites, l'UGTA propose une augmentation à hauteur de 40%. Reste, selon lui, «la réponse du gouvernement».

ANALYSE

Kharroubi Habib

Parce qu'il ne cache pas sa proximité idéologique avec les tenants d'un projet de société basé sur les valeurs de la religion, Abdelaziz Belkhadem focalise sur sa personne de féroces accusations et critiques dont le but vise à en faire l'épouvantail devant rendre inacceptable l'éventualité de sa candidature à l'élection présidentielle de 2014. L'homme fait peur parce que soupçonné de courtiser le courant islamiste et de travailler à la réhabilitation de l'ex-FIS dans le but de les compter parmi les partisans de son intronisation à El-Mouradia.

Le secrétaire général du FLN n'a pas formellement exclu qu'il ne pense pas à être président à chaque fois qu'il se rase le matin». Et parce qu'il entretient l'ambiguïté sur ses intentions, ceux qui ne souffrent ni ce qu'il représente ni la perspective de le voir accéder un jour à la magistrature suprême, se déchainent contre lui à la moindre de ses déclarations ou de la plus banale péripétie politique dont il se retrouve être le protagoniste en sa qualité de premier responsable de l'ex-parti unique. Le jeu de massacre le ciblant est en train de prendre une autre dimension depuis qu'il s'est avéré que le «mouvement de redressement» né dans le FLN pour l'évincer du tremplin que sera pour lui son poste de secrétaire général du FLN, au cas où il s'aviserait de vouloir postuler à la présidentialité, n'a nullement ébranlé son autorité sur le parti.

C'est désormais sur celui-ci que se concentrent les tirs de ceux pour qui le combat politique se résume au «tout sauf Belkhadem». Tout ce qui va mal dans le pays est ainsi imputé à ce FLN, dont on ressasse à nouveau que sa place est au musée de l'histoire. Le but de leur stratégie est

Feu croisé sur Belkhadem et le FLN : pour quelle fin ?

évident : disqualifier le parti qui risque de servir de vecteur à la candidature de leur tête de Turc.

Nous sommes de ceux qui pensent que la perspective que Belkhadem puisse accéder

à la magistrature suprême n'a rien de réjouissant. Qui se battraient pour éviter à l'Algérie qu'il en soit ainsi. Mais nous nous faisons un principe non transgressif de considérer que ce serait faire un nouveau mauvais coup à l'Algérie à s'en tenir à la théorie du «tout sauf Belkhadem». D'autres candidats potentiels à la présidentielle de 2014 ne sont pas plus ragoutants que le secrétaire général du FLN. Celui du RND, pour ne citer que lui, est tout aussi responsable avec son parti que le FLN et Belkhadem des déboires en tous genres subis par l'Algérie depuis plus d'une décennie. Il nous paraît par conséquent inquiétant qu'à travers certains commentaires et analyses, l'on sous-entende que l'éventualité d'une présidence d'Ouyahia serait moins nocive pour le pays que celle du barbe-FLN honni Belkhadem.

Cela révèle de la part de ceux qui distillent le sous-entendu qu'ils se sont faits à la conviction que la présidentielle de 2014 ne laissera d'autre alternative aux Algériens que le choix entre «la peste et le choléra». C'est enterrer un peu trop vite la dynamique qui est à l'œuvre en Algérie, dont ceux qu'elle fédère de plus en plus en revendiquent la fin des présidents sponsorisés par les «cabinets noirs» et le transfert du choix des magistrats suprêmes du pays à la seule autorité de la souveraineté populaire.

Cette dynamique fera en sorte que cesse la mascarade qui se joue aux Algériens voulant leur faire accroire que le sort du pays est lié au duel FLN-RND et Belkhadem-Ouyahia.

Tirage du N° 5128
134.449 exempl.

Le Quotidien
D'ORAN
Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : SIMPRAL
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 74.96.39 - Fax: 021. 74.71.57

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.64.19.81 - Fax: 031.64.19.80

Diffusion: Quest: SEDOR Tél.: 041.41.94.31/41.65.31
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Somalie
Un des otages algériens libéré

Djamel Belaïfa

Pris en otage par des pirates somaliens il y a presque 10 mois, Azeddine Toudji, l'un des marins algériens a été libéré mardi. Selon l'APS qui cite le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, M. Amar Belani, le marin détenu à bord du vraquier MV Blida, qui a fait l'objet d'un acte de piraterie en haute mer, le 1^{er} janvier dernier, a été libéré pour des considérations humanitaires. Dans une déclaration écrite, citant une «source sûre», M. Belani a expliqué que le marin algérien a été libéré en même temps qu'un autre marin de «nationalité étrangère», un Ukrainien, selon M. Nacereddine Mansouri, directeur général d'«International Bulk Carriers» (IBC), armateur du navire, cité par l'APS. Le ressortissant algérien «a été transporté vers une institution hospitalière» de la région mais son état de santé, a rassuré le porte-parole du MAE, «n'inspire pas d'inquiétude particulière». Le même responsable a assuré que les autorités algériennes restent pleinement mobilisées pour obtenir la libération de tous nos compatriotes dans les meilleurs délais possibles.

Le 20 septembre dernier M. Nacereddine Mansouri, avait indiqué dans une déclaration à l'APS, que les négociations pour la libération des membres de l'équipage du vraquier MV Blida «se poursuivent toujours» bien qu'aucun élément nouveau ne soit à signaler, quant à leur dénouement. «Le contact n'a jamais été rompu et les négociations se poursuivent toujours mais il n'y a rien de concret à ce jour», a déclaré M. Mansouri, citant l'affréteur (Leadarrow) qui a mis sur pied une cellule de crise à Athènes (Grèce). Le 7 août dernier, le ministère des Affaires étrangères avait affirmé que les 17 membres de l'équipage algérien du vraquier MV Blida

étaient «sains et saufs», soulignant que les autorités algériennes suivaient de «très près» et avec une «attention soutenue» la situation des ressortissants algériens détenus par des pirates. Au début du mois de septembre des membres des familles des 17 marins ont organisé un sit-in devant la Grande Poste à Alger.

Les familles des otages ont, tenu, à travers ce rassemblement, à alerter les autorités algériennes sur la situation des marins captifs en Somalie où la sécheresse et la famine sévissent.

«Lorsque nous leur avons parlé la dernière fois au téléphone, le 9 juillet, ils nous ont dit qu'ils feraient carême quelques semaines dans de mauvaises conditions de détention», s'est alarmé, auprès de l'AFP, le frère d'un marin retenu en otage avec ses compatriotes et neuf Ukrainiens à bord du «MV Blida». «Comme ils sont nourris, quand ils le sont, avec des pâtes et de l'eau sale, j'ai peur qu'on nous les ramène dans un cercueil», dit-il en rapportant leurs difficiles conditions de vie par plus de 50° C. De son côté, la sœur d'un autre otage a affirmé que ces derniers sont épuisés et qu'ils n'en peuvent plus. Un étudiant dont le père est un marin détenu a critiqué tour à tour l'affréteur jordanien du groupe Citi, la compagnie «International Bulk Carriers» (IBC), société mixte de droit algérien à majorité saoudienne, propriétaire du bateau, et le gouvernement algérien. «Nous avons organisé plusieurs sit-in», dit-il, «désespéré face à l'inaction» des responsables. Le vraquier battant pavillon algérien, MV Blida, avait été victime le 1^{er} janvier 2011 d'un acte de piraterie en haute mer, alors qu'il se dirigeait vers le port de Mombasa au Kenya.

Le navire avait à son bord un équipage de 27 membres, dont 17 de nationalité algérienne.

Nouveau report du procès de l'ex-chef de l'unité aérienne de la DGSN

Le procès de l'ex-chef de l'unité aérienne de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), Oultache Chouaib, accusé dans une affaire de malversation en 2007 au profit de la société Algerian Business Multimedia (ABM), a été reporté hier au 19 octobre par le tribunal correctionnel de première instance de Sidi M'hamed (Alger). La présidente du tribunal Chakal Assia a précisé que ce nouveau report (le 3^{ème}) sera le dernier dans cette affaire. Ce report a été prononcé par la présidente suite au retrait de la défense qui a exigé qu'un «rapport d'expertise de l'inspection générale de la DGSN concernant cette malversation», cité, selon elle, dans l'ordonnance de renvoi, soit mis à sa disposition. La défense s'est retirée de l'audience après que la présidente du tribunal eut indiqué que «le dossier du tribunal contient seulement les documents dont la défense a déjà

eu connaissance». Vingt-cinq personnes, dont dix-neuf fonctionnaires de police, doivent répondre des chefs d'inculpation de passation de marchés publics en violation de la législation, dilapidation de deniers publics et trafic d'influence. Selon l'ordonnance de renvoi, les faits concernent la passation de marchés «douteux» portant sur des équipements informatiques entre la Direction générale de la Sûreté nationale et la société ABM. Selon la même source, «Oultache Chouaib a usé de son influence sur la commission d'évaluation technique des offres où il siégeait pour qu'elle choisisse la société ABM dans laquelle son genre est actionnaire et également directeur général adjoint». Chouaib Oultache est accusé aussi dans l'affaire de l'assassinat le 25 février 2010 de l'ex-directeur général de la Sûreté nationale, Ali Tounsi. La date du procès de cette affaire n'a pas encore été fixée.

Hausse des cours mondiaux des produits alimentaires
Le soutien des prix coûte 300 milliards de dinars par an

Salim L.

«L'Algérie n'est pas à l'abri des fluctuations des cours mondiaux, d'où l'explosion de sa facture alimentaire en dépit des mesures décidées par l'Etat pour réduire les importations». C'est ce qu'a affirmé, hier, le directeur général de la Régulation et de l'organisation des activités au ministère du Commerce, M. Abdelaziz Aït Abderrahmane, qui était l'invité de la radio Chaîne 1.

Interpellé sur les hausses des prix des produits alimentaires sur le marché local, ce responsable du ministère du Commerce dira qu'en dehors des produits subventionnés, les prix «se forment au niveau du marché en fonction de l'offre et de la demande». La hausse des importations est le fait de «bouleversements au niveau international» imputables, entre autres, à des «conditions climatiques défavorables», explique-t-il. En outre, des changements dans les modèles de consommation ont été observés dans des pays comme la Chine et l'Inde, d'où l'augmentation de la demande sur certains produits et, par ricochet, celle des prix, comme ceux enregistrés pour le blé, le maïs et la poudre de lait qui ont connu une hausse de 22% et 49% ou encore le café (24%). «Les fluctuations sur les marchés internationaux influent sur les prix qui augmentent systématiquement sur le marché local», souligne l'invité de la radio. Sur les marchés internationaux, le sucre a enregistré une augmentation de 60% durant ce premier semestre de 2011 par rapport à la même période de 2010. Le prix de l'huile végétale enregistre une hausse de 52% en comparaison avec le premier semestre 2010.

Le chef de l'Etat veut élargir la liste des produits alimentaires subventionnés. La liste sera élargie notamment aux légumes secs. «Depuis janvier, nous avons consacré 5 milliards de dinars pour subventionner le sucre et l'huile. Cela coûte cher», révèle M. Aït Abderrahmane. Le soutien des produits de première nécessité coûte à l'Etat 300 milliards de dinars chaque année. La défiscalisation de l'importation des matières premières pour les huiles végétales va coûter à l'Etat 27 milliards de dinars. Selon M. Aït Abderrahmane, les produits subventionnés par



Ph.: Arch.

l'Etat sont largement disponibles en stocks et leurs quantités suffiront pour couvrir les besoins du marché national. L'invité de la radio affirme que l'OAIC a reconstitué ses stocks en céréales et que les quantités actuellement en réserve suffiraient à couvrir les 4 mois à venir. Aussi, l'Office procède à des renouvellements continus de ses stocks pour prévoir d'éventuelles perturbations sur le marché local, affirme-t-il. L'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) se positionne comme acteur principal sur le marché national et assure au nom de l'Etat la mission de régulation pour que les prix soient accessibles aux ménages à revenus modestes. D'autre part, M. Aït Abderrahmane indique que le Comité interprofessionnel des fruits et légumes, installé depuis une année, sera opérationnel dans quelques mois et devra contribuer à réguler les prix. Au plan de l'organisation du marché, ce responsable évoque le programme de réhabilitation de 32 marchés pour une enveloppe globale de 5,9 milliards de dinars, dont 3,7 pour les espaces consacrés au commerce de gros et 2,2 pour les marchés de détail. «Neuf marchés de gros ont vu les travaux de réhabilitation achevés, le reste étant en cours», indique M.

Aït Abderrahmane, qui révèle l'existence d'un projet de décret exécutif qui sera signé vers le début de l'année 2012. Le texte visera à réguler et organiser des marchés de gros des fruits et légumes et alimentaires. L'invité de la radio affirme qu'une entreprise publique (Magro) a été créée pour gérer les marchés de gros des fruits et légumes. L'Etat financera la réalisation des marchés de gros à dimension nationale et régionale. «Les collectivités municipales doivent contribuer à ces opérations», indique-t-il. Des mesures seront prises permettant aux communes de contracter des financements bancaires à des taux bonifiés pour réaliser des centres commerciaux.

M. Aït Abderrahmane affirme, par ailleurs, qu'un programme de recrutement a été lancé par la tutelle pour consolider les effectifs des contrôleurs, qui devront passer à 7.000 d'ici 2014, et assurer ainsi «une meilleure couverture du marché». Et d'indiquer que 1.000 universitaires ont été recrutés en 2010, alors que l'année 2011 verra le recrutement de 2.500 autres fonctionnaires. Le ratio actuel en matière de couverture du marché est très faible, sachant qu'une brigade est affectée pour 800 à 900 commerçants.

Raina Raïkoum

Kamel Daoud

Manuel de l'islamiste opportuniste

Un - Je ne fais jamais la Révolution. C'est comme pour l'accouchement : c'est la femme qui donne la vie et c'est moi qui donne

le nom. J'attends donc que Bouazizi s'immole, que les jeunes d'octobre se fassent descendre, que des facebookistes se fassent tuer à square Tahrir, puis je prends mon trois-pièces (barbe, kamis et haut-parleur) et je sors faire la soirée, revendiquer, dire que c'est moi le Père et le propriétaire et demander la démocratie, des sièges au Parlement, le droit à la parole et un Etat pour moi, selon moi.

Deux - Je ne demande jamais l'application de la chariâa. Pas au début. Je ne suis plus un idiot. Je demande la démocratie puis je lui mets un voile et je l'épouse avec mon sourire. Après, je demande à la démocratie de ne pas sortir seule dans la rue sans un accompagnateur, de ne pas ouvrir les fenêtres quand je ne suis pas là, de ne pas montrer ses cheveux aux étrangers et de m'obéir au doigt et à la paupière. Au début, il ne faut pas faire à la démocratie, il faut la séduire. Après, c'est plus facile : avec une bague à la main, elle a un collier au cou et une chaîne au pied.

Trois - Je ne dis jamais ce que je pense mais ce que pensent les autres. Jusqu'à ce qu'ils n'arrivent plus à penser correctement. C'est alors que j'arrive, je surviens, je me révèle. Je prends la parole, le haut-parleur, la bouche, la langue, le vêtement et la rue et le quartier et le stade. Les gens n'ayant plus où aller, vont aller avec moi.

Quatre - Je respecte la loi et la Constitution jusqu'à ce que j'arrive où je veux arriver. Après, quand je prends le pouvoir ou la rue, c'est le contraire : c'est la loi qui est obligée de me respecter.

Cinq - La recette c'est de répéter partout que « j'y étais » : lors de la bataille de Badr, pendant les événements d'octobre, pendant la révolution du Jasmin, en Andalousie jusqu'au dernier moment, au sud comme au nord et même dans votre propre lit. Ma stratégie, c'est d'occuper l'espace et d'investir l'intimité : j'ai donc des avis sur le futur de l'Etat, la vie du couple, les ablutions intimes, le fisc et l'amour, l'habit et les ongles. La dictature c'est une personne, l'islamiste c'est un peu personne qui se fait passer pour tout le monde.

Six - Je suis myope quand je vise, sauf quand je vise le Pouvoir : par exemple, quand je parle de Djihad contre l'Occident, je vise l'Occident mais je tue le policier de mon quartier. Quand je veux libérer la Palestine, je pose une bombe dans un café de mon quartier. Quand je dis l'Occident nous attaque, j'attaque les femmes de mon quartier. Quand je parle du Paradis pour tous, je parle surtout du Pouvoir pour moi. Et quand je discute de la liberté, je discute de la mienne, pas celle des autres.

Sept - Le meilleur moyen de prendre la terre, c'est de parler du ciel. Et pendant que les gens cherchent Dieu dans les nuages, moi je cherche les plus belles chaussures à la sortie des mosquées. D'ailleurs, je le dis partout : faites la prière en groupe : pendant que vous faites face à Dieu, moi, je suis dans le dos de tout le monde. La meilleure technique c'est dire qu'il y a une vie (meilleure) après la mort. Celle des autres. Toujours.

Huit - Cacher que « le printemps arabe » est une saison où le peuple plante des fleurs que vous tentez de cueillir en disant que les fleurs sont meilleures au paradis.

Made
in
JAPAN

150 000^{DA} de Remise

TOYOTA ALGERIE

LIVRAISON IMMÉDIATE

Rendez-vous au
SIVI
Salon International du
Véhicule Industriel
SAFEX - PAVILLON CENTRAL
Du 02 au 08 octobre

Pour tout achat en TTC
d'un camion Hino
BENNE 2.4 T, profitez
de 150 000 DA de
remise.

Plus qu'une offre, un investissement DURABLE

Offre valable jusqu'au **31 octobre 2011** dans tout le réseau TOYOTA ALGERIE.
Disponible dans tout le réseau TOYOTA ALGERIE et ses agents représentants.

GARANTIE
2
ans
100 000 KM

Reghaia: 021 84 88 17 / 021 84 99 96 / 021 84 96 12- **Alger**: 021 98 30 00 - **Blida**: 025 43 14 14 - **Ouargla**: 029 71 71 71
Annaba: 038 51 16 96 - **Oran**: 041 98 30 00.

MEROUANI KARIM AUTOMOBILES: SETIF, Tél.: 036 83 24 30.
M'HAMED SLIMANE: DJELFA, Tél.: 027 87 75 80.
SAIDANI OULED SLAMA: BLIDA, Tél.: 025 46 34 34.

ARC EN CIEL: TLEMCEM, Tél.: 043 38 00 70.
ADJIAD AUTO: M'SILA, Tél.: 035 55 95 65.
AYAD: ANNABA, Tél.: 038 84 44 56.

BEKKOUR & COMP.: BEJAIA, Tél.: 034 29 61 88.
BOUBERNOUS: ADRAR, Tél.: 049 96 99 23.
FADLI AUTO: AIN MLILA, Tél.: 032 44 86 04.

Garantie 5 ans

BM-SMART

Récepteur Média Box avec navigateur Web

Exclusif

Naviguez sur internet & YouTube
pour la première fois en Algérie
grâce à votre démo MediaBox, FULL-HD

Service après-vente:

SAV HAMIZ: Cité Friri N°2 Groupe W Lotissement 04 Local 02 El Hamiz. Email: savhamiz@yahoo.fr

SAV ORAN: 2 Rue Avenue EST cite Khemisti Bir El Djir Oran. Email: savoran@yahoo.fr

SAV MEDEA: Rue du 5 Juillet Hai Theniet El H'Djar Médéa. Email: savmedea@yahoo.fr

SAV GUELMA: en face de l'entrée principale de l'université.

SAV MOHAMMADIA: Rue Larbi Ben M'Hidi N°60 Mohammadia. Email: savmohamadia@yahoo.fr

SAV CHLEF: Hai Essalem N°1 Chlef Email: savchlef@yahoo.fr

SAV BLIDA: Rue Amara Youcef N°03, Blida. Email: savblida@yahoo.fr

Showroom

Guelma

en face de l'entrée principale de l'université
Tél: 030 72 15 31

Blida

Rue Amara Youcef N°03, Blida.
Tél: 0550 92 67 19

Oran

134, Rue Larbi Ben M'Hidi, Oran.
Tél-Fax: 041 40 69 12

www.streamsystem.com

Ecoute client : 0560 012 841

PACK CADEAUX OFFERT

HAIMA 1
À partir de:
599 000 DA(*)

Moteur à 04 Cylindres
Air Conditionné
Vitres Électriques Avant

Auto Radio
Troisième Feu de Stop

véhicules disponibles

FORSTAR
À partir de:
599 000 DA(*)

MOTORISATION TECHNOLOGIE MAZDA

(*) TAXE SUR LES VÉHICULES NEUFS NON INCLUSE

SHOW ROOM LES SOURCES
6, Rue HASSAN BENAMANE
Les CASTORS, Bir mourad Rais - Alger
Tél.: 021 44 09 76 / 86
Fax: 021 44 09 64
Mob.: 0770 32 42 30 / 0770 32 42 35

SUCCURSALE OUED SMAR
Site TALANTIKIT, Zone Industrielle
de Oued Smar - Alger.
Tél.: 021 51 47 09 / 021 51 46 98
Fax: 021 51 46 96
Mob.: 0770 93 39 83

SUCCURSALE ORAN
Lot N° 02 Lotissement
37 ZHUN USTO (ChââJamel),
Route de Sidi Maarouf - Oran.
Tél.: 041 42 02 38 - Fax: 041 42 02 38
Mob.: 0770 32 42 36

AZAZGA: ETS SIAD Tél.: 026 34 53 28 - Mob.: 0771 34 84 07 - **TIZI-OUZOU**: ETS ABDENNOUR LOUNES Tél.: 026 43 11 36 - Mob.: 0771 24 29 78 - **BEJAIA**: BOUGIE AUTO Tél.: 034 21 79 21 Mob.: 0661 45 00 83
SETIF: FOUARA AUTO Tél.: 036 93 93 49 / 036 93 00 60 - Mob.: 0770 93 20 10 - **SKIKDA**: ETS BOUTI MUSTAPHA Tél.: 038 72 26 60 Mob.: 0550 52 70 41- **BATNA**: CITY AUTO Tél.: 033 85 43 61 / 033 85 43 61 033 85 32 12 - Mob.: 0770 94 19 52 - **TEBESSA**: MESKALDJI AUTO Tél.: 037 49 64 54 Mob.: 0771 12 81 87 - **LAGHOUAT**: ALFAAUTO Tél.: 029 93 16 87 - Fax: 029 93 16 87 Mob.: 05 55 31 01 66
GUELMA: K&M AUTOMOTIVE - Tél.: 037 20 33 71 - Mob.: 0550 46 73 81 - **AIN M'LILA**: CHEBANA Tél.: 032 41 54 37 Mob.: 0550 76 92 78 - **TLEMCEM**: PALACE AUTO Tél.: 043 27 13 99 / 043 27 14 68 Mob.: 0770 61 20 82 - **SIDI BEL ABBES**: PALACE SBA Tél.: 048 55 56 13 / 048 55 56 11 Mob.: 0770 61 20 82
BISKRA: CHEBLI AUTO Tél.: 033 75 95 27 - Mob.: 0667 01 05 70 **EL OUED**: IMAD AUTO Tél.: 032 21 81 83 - Mob.: 0664 91 12 35 - **CONSTANTINE**: ETS KECHKAR Tél.: 031 90 67 44 Fax: 031 90 65 85 - Mobile: 0775 72 02 24 / 0770 44 46 49

**La ténacité face à Israël
et à ses alliés a été payante**

Le Hamas libère le soldat Shalit contre 1027 Palestiniens

Salem Ferdi

Le mouvement Hamas a tenu. Il a obtenu en échange du soldat Gilad Shalit, capturé en 2006 dans une audacieuse opération militaire menée par les résistants palestiniens, la libération de 1027 prisonniers palestiniens dont 27 femmes. Une grande réussite.

C'était le 25 juin 2006 précisément que des combattants palestiniens ont attaqué une position militaire israélienne près de Gaza. Trois combattants palestiniens sont morts dans l'opération, deux soldats israéliens avaient été tués et le soldat Gilad Shalit, qui est également de nationalité française, avait été capturé. Dans les jours qui ont suivi l'opération, plus de 200 Palestiniens seront tués et 800 blessés dans des représailles israéliennes qui ont touché essentiellement des civils. Depuis des années une intense propagande, au mode larmoyant, sur le «pauvre otage» Gilad Shalit - soldat engagé dans la guerre contre le peuple palestinien - a été menée dans les médias occidentaux et notamment français. Sans se soucier du fait que des milliers de palestiniens dont des femmes et des mineurs croupissaient dans les geôles israéliennes. Le président français, Nicolas Sarkozy en a fait une «affaire personnelle», il ne s'est jamais soucié du sort de Salah Hamouri, né de mère française et de père palestinien, emprisonné depuis 2005 par Israël sous de fausses accusations.

UN EXCELLENT RÉSULTAT

Le Hamas a subi de très fortes pressions au cours de ces dernières années pour libérer le soldat Shalit, il a résisté. Il a également réussi à éviter la localisation du prisonnier malgré les efforts des services israéliens et la mobilisation de leurs indicateurs. Et on sait qu'ils n'en manquent pas. Le Hamas a également tout fait pour préserver la vie du soldat Shalit durant l'agression barbare contre la bande de Gaza entre le 27 décembre 2008 et le 18 janvier 2009. Le succès politique qu'il engrange aujourd'hui est dû à cette persévérance et à cette ténacité. Il n'a pas livré des informations sur Shalit et n'a pas permis à la Croix-Rouge de le rencontrer très clairement pour éviter que les services

israéliens et occidentaux amis d'Israël n'en profitent pour le pister et le localiser. Et à la propagande larmoyante sur le sort de «l'otage» Shalit, il n'avait pas besoin de beaucoup d'arguments pour répondre. 1027 prisonniers libérés, c'est un excellent résultat. Et dans la négociation, le Hamas a refusé de plier sur l'exigence israélienne à ce que les prisonniers libérés aillent à Ghaza ou à l'étranger. «C'est une victoire pour le peuple palestinien» a dit Khaled Mechaal. C'est indéniable même si le Hamas en profite pour faire un grand come-back après la réussite politico-médiatique de Mahmoud Abbas à l'Onu. Pourtant, ce sont bien les Palestiniens qui sortent vainqueurs. Le président Mahmoud Abbas s'est d'ailleurs vivement félicité de cet accord entre le Hamas et Israël. «Le président Abbas se félicite chaleureusement de la conclusion d'un accord d'échange qui est un succès national palestinien», a déclaré le négociateur Saëb Erakat depuis Caracas, où il accompagne le dirigeant palestinien en tournée en Amérique latine. M. Abbas a remercié l'Égypte pour sa médiation.

UN «ACCORD HONORABLE»

Cette libération est le fruit de la résistance, de la ténacité. Khaled Mechaal a souligné que toutes les femmes palestiniennes encore en prison seront libérées dans l'échange. «Je félicite encore les Brigades Ezzedeen Al Qassam et les organisations palestiniennes qui ont réussi à capturer le soldat israélien Shalit. Mes remerciements vont au peuple palestinien dans la bande de Gaza et en Cisjordanie pour sa fermeté contre le siège israélien. Mes remerciements vont également à l'Égypte pour le rôle qu'elle a joué dans l'accomplissement de cette négociation.» a déclaré Khaled Mechaal. Les Brigades Ezzedeen Al-Qassam, branche armée du Hamas, ont salué un «accord d'échange honorable» a été accompli, dans lequel des détenus palestiniens seront libérés contre la libération du soldat sioniste Gilad Shalit. Marwan Barghouti, leader respecté du Fatah de l'intifadha et Ahmed Saadate, chef du FPLP et trois dirigeants d'Al Qassam, Abdallah Barghouti, Adnane Essayed et Ibrahim Hamed, sont exclus de l'accord d'échange.

L'Algérie est déjà concernée

Le visa biométrique Schengen généralisé

Moncef Wafi

La Commission européenne, en annonçant hier l'obligation du visa biométrique pour les ressortissants des pays d'Afrique du Nord, dans un premier temps, ne fait qu'officialiser à l'ensemble des 25 pays européens de l'Espace Schengen qui délivrent chaque année quelque 13 millions de visas, une pratique déjà en vigueur dans certaines ambassades, dont celle de la France. Ainsi, image faciale numérique et empreintes digitales sont devenues obligatoires pour les demandeurs de visas issus d'Algérie, du Maroc, d'Égypte, de Libye et de Mauritanie.

La biométrie consiste à stocker sur un support (carte à puce, code/barre ou simple document), une ou plusieurs caractéristiques physiques d'un individu (empreintes digitales, reconnaissance faciale, iris de l'œil) pour permettre de vérifier que le porteur d'un document en est bien le titulaire. Etant donné que l'élément biométrique est propre à une seule et même personne, il constitue le facteur déterminant pour l'authentification d'un utilisateur. Dans le cas d'un visa, l'ima-

ge de face du voyageur en tant qu'élément biométrique principal, ainsi que le relevé d'empreintes digitales y sont obligatoirement stockés. Ainsi, et à l'avenir, si le demandeur de visa se représente de nouveau dans un consulat pour d'autres demandes, dans les cinq années suivantes, ses empreintes ne seront plus relevées, mais seront précédentes enregistrées dans le VIS.

«Les données dactyloscopiques seront effacées après cinq ans», a précisé la Commission européenne. Une procédure qui doit être élargie plus tard à Israël, la Jordanie, le Liban et la Syrie, puis à l'Afghanistan, à Bahreïn, à l'Irak, à l'Irak, au Koweït, à Oman, au Qatar, à l'Arabie Saoudite, aux Emirats arabes unis et au Yémen. Cette généralisation du visa biométrique, faisant partie des mesures imposées depuis le 11 septembre 2001 qui tendent à renforcer la sécurité dans les avions et les aéroports, se veut une parade contre les fraudes et les vols d'identité, insiste la commissaire en charge de la Sécurité, Cecilia Malmström, qui explique que «grâce au nouveau système, la délivrance et la vérification des visas se-

ront plus efficaces et plus sûres». Cette mesure s'inscrit dans le cadre du système d'information sur les visas (VIS) de l'UE et les premiers postes connectés au système sont les consulats des pays membres de Schengen, en Algérie, au Maroc, en Égypte, en Libye, en Mauritanie et en Syrie.

Les pays de l'Espace Schengen dans le monde ont deux ans pour se connecter au système. Si il est une première pour certains pays, le visa biométrique n'est pas une nouveauté en Algérie où il est entré en vigueur depuis quelques années, exigé par quelques ambassades comme celle de la France ou de l'Allemagne.

Paris a été parmi les premiers Etats européens, si ce n'est le premier, à avoir généralisé le visa biométrique, à partir de fin 2006, début 2007, prenant comme pays pilote le Mali. Rappelons que l'introduction du visa biométrique s'est répercutée sur les frais de visa qui ont connu une nette augmentation, expliqués alors par l'ambassadeur d'Allemagne à Alger, Johannes Westerhoff, par l'utilisation d'une technologie pointue et des ressources humaines plus qualifiées.

Industrie mécanique

Le ministère de la Défense s'arme

Moncef Wafi

Le Groupement de promotion de l'industrie mécanique, dont le siège sera implanté dans la wilaya de Constantine, selon le décret présidentiel n°11-312 du 6 septembre 2010, publié au Journal officiel n°50, est né. Placé sous l'autorité du ministère de la Défense nationale, le conseil d'administration étant présidé par le ministre de la Défense ou son représentant, le GPIM, autonome financièrement, a pour principale mission d'accompagner l'industrie nationale mécanique, assurer la conception, le développement et la fabrication de véhicules et moteurs destinés notamment aux besoins du ministère de la Défense nationale et veiller à la surveillance industrielle des activités liées à la fabrication des moteurs et des véhicules.

Le GPIM est également appelé à gérer des sociétés et filiales qu'il contrôle ou dans lesquelles il est actionnaire avec d'autres partenaires. Il peut aussi créer des complexes, unités ou filiales et prendre des actions dans des sociétés commerciales, selon le décret présidentiel. Le groupement peut aussi «sous-traiter», en fournissant toutes prestations de nature à rentabiliser ses potentialités managériales, industrielles et de recherche-développement et commerciales.

Cette création, qui vient renforcer un peu plus la présence de la grande Muette dans le tissu économique, s'ajoute à l'annonce faite par le ministère de la

Défense, le 4 octobre dernier, de la création de deux entreprises mixtes algéro/émirat/allemandes. Ainsi, deux pactes d'actionnaires ont été signés entre des sociétés algériennes et la société émiratie «Aabar Investments», pour la création de deux sociétés communes de production de véhicules utilitaires et de moteurs. La première société, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'accord conclu entre le gouvernement algérien, «Aabar» et les sociétés allemandes Daimler, Deutz et MTU, est implantée à Tiaret et a pour objet la production de VLTT (4X4) et de véhicules utilitaires. L'Algérie a déjà signé un contrat avec l'Allemagne pour l'acquisition de matériel militaire. Quatre marchés avaient été décrochés notamment par les groupes Rheinmetall et MAN pour la construction de blindés de transport Fuchs, alors que Daimler compte vendre des camions et des tout-terrains. Quant à la seconde société, elle est dédiée à la production de moteurs sur le site de Oued Hamimime (Constantine), et pour le MDN, il s'agit là du «troisième partenariat qui conclut Aabar Investments avec la partie algérienne, et qui s'associe ainsi au développement de l'industrie mécanique en Algérie». La signature de ces actes entre dans le cadre de l'application des termes d'un protocole d'accord conclu en août 2009, et qui porte notamment sur la création de trois sociétés mixtes chargées de conduire et d'exploiter des projets industriels au niveau

des pôles mécaniques de Ain Smara, Oued Hamimime et Tiaret, rappelle-t-on. Ainsi, une société à capitaux mixtes, la «Société algérienne de fabrication de véhicules spéciaux» (Rheinmetall/Algérie/SPA), a été constituée et enregistrée. Elle est composée de cinq entités (EPIC/GPIM/MDN, EPE/SOFAME), et les sociétés Aabar/EAU, Ferrostaal (RFA) et Rheinmetall.

En outre, un autre protocole d'accord de partenariat industriel et commercial algéro/émirati/allemand, portant sur la modernisation et l'extension de la plate-forme de production de véhicules industriels de Rouiba avait été signé pour créer une société commune algéro/émirat, avec comme partenaire technologique le groupe Daimler, portant sur la fabrication de véhicules industriels de marque Mercedes-Benz, sur le site de la SNVI à Rouiba.

Le 5 octobre, le ministère de la Défense annonçait la signature d'un accord entre l'Établissement de constructions mécaniques de Khenchela (ECMK) et l'émirati Caracal, filiale du fonds d'investissement du même pays, Tawazun.

Rappelons que le MDN est déjà présent dans le domaine du textile, devenant actionnaire à hauteur de 60%, dans l'entreprise publique économique par actions regroupant 7 entreprises, à travers l'entreprise des chaussures et d'habillement relevant de son ministère. Cette entreprise produira les tenues des établissements militaires et autres corps constitués.

Washington

L'Iran accusé d'avoir tenté d'assassiner l'ambassadeur saoudien

Yazid Alilat

Nouvelle escalade entre les Etats-Unis et l'Iran mercredi après l'inculpation aux Etats-Unis de deux Iraniens accusés de tentative d'assassinat de l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington. Entre Téhéran et Washington, la tension est vite montée, comme il est de tradition depuis la chute du Chah en 1979 et l'arrivée au pouvoir d'un Etat théocratique en Iran, au point que les Américains en appellent à des sanctions internationales. Mardi, le ministre américain de la Justice, Eric Holder, avait annoncé l'inculpation de deux ressortissants iraniens, accusés d'avoir tenté d'assassiner l'ambassadeur Abdel Al-Jubeir, un conseiller du roi qui avait joué un grand rôle pour défendre le royaume wahhabite après les attentats du 11-Septembre.

Le projet d'attentat contre l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis, que Washington a annoncé mardi avoir déjoué, est «une violation odieuse» des conventions internationales, indique dans

un communiqué l'ambassade saoudienne aux Etats-Unis. «Ce projet d'attentat est une violation odieuse des critères, des normes et des conventions internationales et est en conflit avec les principes d'humanité», a déclaré l'ambassade royale d'Arabie Saoudite, qui exprime sa «gratitude» aux Etats-Unis pour avoir déjoué l'attentat.

A Téhéran pourtant, on ne croit pas aux accusations américaines, qualifiées de «conspiration diabolique» dans une lettre adressée mardi aux Nations unies. «Dans les termes les plus forts et catégoriquement, l'Iran condamne cette accusation honteuse des autorités américaines et la considère comme une conspiration diabolique bien orchestrée en droite ligne de leur politique anti-iranienne», a estimé l'ambassadeur iranien à l'ONU, Mohammad Khazaei, dans cette lettre envoyée au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et au Conseil de sécurité. De son côté, le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, a mis, hier mercredi, les Etats-Unis en garde contre toute tentative de «confrontation» avec l'Iran dans cette

nouvelle affaire (du complot iranien présumé) contre l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Washington. «Nous ne cherchons pas la confrontation mais s'ils nous l'imposent, les conséquences en seront plus dures pour eux» que pour l'Iran. Le chef de la diplomatie iranienne a, par ailleurs, affirmé que Téhéran avait «de bonnes relations avec l'Arabie Saoudite», et que les seuls désaccords entre les deux pays concernaient «les questions internationales».

Pour Washington, il ne fait aucun doute qu'il s'agit là d'une opération (iranienne) qui entre dans le cadre d'un complot «conçu, organisé et dirigé» par l'Iran. Manssor Arbabsiar et Gholam Shakuri sont accusés d'avoir préparé un attentat à la bombe lors de ce complot «dirigé par des éléments au sein du gouvernement iranien», a déclaré le ministre de la Justice américain lors d'une conférence de presse. Manssor Arbabsiar, qui dispose de la double nationalité américaine et iranienne, a été arrêté le 29 septembre à l'aéroport Kennedy de New York et devait être présenté à un juge de Manhattan dans la journée

de mardi, a précisé le ministère de la Justice dans un communiqué. Il risque la prison à vie. Gholam Shakuri n'a en revanche pas été arrêté. Les deux hommes sont poursuivis notamment pour «conspiration en vue de tuer un responsable étranger», «utilisation d'une arme de destruction massive (des explosifs)» et «conspiration en vue de commettre un acte de terrorisme international», selon le ministère. Le président Barack Obama a été mis au courant dès juin de l'existence de ce complot, a annoncé un responsable de la Maison-Blanche.

Cette affaire risque en fait d'envenimer davantage les relations irano-américaines, déjà passablement détériorées avec le dossier du nucléaire iranien, alors que Téhéran est également soupçonné d'en vouloir à Ryadh, impliqué dans la répression des manifestants au printemps dernier, demandant un changement de pouvoir au Bahraïn, pays à majorité chiite. Pour beaucoup d'analystes, cette affaire risque de faire monter la tension entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, et entre Téhéran et Washington.

Le gaz de schiste, est-ce bien raisonnable ?

PAR RÉGHIS RABAH*

Ceci confirme donc ce qu'a déclaré le ministre de l'énergie et des mines lors de la conférence organisée par Cambridge Energy Research Associates qui s'est tenue en mars 2011. Il a précisé à un journal américain que l'Algérie disposait de réserves de gaz de schiste qui peuvent dépasser de très loin certains champs américains. Cette offensive de la politique stratégique de Sonatrach et, partant de l'Algérie soulève au moins deux questions. La première étant relative à l'intérêt de se lancer dans l'exploration de cette ressource non conventionnelle et techniquement très controversée alors que plus de 65% de son domaine minier regorge de piéges de gaz naturel plus facile à soutenir. Serait-il une manière indirecte d'avouer un échec du régime de concession qui semble t-il ne draine pas beaucoup de contrats intéressants ? La deuxième nous conduit à se poser des questions sur nos stratégies qui seraient novices au point de ne pas se rendre compte du piège tendu par les entreprises américaines pour casser les prix du gaz et obtenir un plan de charge dans un pays comme le nôtre qui ne jouit d'aucune expérience d'exploitation de ce type de ressource. Il faut souligner justement que les Américains n'ont pas caché leur intention dès le début de cette découverte en 2008. Le rapport Barclays⁽²⁾ déclarait que « les gaz de schiste vont établir et définir un nouveau coût marginal (plus bas) qui fera pression sur l'économie du gaz conventionnel. L'objectif ajoute t-il est la surabondance de ce gaz sur le marché servant à maintenir les prix autour de 300 MM BTU. » Les responsables algériens au lieu de dire « chiche » sont tombés comme d'habitude de plein pied dans ce piège pour se réorienter dans une activité que seuls les américains maîtrisent et qui font tout pour l'exporter dans des pays où il existe très peu de contraintes environnementales.

POURQUOI SONATRACH SPÉCIALEMENT N'A AUCUN INTÉRÊT À INVESTIR DANS LE GAZ DE SCHISTE ?

Parce que tout simplement elle maîtrise la recherche, l'exploration, le traitement et le transport du gaz conventionnel. Il faut souligner qu'elle a construit la première usine de liquéfaction au monde en 1964, la Camel dans l'ouest du pays. En dépit des difficultés liées à la gestion de ses ressources humaines, elle dispose d'une expertise de tous les procédés de liquéfaction. Avec le temps, elle s'est imprégnée des avantages et des inconvénients des deux modes de transport du gaz conventionnel. Elle exporte actuellement près de 62 milliards de m³ et ambitionne porter ce chiffre à 85 milliards de m³ d'ici 2015. Pour cela des capitaux ont été consentis et le moindre \$ reste nécessaire. Elle a tout intérêt à capitaliser, consolider et fertiliser cette expérience qu'elle pourra fructifier dans le cadre d'un partenariat du type win win. Les Russes l'ont déjà souhaité. Ses réserves en gaz naturel fin 2010 sont estimées à 4,5 trillions de m³ et la place au rang de la deuxième en Afrique après le Nigeria avec 5,3 trillions de m³ ⁽³⁾.

L'Algérie qui dispose d'un vaste domaine minier avoisinant les 2 millions de KM2, exploré sur à peine 35%, va engager au début de l'année prochaine selon le PDG de Sonatrach⁽¹⁾ ses premières explorations de gaz de schiste dans le sud ouest du pays.

POURQUOI LE GAZ DE SCHISTE N'A PAS ENCORE D'AVENIR IMMÉDIAT ?

Tous les pays y compris la Russie vont abandonner cette option. La France vient de le faire cette semaine en dépit de sa forte dépendance des importations. Elle importe 98% de ses besoins en gaz. La Pologne continue son exploitation par manque de substitution et surtout de moyens pour le remplacer. On peut situer les réserves mondiales en trillions de m³ comme suit :

Continent	Gaz conventionnel	Gaz non conventionnel
Amérique du Nord	9,9	115,0
Europe Entière y compris la Russie	63,1	35,5
Moyen Orient et Afrique	90,5	75,0
Amérique du Sud	7,4	95,0
Asie et Pacifique	16,2	28,0
Total mondial	187,1	349,5

Source : Combinaison des données tirées de Statistical Review 2011 de BP et le laboratoire de géologie de Lyon

Les réserves mondiales de gaz de schiste font presque le double de celles du gaz naturel. C'est cet élan qui fait pousser les compagnies américaines, au demeurant pionnière dans ses techniques d'exploitation à venter ses qualités d'ailleurs en vain. Les Etats-Unis ont par rapport à tous les pays de la planète le plus de contrainte d'environnement. L'expérience a montré par le passé que les réserves abondantes même virtuellement sous forme de bluff, influence le marché. Pour rappel, la compagnie Schell n'a-t-elle pas sous évalué ses réserves de pétrole et de gaz pour falsifier ses comptes comptables ? L'ouverture d'une enquête par le SEC a entraîné le départ prématuré de son directeur du groupe Phillip Watts. BP a triché sur ses réserves en mettant de côté délibérément les cessions forcées. La firme Brésilienne Braspetro a annoncé avoir découvert un gisement géant au large de Sao Polo pour juste augmenter la valeur de ses actions. La Douma russe a voté en 2002 une loi punissant de 7 ans d'emprisonnement toute personne qui divulgue les réserves. L'OPEP triche sur les réserves pour avoir les quotas les plus élevés, donc sur la production. Les experts de l'Aramco ont affiné à 10,15 millions de barils par jour la production du pays en 2011 alors que le ministère de l'énergie du royaume la situe à 13,6 millions de baril par jour en 2010 et 19,5 millions de baril en 2020 et, selon le royaume pour répondre aux besoins mondiaux. En 2003, Téhéran a publié une revalorisation de ses réserves de 35,7% sans citer de nouvelles découvertes. Ce pays a justifié cette revalorisation par l'amélioration du taux de récupération des gisements en place etc. On peut citer de nombreux exemple qui font dire à un expert de la compagnie Total « Les chiffres officiels des réserves pétrolières et gazières sont loin d'être des données purement scientifiques. C'est le reflet d'un patrimoine financier que les Etats valorisent ou déprécient selon leur intérêt du moment. » Donc les Etats-Unis et certains pays européens demeurent viscéralement dépendant du gaz naturel d'autres pays pour leur consommation interne, font de la surenchère avec son potentiel important en gaz de schiste. Ils ont réussi à influencer le marché de gaz. (Baisse des prix, abandon de l'OPEP gaz, découragement des alliances etc.)

Dans le fond, la forte poussée des Verts, les prive de l'exploitation de ce potentiel comme celui du gaz de charbon. Pourquoi ? Le gaz dit conventionnel se forme d'abord dans des roches dites « mères », il migre par la suite vers d'autres roches « réservoirs ». Ces dernières sont poreuses et perméables. Pour ne pas laisser échapper ce gaz à travers les fissures vers la surface, elles sont couvertes par des roches dites « couvertures ». Un simple forage vertical suffit de le diriger vers la surface. Le gaz

de schiste quant à lui se forme de la même manière dans des argiles ou marnes litées feuilletées mais très peu perméables. Donc il ne les quitte pas. Pour soutenir ce gaz, la seule solution est de descendre jusqu'à cette roche mère et de la casser (fracturer) en utilisant une technique dite de fracturation hydraulique pour permettre à ce gaz de s'échapper vers le haut. Cette opération se fait avec de l'eau très chaude mélangée à du sable qui permettra aux fractures de rester ouvertes et surtout à très haute pression. Il faut des compresseurs puissants et 10 000 à 15 000 m³ d'eau par forage. Cette quantité est difficilement disponible car la plupart des gisements dans le monde sont situés à proximité des centres urbains. Pour bien pénétrer la roche, les forages verticaux sont couplés à d'autres horizontaux. Ce maillage dégrade le paysage. L'écart de pression entre la tête et la couche est tellement important qu'une petite fissure dans le ciment de l'espace annulaire du puits peut permettre à coup sûr à ces gaz de s'échapper pour contaminer les nappes phréatiques. Ces deux inconvénients majeurs ont découragé de nombreux pays à ne pas l'exploiter pour le moment jusqu'à l'apparition d'autres techniques. Les russes fantasment d'une technique de fracturation avec utilisation d'explosion nucléaire. Comme pour la voiture électrique, le gaz du charbon, le pétrole de laboratoire, le gaz de schiste se recherche en fonction des prix. Il deviendra rentable lorsqu'on découvrira des techniques moins coûteuses et surtout moins polluantes.

L'Algérie qui ne maîtrise pas cette fracturation hydraulique déjà en difficulté n'a aucun intérêt à s'y encombrer opérationnellement et risquer de compromettre les réserves d'eau pour les générations futures. Déjà, elle fait amplement en soutirant du brut, le vendre contre des dollars qu'elle place à l'étranger au moment même où le pic pétrolier a entamé sa descente.

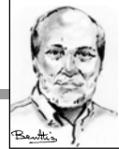
* Consultant et Economiste pétrolier

Renvois :

- (1)- Voir le Quotidien d'Oran du 29/09/2011
- (2)- Ces données sont confirmées par la dernière étude réalisée par Barclays (banque d'affaire) voir Oil Daily du 28 août 2009
- (3)- millier de milliards de m³ ou 10 à la puissance 12 voire statistical review de BP 2011

LE-DIT DU JEUDI

Par Abdou B.



L'après-Bouteflika, c'est quoi ?

«Toujours le chef est seul en face du mauvais destin».

De Gaulle

L'Algérie serait grosse de deux se narii selon les évolutions du pays. Le premier n'est pas souhaité par les populations qui portent les stigmates de la décennie rouge sang. Le prix versé inciterait à des consensus, à un volontarisme politique et à développer un projet de société qui mettrait le holà aux velléités salafistes et à l'activisme dans la société de courants intégristes, rentiers, et qui entendent reconstruire un statu quo mortel. Dans le respect de la Constitution, des lois et de toutes les libertés, y compris celles du culte, de l'information et de l'activité politique pacifique.

Le second serait un retour dans la paix et la négociation franche à l'essence des réformes initiées il y a deux décennies, dans des conditions internes et financières très difficiles. Et à ce niveau, il y a lieu de rafraîchir des mémoires sélectives dans la défiance et la volonté de faire oublier des réels lourdement vécus. La pression des institutions financières internationales, le délitement de l'Etat pris en otage par l'intégrisme local, l'indifférence sinon la complicité de la « oumma », une police politique restée dans l'esprit de la Stasi, une bureaucratie ravageuse, l'étouffement de toutes les libertés caractérisaient le début des années 90. Une histoire chaude qui reste à faire sereinement.

Le scénario catastrophe serait la continuité d'un système assis sur la rente pétrolière, une démocratie de façade, un pluralisme affairiste dominé par l'informel dans les activités commerciales, politiques, religieuses, qui font la part belle aux importations alimentaires, à une gestion surréaliste des IDE, de l'économie productive, au découpage politicien des syndicats et en l'absence d'une politique audacieuse de l'économie fondée sur le savoir, vers les technologies nouvelles qui n'ont aucune chance avec toutes les censures sous-développées qui entrent en transe avec la publication d'un simple livre qui serait désobligeant envers telle ou telle institution.

Les pays émergents (B.R.I.C.) et ceux qui cumulent les prix Nobel, les brevets, des dizaines de TV, des centaines d'associations autonomes, une société civile contestataire et intelligente avec laquelle les grands de ce monde vivent en parfaite harmonie dans le débat contradictoire parce qu'elle est une richesse inestimable et un contre-pouvoir qui enrichit les gouvernances et les sociétés où il fait bon vivre, capitalisent toutes les oppositions. Ces contrées sont rêvées, fantasmées par la jeunesse des pays arabes et africains, reçoivent le gros d'émigrés clandestins, désespérés et suicidaires. A-t-on entendu parler d'un Européen qui met sa vie en jeu pour rejoindre un quelconque pays africain ou arabe ? La question mérite d'être discutée par des « élus » bien payés, gras et surtout fainéants et incompetents.

Entre les deux scénarii, les patriotes qui ne se revendiquent ni de l'histoire ni de la religion musulmane (qui est venue pour toute l'humanité), en dehors des circuits partisans dont la faillite est indiscutable, ont des choix à faire de toute urgence, sans coquetterie stupide. Comment se défaire de l'extrémisme du T.V.M. (tout va mal) et de l'esprit courtisan psalmodié au rythme du T.V.B. (tout va bien), qui ne trompe personne lorsqu'on a écouté le pays profond durant le périple du Conseil national économique et social (CNES), loin des microcosmes aliénés par la promiscuité des appareils et des sectes algérois ? Pour les choix à faire, il y a des réalités incontournables qui pèsent sur le pouvoir, l'opposition et la société entière. La nostalgie prégnante du parti unique, qui a définitivement perdu le label de la légitimité historique en fonction de la moyenne d'âge nationale et parce qu'il est représenté par une alliance à trois têtes foncièrement contradictoires, obnubilées par les quotas respectifs au Parlement et travaillées par des échéan-

ces proches et dangereuses, n'est plus opératoire. En face et contre, il y a la société qui bouge, une jeunesse branchée sur le net, explosive, inventive et un environnement continental et international qui évolue chaque jour.

Dans une forêt de contradictions majeures, dangereuses, M. Bouteflika apparaît comme le dernier refuge, l'arbitre ultime pour des populations coupées des partis, du pouvoir et qui détestent l'administration retranchée dans le bunker des photocopies légalisées, les budgets des APC et des APW qui échappent aux « élus » pour leur exécution et par la fonction administrative approximative de n'importe quel acte directement adressé aux citoyens. L'Etat apparaît fragile, craintif à la moindre émeute et surtout soucieux de maintenir un système obsolète en l'état. Tout et son contraire a été dit, écrit sur la politique du premier magistrat. Sauf l'alternance programmatique. La gestion de M. Bouteflika sera faite par les historiens, les experts algériens et étrangers, en dehors des sectes partisans et des appareils officiels qui se sont accommodés de plusieurs présidents. Le sceau scientifique sera apposé un jour sur l'histoire du pays sous le règne de M. Bouteflika.

Pour ceux qui ont suivi peu ou prou la concertation menée par le CNES, à partir d'une saisine présidentielle, à travers les différents secteurs représentés et une écoute non partisane ou idéologique, les réalités nationales sont porteuses de toutes les ruptures, dans un sens ou dans l'autre, qui méritent des lectures non sélectives et surtout aux antipodes du TVB et du TVM. Et ne pas rendre compte des souffrances algériennes, que le média soit public ou privé, renvoie à des thèses que les citoyens ne veulent pas. L'après-Bouteflika est à ce jour inexploré de manière rigoureuse par le pouvoir et les oppositions éclatées publiquement en direction des populations. Et il y aura bien un après-Bouteflika un jour ou l'autre.

Les mandats du premier magistrat ne peuvent être analysés correctement, de façon non courtoise, non partisane, qu'à l'aune constitutive de la décennie rouge, du rôle joué par des chefs militaires, de civils sous influence, y compris étrangère, qui avaient pris toutes les précautions pour être à l'abri, avec armes et bagages, famille et prébendes, et par l'ex-FIS qui était persuadé (pour ceux qui ont eu à subir ses outrances dans l'exercice de leur fonction) que le pouvoir était au bout de fetwas bricolées et politisées à la va-vite.

M. Bouteflika, avec de grosses erreurs de casting, a conquis « le quart manquant » et cette conquête n'a de sens que mise en perspective avec les terribles dégâts dans toutes les institutions, dans les corps intermédiaires, dans les familles, au cœur de la société. Ceux qui ont vécu la tragédie au quotidien mériteraient d'être écoutés. La décennie, managée par des forces qui se moquaient de l'intérêt du pays, de son avenir, qui étaient rivées à des intérêts financiers algériens et étrangers, a débouché sur les crises vécues aujourd'hui.

Une jeunesse formidable, comme celle qui combat dans tous les pays développés, veut participer à 100% à la construction démocratique de l'Algérie. Vouloir la stériliser dans les conflits, rendus publics, d'appareils à l'intérieur de la majorité et limiter son horizon au tout va mal (TVM), ou au tout va bien (TVB), est criminel. L'Algérie étant le produit d'une histoire coloniale, d'une indépendance prostituée et du règne d'un parti unique qui a échoué sur toute la planète, mérite à coup sûr d'être le phare pour le continent.

Que les partis « au pouvoir », les opposants et les véritables républicains démocrates disent aux Algériens et au monde quel est leur projet pour l'après-Bouteflika. Est-ce trop demander ? Le premier magistrat n'est pas éternel, les chefs de la majorité et des oppositions non plus. Alors quid de l'Algérie en 2018-2030 ? Que la majorité atomisée et l'opposition éclatée le disent au peuple, sans arrogance ni démagogie stérile.

À l'écoute des walis, des élus et du peuple



PAR EL YAZID DIB

Mais d'emblée, il ne semble pas que tous «ces assis et assises» présents dans les rencontres régionales aient pu comprendre l'approche du CNES. Tous ont versé dans la requête, le bilan négatif. Une Algérie noire est vite dessinée aux yeux éberlués du président du CNES. Ces sociétaires doivent aussi avoir raison. Rien ne semble aller au mieux. Le CNES, qualifié par l'intelligence qui le préside en la personne du professeur Babès comme un «prétexte institutionnel» s'est vu alourdi par cet «exercice» prospectif de sonder les tréfonds d'une société en pleine et éternelle mutation. Il s'est attelé à faire réfléchir le génie collectif à même d'aller vers la rénovation du système de la gouvernance dans une entité en phase de transition permanente. Il doit aussi faire parler les segments sociétaires pour explorer et examiner un nouveau régime de croissance nationale. Les réformes politiques lancées le 15 avril requièrent un soubassement adhésif populaire. Les regroupements tenus ici et là, ont pour objectifs d'identifier les pistes pragmatiques de résorption des effets négatifs de la crise multidimensionnelle qui stigmatise la nation et qui avait exigé ces réformes. Le «génie du terroir» est ainsi appelé à la rescousse selon l'interlocuteur. Il sera l'élément mobilisateur de l'énergie de la mémoire commune. La solution définitive ne peut donc provenir que d'un saut sociétal qualitatif loin des anciens clichés socio-économiques et des schémas obsolètes des solutions classiques. Ce laboratoire analytique sur les conjonctures tensionnelles majeures tend à produire un croisement de réflexions aux reflets conjecturaux pouvant surgir de toutes les strates sociales. Le principe du dialogue de la base au sommet, processing d'un certain centralisme démocratique semble le mieux adapté pour ce genre d'enquête en profondeur.

Walis, chefs de daïra, directeurs exécutifs : une administration et un pouvoir bureaucratique sans plus. Ils étaient tous là. Dans la capitale des Aurès. Certainement ailleurs. Siftis et Cirta. Dans ce conclave dressé expressément autour du développement local. Le CNES en est l'animateur. Leurs costumes hétéroclites et galvanisés, leurs cravates bigarrées créent la différence des cultures. Les uns scintillants mais blêmes, les autres sobres mais allègres. L'assistance comme une cartographie fait démontrer un relief bien divergent à quelques repères cardinaux. Elle démontre aussi beaucoup d'appréhensions. De ce panel de fonctionnaires venus de quatre wilayas, écouter leur dire les réformes en cours ; il se dégage une multitude d'air et d'humour. Chez les chefs de daïra, l'heure est à la méditation sur le profil carriel. Ces petits walis, en mal d'énergie, semblent tous afficher l'ossature d'une ambition qu'un jour viendra où ils auraient eux aussi à officier sur ce podium tenu par les titulaires du pouvoir local actuel. Les directeurs d'exécutif de wilaya, tels des automates programmés à un rythme usuel d'exécution et d'application, font dans le sentiment d'aigreur et de l'insatisfaction achevée. A l'apparence, cet important réduit d'administrateurs, voire d'administrateurs au sourire pauvre et indigent, continue à ne croire qu'à un seul développement. Le leur. Personnel. Des visages pathétiques aux mines patibulaires, les personnes ne sont présentes que par ordre de mission. Ils sont une prescription à devoir impérativement y être. Comblent la salle, en attendant qu'elle soit avec cette foudroyante improprement dite société civile. Si un certain parallélisme de forme existe pour ne pas les départager dans l'architecture de l'obésité et de l'astreinte aux devoirs de la fonction, ces commis se démarquent pourtant l'un de l'autre par l'ouverture ou l'obstruction de l'esprit. L'un trop vigilant reste muet et aphone,

l'autre peu loquace demeure plaisant pour ne rien dire. Cet appareil exécutif à qui incombe l'essor de tout développement semble bien détenir un pouvoir purement technique. L'autre, le réel, le décisif ; il échappe à tous. Pourtant ce sont eux, ces directeurs, ces chefs de daïra qui ont fait l'Algérie qui semble aller fermement vers les réformes globales. Cette Algérie des mystères et des phénomènes. Ces délégués sectoriels d'institutions diverses ont fait aussi, à leurs corps défendant, la plateforme génésiaque du développement local quand bien restant à parfaire. Ils s'étiolent sous le joug de la nomination du journal officiel qui, pour bon nombre, dure sans changement de niveau hiérarchique depuis plus de vingt ans. Figés au poste, affables, malléables et corvéables, ils scrutent la réforme sous un autre angle. Celui de leur propension fonctionnelle. Se mouvoir dans la procession du bon sens promotionnel. Il y a ceux qui ont fait dans le temps la révolution agraire et qui font aujourd'hui son contraire. Ils ont la peur du mot et de la parole. L'on dirait qu'ils ne savent discuter qu'en face du papier à entête, du cachet et de la griffe humide. L'autre expression, celle du moi ; de l'égo, de tous les jours, l'on ne connaît pas. Enfin, le moule étatique de la fabrication voyez-vous en a fait ses ravages.

Certains walis présents cependant persévèrent à cultiver le don de l'impénétrable, de l'imbordable se prenant encore et encore pour d'authentiques détenteurs de pouvoirs. Mon œil ! Si certains d'entre eux arrivent toutefois avec toute l'aisance dévolue aux grands commis de l'Etat, à incarner commodément la fonction qu'ils supportent, de par leur noblesse, candeur, mesure, modestie et altruisme ; d'autres par contre sentent la moite froideur qui sévit sur le mont de Sidi Ghrih là où l'un d'eux officie. Taciturne et aphasique l'on n'égalerait jamais les walis qui nous ont mis en orbite. L'on ne feindra pas aussi d'omettre les témoins de son adolescence professionnelle. De la fausse réserve, se dégage la répulsion. Beaumarchais, dans le monologue de Figaro disait en 1784 : «parce que vous êtes un grand seigneur, vous vous croyez un grand génie. Fortune, puissance, un rang, tout cela rend si fier. Qu'avez-vous fait pour tant de bien ? Vous vous êtes donné la peine de naître, rien de plus» moralité : ayez le regard par terre, la tête sur les épaules.

LES ÉLUS LOCAUX : LA DOLÉANCE AUX LIEUX ET PLACE DE LA SUGGESTION

Les objectifs attendus de ce projet de rencontre, tout à l'honneur du CNES, qui recouvre ainsi quelque part une ardeur essentielle perdue, visent principalement à suggérer l'action de refondre les structures économiques et le mode de fonctionnement de l'économie nationale dans ses perspectives fondamentales à savoir la restauration d'une croissance stable et durable, le rééquilibrage de la répartition dans l'esprit d'une grande justice sociale et de couverture des besoins ainsi que le fait de préparer la politique nationale à se concilier avec les nouvelles situations générées par le mouvement mondialiste, les révolutions régionales et les engagements internationaux du pays. La mission est super noble. Mais l'assistance en l'espèce d'élus locaux ne paraissait pas se mettre au diapason de l'ordre du jour. Monsieur Babès n'est pas venu pour sérieux ou recenser les doléances. Si mais autrement. Cette rencontre n'est pas une tribune de gémissements ou de requêtes. Elle se veut un cadre concertationnel. Une écoute réciproque à la conquête de la moindre suspicion stratégique de résolution de sortie de crise. Une ébauche suggestive aux réformes en cours. Le CNES n'est pas un fonds national, il n'est qu'un conseil national et sans fonds. Il n'a pas de cagnotte ni des dinars à distribuer. Alors pleurnicher sur ses estrades, se lamenter, peiner à mugir ses misères ; n'apporte pas grand-chose, sauf un soupir ému et itératif

Quel rôle doivent avoir les articulatoires de la société civile et les acteurs étatiques dans la promotion des systèmes de gouvernance au regard des grands enjeux et des urgences du moment ? C'est à cette lancinante interpellation que le CNES, dans ses tournées, se devait de répondre, ou au moins susciter une ombre de réponse.



du pauvre professeur, désarmé par devant les dysfonctionnements qui gangrèneront le corps dont il est en charge d'auscultation. Le diagnostic est brumeux et brouillonné. Le vice partage toutes les parties. La vertu, détreée raréfiée, adulée et aspirée s'astreint à une quête de tout le monde. Le mal est vu partout, de partout et par tous. Il est dit par certaines voix en bonne phase à l'enjeu, que le retour à la théorie de l'équilibre régional, en tant que facteur d'égalité se devait de réapparaître dans le projet à bâtir. Ceci ira en droite d'éthique pour permettre une redistribution saine et équitable de la richesse nationale. Tébéssa équivalait Tlemcen et Ain Defla égalerait Sétif. Un nombre impressionnant de fonds budgétaires ou de trésor public dédiés à l'assistance, l'appui, la garantie, la sauvegarde, l'encouragement, l'aide, de toutes portions socioéconomiques confondues existent. Le hic, la clef de ces comptes n'est pas chez tous ceux ayant besoins ou ayant droits. La combinaison d'ouverture est une équation de rapports de force, auraient assés sèchement certains intervenants. Il est question également de ce statut de l' élu, sans qu'il ne soit de la sorte abordé, aurait trouvé par principe son aboutissement dans le projet de loi sur les partis, le code électoral et autres textes organiques subséquents. La comparaison du volume salarial entre un maire et son secrétaire général ou son chauffeur est vite trouvée et mise en exergue. Une loi organique de l' élu, tenant compte des incompatibilités, des droits et obligations est diligemment souhaitée, quoique mal exprimée. La prise de parole se fait comme dans un auditoire de meeting populaire lors d'une campagne.

A l'exemple de ce président d'assemblée de wilaya à Sétif qui demandait plus de prérogatives, avait stigmatisé la constitution des commissions de sécurité là où il n'en est pas membre, si comme la sécurité de ses électeurs n'est pas son affaire disait-il au moment où elle est chantée comme étant celle de tous. Les élus du peuple ont voulu dire, sans s'avancer à creuser la pesanteur de la représentativité et accentuer le regard serein sur l'assise populaire qui les corrobore ; le marasme procédurier qui les prend en otage face à leurs populations. Dénonçant le code des marchés, ils auraient du le faire pour le code communal.

Révoquant l'imposition récente du contrôleur financier auprès de chaque commune, ils auraient du le faire pour leurs attributions égrenées et rendues squelettiques par ce même code communal. Car le contrôle financier est une institution républicaine. Le makhzen ou le beylik fait partie d'une ère révolue. La composition sur une période d'impunité où l'opacité gestionnelle était une norme collectiviste est au bonheur des générations dissipées. La transparence dans la finance publique enfante sans césarienne coercitive une bonne santé de la sphère communale. Seul un jeune maire, énarqué et louveteau semble avoir compris l'impact des assises. Il proposait de revoir cette vague notion d'intercommunalité, de déterrer la réflexion sur la régionalisation et de moraliser davantage les mœurs de la gestion loin d'un climat de terreur, de tension ou de menace. Fait-il ainsi un clin d'œil vers la députation ?

SOCIÉTÉ CIVILE : COSMOGRAPHIE HYBRIDE, HÉTÉROCLITE, SNP

La séance consacrée à cette entité composite et matinée aurait été un calvaire pour la tête échevelée du professeur. C'est elle qui dure le plus longtemps. Tout l'effluve visqueux de la société est capable d'y faire face. Un risque majeur pour les tympanes enjôlés aux belles lettres et suaves sons. Société civile, un sacré fourre-tout. Elle est comme une toile à plusieurs nuances. Sans signature, sinon illisible, elle se peint de tout pinceau en aquarelle ou en gouache. Elle se conjugue à tous les temps en genre et en nombre. Une opération arithmétique : 15 bonhommes, et hop y a une association de née ! On y trouve la fortune face à l'intelligence, l'histoire face à la fraîcheur, l'idiot face à l'activiste, un amas de siècles face à quelques années à peine révolues, un néant, un rien, un vide. Tout y est au moment où personne n'y est. Dans ce conglomérat sociétal censé être la sève de la représentativité sociale, le problème persiste à se murer dans l'agencement de la légitimité de cette même représentativité. Qui représente qui ? Le fou du village, la langue fourchue, l'antidémocrate sont tous là. Prescrit ou fortuit, dans la salle il y a toujours un guignol. Le bouffon du roi. La société dite civile est ainsi une création et non une spontanéité. Ailleurs elle forme une cause, elle se

forme au sein de groupe. Là aussi, dans ce conclave illusionné, le costume fait des siens. Quand dans ce costume, semblable à celui du mouhafadh, coexistent dans le même habit, à l'étréot ; l' élu, le sénateur, le cadre dirigeant, le partenaire social, le chef d'entreprise, c'est que dans cette société personne n'est plus personne. Pendant que les séances se structurent ; lui se déambule, se pavane, charme les alentours et guette à l'œil de lynx les joutes législatives. Le CNES n'est pas encore faudrait-il le rabâcher, une assemblée générale de Kasma.

Le professeur Babès, tel un édile prussien nimbé d'une crière cendrée à la Albert Einstein sonne la timbale de la liberté d'expression. «Libérez vos voix !» avait-il entonné à l'égard de son auditoire. Expliquant de ce fait le geste chevaleresque du wali de Batna, quand ce dernier quitta la salle après avoir exhorté dans une éloquence liminaire l'ensemble à manifester leurs inquiétudes et préoccupations, à faire jaillir les miasmes de leurs tripes, à ragailardir l'ingéniosité de source territoriale. Babès et le monde trouveront dans cet acte vaillant, une opportunité managériale de laisser le cours d'expression galoper loin de toute emprise ou indisposition. La salle exclaimait le chef de l'exécutif pour cette béante ouverture d'horizon, largesse d'esprit et admission d'avis, et d'avis contraire. Eventuellement.

Les avis allaient du subjectif à l'informel. La collectivité mercantile pérorait sur les agios et les bonifications, quand l'industrie et les chambres de commerce refondaient, à leur sens les interstices des codes, des ratios et des taux. Le mouvement associatif s'omettait dans la profusion des subventions tout en galvaudant sur des domaines frisant une autre crise dans le flou de la légitimité représentative. Ici encore le CNES n'est pas un guichet bancaire qui crédite les pauvres ou débitent les nantis. Il se veut dans ces rencontres comme une oreille présidentielle très attentive sur les voies, la teneur, l'intensité et la démarche de la globalité réformatrice. Le CNES aurait prêté une bonne attention au discours des walis, à la voix de la société, sans qu'il la prête au peuple. Car croyant seulement le faire. Le 22 décembre, les assises nationales ; serait une autre rencontre de tous ces sociétaires. Le peuple y sera-t-il cependant ?

Une primaire là-bas, un huis clos chez soi

PAR MOHAMMED BEGHDAJ

Elle est inexistant sur le terrain où c'est le discours unilatéral qui fait foi et la langue de bois qui sévit inlassablement depuis assez longtemps. Cette douleur fait souffrir tous ceux ayant fait des études ou vécus dans les pays émancipés et respiré cette démocratie durant leurs formations scientifiques ou à distance à travers la parabole. Ils endurent le martyre, eux qui en rêvent affreusement de ces débats où nous sommes inévitablement d'éternels observateurs qu'acteurs actifs. Cela peut déduire l'une des causes essentielles de la fuite de ces milliers cerveaux qui ont préféré vivre ailleurs pour progresser politiquement, tant scientifiquement que culturellement.

UNE DÉMOCRATIE N'EST PAS GRATOS, ELLE SE PAYE

A six mois de l'élection présidentielle en France, les états-majors des partis de ce pays sont en pleine effervescence afin de présenter leurs meilleures chances pour gagner la confiance des électeurs en aspirant à s'imposer à l'échéance politique la plus importante depuis le dernier quinquennat. Pour désigner son meilleur candidat, après la bataille au sein des verts, voilà celle du parti socialiste qui a déjà commencé depuis des mois et est en passe de connaître son dénouement au soir de ce dimanche 16 octobre 2011.

Justement pour départager les six candidats déclarés, il va falloir transiter par une élection primaire où les électeurs concernés par le vote ne sont pas uniquement les militants du parti mais touche chaque électeur inscrit sur les listes électorales après la signature d'une charte d'adhésion aux valeurs de la gauche. Les mineurs qui auront 18 ans révolus au moment de la présidentielle en avril 2012, ainsi que les mineurs membres du parti ou de son mouvement de jeunesse pourront également voter. Les citoyens étrangers membres du parti, ne sont pas en laisse, ils peuvent aussi participer au scrutin. C'est pour cette raison que ces consultations sont qualifiées par ses promoteurs de véritables primaires citoyennes.

Et ce n'est pas encore fini, une démocratie ça se paye et les partis sont loin d'être des rentiers de la république. En effet, le jour du vote, une contribution, de 1• minimum jusqu'à la limite légale de 150• en espèces ou 7500• par an, est demandée à chaque électeur pour permettre de financer tous les coûts liés à ces élections. Pas un sou n'est donc offert par le trésor public et la rente n'est pas présente pour assouvir tous les prédateurs comme c'est le cas de chez maman l'Algérie. Les fonds restants seraient destinés aux activités partisanes suivantes. Il faut noter au passage que les ressources de ce parti proviennent à 60% des cotisations et des dons comme cela est-il souligné sur son site officiel.

Selon les dernières estimations, le parti a récolté une somme qui avoisine les 2,7 millions d'euros au cours de ce premier tour, dépassant toutes les prévisions ! Il faut autant constater que les meetings organisés dans les salles sont généralement payants avec une participation aux frais des adhérents. Les militants mettent souvent la main à la poche pour subvenir

A cause du vide politique pesant dans nos médias télévisuels et du sevrage régnant, nous sommes forcés d'être constamment tournés vers les médias étrangers pour rêver, un tant soit peu, en suivant les inimaginables campagnes électorales d'autrui dans l'attente de jours meilleurs dans notre pays avec cette ouverture audiovisuelle tant désirée et furtivement promise mais dont on n'a pas encore vue, jusqu'à cet instant, une infime nuance de sa couleur.

aux moyens de leur formation en la maintenant en vie, autrement elle disparaîtrait sans aucun état d'âmes de la scène politique. C'est le minimum qui doit donner un partisan qui adhère aux idéaux de son parti.

DES PRIMAIRES, ON EN DEMANDE À VOLONTÉ

Au premier tour qui s'est déroulé le dimanche 9 octobre 2011, ce sont 2 millions et demi d'électeurs qui se sont déplacés dans plus de 9000 bureaux de vote éparpillés à travers l'Hexagone. Comme l'ont-ils indiqué unanimement tous les éditoriaux de la presse, le fait d'associer leurs citoyens dans les décisions internes de leur parti est déjà une grande victoire et un renforcement de la démocratie. Ceci démontre aussi que le parti n'appartient pas uniquement à ses militants mais c'est la propriété de tous ses fervents qui partagent ses valeurs. Un parti doit aller vers ses sympathisants là où ils se trouvent mais nullement l'inverse. On remarque aussi au passage le formidable rôle de l'administration dans le jeu démocratique où les listes électorales sont publiques et consultables par tout citoyen qui en fait la demande comme le prévoit le code électoral. Quant aux partis politiques, ils en ont le droit d'en faire usage.

Ce sont les programmes des candidats et la réflexion par la matière grise qui l'important plutôt que l'exhibition des muscles, décisive dans nos piètres batailles rangées. Derrière chaque candidat de la primaire, une armada de conseillers travaille sur tous les dossiers pour rechercher les notions les plus idoines à les faire valoir à l'opinion publique. La route sera longue, très longue pour sortir vainqueur de cette échéance. Bien sûr qu'il n'est pas candidat qui le veut. Il faut disposer d'un certain nombre raisonnable de signatures d'élus du parti. Ensuite, ce seront les urnes qui décideront avec des programmes disséqués à la loupe par les électeurs pour enfin accorder leur précieux point.

APRÈS LA BATAILLE INTERNE, TOUS ENSEMBLE DERRIÈRE LE LEADER INCONTESTÉ

Le travail des coulisses peut avoir son importance que dans le cas où le candidat perdant, selon son pourcentage de voix obtenues, se positionne sur l'échiquier comme c'est le cas d'Arnaud Montebourg qui est arrivé 3ème au 1er tour avec plus de 17% de voix récoltés. Suite à son poids politique, il imposera aux deux qualifiés pour la finale quelques uns de ses choix politiques après d'âpres négociations. Lorsque les urnes parleront définitivement, les 5 candidats éliminés, rangeront leurs armes et se mettront automatiquement, toutes sensibilités confondues, à la disposition du vainqueur. Ils doivent ressouder les liens du parti, se rasssembler en s'alignant tous derrière leur leader. C'est la règle dans une démocratie. Ils doivent défendre le candidat mandaté de toutes leurs forces et convictions profondes. La discipline partisane doit être de rigueur.

Autre détail, ce sont les programmes en premiers lieux qui décident du choix du candidat. Le Bla-bla n'a aucune place dans les verdicts des électeurs. Un simple petit écart, une erreur quelconque et voilà toutes les mésaventures qui crouleront sur l'infortuné candidat. L'ancien virtuel candidat médiatisé Dominique Strauss-Kahn, quoique innocent aux États-Unis, a vu de toutes les couleurs comment le ciel lui est tombé sur la tête à cause de ses affaires de mœurs. Il a su se retenir pour ne pas subir un camouflet s'il était présenté.

On doit donc mesurer sa force lorsqu'on affiche ses prétentions. Si des jeunes poulains tels que Manuel Valls et Arnaud Montebourg se sont présentés dans cette primaire socialiste, c'est beaucoup plus pour se projeter dans l'avenir. Ils ont apporté un plus dans les débats avec de nouvelles idées pour leur parti et pour leur pays. Dans un parti, on ne doit pas fermer la porte et tuer toute initiative ou toute idée nouvelle qui va à contre-sens de celle du chef du parti comme c'est le cas dans la majorité de nos partis pour ne généraliser.

Une primaire permet de se roder, de s'échauffer et s'entraîner pour l'élection principale. Elle permet aussi de revoir et de peaufiner les programmes en prenant une partie des programmes des autres candidats, chacun selon son poids électoral. Comme on le distingue parfaitement, ce sont les électeurs qui ont toujours le dernier mot. On a bien vu la forte déception de Ségolène Royal les larmes aux yeux au soir des fatidiques résultats. Les urnes sont impitoyables lorsqu'elles gronderont. Rien ne pourrait se faire dans leur dos des concernés. Ils sont l'unique ordonnateur, le faiseur de roi qui décide du sort et de la carrière des candidats.

DÉBATS APRÈS DÉBATS

Tous les observateurs donnent pratiquement gagnant le précédent premier secrétaire du parti François Hollande, avec Martine Aubry, son successeur à la tête du parti, comme outsider. C'est ce qui vient de se dérouler en ce premier round. Il faut quand même souligner que Martine Aubry a délaissé son poste de première secrétaire le temps de la campagne électorale. Voilà un exemple concret d'éthique à méditer pour nos responsables qui veulent postuler pour le mandat de parlementaire ou un autre mandat local.

Quel que soit le vainqueur de cette primaire, le parti de la rose est donné favori pour les prochaines élections présidentielles par tous les sondages d'opinions effectués périodiquement depuis plusieurs mois. En dépit de cette réconfortante avance virtuelle, les instances de ce parti ne sont pas passés outre mais ont privilégié le passage par les voix des électeurs pour choisir le poulain idéal, leur meilleur atout, qui aurait les plus fortes chances de gagner haut la main la course finale contre le candidat qui ne serait, sauf surprise, que le président sortant. Une fois de plus, ce sont les électeurs qui disposent de la primauté sur le système de la désignation.

Ces mesures affichent bien l'état de santé démocratique

qu'il faudrait d'abord le perpétuer au sein des partis avant de prétendre l'appliquer à tout le pays. Ils ne l'ont pas fait par bagarres interposées entre les partisans de chaque candidat moyennant des coups de barres de fer et de gourdins mais c'est par la voie du débat, du dialogue et de la confrontation des idées qu'ils s'affrontent. Trois débats de plus de 2h30mn chacun, ont eu lieu en direct sur les télévisions où chaque candidat défendait sa politique et ses options avec des détails très précis et une vulgarisation à l'extrême des programmes où chaque point est décortiqué par les analystes. Les électeurs votent sur les programmes concrets et non sur de l'abstrait sans aucune recherche rationnelle. Les électeurs les attendent inflexiblement au virage avec le bulletin de vote comme munition.

Par ailleurs, lorsqu'un militant voit ses ambitions grandir, rien ne pourrait l'empêcher de briguer un mandat. On ne tue pas les aspirations dans l'œuf. Une ascension se construit selon des capacités qu'on les a démontrées auparavant sur le terrain. Il ne s'agit ni de piston ni de coup de pouce de quelque partie que ce soit. Qu'en dire chez nous ? Je pense que ce n'est même pas la peine de comparer, on risque une fois de plus d'être terriblement déçu tellement les magouilles sont légions. Cela ne voudrait pas dire que leurs partis sont exempts de malversations, mais au moins elles ne peuvent échapper d'être portées à la connaissance de leurs militants en particulier et du peuple en général. La transparence est une des caractéristiques qui doit régir la marche et la vie d'un parti démocratique pour conserver sa notoriété. En cas de trébuchements, la trappe est là pour l'enlever définitivement.

Les choses se règlent de la manière la plus ordinaire, à travers la voie des urnes. Le prétendant n'a qu'à exposer ses aptitudes et prévaloir ses qualités pour accéder au suffrage. Contrairement où chez nous, on cherche à éliminer des citoyens qui ne possèdent pas de diplômes universitaires par des lois au lieu de procéder à la décantation de tous les concurrents par le chemin des urnes. Ainsi, le citoyen a le droit de voter mais son éligibilité est bafouée.

PRÔNER LA DICTATURE AU PARTI, REVENDIQUER LA DÉMOCRATIE POUR LE PAYS !

Chez nous, un chef du parti est désigné presque à vie. On ne doit jamais le contredire sinon on est exclu de facto sur le champ, sans aucune chance de défendre ses droits ni devant un conseil de discipline crédible, ni devant les instances du parti. Le chef, c'est lui l'âme indétrônable, il doit exclure, radier, choisir, décider, déchoir, paralyser, obstruer... D'ailleurs, on « vote » des textes partisans qui lui donnent droit à toute vie et mort sur tous ses « militants ». C'est le Zaïm qui réfléchit, qui arrête et qui dispose. Les disciples n'ont qu'à s'exécuter à ses paroles qu'ils doivent qualifier de divines et être bues comme une panacée. Le comble dans cette contradiction,

c'est lorsque le chef autoproclamé revendique la démocratie alors qu'il pratique la dictature à l'intérieur de sa formation. Ce n'est plus une république dans sa tête mais trône un royaume avec une succession programmée selon d'obscurs intérêts.

Lorsqu'on regarde les programmes des partis, ils se ressemblent presque tous mais on n'a jamais assisté à une unification des rangs de deux formations à cause du problème du guide qui est indéboulonnable de son règne. On crée parfois un parti dans l'unique intention de prendre la tête et rester jusqu'au trépas. Après 20 années de multipartisme, on est encore au point zéro. Lorsqu'on se compare aux pays de l'Europe de l'est, on ne peut que s'arracher les cheveux, pourtant on a débuté presque ensemble dans la démarche démocratique.

Avant de prétendre à revendiquer des réformes politiques ou sociales dans le pays, il faut d'abord se réformer à l'intérieur des partis sans omettre les syndicats et le mouvement associatif dans sa globalité. A cause des clivages, le plus souvent dus le plus souvent au leadership qu'aux programmes d'action, c'est avec des scissions et des dissidences qu'on affaiblit le mouvement. Il y a aussi une mode qui a presque touché tous les partis ou syndicats, c'est celle du redressement à l'algérienne. Ce mot est conjugué à tous les temps et mêlé à toutes les sauces. Ce label inventé dans le jargon local n'existe qu'exclusivement ici.

APRÈS LA DIÈTE, LE MIRACLE POUR DEMAIN ?

On assiste aussi à une coupure nette entre la tête et les pieds des partis où les congrès sont verrouillés à toutes les idées émergentes et rénovatrices. Un pays est aussi fort par le niveau de propositions de ses partis et de sa société civile. De plus, on remarque que la rente touche aussi ces mouvements puisque c'est l'état qui subventionne ces formations, sauf renoncement, au lieu et place des cotisations de ses militants s'ils existent réellement. L'argent est aussi l'objectif recherché comme cela s'était déroulé par le passé. La preuve, il n'y a aucune trace des autres partis qui ont été agréés depuis plus d'une vingtaine d'années. Une fois le magot encaissé et dérobé, les fondateurs se sont évaporés dans la nature.

Dans peu de temps, il est question de nouvelles réformes politiques qui doivent toucher profondément la vie politique de façon sensible comme cela aient été précocement annoncées. Mais lorsqu'on observe le niveau de débats au sein du parlement, à part quelques très rares bonnes interventions, on ne peut espérer à quelque chose de mieux. Le salut ne peut surgir des gens qui ne sont préoccupés que par leur propre devenir délaissant le pays végéter au bord de l'asphyxie. Il est illogique de perpétuer le nomadisme politique au grand mépris des électeurs qui se voient ainsi se faire usurper le sens de leurs opinions. Il est aussi anormal que des députés soient contre la ponction des indemnités à cause de leur absence aux séances des débats. La question fondamentale qui se pose alors cruellement: doit-on s'attendre à des miracles d'une assemblée qui a voté dans un passé récent des lois et leurs semblables contradictoires ? À moins d'un salut républicain.

Femmes, le pouvoir vous aime !

«La voix, la voix, la voix,
C'est seulement la voix qui reste,
Pourquoi je m'arrêteraï-je ?» (Forough Farrokhzad,
poétesse iranienne morte à 32 ans)

PAR MIMI MASSIVA

«L'adoption de ce système d'inégalité n'a jamais été le résultat d'une délibération, d'une réflexion, d'une théorie sociale ou de quelque connaissance que ce soit des moyens d'assurer le bonheur de l'humanité ou le bon ordre de la société. Ce système est né simplement du fait que, dès les tous premiers temps de la société humaine, la femme s'est trouvée l'esclave de l'homme en raison de la valeur qu'elle représentait pour lui et son infériorité physique. Les lois et les systèmes politiques commentent toujours par reconnaître les relations existant déjà entre les individus. Ce qui était jadis contraints à l'obéissance par la force y furent donc tenus par la loi...L'inégalité des droits de l'homme et de la femme n'a pas d'autre source que la loi du plus fort.» (John Stuart Mill)

Et le plus fort vient d'envisager (ce n'est pas encore acquis) de donner le droit de vote aux Saoudiennes et la parité aux Algériennes. Elles n'ont pas envahi les rues pour exprimer leur reconnaissance à leur Raïs. Elles ne sautent pas de joie, les ingrates. Sérieusement, malgré l'élaboration des Constitutions politiques correctes qui interdisent toute forme de discrimination raciale culturelle sexiste, le pouvoir reste exclusivement masculin partout dans le monde à part de rares exceptions comme les pays nordiques. L'idée d'un partage sexuel du pouvoir est apparue en France en 1880, la féministe Hubertine Auclert avait écrit une lettre au préfet où elle refusait de payer ses impôts : «Je laisse aux hommes qui s'arrogent le pouvoir de gouverner le privilège de payer les impôts qu'ils votent et répartissent à leur gré...» Il fallait attendre presque une décennie (1999) pour que le Congrès lui donne raison en ajoutant à l'article 3 de la Constitution cette simple phrase : «La loi favorise l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives.» Un accouchement dans la douleur au point d'effacer la légendaire galanterie française (les hommes cités en premier). Berceau de la civilisation occidentale, ce n'est qu'en 1944 que la France face à la menace Hitlérienne donne le droit de vote aux femmes. Jules Simon en 1867 expliquait : «La famille a un vote, si elle en a deux, elle serait divisée, elle périrait.» Dans son livre, *Politique des sexes*, Sylviane Agacinski fait une symétrie avec la crainte du vote des femmes et la parité : si le premier mettait la famille en danger, la deuxième risquait de diviser la nation. On sait que pour le vote des femmes, les politiciens se sont trompés, pour la parité, qui vivra verra. La femme algérienne a eu le droit de vote sans l'avoir demandé mais plus elle votait plus ses droits diminués.

Un exemple à méditer pour la femme wahhabite. Quant à la parité, l'histoire nous révèle que les rares femmes qui ont détenu le pouvoir n'ont pas vraiment brillé par leur féminisme. La règne de la reine Victoria a été un cauchemar pour les femmes anglaises, Benazir Bhutto n'a pas fait de la condition des Pakistanaïses sa tasse de thé, chez nous Khalida Messaoudi et Louisa Hanoune, ex féministes avérées se sont montrées aussi reconnaissantes que les premières. Quant à la parité, c'est souvent le mirage qui cache le désert. Quand Bush a envahi l'Irak, il y avait plus de femmes dans le parlement de Saddam que dans celui de Chirac. En Iran, Khomeiny a imposé le hidjab dépeñalisé la polygamie la lapidation le mariage de jouissance mais il a créé des milices féminines, a encouragé ses militantes parentes sympathisantes à prendre les postes désormais interdits comme la justice la

politique à la gente féminine de la populace. Que dire du Rwanda où 50% de femmes siègent au parlement et plus de 30% en Afrique du Sud où le Président affiche son coûteux harem sans complexe et Kadhafi qui a maintenu la Libye sans aucune structure étatique mais qui a pris le soin de construire des écoles militaires modernes pour former ses amazones. Le grand défenseur de la cause des femmes, John Stuart Mill, a constaté avec ironie que si un pays est dirigé par un roi, on est sûr que c'est les femmes qui dirigent et si c'est une reine c'est les hommes. Mais dans le monde arabe, le roi cloître les femmes et de reine, il n'y en a jamais eu à part celle dont parle dans son livre, *Sultanes Oubliées*, Fatima Mernissi : Chajarat ad-Dur. Cette sultane a pris le pouvoir avec noblesse en 1250 en Egypte en battant les Français et en emprisonnant leur roi Louis IX (fait unique dans l'histoire arabe qui l'a complètement gommé). Une hérésie pour le calife abbasside Al-Mutaçim qui envoya aux émirs d'Egypte l'humiliant message où il se proposa de leur fournir des hommes puisqu'ils n'ont trouvé qu'une femme pour les diriger. Ce roi misogyne piètre combattant a causé la destruction de Bagdad en 1258 et la mort de milliers de musulmans tués par Hulegû, fils de Gengis Khan.

Les régimes arabes nous ont accoutumés à désigner systématiquement la femme comme bouc émissaire. Dès 1962, avant le partage du gâteau et après avoir apprécié leur youyou, le FLN renvoya les moudjahidates à leurs foyers. L'héroïne la plus célèbre, Djamilia Bouhired a été obligée il n'y a quelques mois de lancer un SOS via les journaux pour pouvoir se soigner. Pourtant on estime par milliers les faux moudjahidines qui profitent de la rente pétrolière en toute quiétude et bonne conscience. Massu dans son livre, *La Vraie Bataille d'Alger*, a écrit : «Il est évident que le rôle joué par les femmes dans la lutte du FLN a été très importante. Transporteuses et poseuses de bombes, elles formaient un véritable réseau. Leur équipement, leur charme, leur innocence apparente de leur comportement leur donnèrent des facilités pour pénétrer partout sans provoquer, surtout dans les premiers temps, la méfiance.» Même occupée à rouler le couscous, la femme faisait peur, il fallait en faire une sous-espèce comme la nature n'obéit qu'à ses règles, le pouvoir se mit à encenser les islamistes. C'est Boumediene qui inaugura les séminaires islamiques, les universités islamiques et une mosquée pour chaque quartier. Tous les dirigeants arabes ont fait pareil. La Syrie, où Bachir el Assad massacre sa population en criant au loup en parlant du danger des islamistes, possède 8000 mosquées pour 18 millions d'habitants, 120 écoles Assad pour apprendre le Coran et 22 instituts de sciences religieuses et parmi les 584 associations reconnues 290 sont islamiques ; selon l'ONU, 30% de la population du «lion» est pauvre. Pour revenir à notre président défunt, il faut reconnaître qu'il aurait pu se talibaniser et stopper la construction d'écoles mixtes mais en ce temps là, c'est le socialisme qui était à la mode, il s'était contenté de conseiller à l'UNFA de fêter le 8mars en dénonçant l'oppression des autres (1968 pour le Vietnam, 1969 pour la Palestine et 1970 pour tous les peuples en lutte).

Ce qui n'a pas empêché sa représentante le 8 mars 1971 de dénoncer la mal-vie de ses consœurs en ces termes : «La femme algérienne est déchirée entre un besoin irrésistible d'accéder à d'autres dimensions que celles de son rôle traditionnel (que se soit celui d'épouse, de mère ou de militante) et la

crainte de déplaire à son entourage, à la société qui paralyse ses élans.» Mais le Guide resta sourd à cet appel, il assumait jusqu'au bout les paroles qu'il a dit le 3 juillet 1969 à l'occasion de la distribution des prix au lycée Hassiba Ben Bouali : «L'avenir de la nation repose en premier sur cette génération montante : filles qui seront demain les meilleurs mères et jeunes garçons qui deviendront des hommes forts prêts à assumer vis-à-vis de l'Etat et de la Nation toutes leurs responsabilités.»

La fille deviendra mère et le garçon deviendra soldat, discours type des hommes qui incarnent le pouvoir sans partage. Reich dans son livre, *La Psychologie de masse du Fascisme*, parle «de l'idéalisation mystique de la maternité chaste qui est un moyen très efficace non seulement de réduire complètement la sexualité féminine pour l'orienter toute la production de l'espèce vers des fins politiques souvent meurtrières (oppression, injustices, guerres)» A la mort de Boumediene, les religieux demandèrent l'application de la charia, la chasse aux sorcières s'intensifia et les medias lourds officiels se mirent au service des prêches misogynes d'el Ghazali pour aboutir au code de la famille de 1984 qui en déclassant la moitié de la population a déstabilisé toute la société au pays de La Kahina. En 1988, profitant de la révolte des jeunes, les intégristes à l'affût comme toujours envahirent le champ de bataille. Ecarté du pouvoir, le FIS muscla son bras armé sur le dos féminin. Devant les cris au secours des citoyennes, l'Etat était aux abonnés absents et le terrorisme a fini par s'attaquer à toute la famille, les hommes et les enfants. Au dernier séisme, c'est le péché fassad' des filles d'Eve qui a provoqué la colère d'Allah, affirmèrent les prédateurs et les dominateurs. Similitude de l'histoire, Pierre Miquel dans son livre «Les mensonges de l'Histoire» en parlant des croisades dit : «Aux mensonges des seigneurs assoiffés de butin, il (le clergé) substitue le mirage de la grâce divine, toujours prête à secourir les justes...Qui se soucierait jamais du petit peuple sacrifié à ces ambitions planétaires ?» Idem pour la Reconquista sur fond d'assimilation Islam et Antéchrist afin de vider l'Andalousie de ses musulmans, face à une Europe décimée par l'épidémie de peste, l'Eglise a persécuté le juif et la femme pour calmer ses fidèles désorientés. Face à la dépression économique, Mussolini accusa les Italiennes : «Le foyer demeure la place véritable des femmes qui aujourd'hui, acculent les hommes à l'oisiveté.» En Irak, à la première invasion américaine Saddam Hussein s'est précipité pour supprimer le micro avantage accordé aux femmes en cas de divorce et a rétabli le crime d'honneur.

Sur ce sujet, dès 1949, inaugurant la versification libre, la grande poétesse irakienne Nazek El Malaïka écrivait dans son poème «Laver la honte» dans lequel elle dénonce la tradition qui veut que le frère égorge sa sœur coupable. Elle fait parler le justicier : «Nous avons détruit, la honte.- Et sommes retournés vertueux.- A la réputation vierge, libres.- Ô Dieu des tavernes, où est ton vin où est la coupe ?- Où est la belle langoureuse à l'haleine parfumée ?» La honte l'interpelle : «Remplis les coupes ô boucher, - C'est à la suppliciee de laver la honte !»...En même temps le royaume Wahhabite réplique à Saddam qui vient d'envahir le Koweït par une fetwa interdisant aux Saoudiennes de conduire des voitures pendant que les Américaines ces «drôles de femmes soldats» veillaient sur la sécurité des Lieux Saints. Est-ce la femme Irakienne qui a ouvert les portes de Bagdad à l'oncle Sam ? Est-ce que les Saoudiennes allaient voler la voiture et la clé des champs ? Dans un pays où le droit de se soigner est conditionné à l'accord du mari, comment parler de vote. «Tu veux quoi, ô mendiant ? Maître, je veux une bague.» Imagi-

nons un homme voulant se débarasser de sa douce moitié, c'est simple, il lui interdit de se soigner, c'est son droit, le crime parfait que même la reine du crime Agatha Christie n'a pas imaginé. Quant à l'Algérienne, ça sent le souffre cette parité, une incitation à la guerre des sexes. Lui promettre une parité dans une liste où el Hadj Moussa de 62 est Moussa el Hadj de 2011, remettre sur les rails une UNFA relookée liftée pour une ambiance incestueuse: el Hadja Messaouda et Messaouda el Hadja. Un pouvoir apeurée qui se souvient, il était une fois des Algériennes... Ce qui a fait dire à Wassyala Tamsali dans son livre «Une femme en colère» que tant que la domination patriarcale subsistera, les femmes resteront une monnaie d'échange. La parité ne vient ni en tête ni à la queue des préoccupations des femmes algériennes, il n'y a qu'à tendre l'oreille à la maison souk hammam fête salon de coiffure terrasse balcon bureau école hôpital salle d'attente... pour s'en convaincre. Comme leurs frères, elles ont appris à se débrouiller. Aujourd'hui, les pères en inscrivant leur fille à l'école ne rêvent plus de prince charmant mais du diplôme de médecin d'avocate d'ingénieur, ils n'hésitent pas à faire de gros sacrifices pour le réaliser. D'après des statistiques de 2005, de 6 à 24 ans il y a plus d'Algériennes instruites diplômées que d'Algériens. Si l'emploi féminin n'est que de 15%, parmi les travailleurs ayant un niveau supérieur 25,7% sont des femmes alors que les hommes ne représentent que 8,1%.

Pour les salaires, la discrimination est plus effrayante, les salaires des femmes sont de 50,5% inférieurs à ceux des hommes alors qu'au niveau international l'écart n'est que de 25%. Devant ce véritable apartheid parler de parité c'est une honte une insulte. Heureusement, la cellule familiale a fait sa propre parité depuis belle lurette. Si le rez-de-chaussée est désormais voué au commerce ce n'est pas au seul profit du fils chômeur. On veille aussi à réserver un salon de coiffure un magasin de cosmétiques de gâteaux traditionnels pour la fille qui boude les études ou pour la studieuse, un cabinet médical juridique... et si ça ne suffit pas, la fuite. L'émigration se féminise de plus en plus, sur 100 étudiants algériens inscrits dans les universités françaises 30 sont des filles. A la porte des ambassades, il y a autant de femmes que d'hommes pour quémander un visa. Le poète Archiloque écrivait : «Le renard sait beaucoup de choses, mais le hérisson sait une seule grande chose.» Au moment où l'histoire amorce un virage partout dans le monde, nos pouvoirs tenus par des vieux dictateurs moribonds continuent à jouer avec nous à «tiens tu l'auras quand le sel fleurira.» Kate Millet écrivait : «Si on considère que le gouvernement patriarcal comme institution qui soumet la moitié féminine de la population au contrôle de la moitié masculine, on voit que son principe est double : l'homme dominera la femme ; parmi les hommes, le plus âgé dominera le plus jeune.»

Le mouvement abolitionniste et le mouvement féministe américain se sont encouragés mutuellement. Même Ibn Khaldoun relève ce lien entre l'esclave et la femme : «C'est ainsi que l'esclavage, spécialement sous forme domestique, a contribué de façon décisive à la détérioration du statut de la femme dans la société arabe.» Il est intéressant de constater que dans Les Milles et une Nuits, la femme ne commet l'adultère qu'avec un esclave noir. La baraka de nos dirigeants c'est de maintenir la femme et l'homme en esclavage par la force des armes fabriquées ailleurs. La totalité du milliard et demi de musulmans ne connaissent aucun régime démocratique. Les 32 pays arabes achètent plus de 50 % des armes vendus dans le monde et ne publient qu'à peine le 1% de livres. Les nantis n'aiment pas la lecture et les pauvres n'ont pas les moyens.

Beaucoup d'intellectuels honnêtes se sont soulevés très tôt contre la condition des femmes, en 1984 l'anthropologue et historien Mahfoud Bennoune a écrit dans son livre «Les Algériennes» : «L'expérience qui a contribué à ma prise de conscience dégradante de la femme dans la société algérienne eut lieu durant mon emprisonnement durant la guerre de libération... Je fus frappé par la similitude de ma situation et celle de tous mes camarades enfermés avec celle de mes compatriotes femmes, des sœurs de mes amis...cloîtrées, contrôlées, humiliées, condamnées à perpétuer aux travaux forcés... sans la moindre protestation comme nous subissions les brimades et les sévices, voire la torture, dans les geôles coloniales...» Donner des droits aux femmes oui d'abord les plus élémentaires avant d'attendre la cerise sans le gâteau du vote et de la parité.

On ne soigne pas un corps gangrené en le camouflant avec du fond de teint. Les scientifiques affirment que le fœtus ressent les souffrances de la mère. Des études ont été faites aux USA dans les années 50 puis les années 70 sur la santé mentale des femmes américaines qui ont démontré qu'elle s'est améliorée avec l'acquisition de plus d'égalité. Les sciences sociales aussi confirment la présence chez les femmes des caractéristiques inhérentes aux groupes minoritaires : haine et rejet de soi-même et de son groupe, mépris de soi et de ses congénères. Ce qui fait dire que si les hommes n'aiment pas les femmes, les femmes se haïssent entre elles. Comment l'enfant peut évoluer sainement avec un être diminué de gré et de force. Jusqu'à présent aucune étude n'a été faite sur l'enfance de ce jeune parfois adolescent qui bascule dans le meurtre de femmes d'enfants d'hommes qui ne lui ont rien fait juste pour obéir à son émir. Pas un terroriste n'a comparu devant un juge pour nous expliquer le pourquoi du viol de milliers de filles musulmanes. Des victimes consolées par l'Etat avec un «certificat de virginité» et zéro dinar car la réparation financière est assimilée officiellement à de la prostitution. Rejetées par leur famille, sans ressource, sans formation, on devine qu'il ne leur reste que cette dernière comme solution sans parler de la mendicité ou du suicide. Alors que bon nombre de leurs terroristes ont été non seulement pardonnés mais bien «récompensés». C'est Victor Hugo qui a dit qu'il suffit de gratter un juge pour trouver un bourreau.

Il est dépassé le temps où de l'imam El Chafîé (767-820) théologien et juriste fondateur de l'une des 4 écoles juridiques de l'Islam orthodoxe affirmait : «Trois choses vous insultent si vous les honorez et, si vous les insultez vous honorent : la femme le serviteur et le nabatéen.» Il est dépassé le temps où Pythagore, le fameux mathématicien grec dont le théorème a été choisi par la Nasa en 1972 pour son engin spatial Pioneer afin de démontrer aux éventuels extraterrestres qu'une civilisation avancée existe sur la planète Terre, déclarait : «Il y a un principe bon qui a créé l'ordre, la lumière et l'homme et un principe mauvais qui a créé le chaos, les ténébreux et la femme.» Poulain de la Barre a répliqué : «Tout ce qui a été écrit par les hommes sur les femmes doit être suspect, car ils sont à la fois juge et partie.» Les idées sexistes ne font plus recette que chez de vieux tyrans à l'Alzheimer avancée, et pour cause, elles ont trop servi et ont démontré leur nullité leur dangerosité. Les révolutions resteront l'œuvre de la jeunesse qui est en train de se dresser contre ces fossiles qui s'accrochent à leurs «suaires» pour s'accaparer le passé le présent et l'avenir jusqu'au tombeau. Aujourd'hui, Facebook, ce «sésame ouvre toi» inventé par les jeunes pour les jeunes, est rentré dans les maisons par le ciel et a donné le vote la parité et la voix à tous les êtres humains sans aucune discrimination culturelle raciale et sexiste.

«Bessyassa*» serait mieux que «bessif**»...!

Le choix à faire entre l'une ou l'autre des deux formules s'adresse donc aux décideurs algériens. Aujourd'hui, il est encore question de choix avant que la déferlante humaine n'occupe la rue et n'exige le départ de qui que soit.

PAR SLEMNIA BENDAOU

Après le bon choix est donc bien permis avant que Bessyassa ne soit plus possible !

Bessyassa et Bessif concernent donc la manière à opérer le changement souhaité bien avant que la révolution du peuple ne vienne tout chambouler et tout changer de cette donne, laquelle prendra inévitablement d'autres voies pour bien évidemment revendiquer autre chose que celle initialement réclamée ou souhaitée !

Ce changement devenu inévitable, d'abord afin de répondre à un besoin sociétal et juvénile, ensuite pour faire autant que le voisin si ce n'est en mieux, exige donc de la lucidité pour le mener de manière sobre et propre le combat du changement, avant d'avoir de façon plus que certaine à le subir dans sa propre chair.

Le faire tout doucement et dans la tranquillité voulue serait mieux que de le réaliser ou de le subir épie dressée, cheveux hérissés, les traits stressés, le cœur blessé, les nerfs à fleur de peau, le moral bien affaibli, l'honneur maladroitement coincé, la tête baissée, les mains haut levées, la solution esquissée sur ce terrain d'épines tapissées et tout un peuple désorienté, martyr, meurtri ou tabassé !

Du champ politique cadenasé, le peuple algérien en a assez enduré, longtemps souffert. Il cherche donc à monter dans ce train du changement de passage dans la région, conscient qu'il le mènera vers la bonne destination. Sa gare d'arrivée a pour nom démocratie !

Mais, qui bloque ce changement tant souhaité par les décideurs comme de leurs administrés ? Et si ce ne sont ni les uns ni les autres, pourquoi donc ce train tant attendu n'a pas encore démarré ? N'est jamais arrivé... ?

Pourquoi l'équipage du navire algérien chavire-t-il au moindre souffle bénin du vent et pourquoi donc sa locomotive refuse-t-elle de convenablement tracter ce train formé de ces compartiments et rames toutes neuves et très jeunes, candides et solides vers cette destination qui a pour nom le progrès social et la démocratie ?

Mais pourquoi cette machine à produire le changement grince-t-elle au moment opportun et pourquoi est-elle de nouveau de retour dans la contrée, continent et région ?

Notre gouvernance qui a tout le temps bien manœuvré, échappant à tous les vents du changement, saura-t-elle cette fois-ci encore réussir son coup en tournant le dos à cette populaire revendication ?

Le résultat escompté et tout le temps recherché par cette sphère du pouvoir tout indiquée reste très peu probable. Hypothétique même !

Le monde arabe est en ébullition permanente. Et l'Algérie en faisant partie intégrante de ce monde-là, aujourd'hui en mouvement, ne pourra jamais s'y soustraire. Bien au contraire, tôt ou tard, elle en sera contaminée. Très facilement emboînée par la rue en ébullition !

En sa qualité de précurseur de ces révolutions postcoloniales, elle n'aura aucun droit ni mérite à se disqualifier, sans remettre fondamentalement en cause sa propre révolution.

Cela, tout le monde le sait et tout le monde en parle, à présent,

en groupe, en aparté ou en intimité, attendant le sens du vent soufflant ces braises de la démocratie pour se mettre du côté qui lui semble bien le protéger après. Les uns se préparant à leur incursion ou attaque en règle, réglant leur compte avec leurs décideurs, les autres préparant, autant que faire se peut, leur riposte ou se mettant sur leur défensive de peur d'être démis de leurs hautes fonctions étatiques ou électives.

«Bessyassa» devra donc attendre encore à ce que «Bessif» soit imminent.

Pour les uns, il est donc question de stratégie, parce que les fondements même de leur règne et pouvoir sont totalement remis en cause. Tandis que pour ces autres, plus jeunes, plus nombreux, moins patients, «Bessyassa» a toujours devancé ou précédé la venue de «Bessif», dans la chronologie de la cadence et cascade de leurs revendications, publiquement déclamées et longtemps réclamées.

Et lorsque «Bessif» s'engage fermement sur ce terrain tortueux de la revendication ou s'enfoncé résolument dans cette spirale infernale de la violence, pour lutter à armes égales contre le pouvoir en place et sa mauvaise ou non gouvernance, le désordre ainsi crée fait parler les armes et pèter la poudre, faisant tomber des grosses têtes ou pontes du pouvoir comme d'innocentes petites gens.

Le vilain jeu de coulisses ou de mains cédra alors le pas et beaucoup de terrain à l'autre jeu de la détonation des armes, lesquelles feront feu de tout bois pour disperser les manifestants et taire leurs revendications.

Car, à partir du moment où «Bessif» sera de facto ou de droit convoqué par l'une ou l'autre partie du conflit, qu'on ne pourra plus après revenir en pompier à «Bessyassa» !

Ainsi donc, à vouloir coûte que coûte éviter «Bessif», devenant pressant ou inévitable, il faudra donc faire très vite et bien composer avec «Bessyassa». Et sur tous les plans, faute de quoi le premier se fera inviter de droit, délogeant manu militari le second.

Sa présence souvent douloureuse sur ces lieux de théâtre à ciel ouvert, désastreux et très triste pour l'humanité, n'admettra après aucune révocation, tant que

toutes les revendications du peuple ne seront pas satisfaites, et parmi celles-là, malheureusement, celle relative au départ immédiat des gardiens du temple, lesquels auront assez duré à leur poste et trop longtemps mal gouverné le pays !

A ce moment-là, «Bessif», bien armé de son armée et leurs épées (celle d'Amoclès en faisant d'ailleurs partie) feront intrusion dans le paysage et ravage dans le pays ! «Bessif» fera donc inévitablement couler du sang à ses nombreuses victimes, anciens despotes comme honnêtes êtres humains et innocentes proies.

Alors n'est-il pas temps de faire confiance à la sagesse de «Bessyassa», épargnant par la même occasion le sang des algériens ? Un comportement courageux mais exemplaire de nos dirigeants s'impose donc. Il y va de l'avenir de la nation.

Cette attitude, plutôt négative, à vouloir tout le temps dire que «le feu ne prendra jamais chez nous» est naturellement bien fautive. Totalement erronée... !

Nous disposons de puits de pétrole lesquels peuvent à tout moment brûler, enflammant tout un peuple épris de justice et de démocratie, de liberté de choisir et de recouvrer sa dignité.

«Bessyassa» serait donc mieux que «Bessif», l'expression vaut son pesant d'or, à présent. Il serait donc louable de la répéter à loisir et à satiété, dans le sens où elle est transcrite et ordonnée.

Et si jamais la leçon en question n'est malheureusement pas retenue dans le sens traité ou évoqué de l'expression étudiée, dans le temps qui lui est imparti surtout, là, l'Algérie sera complètement dos au mur face à l'apocalypse et au chaos... !

Dans un sens comme dans l'autre, le changement nous sera inévitablement imposé par notre environnement géopolitique.

Il est de tout cœur souhaitable qu'il le soit dans les sens du titre choisi et non dans celui inversé de l'expression usitée.

Souhaitons tout de même que «Bessyassa» et sa légendaire sagesse l'emporteront largement sur «Bessif» et sa toute douloureuse et fourchue épée !

(* En douceur, bien sagement
(*) De force, violemment



LA CHRONIQUE
DU BLENDAR



Paris : Akram Belkaïd

Robert et la dispute conjugale



La nuit est sans étoiles ni clair de lune. C'est une heure où enfants dorment et parents raisonnables dorment depuis longtemps. Je hâte le pas en descendant le boulevard Pasteur.

Au loin, la Tour Eiffel va bientôt scintiller pendant quelques minutes. Sur le trottoir, déboulant dans mon dos, un cycliste m'évite de justesse. Je lui demande pourquoi il ne roule pas sur la chaussée, il m'envoie deux ou trois grossièretés qui me donnent envie de le poursuivre pour lui faire avaler le guidon de son vélib'. Mais je suis trop fatigué et j'ai hâte de rentrer. Demain, ou plutôt tout à l'heure, la journée sera longue et bien remplie. Inutile de gaspiller ses forces.

A l'angle de la rue Vaugirard, une femme surgit en courant. Elle est poursuivie par un homme corpulent qui, la traitant de dame de petite vertu, lui ordonne de l'attendre. Il respire bruyamment et son souffle rauque me fait penser à un vieux transistor des années soixante-dix. Elle obéit et fait face, menton levé et index pointé. «T'as pas intérêt à me taper encore. Je t'avertis, j'vais crier et j'irai aux flics», hurle-t-elle. Il se met à rire, se tenant les côtes, le buste penché vers l'avant. «C'est ça, fais-moi peur... Tu sais bien que plus tu brailles et plus je t'aime», lui lance-t-il avec une douceur étonnante dans la voix.

Je ralentis mon pas, me disant qu'il vaut peut-être mieux traverser. A chaque fois que j'assiste à ce genre de scène, je repense à l'une des rares fois dans ma vie où l'on a bien voulu de moi dans une pièce de théâtre. C'était «Le Médecin Malgré Lui». Je jouais le (petit) rôle de M. Robert, le brave voisin qui cherche à s'interposer quand Sganarelle corrige sa femme Martine. Au final, le pauvre Robert se prend quelques soufflets de la belle, solidaire de son époux, et s'enfuit la joue brûlante et l'esprit méditant sur l'importance de ne jamais se mêler des disputes conjugales fussent-elles musclées.

Je m'apprête à prendre la clé des champs quand la prise de bec dégénère. Avec une rapidité d'exécution qui tranche avec sa corpulence, l'homme met un coup de poing dans la figure de la dame qui tourne sur elle-même avant de tomber à terre. Impossible de regarder ailleurs ou de fuir. Je m'interpose. «Laisse-moi la finir. Elle m'a trahi !» me hurle le cogneur tandis que je le repousse par les épaules. Je lui parle le plus lentement possible, sans crier, méthode classique et maintes fois éprouvées pour dompter les énervés.

Il a l'haleine avinée et les yeux pratiquement clos. Il cherche à me faire perdre l'équilibre et le maintenir immobile n'est pas facile. Je lui demande de se calmer, de ne pas commettre de bêtise qu'il pourrait regretter. «Mais tu ne comprends-pas ! Elle m'a trahi ! Elle a un petit copain !». Je lui réponds, en le voyant, que cela ne lui donne pas le droit de la frapper et que si cela continue, il risque de se retrouver au poste de police. «T'es flic ? C'est ça ? Mais,

c'est elle qu'il faut arrêter ! Elle m'a trahi. Elle a un amant. L'adultère, c'est la prison, non ?».

De temps à autre, je jette un coup d'œil derrière mon dos, surveillant la dame qui s'est relevée. Elle a allumé une cigarette et semble indifférente à ce qui se passe. On dirait qu'elle réfléchit à ce qu'elle doit faire. Puis, sans crier gare, elle se met à hurler des obscénités. Des mots gras et méchants qui laissent entendre que l'homme que j'ai du mal à contenir n'en serait pas un. Au dessus de nous, des volets s'ouvrent. Je me dis que l'on va bientôt recevoir un seau d'eau sur la tête, arme classique des Parisiens excédés par les bars et cafés qui restent ouvert tard la nuit et dont les clients sortent sur le trottoir pour fumer et cancaner à voix trop haute.

Alors que je commence à fatiguer, un passant s'approche. Je reconnais le cycliste qui m'a tangenté. Une idée folle me traverse la tête. «Voici l'amant de votre femme» dis-je en le montrant du doigt. «Regardez comme il est laid. Un type comme lui ne vous fera pas concurrence longtemps». Le cycliste incivique est interloqué. Il ne comprend pas. Ou plutôt, il devine vite qu'il a intérêt à détailler. Dans ma peine du moment, je suis satisfait en le voyant s'éloigner le dos voûté, comme s'il craignait de recevoir un mauvais coup. Vengeance... Mais le mari trompé n'apprécie guère la plaisanterie.

«C'est quoi cette histoire ? Tu te fous de moi ? J'le connais son amant ! Il est Noir. C'est pour ça que j'la cogne. Me faire ça avec un n... !». Je perds patience. L'envie me prend de bastonner cet abruti. Il n'a toujours pas renoncé et lance parfois son pied vers l'avant. Je ne sais pas comment me dépêtrer de cette histoire. Je me tourne vers la femme et lui demande de s'en aller pour qu'il puisse enfin se calmer. Elle me regarde à peine et hausse les épaules en continuant à tirer sur sa cigarette. D'une fenêtre, une voix excédée annonce qu'elle a appelé la police.

Quelques minutes plus tard, une voiture banalisée s'arrête à notre hauteur. «Pourquoi vous battez-vous ?» nous demande l'un des policiers en civil. Tandis que j'explique la situation, une angoisse me saisit. J'imagine le scénario catastrophe qui risque de se dérouler. La femme qui jure que son homme ne la battait pas, lui qui m'accuse de les avoir agressés et moi qui me retrouve au poste, puni bien plus sévèrement que M. Robert. Enchaînement de catastrophes, garde à vue, bavure, avocat et tout le tintouin...

Finale, tout s'arrange. On me remercie du bout des lèvres et on me laisse partir non sans m'avoir demandé de décliner mon identité. La tête un peu lourde et les jambes flageolantes, j'abandonne les présomés infidèle et cornu à leur sort incertain. L'air frais de la nuit me fait vite du bien et voilà que j'accélére de nouveau le pas me disant qu'avec un peu de chance, je risque peut-être de rattraper le cycliste indéclicat...

Le 17 octobre 61 : de l'émigration à la harga

PAR ABDELKADER LEKLEK

«**A** la mémoire des nombreux Algériens tués lors de la sanglante répression de la manifestation pacifique du 17 octobre 1961». Elle est apposée sur le mur du Quai, au Pont Saint Michel, à deux pas de la Préfecture de Police, d'où furent jetés à la Seine tant d'Algériens. Ses détracteurs dirent alors, que ce n'était là qu'une initiative personnelle de Monsieur Bertrand Delanoë, car aucun membre du gouvernement n'avait assisté à la cérémonie de dévoilement de la plaque commémorative. Et que l'édile de la capitale française, ce faisant, n'arrêta pas d'arabiser son environnement. Cela est une affaire avant et après tout française, exprimant le syndrome que développe la France avec son histoire coloniale. A l'automne 1961 et pour contrer les actions du FLN historique et de sa fédération de France, les autorités françaises instaurèrent un couvre-feu discriminatoire, de 20 h 30 à 05 h 30, ne concernant que les algériens vivants à Paris. En réaction, ces braves travailleurs bâtisseurs de tous les équipements, qui feront la France moderne, encadrés par leur organisation, se rebellèrent et décidèrent de manifester pacifiquement, contre cette distinction ségrégative. Ils répondirent à l'appel et sortirent de nuit à l'heure du couvre-feu, femmes et enfants en tête par bravade au mépris. Maurice Papon alors préfet de police de Paris, déniait aux algériens vivants en France, ces français de fait et de force, ce simple droit de la personne, le fait de se déplacer librement. Donna l'ordre aux 7000 gardiens de la paix et aux 1400 CRS et gendarmes mobiles d'intercepter tous les Algériens et de les empêcher par tous les moyens de participer à la manifestation pacifique. Des contrôles sont effectués dans tous les grands points de passage de Paris. Les policiers se massent à la sortie des bouches de métro pour emmener directement les Algériens en cars aux centres de détention. Au centre d'Identification de Vincennes, au Palais des sports de Paris et au Parc des Expositions. Une épreuve où plusieurs n'en sortirent pas vivants, et beaucoup resteront marqués à vie, portant les stigmates du supplice. Ils seront torturés et brutalisés jusqu'à la mort. Le bilan est selon les sources françaises, de 2 morts parmi les manifestants Algériens et 1 Français métropolitain, 64 blessés et 11500 arrestations, ainsi que de 13 blessés du côté de la police.

Les sources algériennes évaluent à, entre 30 000 et 40 000 manifestants dont 327 morts et portés disparus. Benjamin Stora, dans son livre : «La gangrène et l'oubli : La mémoire de la guerre d'Algérie», avance lui le chiffre de 100 à 200 morts. Ce nombre est confirmé par Linda Amiri, dans son livre enquête intitulé : «les fantômes du 17 octobre», paru en 2003 aux éditions mémoires génériques.

Ces chiffres sont corroborés par les enquêtes entreprises et les recherches effectuées par l'historien Jean Luc Einaudi, pour les besoins de son ouvrage : «la bataille de Paris», aux éditions du Seuil, en 1991.

C'est ce même Maurice Papon, qui avait supervisé, vingt ans auparavant, personnellement, les préparatifs de la déportation des juifs du département de la Gironde vers Drancy et de là, aux différents camps de concentration hitlériens. Il fut secrétaire général de la préfecture à Bordeaux, sous le régime capitulaire de Vichy. Et hasard ou pas de l'histoire, c'est ce même sinistre personnage, qui le 17 Octobre 1961, organisait la chasse aux émigrés algériens, décidait de leur concentration et ordonnait froidement leurs exécutions. Ce

Il y dix ans, le maire de Paris inaugurerait une plaque commémorant le massacre des Algériens lors de la manifestation du 17 octobre 1961 sur les ordres du préfet de police de Paris, Maurice Papon, avec cette inscription épitaphe :



pernicieux personnage fut par deux fois préfet de Constantine entre 1949 et 1951 et de 1956 à 1958. Il est à l'origine de la création des D.O.P, les funestes Départements Opérationnels de protection, en fait des centres de tortures de l'armée colonialiste française. En 1997 lors du procès contre Maurice Papon, pour crimes contre l'humanité, c'est-à-dire : l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout acte inhumain commis contre toutes les populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux. Quand Jean Luc Einaudi, cité alors par les parties civiles, avait témoigné et déposé à la barre le 16 octobre 1997, énonça le total du nombre des morts qu'il avait découvert durant ses travaux, cela provoqua une polémique telle, que le ministre de l'intérieur de l'époque, Jean Pierre Chevènement, confia une mission au conseiller d'Etat Dieudonné Mandelkern, qui tranchera dans son rapport de conclusions, remis au ministre le 8 janvier 1998, à sept victimes «officielles» et à vingt-cinq «probables». Durant sa mission, ce mandataire du ministère de l'intérieur, se contenta d'élaborer un travail purement administratif, qui pue la faiblesse et l'improbabilité intellectuelles. Et Toute honte bue, il disait à ce propos, le 5 mai 1998, à une journaliste l'Humanité, ceci : «Le chiffre que nous avançons n'a rien d'officiel. Et notre travail, qui s'est limité à la compétence territoriale de la préfecture de police de Paris de l'époque, est loin d'avoir été exhaustif. D'une part, il a pu se passer des choses à l'extérieur de ce périmètre. D'autre part, nos sources d'information, exclusivement écrites, étaient incomplètes. Des archives ont disparu : ainsi celles de la Brigade fluviale, détruites il y a quelques années, et qui auraient pourtant été très précieuses pour nos recherches. Tout en

restant dans l'ordre des dizaines, il est évident qu'il faut appliquer un coefficient de majoration aux estimations que nous proposons». Et toujours égale à lui-même, quand à la fin de l'interview, le journaliste lui demandait, son sentiment personnel, il répondit constamment tranchant : « Ce qui m'a le plus surpris, à travers la lecture des comptes-rendus de réunions, des rapports individuels, des échanges de conversations, etc., c'est l'extrême violence de cette année 1961. La police, qui a subi pas mal de pertes, se sent véritablement assiégée. Ses fonctionnaires sont fiévreux, formidablement remontés contre le FLN. Pour eux, cette manifestation est quelque chose d'inouï.

On ne pouvait imaginer pire situation : l'occasion de voir enfin l'adversaire à visage découvert. Notre rapport insiste beaucoup sur cette question de contexte. Sans elle, les chiffres ne veulent rien dire". Si cela ne fleure fortement pas le subjectif et le personnel, je m'interroge ce que devrait être un travail intellectuel objectif. De pareils scénarios se répéteront en France, à la fin des trente glorieuses, 1945/1975. En ces années 70 la forte croissance économique française, à deux chiffres, subira le revers sur l'autre, elle connaîtra la stagnation et finira en récession. Rendus coupables de cette situation, les piqueurs de boulots des français de souche payeront le prix cher. C'est ainsi que plusieurs travailleurs émigrés algériens furent assassinés, à Paris et dans le département des Bouches du Rhône particulièrement. Mais c'est l'attentat contre le consulat d'Algérie à Marseille commis par un mystérieux groupe composé sûrement des nostalgiques de l'Algérie française, associés à l'extrême droite française, se faisant appeler, Charles Martel, qui fit réagir d'une façon radicale les autorités algériennes,

sur la question de l'émigration en France. Cet attentat fit quatre morts et douze blessés graves. En réaction à ces événements, le gouvernement algérien décida de suspendre l'émigration en direction de la France. Au total, entre 1971 et 1977, au moins 70 Algériens ont été victimes de crimes à caractère raciste en France. Ce fut au travers d'une décision prise le 19 septembre 1973, qui sera confirmée lors du discours prononcé à Tébessa par feu le président Houari Boumediène, le 25 du même mois. Il ordonna l'arrêt immédiat de l'émigration vers la France, jusqu'à ce que les conditions de sécurité et de dignité soient garanties par les autorités françaises aux ressortissants algériens. Et il conclut son chapitre par la formule restée célèbre : « nous préférons rester chez nous quitte à manger de la terre ». A partir de cette date, le flux migratoire connut une véritable interruption. L'organisation de masse du parti unique, en charge de l'encadrement politique, de l'émigration, l'Amicale des Algériens en Europe, vit ses effectifs fondre et ses rangs se dessécher et se disperser. La génération d'après indépendance, dite deuxième et celles qui suivirent se détachèrent progressivement, de la représentation partisane, mais quasi institutionnelle de l'Algérie, en France notamment. L'organisation héritière de la fédération de France du FLN historique, ne fit plus recette dans les milieux émigrés, pour diverses raisons, principalement politiques. La vie associative version loi 1901, supplata, le quadrillage révolutionnaire qui n'avait pas su s'adapter et répondre à de nouvelles attentes, qui cherchaient un accompagnement, un partenariat, au lieu d'une domination à caractère martial, qu'on lui proposait. Un des indicateurs qui confirme la presque rupture d'avec le pays, dans les milieux de l'émigration, c'est l'as-

sèchement du transfert des devises et des avoirs émigrés, des pays d'Europe vers l'Algérie, alors qu'à l'arrêt de l'émigration en direction de la France en 1973, ils étaient au moins 800 000 algériens à y travailler. Les algériens qui en volume, représentaient les émigrés les plus transférants d'argent vers le pays d'origine, loin devant les espagnols, les portugais, les turcs, les marocains et les tunisiens, occupent depuis plus de 25 ans la dernière place, en la matière.

D'un autre côté, et à cause des mutations sociales qu'a connues l'Algérie, depuis les années 90, et pour d'autres raisons politiques diamétralement opposées, mais qui peut être, se rejoignent sur les besoins socio-économiques, une nouvelle catégorie, hasardeuse, de prétendants à l'émigration, se manifesta. Les nouvelles vagues de candidats à l'expatriation, projettent depuis une décennie d'accéder aux pays de réalisations de tous les rêves et tous les fantasmes, hors tout cadre institutionnel et réglementaire, d'où le développement de filières de convoi de postulants à l'aventureux passage, mafieuses voire criminelles. Bien que les transferts sociaux en Algérie depuis 1991 aient connu une progression exponentielle. Ils figurent parmi les plus importants du monde, des Etats providence. Les résultats ne sont pas au rendez-vous. Et ce sont de piteux dysfonctionnements, qui participent à encourager des jeunes à tenter l'aventure, intentionnellement ou pas, au péril de leur vie. Peut-être que l'angle d'attaque, contre ce mal qui ronge ces jeunes, n'est ni le manque de logement, ni le célibat tardif, encore moins, la mal vie. Mais ce sera, l'inefficacité du système scolaire, l'inefficacité de celui de la formation professionnelle, et la non performance de l'université algérienne à former et préparer ces jeunes à accepter, le savoir, travail, l'habileté, les qualifications et le talent comme seuls moteurs d'entraînement, sur les parcours de la promotion sociale. A voir les carabinieri italiens matraquer, sans vergogne -honte se dit en italien : « vergogna »- des jeunes dont la majorité est tunisienne, se jeter du haut d'une balustrade par détresse pour éviter la violence et la hargne que mettent les gendarmes d'Italie à cogner.

On s'interroge ce qui peut pousser un être humain à accepter un tel traitement, si ce ne sont les échecs, des systèmes scolaires, la capitulation des familles, et la défection de l'environnement. Mais un enfant, devenu jeune homme aspirant à la partance, par la conjugaison violente de ces trois segments défailtant, ne reproduira au final que ce que les adultes auront bien voulu lui donner. Qu'il s'agisse de valeurs morales ou bien de bienfaits matériels. Si le maire de Paris a osé ériger et inaugurer une plaque à la mémoire des suppliciés du 17 octobre 1961, c'est que c'est un brave qui fait face à l'histoire de son pays, et toute son histoire. Mais ce n'est aussi que justice rendue à d'autres braves, qui ont fait, en acteur potentiels, cette histoire et celle de leur pays. Et l'histoire ne se réécrit pas. Alors peut-on imaginer un jour l'inauguration, d'une plaque commémorant, les tourments et les agonies de ces migrants happés par la houle de la mer, outre méditerranée. Rappelant pour l'histoire, le souvenir de la harga, en l'espace, appréhendée comme acte courageux, même fou ? On ne commémore pas le suicide même subi. Mais on devrait secourir la souffrance, quand celle ou celui qui souffre, n'a plus, ni les moyens, ni les ressources de résister aux maux et aux angoisses de ses douleurs. En Algérie les moyens et les ressources existent, mais...

Nobel au féminin

PAR ALI BRAHIMI

Parmi elles, la flamboyante Tawakel Karman qui a fait élever, en ce début du troisième millénaire, la femme arabe au rang prestigieux d'animatrice de la révolution libératrice des jougs dictatoriaux. Ainsi, il existe des femmes, au pays des fabuleux contes orientaux, héritières affirmées des qualités morales de la mythique Reine de Saba qui a charmé le roi Salomon (970-931 Av. J.C.) célèbre pour sa bravoure et sagesse.

En fait, un hommage rendu, de la part de cette prestigieuse fondation créée par l'inventeur et philosophe philanthrope Alfred Nobel (1833-1890), à la jeunesse arabe en train de faire sa révolution en profondeur depuis le début de cette année considérée, à juste titre, comme l'An I de la résurrection de l'ensemble des couches sociales appauvries et, ce qui révoltait voire insupportable, de plus en plus écartées des décisions, liées à leur avenir et donc celui de futures générations, dans un monde en perpétuelle recherche d'une vie meilleure particulièrement au profit des défavorisés du développement.

Une transformation non accomplie parfaitement, certes, malgré les efforts consentis dans tous les domaines, par les systèmes politiques en place, depuis les indépendances respectives obtenues en grande partie grâce aux élites combattantes qui se sont sacrifiées à l'autel de la bêtise des gouvernants, d'hier et d'aujourd'hui, entretenant intentionnellement l'ignorance informative et culturelle des masses populaires ainsi démotivées par la force des choses.

Au temps actuel, ce sursaut rénovateur effectué en Tunisie, Egypte, Libye, Yémen, Syrie... est en train d'humilier vertement les convictions rétrogrades imbéciles, de la part des dirigeants politiques à l'unicité de pensées et du destin, puisque ils n'ont rien compris voire n'admettent pas l'évolution de l'Histoire des peuples soumis en dépit du bon sens, depuis plusieurs décennies, à l'étouffement généré par des partis politiques à la soldé du pouvoir politique en place, lesquels font retourner l'ascenseur à leur fakhamtou, et, qu'en plus, affichent sans honte leur connivence avec les familles dictatoriales régnantes assurant, pour leur part, pitance et protection, grâce aux deniers publics, à ce genre de partis utilisables et jetables à tout moment.

Ces « adeptes » véreux, des écarts de langage à l'adresse des nobles principes des révolutions actuelles, redoutent la jeunesse qui milite en faveur des hauts idéaux et, surtout, qu'elle est décidée d'opérer concrètement d'énergiques changements dans le but de faire accéder courageusement et résolument la majorité des gens, ainsi disposés, à la liberté et son corollaire la Démocratie restauratrice, d'une manière convaincante et civilisée, de la paix sociale ainsi que les droits d'exprimer toutes les doléances et d'accomplir publiquement l'ensemble des devoirs équitablement partagés entre gouvernés et gouvernants.

Cette semaine, le prix Nobel de la paix 2011, année de la révolution chez quelques peuples arabes, est conjointement décernée à trois femmes au vu de leurs actes respectifs en faveur des Libertés et la démocratie dans leurs pays en voie de transformation.

En ce qui concerne les pouvoirs despotiques, ils sont en train de creuser progressivement, sans qu'ils s'en aperçoivent, leurs tombes car ils ne fassent nullement attention aux soubresauts de la jeunesse, en mal existentiel, puisque ce mode de gouvernance absurde, en vigueur dans l'ensemble du monde arabe, lequel mise gros et de trop sur les rentes extérieures notamment celle des hydrocarbures lui permettant, espère-t-il, de contenir l'évolution des exigences de l'Histoire.

LE POUVOIR DICTATORIAL COMBINE À L'ARGENT SALE PEUVENT-ILS REMPLACER LES TITRES NOBELISABLES ?

En aucun cas. Conscients, qu'ils vivent en dehors du temps des peuples arabes en train de changer le cours de l'Histoire, les pouvoirs dictatoriaux en voie de déchéance, d'une manière ou d'une autre, se perdent en conjonctures et replâtrages des méthodes de gouvernance leur garantissant, espèrent-ils perfidement néanmoins pitoyablement, une pérennité dans leur position dorée alors qu'il s'agit de hautes et lourdes charges au seul profit des peuples.

Certainement, ils se demandent quel mal ont-ils donc fait pour qu'ils soient honnis, de cette façon, alors qu'ils se sentent « dévoués » corps et âme, à leur mission, et méritent mieux de la part de ces peuples jugés ingrats d'après leur point de vue en haut lieu. A ce titre, ils y croient fermement qu'ils ont raison et que ce sont les nouvelles générations, survoltées pour rien ajoutent-ils, qui ont tort et font fausse route boire manipulés par des mains étrangères. En fait, du pur paternalisme dictatorial. En effet, comme cité ci-dessus, ils s'entêtent et se noient dans les convictions chimériques !

L'exemple typique, de ce genre de dictateurs éthérés (indifférents aux réalités du monde, est représenté par le yéménite Ali Salah Abdallah en train de jouer à la souris prise dans une... souricière (pareillement à son sosie Libyen). Parti de rien, avec cependant un clan armé et des coups d'Etat successifs y compris par la voie des urnes du genre plus de 90% des suffrages et ses caprices tribaux en plus, il s'entête dans ses convictions absurdes et n'a aucune honte lorsqu'il voit une jeune femme, ayant l'âge de ses enfants, primé Nobel de la Paix, alors que lui il s'entoure des flammes le cernant de partout. A quoi bon, lui serviront les milliards de dollars obtenus par la répression combinée aux actes magouilleux ?

Lui et tant d'autres gouvernants, du monde arabe, pourraient recevoir le Nobel de la Paix (1) s'ils avaient tout simplement quitté le pouvoir politique au bon moment, sans casse et avec les honneurs en plus, ensuite de concentrer entièrement leurs

efforts à la bonne morale de leurs proches et des concitoyens qui apprécieront ce haut geste civilisé.

En effet, un bon dirigeant est jugé d'après la manière dont il gère sa famille. Au lieu de la laisser agir à sa guise et sévir, en son nom, qui elle le désire et, donc, faire dégoûter les peuples de par ce comportement maffieux de la pire espèce. D'où la révolution actuelle, de quelques peuples arabes, et ses tumultes incessants internes et externes. Pour le reste, c'est une question de temps.

LE TEMPS DES TITRES DE NOBLESSE AUX FEMMES EN TRAIN DE FAIRE CHANGER LE COURS DE L'HISTOIRE

Une révolution sans la présence des femmes, c'est comme un acte non notarié, une nourriture sans sel et donc insipide. En termes clairs, une révolution conjuguée uniquement au masculin c'est du tape-à l'œil voire estropiée et ne réussira d'aucune façon. En revanche, la femme présente, auprès des dictatures, le ferment des soulèvements émancipateurs.

Le poète français, Louis Aragon, n'avait-il pas affirmé : que la femme est l'avenir de l'Homme ? M. François Mitterrand, président de la République Française, a qualifié les femmes Algériennes, durant la guerre de libération nationale d'épervières. Et tant d'autres titres de noblesse à l'échelle du monde. Plus près de nous, la régente de Carthage Leila Trabelsi (dérivée de Tripoli), à sa manière, constitue le point de départ des actuelles révolutions dans le monde arabe. Il est vrai que la civilisation carthaginoise était l'oeuvre d'une reine venue de Tripoli la libanaise. Ainsi, Liban et Libye symbolisent un couple, naviguant en méditerranée, aux multiples significations phéniciennes.

A l'évidence, le mal et le bien sont les amis intimes du genre féminin. Quand la femme s'en mêle, c'est la mêlée généralisée en perspective. Et ce, dans tous les domaines de la vie. Honneur aux femmes semant le mal puis laisser aux hommes récolter le bien !

NOTE:

1. Un ministre d'un gouvernement arabe, laudateur en puissance, aiguillonne un jeune bénéficiaire d'un crédit bancaire, avant d'être interviewé par la Télévision, afin qu'il propose Fakhamtou (le président arabe en question) au prix Nobel de la paix. Troublé, le jeune n'arrivait pas à se souvenir de la formule. Alors, le ministre derrière lui, il caressait les deux épaules du jeune pour qu'il annonce le mot magique. Difficilement, le jeune parvient à le dire. Et le ministre aux étoiles respira en souriant. Enfin !

17 octobre 1961, un crime oublié

PAR MADJID SI HOCINE

Cela fait désormais un demi-siècle que l'on occulte; un massacre en plein Paris. Ce jour là des milliers d'hommes, des femmes, d'enfants manifestaient pacifiquement contre un couvre feu raciste. Une répression sanglante d'une violence et d'une sauvagerie inouïe se déclencha et se poursuivra jusqu'au 20 octobre. Arrestation massives, noyades, tortures et déportation frapperont aveuglément les algériens de Paris et de sa banlieue.

Pendant 3 jours, rafles, matraquages et sévices furent la règle. Partout à la porte de Paris aux bouches de métro la police traque l'arabe avec une férocité sans nom. Papon déclara à l'époque : « la police française a fait ce qu'elle devait faire ».

L'assassinat de policiers pourrait expliquer la tension qui régnait mais sûrement pas l'abjection de la torture et de l'assassinat. 50 ans après rien n'explique, la coupable amnésie, et le refoulement de la responsabilité de l'Etat sur ce qui reste un véritable crime d'Etat. Etrange duplicité.

Pourquoi ce refus de faire amende honorable ? Point de repentance nous dit-on ! Quel erreur, quel mépris pour ces pauvres hères battus, humiliés, dont les corps de certains seront retrouvés plusieurs jours plus tard dans les écluses. Depuis quand l'aveu des fautes est-elle préjudiciable à un pays ? Le déshonneur n'est-il pas plutôt dans ce manquement aux responsabilités ? La reconnaissance par le président Chirac de la faute commise par la

France lors des rafles du Vel d'hiv, a non seulement pansé définitivement une plaie mais a en plus grandi celui qui l'a fait. Il y a 10 ans pour le quarantième anniversaire on apposait une plaque commémorative, aujourd'hui après cinquante ans n'est-il pas temps de vider l'abcès. Ou alors veut-on attendre que les derniers témoins disparaissent ? Cela tordrait le cou à cette habitude que l'on a pris de faire un éternel aggiornamento sur l'histoire de la guerre d'Algérie, et qui sait, on aurait peut être là un prétexte à une indispensable réflexion historique sur cette période.

Il est plus que temps, car comment espérer construire une relation sereine avec l'Algérie sans mettre à plat les contentieux qu'il faudra de toute manière régler un jour, combien de temps continuera t-on à mettre la poussière sous le tapis ? Il ne suffira pas d'une commission Kaspi pour enterrer le problème, ou d'un oukase pour décider que le débat est clos.

Au contraire, que l'on ouvre les archives et laissons travailler les historiens, après viendra le temps des politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche. A l'aube de la commémoration du cinquantième de l'indépendance de l'Algérie, tirons profit de l'année en cours, pour amorcer un processus de réconciliation avec l'Histoire. Pourquoi maintenir cette chape de plombs sur cette journée de disparus !

En cette période où nous allons désigner le futur chef de l'Etat, il serait bienvenu que les candidats républicains s'engagent à faire toute

la vérité sur le 17 octobre 1961 pour tourner cette page tragique il faut d'abord l'écrire c'est pour qu'il est impératif qu'il est un libre accès des chercheurs aux archives de la guerre d'Algérie et que cette date soit inscrite dans les manuels scolaires. Ce que nous attendons c'est que ce crime d'état, raciste et colonialiste organisé par des fonctionnaires de l'état français soit reconnu officiellement.

Nous nous ne voulons pas culpabiliser l'ensemble du peuple français mais nous voulons empêcher l'oubli et construire une mémoire solidaire qui puisse fonder aujourd'hui une convivialité entre le peuple français et le peuple algérien. Cette commémoration n'est pas pour nous un vague récit d'un passé douloureux, mais un acte de mémoire au présent, indispensable pour construire le vivre ensemble, car l'oubli structure la logique de revanche et participe à la production et reproduction de discriminations.

Nous sommes certains que cette mesure aurait un écho dans la France d'aujourd'hui et favoriserait le vivre ensemble. On sait combien il reste de ressorts inconscients qui structurent les comportements et nourrissent aussi les ressentiments et l'impression qu'ont certains d'être regardés encore comme des ennemis intérieurs, comme si cette période noire n'était pas finie. Un peu de courage monsieur le Président, renouvelons l'historiographie à la lumière de la vérité!

Mouloud Aounit, président d'Honneur du MRAP
Madjid Si Hocine, médecin et animateur du collectif
L'Egalité d'abord !

50 ans sont passés et le mal est toujours là

PAR FAYÇAL MEGHERBI*

Une mobilisation est prévue lundi 17 octobre 2011 à travers plusieurs villes françaises contre l'oubli et pour la reconnaissance d'un crime, impliquant des représentants de l'Etat, un préfet et le corps de la police française.

Des massacres ont été perpétrés, le 17 octobre 1961 à Paris, à l'encontre des Algériens pacifiques qui sont sortis dans les rues de Paris pour réclamer l'indépendance de leur pays, l'Algérie. Le 5 octobre 1961, un couvre-feu a été arrêté par le préfet de Police de Paris, Maurice Papon, pour tous les « Français musulmans d'Algérie ». Cette manifestation a été organisée par le Front de libération nationale (FLN) et a été cruellement réprimée ; des centaines d'Algériens furent jetés dans la Seine.

La société civile française s'organise pour donner à ce 50^{ème} anniversaire du massacre du 17 octobre 1961 un caractère particulier. Un collectif d'associations de droits de l'homme s'est mobilisé pour interpeller et demander au Président de la République française et son gouvernement la reconnaissance de ce Crime d'Etat mais aussi pour s'exprimer sur ces sombres événements de l'histoire de France. Dans une telle situation, le devoir de mémoire s'impose de lui-même.

Il faut rappeler que la classe politique française était en ébullition depuis quelques années sur les questions mémorielles. La France et l'Algérie pourraient travailler ensemble pour cicatriser les blessures de l'histoire commune et instaurer la sérénité dans les relations entre les deux pays. Une loi mémorielle pourrait être envisagée comme une solution, pour instaurer la décrispation entre les deux peuples.

En France, le concept de lois mémorielles a été forgé depuis plusieurs années autour de textes essentiels : la Loi Gayssot du 13 juillet 1990 qui a instauré le délit de contestation des crimes contre l'Humanité, la Loi du 29 janvier 2001 qui reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915, la Loi Taubira du 21 mai 2001 reconnaissant la traite et l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité et la Loi n°2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés.

Il est vrai qu'un tel débat sur la pertinence d'une telle intervention législative pourrait être relancé et conduirait à la division tant la classe politique que la communauté scientifique ainsi que le monde de la presse. Il faut toutefois souligner la différence entre une loi effective comme la Loi Gayssot, assortie de sanctions pénales, et des lois déclaratives comme les trois autres, qui ne font que dénoncer des principes sans assortir de sanctions pénales et affirmer des crimes contre l'humanité (donc déclaration d'un rôle négatif).

La loi du 23 février 2005, au contraire, affirmait un rôle positif de la colonisation et ses dispositions ont provoqué la colère des historiens qui n'admettent pas qu'un texte juridique écrive l'Histoire.

Sans parler de la polémique qui a remué l'opinion publique notamment dans les pays anciennement colonisés par la France, chez les personnes originaires de ces pays et résidant en France, ou encore dans les départements d'outre-mer a entraîné le retrait de cette disposition dont le gouvernement a entendu se désolidariser. L'article 4 de cette loi a été déclassé par le Conseil constitutionnel (décision du 31 janvier 2006) sur demande du Premier ministre (25 janvier 2006), puis abrogé par voie réglementaire (décret du 15 février 2006).

Ce 17 octobre 2011, la société civile organise une série de commémorations prévues sur des places, des boulevards et des lieux qui ont hautement marqué ces massacres et crimes dans la ville de Paris. Il serait positivement recommandable qu'une proposition de loi venant d'un groupe parlementaire ou un projet de loi émanant du gouvernement pour reconnaître cette période sombres de l'histoire de la France et participer à éviter certains bégalements de l'histoire.

*Juriste et membre de l'Observatoire français des relations internationales (OFRI),

Mais qui est donc la première femme arabe nobélisée ?

PAR AHMED BENSAAADA

Toutes catégories confondues, Tawakkol Karman est, à 32 ans, la première femme arabe récipiendaire d'un prix Nobel, la première Yéménite, la plus jeune femme nobélisée (ex-æquo avec l'Irlandaise Mairead Corrigan -1976-), la deuxième musulmane (après l'Irlandaise Shirin Ebadi -2003-), la première militante d'un parti islamiste, la première femme portant le hidjab et l'une des 43 femmes dans le monde à avoir obtenu cette distinction. Dans la catégorie du Nobel de la Paix, elle fait partie du club select formé par les 15 femmes qui, à ce jour, ont été choisies par l'Académie Nobel.

UNE RECONNAISSANCE DU «PRINTEMPS ARABE»

Depuis quelques semaines déjà, le bruit courait que le « printemps arabe » allait être récompensé et les noms d'illustres cyberactivistes avaient circulé. Il avait été question de la tunisienne Lina Ben Mhenni, dont le blog « A Tunisian Girl » [1] a grandement contribué à alimenter la contestation anti-bénédictine malgré les menaces de l'ex-pouvoir en place.

Une deuxième femme, cyberactiviste égyptienne, a été pressentie pour remporter le trophée. Il s'agit d'Israa Abdel Fattah, la co-fondatrice avec Ahmed Maher du fameux « mouvement du 6 avril ». Ce mouvement regroupant de jeunes cyberdissidents a été, depuis 2008, le fer de lance de la revendication démocratique en Égypte et c'est lui qui a été à l'origine de la vague qui a emporté, de la place Tahrir, le président Moubarak. Surnommée la « Facebook girl », Israa (qui, tout comme Tawakkol, porte le hidjab) avait connu son moment de gloire lorsqu'elle fut arrêtée en 2008 et emprisonnée pendant plus de deux semaines. Sa mère publia une page entière dans un journal à grand tirage, demandant la libération de sa fille et s'adressant aux « cœurs de Hosni Moubarak, Suzanne Moubarak (la femme du président) et du ministre de l'Intérieur ». Sa libération fut largement publicisée et donna lieu à des scènes qui ont ému l'Égypte entière [2].

Un nom masculin a aussi été évoqué : celui de Wael Ghoneim, le cyberactiviste égyptien nommé, en avril dernier, « l'homme le plus influent du monde » par le magazine américain Time [3].

Le plus étrange dans ces rumeurs pré-nobéliennes, c'était l'absence de mention des célèbres cyberactivistes Ahmed Maher et Adel Mohamed, véritables chevilles ouvrières du « mouvement du 6 avril » [4].

Finalement, le jury Nobel a décidé de ne pas honorer les révoltes « achevées » qui ont été les anciens régimes tunisien et égyptien, mais de donner plutôt un « coup de pouce » à celle qui couve depuis plusieurs mois au Yémen.

UNE ACTIVISTE DE LA PREMIÈRE HEURE

Mariée et mère de trois enfants, Tawakkol Karman est la fille de Abdel Salam Karman, un avocat et politicien, qui a déjà servi et plus tard démissionné comme ministre des affaires juridiques au sein du gouvernement du président Ali Abdallah Saleh [5]. Portant hidjab et niqab, comme la plupart des femmes yéménites, elle décida d'enlever le niqab en 2004, lors d'une conférence sur les droits humains et se rendit au podium à visage découvert en public pour la première fois de sa vie adulte [6].

Comme son père, Tawakkol est un membre influent du parti d'opposition islamiste Al-Islah. En 2005, elle crée WJWC « Women Journalists Without Chains » (Femmes journalistes sans chaînes), un organisme non-gouvernemental « qui travaille à la promotion des droits civils, en particulier la liberté d'opinion et d'expression et les droits démocratiques » [7].

Née plus de six mois après la prise de pouvoir d'Ali Abdallah Saleh, Mme Karman n'a connu, toute sa vie, ce président. Depuis 2007, elle participe ou organise des manifestations antigouvernementales dans la capitale yéménite. Galvanisée par la chute du président Ben Ali, elle organisa deux

Ça y est!
Le monde arabe vient d'obtenir son premier prix Nobel féminin. Et quel prix!



manifestations contre le pouvoir en place, ce qui lui valut d'être arrêtée par les services de sécurité, dans la nuit du 22 au 23 janvier 2011, et conduite à la prison centrale de la capitale. Dès l'annonce de son arrestation, environ 200 journalistes ont marché dans la rue pour exiger sa libération. Sous la pression de la rue, elle a été libérée sous condition le 24 janvier 2011, alors que des milliers de personnes étaient rassemblées, solidaires avec elle [8]. Cet épisode houleux de la vie de la dissidente yéménite a été très médiatisé et lui a permis d'atteindre une indéniable célébrité internationale.

SES RELATIONS ÉTASUNIENNES

L'activisme boulimique de Tawakkol Karman ne laisse pas indifférent les multiples acteurs de la scène politique du Yémen. En effet, ses opposants l'ont accusée d'être financée par l'ambassade américaine à Sanaa ainsi que par certains organismes américains [9]. Mais qu'en est-il réellement de cette accusation ? Le moins qu'on puisse dire est que Mme Karman n'est nullement dérangée par sa promiscuité avec les officiels américains et les organismes d'« exportation de la démocratie » étasuniens. Jugez-en.

Tout d'abord, il faut mentionner que son organisation « Women Journalists Without Chains » est financée depuis 2008 par la NED (National Endowment for Democracy). À ce titre, elle a reçu une subvention de plus de 150 000 \$ pendant ces trois années (2008 à 2010) [10]. Pour information, notons que la NED est elle-même subventionnée par l'administration américaine, tout comme l'United States Agency for International Development (USAID), l'International Republican Institute (IRI), le National Democratic Institute for International Affairs (NDI), et la Freedom House (FH). Il a été démontré que ces organismes ont un rôle de premier plan dans le financement et le soutien des « révolutions colorées » et du « printemps arabe » [11].

Sur le site de la NED, on peut lire que les subventions ont été octroyées en 2010 à WJWC de Tawakkol Karman « afin de promouvoir l'utilisation

des nouveaux médias pour documenter les violations des droits de l'homme. WJWC formera 20 activistes à l'utilisation des nouveaux médias afin de documenter les violations des droits de l'homme, aider les militants à poster leurs propres vidéos et des blogs sur son site Internet, et de produire un film documentaire sur le tribunal d'exception pour les journalistes et un programme télévisé sur la liberté d'expression au Yémen » [12].

À la suite de sa nobélisation, la NED a publié un long message de félicitations sur son site: « Tawakkol Karman et ses collègues de Women Journalists Without Chains (WJWC) sont vraiment extraordinaires, et je ne pouvais pas être plus heureux que le Comité Nobel ait reconnu leur immense courage et la stature morale du Prix Nobel de la Paix de cette année », a déclaré Carl Gershman, président de la NED [13].

Il est important de mentionner que, de 2006 à 2010, la NED a octroyé plus de 4,5 millions de \$ à divers organismes yéménites de promotion de la démocratie et de défense des droits de l'homme [14].

En mars 2010, Tawakkol Karman a été nommée pour l'« US State Department Woman of Courage Award » (Prix du courage féminin décerné par le Département d'État américain), mais ne l'a pas obtenu [15]. Une lettre

de l'ambassade des États-Unis à Sanaa, publiée sur leur site, mentionne que « Tawakkol a été choisie cette année (i.e. 2010) par l'ambassade américaine à Sanaa en tant que candidate pour l'édition 2010 du Prix du courage féminin décerné par le Département d'État américain. Nous l'honorons pour son courage dans la défense des droits fondamentaux » [16]. À cette occasion, Tawakkol fut invitée à New York pour assister à la cérémonie. Elle y rencontra la première dame américaine, Michelle Obama, ainsi que Mme Clinton [17].

En septembre 2010, elle fut conviée à donner une conférence au Brecht Forum qui s'est tenu dans la ville de New York. Sa présentation traitait des « violations des droits de l'homme au Yémen causées par la soi-disant « guerre contre le terrorisme » » [18]. Déjà, en 2005, année de la création de son organisme WJWC, elle écrivit à Jane Novak, journaliste américaine spécialiste du Yémen, à propos des dégâts occasionnés par l'ouragan Katrina: « Chère Jane Novak, mon nom est Tawakkol A. Karman, je suis journaliste originaire du Yémen et, en même temps, présidente des Femmes Journalistes Sans Frontières (N.D.A.: ancien nom de WJWC).

Je vous envoie cette lettre avec mes

meilleures salutations [...] afin de partager avec le peuple américain pendant cette période difficile qu'ils traversent causée par l'ouragan « Katrina ». Frère Abdulkarim Al-Khaiwani m'a informée de vous contacter car vous seriez la meilleure personne pour transmettre nos condoléances au peuple américain (aussi bien les bureaux gouvernementaux que non gouvernementaux), vous trouverez une lettre de condoléances jointe à cet e-mail » [19].

L'histoire ne dit malheureusement pas si elle a usé de la même sollicitude, au demeurant très louable, lors d'autres catastrophes naturelles dans le monde comme celle, par exemple, qui a touché le Pakistan en 2010.

Espérons qu'au-delà des considérations politiques « printanières » que vit actuellement le monde arabe, le prix Nobel de Mme Karman puisse avoir un impact salutaire et bénéfique sur la condition de la femme au Yémen et, par extension, sur celle du monde arabe.

Rappelons qu'au Yémen environ 57% des femmes sont analphabètes et qu'elles subissent encore les mariages forcés en bas âge [20]. Nous pourrions alors espérer fêter, collectivement, le prochain prix Nobel féminin arabe dans une catégorie scientifique. Un trophée exempt de toute scorie politique partisane.

Références

1. Lina Ben Mhenni, « A Tunisian Girl », <http://atunisiangirl.blogspot.com/>
2. M. Papp et S. Noonan, « Social Media as a Tool for Protest », *Politeia Geopolitical Analyses*, 3 février 2008, <http://politeianet.wordpress.com/2011/02/03/social-media-as-a-tool-for-protest/>
3. Le Point.fr, « Wael Ghonim, homme le plus influent du monde selon Time », 21 avril 2011, http://www.lepoint.fr/monde/wael-ghonim-homme-le-plus-influent-du-monde-selon-time-21-04-2011-1322126_24.php
4. Ahmed Bensaada, « Arabesque américaine : Le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe », Éditions Michel Brûlé, Montréal (2011), pp. 49-76.
5. Ahmed Al-Haj et Sarah El Deeb, « Nobel peace winner Tawakkol Karman dubbed 'the mother of Yemen's revolution' », *Sun Sentinel*, 8 octobre 2011, <http://mobile.sun-sentinel.com/p.p.m.b&a=rp&id=961114&postId=961114&postUserId=42&sessionToken=&catId=65658&curAbsIndex=1&resultsUrl=DIID%3D6%26D>
6. Nadia Al-Sakkaf, « Renowned activist and press freedom advocate Tawakkol Karman », *Yemen Times*, 17 June 2010, http://www.yementimes.com/defaultdet.aspx?SUB_ID=34255
7. Women Journalists Without Chains, <http://womenpress.org/index.php?lng=english>
8. AFP, « Yémen : libération sous condition d'une militante de la liberté de la presse », 24 heures, 24 janvier 2011, <http://www.24heures.ch/depeches/monde/yemen-liberation-condition-militante-liberte-presse>
9. Essafir, « Les femmes ont retrouvé leur rôle original... et se soulevèrent contre les princes de la guerre et de la politique » (traduction libre à partir de la langue arabe), 8 octobre 2011, [http://www.assafir.com/Article.aspx?](http://www.assafir.com/Article.aspx?EditionId=1972&articleId=901&ChannelId=46606)

10. NED, « Annual reports », <http://www.ned.org/publications>
11. Ahmed Bensaada, « Arabesque américaine : Le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe », Op. Cit.
12. NED, « 2010 annual report: Yemen », <http://www.ned.org/publications/annual-reports/2010-annual-report/middle-east-and-north-africa/yemen>
13. NED, « NED Congratulates Tawakkol Karman on Nobel Peace Prize », 7 octobre 2011, <http://www.ned.org/for-reporters/ned-congratulates-tawakkol-karman-on-nobel-peace-prize>
14. NED, « Annual reports », Op. Cit.
15. Isobel Coleman, « A Day in the Life of a Yemeni Revolutionary », *Huffington Post*, 20 janvier 2011, http://www.huffingtonpost.com/isobel-coleman/a-day-in-the-life-of-a-ye_b_811946.html
16. Embassy of the United State (Sanaa), « Speech in honor of International Women's Day », 8 mars 2010, <http://yemen.usembassy.gov/iwds.html>
17. Nadia Al-Sakkaf, Op. Cit.
18. Democracy Now, « Yemeni Nobel Peace Prize Laureate Tawakkol Karman on Human Rights Abuses Enabled by 'War on Terror' », 7 octobre 2011, http://www.democracynow.org/blog/2011/10/07/yemeni_nobel_peace_prize_laureate_tawakkol_karman_on_human_rights_abuses_enabled_by_war_on_terror
19. Jane Novak, « Yemeni Activist Wins Nobel Prize », *The Jawa Report*, 7 octobre 2011, <http://mypejawa.mu.nu/archives/209666.php>
20. The Left Hand of Feminism, « Whither the Revolution for Women in Egypt and Yemen? », 5 avril 2011, <http://lefthandofeminism.wordpress.com/2011/04/05/whither-the-revolution-for-women-in-egypt-and-yemen/>

La tragique antiennne d'octobre 88

PAR AHMED CHENIKI

Pour le moment, chacun interprète les faits et d'apporter son analyse en fonction de sa position politique. Était-ce un mouvement spontané ou une manifestation calculée et provoquée ? Jusqu'à présent, des responsables du pouvoir de l'époque avaient estimé que tout le mouvement, même si des situations inattendues et imprévues avaient caractérisé le cheminement, avait été conçu par des personnalités influentes du régime qui voulaient précipiter la chute du clan opposé à leurs intérêts et à leurs projets. Déjà, juste avant cette date fatidique, les luttes de clans au sein du pouvoir avaient atteint leur paroxysme et marquaient une marge de rupture. La situation sociale et économique de l'Algérie, surtout après la grave dégringolade du prix du pétrole et la dévaluation du dollar, était catastrophique. Même Chadli avait appelé les Algériens à faire grève. Ce qui est une «première» mondiale. Mais derrière cet appel du président de l'époque, se profilait une certaine impuissance. On savait que les choses n'allaient pas bien entre la présidence où étaient installés Belkheir et Hamrouche notamment et le FLN dirigé par Mohamed Chérif Messaadia qui a toujours soutenu la thèse du complot. D'ailleurs, de grandes luttes avaient opposé ces deux tendances lors de la discussion de la charte nationale seconde mouture où les chantres de la «libéralisation» représentée par la présidence et Abdelhamid Brahimi, alors premier ministre et les «adeptes» d'une économie fondée sur un secteur public fort incarné par l'appareil du FLN se faisaient une véritable guerre de tranchées. Tout était bon pour descendre l'adversaire. Messaadia allait même recommander à la direction de «Révolution Africaine» de publier des dossiers sur la corruption. D'ailleurs, «Révolution Africaine», organe central du FLN et «Algérie-Actualité», proche des services de sécurité et de la présidence n'arrêtaient pas de se rentrer dedans et de défendre chacun les positions de la partie qu'il représentait.

Il n'est nullement possible d'évoquer les événements d'Octobre sans se référer à la question du pouvoir marquée par des querelles intestines entre clans rivaux qui cherchaient par tous les moyens à prendre les commandes. La prise de pouvoir par Chadli a été une suite de règlements de comptes, de crises internes et de situations paradoxales qui ont désarticulé la société. Certes, du temps de Boumediène, ces conflits étaient latents, mais il arrivait à les gérer au mieux en évitant les coups de force. Mais Chadli voulait tout simplement rompre avec les hommes qui lui semblaient peu ouverts à sa politique ou susceptibles de lui nuire. C'est ainsi qu'il s'était séparé avec fracas de nombreux hommes qui constituaient des éléments-clés durant l'ère de Boumediène : Bouteflika, Yahiaoui, Abdeslam, Draïa, Bencherif... Les questions économiques et sociales passaient au second plan. On recourait constamment à des opérations de prestige comme le «programme anti-pénuries» (P.A.P) de Mohamed Abdelghani qui dépensa des milliards pour importer réfrigérateurs, téléviseurs, machines à laver... Les luttes de personnes et de clans se manifestaient fortement sur la scène publique. Ainsi, les différends et les désaccords qui déchiraient les clans allaient laisser au second plan les perspectives sociales et économiques. Ce qui provoquait de nombreuses manifestations de colère comme celles du printemps 80 qui a vu successivement les étudiants arabisants soutenus par des hommes du pouvoir à l'époque manifester dans la rue pour une arabisation rapide et les étudiants kabyles appuyés par le FFS et, dit-on, une frange du pouvoir suivis, par la suite par la population de cette région, revendiquer les cultures populaires. Cette situation avait coûté sa place à Yahiaoui, ancien rival de Chadli, qui allait se retrouver carrément exclu du comité central du FLN après avoir été son incontestable chef depuis

Octobre 88 reste encore une énigme. Chacun essaie d'expliquer les causes de ce séisme qui a failli emporter l'Algérie, mais qui a laissé d'indélébiles traces dans le paysage politique et l'imaginaire populaire.



son installation par Boumediène. Les choses devenaient claires. Pour Chadli, l'essentiel était d'en finir avec Boumediène. C'est ainsi qu'il désignait à la tête du gouvernement en janvier 1983 Abdelhamid Brahimi qui avait déjà occupé pendant cinq années le poste de ministre du plan et qui avait lors du plan quadriennal 1980-1984 tenté de mettre un terme à la politique d'industrialisation en dépeçant les sociétés nationales qui allaient passer de 70 à 400 entreprises. La SONATRACH fut déstructurée. Ce qui avait valu des milliards au trésor public.

A l'ombre de ces luttes qui caractérisaient le fonctionnement du pouvoir montaient l'islamisme et le berbérisme qui allaient dominer la scène politique et s'affirmer fortement la corruption dénoncée par les gens du «peuple» qui assistaient impuissants à une montée de nouveaux riches. Il faudrait souligner le fait que les cultures populaires et les langues amazighes étaient fortement marginalisées par les appareils d'un pouvoir politique, trop sourd aux doléances de la société. La provocation était aux portes de la misère, de la pauvreté et du chômage qui montrait subrepticement le bout de son nez. La suspicion fonctionnait comme une véritable maladie nationale. Le désespoir gagnait progressivement une jeunesse qui n'en pouvait plus de se retrouver exclue, obligée de «tordre» les murs. La contestation commençait à gronder. Mais le palais faisait le ménage, peu à l'écoute des cris de la foule. C'est ainsi que Chadli donna la possibilité à deux jeunes colonels, Belloucif et Benyellès de figurer comme suppléants dans la liste du bureau politique du FLN de Messaadia qui barrait la route à tous les non-militants en instituant un article 120 qui allait marginaliser les cadres non partisans. Durant cette époque, de nombreux journalistes, aujourd'hui convertis dans l'opposition, célébraient «l'homme tranquille» qui n'arrêtrait pas de verrouiller le champ médiatique et politique,

avec ses fidèles lieutenants de l'époque affublés par la suite du sobriquet de «réformateurs».

Dans cet état quelque peu délétère, Chadli a fait quelques gestes en libérant certains prisonniers politiques en 1985. Mais 1986 allait chambouler tous les calculs. Le prix du pétrole allait connaître une chute sérieuse mettant en pièces tous les discours officiels. Quand on sait que 98% des recettes de l'Algérie proviennent du pétrole, les choses deviennent très graves. Les luttes de personnes s'étaient exaspérées, surtout après les discussions sur la charte nationale de 1986 où chaque partie campait sur ses positions. Les deux clans en présence n'étaient pas satisfaits des conclusions des «débats». La contestation berbériste et islamiste investissait le terrain. La rue devenait le théâtre de grèves et de manifestations. La Casbah connut de graves émeutes en avril 1985 suivies en 1986 des événements de Constantine et de Sétif qui avaient, à l'époque, défrayé la chronique. Les jeunes étaient sortis dans la rue exprimer leur désespoir et manifester leur mécontentement. La réaction du pouvoir fut trop violente. Les responsables de la mouhafadha du FLN dirigée à l'époque par Mohamed Saïd appelaient à une grande répression tandis que la wilaya tentait d'apaiser la situation. Les événements sont considérés par beaucoup de monde comme une sorte de répétition générale d'octobre 88. Même pour les émeutes de Constantine et de Sétif, certains n'hésitent pas à avancer l'idée d'une manipulation organisée par une frange du pouvoir. De nombreuses questions restent encore posées.

La réalité sociale s'illustrait par une grave montée du chômage et une désespérante perte du pouvoir d'achat de la ménagère. Au même moment, Ben Bella et Ait Ahmed se rencontraient à Paris pour sceller un contrat commun intitulé «pour la démocratie en Algérie» qui

ne manquera pas de déranger sérieusement les dirigeants français qui tenteront de faire pression sur les chancelleries occidentales pour freiner l'ardeur de ces «historiques» et réduire leur marge de manœuvre. Fin août 1985, Mustapha Bouyali attaqua une caserne et s'empara de nombreuses armes avant de rejoindre le maquis. Sa cavale ne s'arrêtera qu'en 1987. Le pouvoir commençait à paniquer. Pour tenter de régler les choses, il libéra des prisonniers comme les 26 arrêtés lors des événements de Constantine et de Sétif, d'ouvrir Riad el Feth, vite considéré comme l'espace du pouvoir et des couches les plus favorisées, mais ne put empêcher les grèves étudiantes qui avaient paralysé toutes les universités.

Les grèves succédaient aux manifestations de mécontentement. Le pays connaissait sa plus grave crise depuis l'indépendance. La corruption battait son plein. Le chômage atteignait plus de 25% de la population (16,9 selon les chiffres officiels) et les licenciements gagnaient tragiquement le terrain. Les choses devenaient insoutenables. Le gouvernement de l'époque tenta, grâce à El Hédi Khédir, un transfuge de la D.G.SN, nommé ministre de l'Intérieur de contourner le fameux article 120 en faisant voter par l'APN une loi sur les associations qui donnait la possibilité à des Algériens de se regrouper et d'activer en conséquence. C'est ainsi qu'est née la ligue des droits de l'homme, avec des hommes comme Miloud Brahimi, Rachid Boudjedra et Ali Benflis, d'ailleurs vivement encouragée par le ministre de l'Intérieur.

Mais la crise n'arrêtrait pas de s'envenimer à tel point que l'Algérie ne semblait pas du tout gérable. Les luttes de personnes alternaient avec les querelles claniques qui faisaient office de politique. Le FLN (dont paradoxalement le secrétaire général était Chadli) dirigé par le responsable de son secrétariat permanent était en désaccord total avec l'équipe de la présidence. L'Algérie était dirigée par deux têtes qui se neutralisaient. Le pays était bloqué. Messaadia voulait d'un parti fort qui contrebalancerait le pouvoir du président. Ni l'armée ni Chadli ne pouvaient supporter une structure partisane puissante. Il le comprendra plus tard à ses dépens. En 1988, on avait l'impression que l'Algérie n'était pas gouvernée. La suspicion dominait la scène. La rumeur prenait le dessus sur l'information. Rien n'allait plus. Les grèves se conjugaient au présent. Même le président n'hésita pas dans son discours de septembre 88 à inciter les gens à faire grève. Le mois de septembre a été le théâtre de débrayages, d'arrêts de travail continus, de folles rumeurs et de nombreux règlements de comptes. Le sixième congrès du FLN, événement exceptionnel, se préparait sérieusement et allait être le lieu et l'enjeu de grandes décisions. Bien entendu, le FLN fonctionnait davantage comme un simple appareil que comme une structure partisane classique. D'ailleurs, jusqu'à présent, les partis, au sens plein du terme, semblent absents du territoire algérien.

C'est dans ce contexte quelque peu exceptionnel où les conflits de personnes atteignaient un seuil paroxystique que les événements d'octobre eurent lieu. On se souvient encore de ces manifestants qui détruisaient les bâtiments publics, saccageaient les symboles de l'Etat et les lieux-phares de la corruption. Ainsi, les choses semblaient bien organisées dans leur désordre et leur anarchie. A l'époque, Chadli avait mis en forme un «commandement militaire» qui allait le long de l'état de siège levé le 12 octobre décrédibiliser quelque peu l'institution militaire intervenue pour sauver les meubles et consolider le président qui sort ainsi renforcé d'autant plus qu'il a réussi par la suite à se débarrasser de ses adversaires comme Messaadia qui fut remplacé à la tête du parti par Abdelhamid Mehri, alors ambassadeur au Maroc. Brahimi qui était proche de Chadli ne pouvait, compte-tenu des dégâts sur le plan économique

et social, demeurer en poste. Ce n'est d'ailleurs pas fortuit s'il avait fait appel à Kasdi Merbah pour le remplacer, réalisant qu'il pouvait calmer les choses. Mais son passage n'était que circonstanciel parce qu'il devait laisser sa place à l'homme de Chadli, Mouloud Hamrouche. Son départ forcé sonnait le glas de Chadli et indiquait tout simplement que les jours de Chadli étaient comptés. Le chef de l'Etat avait vite pensé après le 10 octobre que la cause était entendue et que tous ses adversaires étaient mis hors-jeu, mais ne savait pas que les choses allaient encore s'aggraver. Il voulait prendre de vitesse tout le monde.

Le 12 octobre, il levait l'état de siège, le 24 octobre alors que les congrès régionaux du FLN se déroulaient sur un air de mécontentement et de désillusion, il lançait l'idée de réformer radicalement le parti. Il mettait à la porte Messaadia le 29 du même mois et annonçait le 3 novembre un référendum sur une révision constitutionnelle et faisait appel à Merbah pour former le gouvernement le 5 novembre. Le 23 février 1989, la nouvelle constitution expurgée de formules comme «socialisme» ou «charte nationale» est adoptée le 23 février. Un texte de plus dans une Algérie officielle où l'écrit ne semblait pas avoir les faveurs des cercles dirigeants qui favorisaient la gymnastique orale. On avait évoqué une expression ambiguë qui avait fait couler beaucoup d'encre et de salive, «associations à caractère politique». Et c'est ainsi qu'avec les lois sur les élections et sur les associations politiques (juillet 1989) que naîtra le multipartisme qui permettra à des dizaines de partis de voir le jour avant de disparaître pour la grande partie. Ainsi, tout se mélangeait. Les gens ne se retrouvaient pas dans ce désordre qui marquait la vie nationale, encore prisonnière des humeurs des dirigeants trop influencés par certains analystes occidentaux dont des proches de Mitterrand qui aurait joué un rôle important dans les décisions prises après octobre 88. L'Algérie tanguait et ne se retrouvait pas dans cet espace cacophonique empêchant toute parole sereine. Les uns et les autres s'interrogeaient sur une démocratie équivoque, encore sans béquille, embastillée dans les lieux obscurs des manœuvres, des magouilles et des illusions perdues. La violence marquait le quotidien. L'illégalité se conjuguait avec les jeux de couloirs. Les discours néolibéraux prenait le dessus, favorisant un rapprochement tragique avec le FMI et son fameux plan d'ajustement structurel, approfondissant encore davantage les jeux dramatiques du chômage et les terribles rumeurs de la flexibilité. La pauvreté gagnait de larges boulevards.

Ce n'est pas sans raison que de nombreuses personnes se posent d'insistantes questions sur la «spontanéité» d'un mouvement encore traversé par de nombreuses zones obscures. Les conflits de personnes et d'options pouvaient-ils être à l'origine de ces événements douloureux qui ont fait des centaines de victimes ? D'anciens responsables politiques comme Messaadia et Betchine confirment l'idée de la manipulation et du complot. S'il s'agissait de manipulation, quelles seraient les forces à même de provoquer ces événements ? Encore une fois, la question reste posée. Les problèmes de choix et de conflits entre des options différentes ont souvent caractérisé le territoire politique algérien. Des voix gouvernementales tentent ces derniers temps de récupérer cet événement dans le but évident de dire au monde que l'Algérie a déjà connu son «printemps», pour reprendre un mot tant battu et rebattu, fonctionnant désormais comme un espace stéréotypé, dénué de tout sens. Paradoxalement, octobre 88 a davantage fermé les lieux de l'expression libre, donnant l'illusion de la présence d'une parole autonome et plurielle, mais, dans les faits, elle était foncièrement absente. La démocratie est fourguée dans du papier cellophane. La corruption et le déni de droit marquent toujours le territoire.

La steppe, ce séculaire berceau du génie pastoral



PAR FAROUK
ZAHY

L'homme de la steppe, agropasteur en général au visage buriné et à l'allure altière, s'y est constitué un microcosme dont il tire ses besoins alimentaires de subsistance. La sécheresse qui peut mettre en péril ces espaces infinis est sa principale phobie. A l'inverse du sédentaire, ses grandes enjambées en ont fait un infatigable marcheur ; il peut parcourir en quête d'herbage pour son élevage, des distances de plusieurs dizaines de kilomètres par jour. Pour ce faire, il nomadise avec armes et bagages, c'est-à-dire avec tous les moyens dont il a besoin pour une rustique vie communautaire. Ses attributs, relevant de la convention, sont d'abord son gîte (tente), sa monture, son fusil, le fourreau de son bou saadi (couteau) en bandoulière, ses chiens dont un slougui, sa basse cour et son troupeau. Les troupeaux propres ou pour compte se dénombrent en a'ssa (cent têtes) ; ils peuvent aller jusqu'à 2 assi par pasteur en moyenne. Le marquage des bêtes va de l'entaille sur l'oreille à la couleur distinctive en haut de l'échine. Il n'a recours à la ville qu'épisodiquement, soit pour se ravitailler en victuailles ou pour des soins qui dépassent la compétence matriarcale à qui ces gestes sont dévolus. En plus de la famille propre, il a souvent en charge les aïeux et les collatéraux en bas âge ou déchu maritalement. (Sœur divorcée). Il est le chef civil du petit bivouac ou de la smala clanique. L'implantation précaire, n'est jamais fortuite, elle participe de canons ancestraux que régentent la tradition. La règle d'or, en est : la bonne distance des rives des cours d'eau, même secs et des champs fraîchement moissonnés ; la raison évidente étant les risques de submersion par l'ondée ravageuse dans le premier cas, ou des flammes incendiaires des chaumes dans le deuxième cas. Il puise ses ressources matérielles et de l'animal domestique abattu et de l'environnement naturel.

Les ustensiles et articles à usage courant, sont manufacturés in situ par les mains expertes des femmes en général. La tonte des bêtes à poil, chameau et chèvre, fournit la matière première pour la confection des éléments d'habitat tels que la tente et ses accessoires, tissés sur un métier à même le sol, le flij est cette pièce maîtresse d'un seul tenant de plusieurs mètres de long et d'un mètre de large qui solidarise l'une à l'autre, par el melkma (étroite bande épaisse) constitueront la tente. Fait de poil de chèvre et de laine noire derâa, imperméable, le tissage peut résister aux fortes intempéries et la chaleur torride de ces zones où l'écart de température peut aller de la gelée nocturne à la suffocation diurne. Les autres apprêts de la tente, sont plusieurs amad et 3 rkaiz supports de bois grossièrement taillés de différentes dimensions assurant le soutien du tissage et la déclivité. Arrimé au sol par el mouthag, pieux faits de bois plantés en biais sur lesquels s'enroulera le cordage, la tente est prête à l'usage. A l'intérieur, le compartimentage se fera à l'aide de rideaux de même texture pour aboutir à la maqsoura destinée généralement à la gent féminine. La giloua est un auvent destiné à dissimuler l'intérieur en cas de présence masculine externe ou à fermer l'accès la nuit tombée. L'entrée principale est obligatoirement orientée sud-est pour éviter la forte réverbération

La steppe est cette zone subaride des Hauts Plateaux à bas couvert végétal herbacé fait de graminées à prédominance alfatière. Elle s'étend grossièrement des confins ouest de Naâma à ceux de Tébessa à l'Est. L'alfa, ou spart, est cette rustique plante qui sert à la fois de pacage aux cheptels, principalement ovins, et de matière d'œuvre pour l'industrie papetière ou la sparterie traditionnelle.



solaire. Les bords externes de la khaima sont constamment protégés par un drainage creusé à même le sol pour l'évacuation des ruissellements. Un vieil adage pastoral recommande, toujours, de procéder à la protection contre les flots même si le ciel, ne présage d'aucune averse. Les trombes d'été, même de courte durée sont souvent dévastatrices. La prévision « météo » est confiée archaïquement à une poignée de laine suspendue au faite de la tente la nuit. Son degré hygrométrique, palpé par la main peut renseigner sur la probabilité de la précipitation proche. La ventilation du logis est assurée par le relèvement alternatif des bords inférieurs de l'ouvrage. Les tribus distinguent leur appartenance par la couleur prédominante de la tente. La grande tribu des Ouled Nail, la plus grande d'Afrique du Nord dit-on, a opté pour le pourpre d'où le qualificatif : beit el hamra.

L'alfa est ce don de la providence divine qui fait de la matière inerte un objet aux multiples usages. Le cordage usuel, appelé cherit est confectionné à partir d'une tresse aussi longue que le besoin qui en est fait. La base de la literie est réalisée à partir d'une natte appelée hsira dont les dimensions peuvent assurer le couchage d'une nichée d'enfants. On distingue la commune et le boutaleb en référence au djebel toponyme aux abords du Hodna. Cette dernière, colorée dessine de jolies figures géométriques savamment agencées. La couverture et les

coussins en laine aux couleurs chatoyantes sont le produit du métier à tisser. Le tbag est ce contenant dans lequel on met de la galette, des dattes sèches ou des friandises festives. Il peut aussi, servir de support à un tajine brûlant de chakhchoukha. L'alfa est encore cette matière qui participe à la confection de la rouina, immense corbeille à grains, du couscoussier, du tamis ou encore de la g'nouna, récipient destiné à l'eau de boisson. Ce dernier doit, cependant, subir une imperméabilisation par l'huile de cade. Répulsif tout au début de son utilisation par la forte odeur du goudron végétal, on s'y habitue au fil du temps. Cet ustensile a l'avantage de rafraîchir l'eau qui y est déposée. Ce principe est repris par la guerba, outre faite à partir de la peau tannée de la chèvre qui subit une large imprégnation à l'huile de cade. Remplie d'eau et accrochée à un trépied, elle ouvre par l'encolure fermée par un cordon. Elle sert aussi au transport de l'eau ramenée d'ailleurs à dos de baudet. Séchée par salaison et tannée à la farine, cette outre devient le mezouid servant à stocker de la farine d'orge ou de la rouina. Cette mouture de blé grillé, préparée en bouillie à laquelle est surajouté du sucre et du beurre est un aliment à haute teneur calorifique. C'est le coupe-faim des longues transhumances. Débarrassée de ses poils, la peau de chèvre tannée par l'écorce de pin ou de grenade, devenue chekoua est utilisée pour brasser le lait caillé afin d'en

extraire le beurre. L'image d'Epinal des peintres orientalistes, a souvent consisté à montrer une vieille femme assise en tailleur derrière le trépied ou à moudre le grain dans une antédiluvienne matehna (meule à bras). Le beurre rance, fondu et salé, sera stocké dans une petite outre dénommée oukka.

Le lait déshydraté est transformé en boulettes de k'lila pour une longue conservation. Ecrasé et mélangé à de la datte molle et de la galette à pâte brisée, ce succédané laitier donne une onctueuse pâte appelée ziriza tout aussi nutritive que la première citée. Mis à part, le café, le sucre, l'huile et l'épicerie fine, la cuisine nomade n'a, qu'occasionnellement, recours à la cité urbaine. Construite autour de la semoule d'orge, exceptionnellement de blé, des laitages et de la datte molle (ghars), elle répond parfaitement au contexte ambiant. La viande issue du cheptel caprin ou ovin, peut être conservée durablement par la salaison ; on y tire le queddou ou kh'lili. Cette viande séchée, immergée abondamment dans la graisse, est stockée dans un ziir, (amphore). Dessalée à l'emploi, elle agrémentera le plat fumant de aich (gros couscous en sauce piquante) qui fera la joie de la couvée quand le froid lacère les visages. Les autres apports alimentaires, considérés comme des extras, sont puisés dans le parcours herbeux. Il s'agira de chasse à la perdrix (hajla), à l'outarde (h'bara), au lièvre (arnab) et exceptionnellement à

la gazelle (fechtal). La peau de ces deux dernières proies, deviendra après traitement, une dhabia, petite outre à l'usage des enfants. L'homme de la steppe se contentera de ce que peut contenir sa jebira (gibecière), pas au-delà. Le printemps (arbi) verdoyant, lui procurera le terfas (truffe), el fougâa (champignon) et les fleurs de âslouj (évanouies et écrasées dans du beurre, ces tiges florales donnent une succulente purée). Le jben, ce voluptueux fromage de brebis est confectionné dans un lit en fuseau fait de tiges d'alfa appelé gafs. La flore steppique, d'apparence rabougrie et sèche, est un riche arboretum aussi bien pour la faune que pour l'homme. Ce dernier en tire une riche pharmacopée traditionnelle dont le chih (armoise) est le fronton.

Le cheptel, quant à lui, est l'apanage d'une zriba, un enclos fait de branchage ou de grillage. Le fusil à portée de main, prévient contre les incursions du chacal et le tient à bonne distance des animaux. Un bréviaire approprié, distingue sur près d'une centaine de dénominations, les sujets du troupeau. Utile pour l'identification de ses éléments constitutifs, il aidera à la classification lors de la tonte saisonnière de la laine. Les toisons, regroupées en cheffig (ballot) seront acheminées vers les centres urbains pour leur transformation manufacturière. On désigne la brebis mature par le vocable rumbi, l'agnelet par alouch, la jeune brebis par celui de rakhla et l'agneau d'un an par th'ni. L'âge est déterminé sans faille, par l'examen du mandibule dentaire. La basse-cour, à la double fonction d'assurer l'alimentation et la protection contre les scorpions et les vipères. La volaille est connue pour en être le prédateur naturel. Les images les plus marquantes de la vie à l'air libre sont, probablement, celles du crépuscule où on regroupe les bêtes pour la traite. Du caverneux bêlement du bélier à la complainte des agneaux à la recherche de leurs mères, la symphonie est sublime. Le sevrage des agneaux est assuré par la kmama (bâtonnet introduit transversalement dans la gueule et retenu par une fine cordelette) La traite est, probablement, le seul instant de bonheur accompli où le pasteur peut s'enorgueillir de la tâche réalisée. Les femmes, munies d'écuilles s'affaireront fébrilement en mettant du cœur à l'ouvrage. On commencera par traire les brebis qui viennent d'agneler ; le colostrum bouilli donne un sublime fromage appelé l'ba. Il est servi en guise d'offrande aux éventuels hôtes de marque. Ce rite immuable se fait souvent, à la lumière d'un feu de bois. L'éclairage de la tente est assuré par la lanterne au carburant de tungstène. La démocratisation du générateur électrique a, probablement, rendu caduque cet attribut séculaire.

Il n'est point surprenant de voir de temps à autre, des tentes surmontées d'antennes paraboliques. La transhumance motorisée qui a, jadis, réduit considérablement les distances à parcourir, est certainement la problématique de la déshérence de la steppe. La flore steppique qui est fortement soumise au piétinement animalier et au labour intempestif, est de plus en plus mise en péril par le déchaussement végétal menant irréversiblement à la désertification. Ce legs patrimonial naturel matériel, risque si on n'y prend pas garde, d'emporter dans sa disparition, l'inestimable patrimoine immatériel fait de rituels culturels propres à ces contrées.

Les jasmins ne fleurissent jamais en automne...

PAR AMARA KHALDI

Un jeune chômeur avait pris l'habitude, comme des milliers de ses semblables à travers le monde, de squatter un bout de trottoir avec son étal ambulante pour gagner sa croûte en vendant quelques fruits aux passants. Les commerçants du voisinage ne pouvaient supporter plus longtemps la concurrence déloyale qu'il pratiquait mais surtout cette occupation de l'espace qui rendait leurs mouvements difficiles et obstruait les devantures de leurs magasins. Excédés par cette gêne permanente ils se sont plaint à la police pour les débarrasser de cette présence encombrante. Par pur hasard cette mission incombait ce jour-là à une femme policière qui intervint pour remettre de l'ordre et dut devant le comportement irrespectueux du fauteur lui infliger une contravention. Jusque là il s'agit d'un simple fait divers des plus ordinaires qu'on peut rencontrer sous n'importe quelle latitude mais un étrange concours de circonstances a agit de telle sorte que cet incident, au delà du drame humain, frappe les consciences de par sa particularité et sa gravité dans un pays connu pour sa quiétude et le respect presque religieux de la discipline générale. En plus de la précarité de sa situation et des harcèlements quotidiens qui on finit par le fragiliser psychologiquement, il n'a pu supporter l'humiliation de se faire verbaliser par une femme devant ses camarades de fortune. C'était la goutte qui a fait déborder le vase ! Dans un moment de folie, il ne trouva rien de mieux que de s'asperger d'essence et de s'allumer en pleine place publique.

L'opinion nationale qui a suivi les séquences de l'horrible suicide par le feu fut soumise à un bombardement intensif par les images choc de cette torchère vivante au point de devenir très réceptive aux mots d'ordre de l'insurrection. C'est le moment qu'attendaient les professionnels de l'agit-prop pour enfourcher la vague de réprobation et l'exploiter à fonds en lui donnant un écho planétaire que les plus grands networks, passeront en boucle pour mobiliser la rue. A la pauvre et innocente victime dont les soucis étaient certainement à cent lieues de toute considération politique, on accolera cyniquement tous les attributs du combat pour la démocratie. La révolution avait besoin d'une icône : ce sera BOUAZIZI ! Ainsi est née la légende d'un pauvre quidam que le hasard a transformé en héros-martyr pour battre le rappel de tous les apprentis démocrates et attiser le vent de folie qui s'était alors emparée du pays. Du premier coup on converge curieusement et sans aucune hésitation vers la même explication des origines du drame : tous les malheurs viennent du pouvoir ! Un seul slogan doit être sur toutes les lèvres et les écriteaux de la foule en furie : «DEGAGE !» à l'endroit du président et tout l'encadrement du pays.

Dans l'esprit de la masse chauffée à blanc on a finit par faire admettre combien le peuple était brimé et exploité et qu'il faut juste faire partir ce régime honni pour rencontrer la félicité de la cité idéale : plus d'injustice et plus de misère. Dans celui des meneurs chacun se promettait en secret de rafler la mise exclusivement pour lui tout en exhibant ostensiblement l'image du plus grand pourfendeur de la dictature pour l'opinion publique. La consécration n'est plus qu'à quelques encablures ; il suffit de s'armer



d'une bonne cargaison de peaux de bananes à semer sur la route des rivaux si on veut accéder à la plus haute marche du podium... ! Chez le groupe des manipulateurs c'est le pragmatisme de rigueur : comment récupérer discrètement et sans se tremper ouvertement les dividendes du mouvement c'est-à-dire les charges et les honneurs du clan déchu. La rue est investie par une faune pas très rassurante et parmi les derniers étrangers qui s'y aventureraient encore quelques touristes venant du Nord de la planète ont eu la malchance de tâter du bâton des Tunisiens en rut : C'est à partir de ce haut fait révolutionnaire qu'on nomma «jasmin» ces événements pour la postérité.

La Tunisie venait de faire sa cuti et leur président prit la clé des champs en abandonnant sans beaucoup de gloire le pays.

Le premier moment de stupeur passé, on réalisa sans trop y croire que «Ben Ali Ah Rab !»

Ayant éprouvé les techniques de la déstabilisation programmée sur le maillon le plus faible en apparence mais le plus monolithique on déplaça l'expérimentation de cette méthode au pays des pharaons. Là, le champ était plus hétérogène et la menace sismique dans le tissu social relativement présente à cause des éruptions de conflits sporadiques entre groupes ethniques et religieux qui ont toujours grevé toute tentative de rapprochement entre les factions rivales.

On eut droit à une séquence mémorable dans la bataille pour l'occupation de la fameuse place «tahrir» : une charge de la cavalerie cameline digne des grands plateaux cinématographiques hollywoodiens.

Après plusieurs péripéties et négociations avec la grande muette qu'on pria de donner de la voix en fin de compte, la proie est finalement terrassée au milieu d'un fatras de prédateurs qui guettaient du haut de leur perchoir le moment de fondre sur le meilleur morceau à arracher.

Passée l'euphorie d'une victoire, somme toute facile, la première impression, après la décantation des vapeurs de la cuite révolutionnaire, laisse présager les difficultés de concrétiser sur le terrain les espérances et les attentes du début. La déception ira crescendo dès que l'on prend un

peu de recul par rapport à l'évènement et qu'on commence à déceler l'existence de buts non avoués de ces révoltes trop vite et trop facilement qualifiées de «révolutionnaires». Pour le citoyen lambda, un phénomène insolite est venu bousculer les certitudes habituelles qui avaient au moins le mérite d'être confortées par la stabilité et la sécurité. A la place d'un environnement familial et rassurant on découvre un bouleversement des valeurs et des comportements dont le moindre des effets directs est l'apparition d'un climat de suspicion et d'inquiétude.

Première conséquence : le ravage de la saison touristique pour un pays dont la majorité des revenus provient essentiellement de ce secteur.

A Tripoli l'un des gladiateurs qui aimait se faire appeler SAM et ses desperados frimant la dégainée de redoutables guérrilleros, tout juste revenus victorieux d'une grande bataille, voulaient nous rejouer l'héroïque prise d'Iwo Jim en exhibant fièrement devant des caméras trop complaisantes des armes qu'ils savaient visiblement à peine manœuvrer oubliant que toute cette pitoyable bouffonnerie ne pourrait cacher qu'en réalité ils n'étaient là que dans le rôle peu avouable d'une vulgaire serpillière pour essuyer les débris de leur propre pays après que les frappes massives du Nato auront fait tout le travail en détruisant la moitié de la ville. L'essentiel de la guerre était assuré par les chercheurs de pétrole !

De l'autre côté en Syrie, les inévitables embusqués de la politique, aiguillonnés comme leurs congénères par les véritables tireurs de ficelles se sont réveillés de leur léthargie pour lancer, en un combat douteux, une jeunesse travaillée au corps contre les balles assassines d'un pouvoir autiste. Ne fallait-il pas profiter de cette profusion de bravoure insoupçonnée et cette prédisposition au combat pour aller libérer le Golan occupé et oublié depuis plus d'un demi siècle au lieu de dilapider stupidement ces torrents de sang pour des chimères auxquelles ne croient que les indémodables gogos et les gens payés pour les cautionner.

Comme on n'aura plus d'ennemi commun pour focaliser toutes les revendications on se rappellera soudain que tous les

autres ex-compagnons sont en réalité de féroces adversaires qu'il faut affaiblir progressivement à l'aide d'une batterie de coups bas. Chacun essaiera

d'imposer sa propre perception de la société et la confusion des tractations et des fausses alliances s'installera dans la durée au grand dam de la population qui misait beaucoup sur les nouveaux stars de la politique nationale.

Hormis le foisonnement d'ouvrages sur les frasques truculentes des ex-dirigeants et de leurs proches qu'y a-t-il de changé en mieux après tout ce temps d'attente et qu'a-t-on gagné en plus de la logorrhée orale ?

On se rend compte plutôt avec amertume du développement des signes d'incivilité, d'insécurité et de cherté de la vie dans des pays qui nous avaient habitués à leur ambiance industrielle dans un climat d'une remarquable convivialité. La déstructuration aveugle de l'état et de ses démembrements a eu pour conséquence immédiate l'absence manifeste de toute autorité et chacun peut ainsi imposer sa loi impunément sous la menace du recours à l'émeute.

Chaque partie tentera de se forger une certaine légitimité historique en arborant bien en évidence le nombre des gamins poussés dans la rue, la surface ou la couleur de la banderole déployée au vent de l'insurrection ou des pierres lancées en cachette contre des policiers ahuris. Cette participation à la révolution sera bien sûr judicieusement valorisée pour l'avenir. Ils auront leurs anciens Moudjahidines. Ils ont déjà leurs martyrs !

Et encore on n'a rien vu, le meilleur reste à venir après les élections et l'inévitable plongeon dans la zone des tempêtes avec en prime time l'avalanche des remises en cause des résultats obtenus qui va s'en suivre automatiquement. Chaque partie se sentira flouée par les scores réalisés et tout le monde hurlera à la fraude pour dénoncer les multiples magouilles qui vont jaloner la campagne électorale.

Ce n'est que la veillée d'une interminable bataille qui s'annonce ! Une longue transition consacrée à l'exploration de l'arène et au fourbissement des meilleures stratégies de la lutte pas toujours propre qui a déjà donné un avant goût malheureusement sanglant. Pourquoi ces troubles sont-ils

localisés principalement dans le monde Arabe en général et touchent principalement ceux qui étaient qualifiés de républicains. Paradoxalement, les régimes monarchiques, d'essence notoirement féodale, nous sont plutôt présentés par leurs protecteurs comme des modèles de bonne gouvernance et sont chargés de ce fait, du moins pour certains d'entre eux, d'assister les autres à goûter aux délices de la démocratie. L'un d'eux, sous le regard approbateur de ses gourous, n'a pas trouvé mieux pour réaffirmer sa gratitude que de larguer copieusement des tonnes de bombes sur les petits libyens alors que les enfants de Somalie terrassés par la famine et la maladie scrutaient en vain l'horizon d'où allaient affluer les convois de nourriture et de médicaments promis par leurs frères de sang et de religion.

Que nous vaut cet honneur d'avoir l'exclusivité mondiale des régimes dictatoriaux à déboulonner parmi tous les peuples de la terre pour nous vanter l'utilité et même l'obligation vitale de ces soulèvements violents ? Dans ce cas pourquoi ne pas étendre les bienfaits de ce fameux printemps Arabe tant admiré et encouragé par la communauté occidentale à la Palestine ? Ce problème est iniquement condamné à rester hors des préoccupations des grands de ce monde, surtout que ce pauvre pays ne dispose d'aucune ressource naturelle à convoiter. Pourtant même s'il constitue la forfaiture la plus abjecte de l'humanité depuis plus d'un demi-siècle, les champions des droits de l'homme et autres valeurs universelles n'éprouvent aucun scrupule pour fermer lâchement les yeux et se boucher cyniquement les oreilles devant l'arbitraire qui s'y déroule quotidiennement. Les petits enfants de Gaza brûlés au phosphore n'avaient eux aucun droit à la fameuse «protection des populations» brandie en Libye.

On fait semblant d'oublier que la démocratie est une culture qui se construit et s'accumule sur plusieurs générations et non le simple remplacement d'une équipe par une autre animée le plus souvent par la soif de se venger et d'accaparer à son tour.

Jusqu'à quand vont-ils nous raconter qu'on peut l'instaurer par décret ou l'imposer par la force des armes, alors qu'il suffit d'observer les résultats calamiteux des aventures Irakienne et Afghane pour se convaincre de l'inanité de ces méthodes. Après tant de destructions et de tueries les «démocratiser» se sont embourbés jusqu'au menton sans démocratiser personne. Avec le dos au mur l'heure n'est plus à la fanfaronnade mais à la recherche de la meilleure formule de s'en sortir avec le moins de dégâts possible surtout pour l'honneur passablement écorché d'une super armée incapable de tenir tête à un ennemi dont les actions spectaculaires ne font qu'exacerber l'humiliation d'avoir tout raté lamentablement.

D'aucuns reconnaîtront par dépit que personne n'a affirmé jusque là que leur expédition ne visait au départ que l'instauration d'un régime démocratique dans ces contrées barbares. Un de ces jours proches, les maîtres d'œuvres de ces bouleversements finiront par reconnaître qu'ils s'en foutent royalement de la nature de nos régimes, ce qui les intéresse en réalité c'est la docilité des marionnettes installées à leur tête et la facilité d'accès aux matières premières nécessaires au fonctionnement de leurs économies. Le reste !

Transports : la folie des toc-tocs

Depuis son apparition en 2003, le toc-toc ne cesse de provoquer des remous. Si son importation est légale, les autorités refusent de légitimer son utilisation. Virée dans cet engin tout droit arrivé d'Inde.

jungle, les citoyens attendent avec impatience l'application de la loi», explique-t-il, tout en nous rappelant une série de lois promulguées restées lettre morte. Ce combat, d'après lui, ne pourra être gagné que lorsque les responsables auront trouvé une solution pour ces chauffeurs. Sinon ils lutteront contre des moulins à vent et le problème va s'amplifier.

Al-Ahram
Hélène

Le soleil est presque au zénith en cette matinée de septembre. La station 43, dans le quartier de Matariya, grouille de monde. Entre le vacarme des moteurs des voitures, les va-et-vient des piétons, les vendeurs de produits divers qui hèlent les passants, le tohu-bohu est indescriptible. Pas si loin, à côté de la chaussée, une vingtaine de toc-tocs, des tricycles aménagés en mini-taxis, sont alignés. Au volant, leurs conducteurs se montrent disponibles et prêts à charger les clients. Ces petits engins aux allures de boîtes juchées sur des pneus sillonnent la ville, se faufilant à toute allure dans une circulation infernale.

Après la révolution du 25 janvier, la circulation est devenue plus chaotique que jamais. Aucun agent de police dans les rues ou très peu. Et ceux-ci assurent au minimum leur mission de contrôle de la circulation. Résultat : les conducteurs de ces engins sont devenus incontrôlables. Ils utilisent les rues principales, les ponts, la corniche et même la route désertique Le Caire-Alexandrie pour circuler : aucune artère n'est épargnée ! Ces petits véhicules à trois roues, pilotés par de jeunes intrépides, ne cessent de transgresser le code de la route. Le panneau de signalisation n'est là, pour eux, qu'à titre indicatif. Il est fréquent de voir arriver ces toc-tocs en sens inverse avant de se rabattre en catastrophe dans un concert permanent de klaxons. Bravant les éternels embouteillages, ils se montrent parfaitement adaptés au milieu urbain. Et pourquoi pas puisqu'ils se faufilent en rugissant entre les voitures et les camions et zigzaguent dans les ruelles étroites. Raison pour laquelle il est devenu le moyen de transport idéal pour plusieurs usagers, notamment ceux des quartiers informels tels que Imbaba, Warraq, Matariya et d'autres.

«Les rues ne sont pas goudronnées, elles sont défoncées, étroites et encombrées sur les côtés par les commerces qui s'étendent sur des kilomètres, rétrécies encore par des travaux. Et donc, les chauffeurs de taxi refusent d'y pénétrer. Dans notre bidonville de Arab Al-Hisn, il n'existe pas de transport public. Pour me rendre au travail ou rentrer chez moi, je dois parcourir à pied une distance de 2 km avant d'arriver à la première station de bus. Il n'y a que le toc-toc, rapide, pratique, bon marché et le seul à desservir la zone», explique Mahmoud, 40 ans, fonctionnaire.

LES DÉCISIONS NE DATENT PAS D'AUJOURD'HUI

Mais suite à la décision promulguée récemment par le gouverneur du Caire, Abdel-Qawy Khalifa, ces tricycles sont interdits en ville. Ceux-ci considérés non seulement comme l'une des principales causes des embouteillages, de l'anarchie et du manque d'essence dans la capitale, mais aussi des vols, des actes de baltaqa et des harcèlements, le gouverneur a décidé d'interdire leur circulation sur les rues principales. «Le Caire doit prendre une allure plus moderne. Ceci ne peut être réalisé que lorsqu'on aura réglé le problème chronique de la circulation, imposé le respect du code de la route et proscrit toutes formes d'anarchie. Et si les conducteurs veulent conduire leurs toc-tocs, ils n'ont qu'à le faire dans les périphéries, loin de la capitale. Sinon leurs véhicules seront saisis par la police», a prévenu Khalifa. Le lendemain,



une décision similaire a été rendue, mais cette fois-ci par le gouverneur de Guiza, qui s'est montré un peu plus tolérant en leur permettant de circuler dans les ruelles et les petites localités de Guiza. Ces décisions dissuasives et sans préavis ont eu un impact important sur des milliers de chauffeurs qui les considèrent comme une menace à leur gagne-pain.

Ces décisions ne sont pourtant pas nouvelles : elles ont été prises par des ex-gouverneurs, mais n'ont jamais été respectées. La preuve est que ces rickshaws roulent toujours dans la capitale.

Depuis son apparition en 2003, le toc-toc ne cesse de provoquer des remous. De temps à autre, les journaux rapportent quotidiennement des incidents et le ras-le-bol des usagers face au comportement abusif de cet engin. Les gouverneurs décident alors d'interdire leur circulation. Des opérations policières arrêtent les chauffeurs, saisissent leurs toc-tocs et les jettent à la fourrière. Mais les chauffeurs ne baissent pas les bras. Certains tentent de régler ce problème, en versant une somme de 100 L.E. par mois aux membres du conseil municipal pour qu'ils ferment les yeux ; d'autres moins chanceux, dont les véhicules ont été confisqués, en achètent d'autres pour gagner leur vie et rembourser leurs dettes. Ainsi, le même scénario se répète. Ce fameux tricycle s'est propagé dans toute l'Égypte, qui compte actuellement près de 250 000 toc-tocs.

L'histoire du toc-toc remonte à 2003, lorsque Hassan Abou-Zeid, un Égyptien marié à une Indienne originaire de Pune, près de Bombay, a eu cette idée de l'introduire en Égypte. Pune est le bastion du groupe Bajaj, qui a le monopole du marché du tuc-tuc (prononcé toc-toc), la version motorisée des rickshaws indiens. Ces petits tricycles à moteur, qui peuvent transporter jusqu'à trois personnes (chauffeur non com-

pris), sont constitués d'un avant de scooter prolongé par une remorque avec banquette généralement surmontée d'une capote. Abou-Zeid a commencé par importer des pompes à eau d'Inde pour les paysans du Delta, avant de tenter sa chance avec les trois-roues.

Le toc-toc est une révolution pour les jeunes chauffeurs. Il est devenu un outil rentable et une échappatoire au chômage. En achetant un rickshaw à crédit (14 000 L.E. l'unité, actuellement cela coûte 25 000 L.E.), ils en tirent de gros profits. Ces nouveaux taxis permettent à ceux qui les conduisent d'être propriétaires de leur véhicule au bout de quelques mois. Dès son apparition, le tricycle a connu un grand succès dans les villages du Delta car c'était le moyen de transport le plus rapide et le moins cher.

«Autrefois, nous prenions des calèches en bois, des charrettes et parfois quelques voitures et camionnettes réquisitionnées de façon saisonnière et cela nous coûtait entre 2,5 et 5 L.E. Mais le toc-toc est plus rapide pour une livre seulement», explique Fatma, de Mansoura, qui l'utilise fréquemment pour aller faire ses emplettes. Grâce au toc-toc, l'Égypte est devenue le premier marché hors Asie pour le groupe Bajaj : 1 800 toc-tocs arrivent chaque mois d'Inde, et le parc compte déjà près de 120 000 unités. Tout est assemblé à Pune et livré en Égypte via le concessionnaire Ghabbour, premier distributeur d'automobiles au Moyen-Orient. Le phénomène a pris une telle ampleur que lors de la campagne pour l'élection présidentielle en 2005, le président Hosni Mubarak a fait du développement du toc-toc un de ses chevaux de bataille. Ainsi, ces tricycles motorisés arrivent maintenant dans les nouvelles villes et les quartiers périphériques du Caire. D'où la cause de tous les maux.

LA GROGNE DES CHAUFFEURS

Dependant, d'importantes questions s'imposent : Qui a dit qu'en interdisant le toc-toc, le problème de la circulation allait en grande partie être réglé ? Comment résoudre un problème en en créant d'autres, puisque cette interdiction de circuler menace le gagne-pain de milliers de chauffeurs qui ont des familles à nourrir ? Comment vont-ils survivre alors que la plupart d'entre eux ont des crédits à rembourser ? N'y a-t-il pas d'autre alternative ? Pourquoi cette expérience n'a-t-elle pas réussi chez nous ?

Ziad Bahaeddine, écrivain, pense que le vrai problème réside dans la mauvaise politique corrompue et dans le manque d'une stratégie bien définie sur les transports. La preuve est que les toc-tocs circulent par centaines avec fluidité dans les rues d'Inde, Bombay, Bangkok, Vietnam et Bangladesh où les embouteillages sont légendaires, sans provoquer de tels problèmes. Il cite comme exemple la Thaïlande : «C'est une question d'offre et de demande. 60 à 70 % seulement des toc-tocs circulent régulièrement. 40 000 sont recensés dans le royaume et quelque 7 405 circulent comme taxis à Bangkok. Aujourd'hui, ils sont concurrencés et bien moins nombreux que les taxis-voitures climatisés».

L'important est que ces taxis pas chers sont reconnus par l'État, car les chauffeurs ont des permis et leurs papiers sont en règle. Ce qui n'est pas le cas en Égypte où la direction de la circulation refuse de légitimer leur usage et de déterminer si ce nouveau moyen de transport nécessite un permis auto ou moto. Bahaeddine, qui ne cache pas son admiration pour le toc-toc, pense pourtant que la décision concernant son interdiction de circuler dans les rues caennaises doit être appliquée. «Après la révolution et face à cet état d'insécurité et au retour à la loi de la

UNE RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Un avis partagé par les chauffeurs qui espèrent du fond du cœur que ce dossier épineux puisse trouver une issue favorable. «Nous avons cru que l'ère de l'injustice avait pris fin avec la révolution du 25 janvier et que les responsables allaient prendre en considération notre cause en évitant les erreurs du passé. Hélas ! Nous ne comprenons pas pourquoi les responsables veulent nous priver de notre gagne-pain en appliquant cette loi injuste seulement pour les conducteurs des toc-tocs. C'est clair : nous sommes les seuls visés. Mais quelle est notre faute ? Celle de vouloir travailler pour ne pas avoir à voler ?», se plaint Abdallah Mohamad, diplômé en commerce depuis 5 ans et toujours au chômage. Il a acheté ce véhicule à crédit il y a deux ans. Abdallah a peur d'accumuler les 1 500 L.E. de dettes à la fin du mois en cas d'interdiction de circuler.

Son collègue, qui proteste également contre cette interdiction, est également hanté par des questions auxquelles il ne trouve pas de réponses. «Les autorités ont-elles découvert aujourd'hui lesdits dangers du toc-toc ? Pourquoi a-t-on permis son importation et sa vente ?», se demande Hémeida, un chauffeur dont la famille est composée de 5 membres.

Selon lui, le gouvernement n'a que deux choix : si les responsables justifient la décision d'interdiction en invoquant les dangers qu'implique l'utilisation de ces véhicules, le plus souvent conduits par des jeunes de 12 ou 13 ans qui n'ont pas de permis de conduire et roulent à toute vitesse, ils n'ont qu'à contrôler l'affaire et non pas interdire carrément son usage. Et dans ce cas, le chauffeur ou le malfaiteur qui a commis un accident, un vol ou viol pourrait facilement être arrêté grâce à la plaque d'immatriculation. «Et si le gouvernement insiste pour l'interdire, il n'a qu'à nous confisquer les toc-tocs, mais après nous avoir remboursé l'argent que nous avons versé pour l'achat de ces tricycles et par la suite nous trouver un autre travail. Sinon c'est la prise de bec et un autre calvaire va commencer», lâche-t-il, tout en assurant que tous les conducteurs ont décidé de manifester place Tahrir et qu'ils ne bougeront pas de là-bas, tant qu'ils n'auront pas obtenu gain de cause.

Insalubrité, anarchie, absence de sécurité et vétusté des véhicules : nos moyens de transport public offrent une image désolante. Aziza, qui habite à Boulaq et travaille dans une entreprise du quartier des Pyramides, entame difficilement sa journée. «La plupart des bus qui passent ne s'arrêtent pas car ils sont pleins à craquer. Et durant les jours de grève des chauffeurs de bus, la capitale a été paralysée. Les gens s'entassent sur les trottoirs et beaucoup de mes collègues ont dû attendre plus de trois heures pour rentrer chez elles», dit Aziza, en ajoutant qu'elle a pu échapper à cette épreuve grâce à un toc-toc qui a accepté de la mener à destination. Un constat qui révèle que leur présence est toutefois indispensable.

La nouvelle loi sur l'audiovisuel: la confrontation se précise

La polémique fait rage autour du projet du décret-loi sur la communication audiovisuelle. D'un côté, les dirigeants des médias qui se sont soulevés contre cette loi, lui reprochant son côté trop répressif, de l'autre l'Instance nationale pour la réforme de l'information et de la communication (INRIC) qui défend le texte et dénonce une campagne orchestrée pour mettre en cause sa légitimité.

RÉALITÉS TUNISIE

HANÈNE ZBISS

Mercredi 14 septembre, le décret-loi sur l'audiovisuel a été adopté à la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution. Cette loi stipule la création d'une instance supérieure indépendante pour la régulation du secteur. Dès l'adoption du décret, les dirigeants des entreprises de presse ont déclenché une campagne de protestation. En cause: l'élaboration du texte sans les avoir consultés au préalable, par des gens qu'ils jugent «non-spécialisés» et, à la limite, «incompétents» et la nature restrictive du décret-loi donnant beaucoup de pouvoirs à cette nouvelle instance.

UNE LOI JUGÉE «TROP RÉPRESSIVE»

«Nos griefs à l'encontre du projet de décret sont multiples», explique Amel Mzabi, présidente du Syndicat tunisien des dirigeants de médias. En effet, celui-ci prévoit de créer une instance qui va dépasser son rôle de régulation pour être une instance de contrôle. Exemple: l'article 15 lui

permet de s'immiscer dans la programmation. Une prérogative dangereuse pour la liberté de la presse. L'article 16 aussi, délimitant les compétences de cette instance, il lui attribue des prérogatives très larges. En effet elle accorde les autorisations de création de radios et télévisions et tranche à la fois les litiges concernant l'octroi de ces autorisations».

Amel Mzabi dénonce aussi la mise à l'écart des professionnels de l'audiovisuel dans l'élaboration de la loi qui concerne directement leur domaine d'activité. «Elaborer un texte en écartant la composante fondamentale du secteur est une anomalie. Nous avons essayé d'être associés à ce projet. Mais nous n'avons pas eu de réponse».

En effet, le syndicat s'est réuni le mercredi 14 septembre avec la commission sectorielle de l'information et de la communication audiovisuelle, issue de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution. Il aurait été convenu de revoir certains points du projet. Mais le syndicat a été surpris de voir le décret-loi adopté le jour même. Habib Nasra, avocat du propriétaire de la chaîne Hannibal TV va encore plus loin dans la contestation en mettant en cause les capacités mêmes de ceux qui ont formulé le texte. «Qui sont ces gens

qui ont rédigé le texte de la loi? Que connaissent-ils du secteur audiovisuel? De quel droit nous imposent-ils un projet à la réalisation duquel nous n'avons pas participé? Nous ne sommes pas contre la création d'une instance qui régularise le secteur, Hannibal TV a déjà appelé à mettre en place une structure pareille depuis 2010, mais nous contestons la manière avec laquelle elle a été créée et les personnes qui ont été derrière tout le projet».

RÉACTION DE L'INRIC

L'INRIC, qui se voit la première visée par ces accusations, organise bien sa défense. Elle estime avoir travaillé sur le projet de loi en collaboration avec plusieurs partenaires dont la commission sectorielle de l'information et de la communication audiovisuelle, issue de la Haute instance, le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) et la Commission pour la culture et l'information au sein de l'UGTT. En plus, elle a fait appel à l'expertise d'organisations internationales spécialisées, comme Reporters sans frontières et Article 19.

«Nous ne sommes pas partis du vide pour élaborer ce décret-loi. Nous avons pris en considération les législations similaires dans des pays européens et même maghré-



bins comme le Maroc. Il n'est pas possible de laisser le secteur audiovisuel sans régulation pour que chacun fasse ce qu'il veut», indique Ridha El Kéfi, membre de l'INRIC. «Par ailleurs, nous avons appelé à maintes reprises tous les professionnels à discuter le texte qui était disponible sur le site web de l'INRIC depuis plus d'un mois, mais personne n'a réagi. Pourquoi

venir aujourd'hui nous accuser de ne pas les avoir associés?» Et qu'en est-il de l'aspect restrictif du texte? «Nous estimons qu'il y a une gradualité dans les sanctions. Le passage aux procédures pénales ne se fera qu'en cas de persistance du patron de l'entreprise audiovisuelle à commettre des abus», précise-t-il.

Suite en page 19

Courrier INTERNATIONAL

Depuis le 16 septembre, il est interdit de s'agenouiller dans la rue sur un tapis. Les musulmans en mal d'un lieu de culte vont désormais s'entasser dans une ancienne caserne proche du périphérique. Un reportage du magazine allemand Der Spiegel.

France : vous, les musulmans, êtes priés d'aller prier ailleurs

C'est un quartier parisien qu'Emile Zola a peint avec un réalisme brutal dans son roman L'Assommoir : la Goutte d'Or, au pied de Montmartre, est aux yeux de l'écrivain un espace social clos qui ne laisse à Gervaise, blanchisseuse au bon cœur, aucune échappatoire à la misère, à la violence et à l'alcool. Plus de 130 ans après le livre-choc de Zola, la Goutte d'Or continue de former un monde à part. Autrefois, des ouvriers de province venaient s'y installer, aujourd'hui, ce sont des immigrants originaires du Maghreb, d'Afrique noire et d'Asie qui dominent les petites rues du quartier. La Goutte d'Or est classée "zone urbaine sensible", avec une proportion d'étrangers avoisinant les 30%. Le chômage y est endémique, et les ravages occasionnés autrefois par l'alcool le sont aujourd'hui par le crack, la prostitution et les vols sur la voie publique. La Goutte d'Or, autrefois chantée dans une célèbre chanson d'un contemporain de Zola, Aristide Bruant, est un quartier pauvre, mais pittoresque. Exotique, mais sans merci. Multiculturel, mais profondément religieux. A Paris, la concentration de musulmans pratiquants n'y est nulle part aussi élevée.

Parmi les boucheries halal et les vendeurs d'épices, les restaurants africains et les cafés orientaux, les boutiques de téléphonie mobile et de tissus colorés, les dealers et les vendeurs de rue, se perdent deux mosquées, modestes, discrètes, deux îlots de calme dans le brouhaha environnant, qui, d'après ce que sait la police bien visible ici, n'ont absolument rien à voir avec le djihad. Mais chaque vendredi à l'heure de la prière de midi, les petites rues qui font face aux mosquées Khaled ibn Al-Walid et Al-Fath se transforment en une sorte d'arène islamique. Des centaines, souvent des milliers de fidèles qui ne trouvent pas de place dans les espaces de culte bondés font leur prière dehors, dans la rue, sur des tapis qu'ils ont apportés, un anorak ou un simple sac plastique.



"Que pouvons nous faire?", demande Moustapha Hamdaoui, de la mosquée Al-Fath, où prient les musulmans africains. "Nous avons 2 500 à 3 000 fidèles ici, les gens ne s'agenouillent pas sous la pluie ou en plein soleil juste pour le plaisir." Involontairement, ce rassemblement rituel de croyants s'est transformé en manifestation religieuse. Ou peut-être en manifestation de l'islam invasif? C'est ainsi que l'entendent les personnalités politiques qui vont à la chasse aux bulletins de vote avec de tels reproches : Marine Le Pen, cheffe du Front national, estime qu'une nouvelle Résistance* contre l'envahisseur étranger est nécessaire et réclame la fin de l'"Occupation". Nicolas Sarkozy, dans un souci constant de ne jamais se laisser égaler par personne dans son rôle de Flic suprême* - il vient de promettre la création de 30 000 nouvelles places en prison - souhaite, s'il vous plaît, un islam discret, humble.

L'homme à tout faire du président, le ministre de l'Intérieur Claude Guéant, un bu-

reaucrate de l'appareil policier, a annoncé la nouvelle : prier dans la rue est interdit depuis la mi-septembre. C'est indigne, inacceptable, une entorse ouverte au principe de la laïcité, a déclaré le ministre. Et il a promis un contrôle sans faille : "Si d'aventure il y a des récalcitrants, nous y mettrons fin." C'est avec la même dureté qu'il avait peu avant chassé les mendiants de la vitrine touristique de la capitale, les Champs-Élysées. Des groupes de Roumanie s'étaient montrés particulièrement agressifs, et le nombre de délits avait pratiquement doublé par rapport à l'année précédente. Dernière spécialité en date des voleurs : faire disparaître en un clin d'œil les pourboires et les téléphones portables qui traînent sur les tables des terrasses de cafés.

Tout comme les clochards qui s'en vont à présent dans d'autres quartiers de la ville, les croyants quittent la Goutte d'Or, en grommelant, mais docilement, dans une longue file humaine qui rejoint le boulevard Ney, à la limite de Paris, où une ancienne caserne

de pompiers a été reconvertie en mosquée de fortune. Quatre mille musulmans se sont retrouvés au nouveau lieu de culte, 3 000 ont pu trouver une place à l'intérieur, dans trois grandes salles, mais les autres ont dû, comme d'habitude, aller prier dehors, cette fois-ci, sur le parking du gigantesque terrain fermé de la caserne. Les avis sont partagés. "OK, on ne nous voit plus, mais nous sommes parqués comme des moutons dans leur enclos", dénonce un des fidèles contraints de rester dehors. Le cheikh Mohammed Salah Hamza, lui, est soulagé, un peu fier même, de se trouver devant la plus grande mosquée de Paris : "J'ai très bien négocié", se rengorge-t-il. Il explique que l'Etat exigeait un loyer annuel de 50 000 euros et qu'il est parvenu à le faire baisser à 30 000 euros. "Il manque encore une dimension sacrée", concède l'imam. C'est peut-être pour cela que pour son premier prêche ici, il a choisi un sujet étrangement profane, à la fois adapté et incongru : "Stress et dépression".

Véritable pivot des rouages de l'administration, le moqaddem est aussi au cœur de notre vie quotidienne. Mais quelle est la sienne, au jour le jour ? TelQuel a suivi l'un d'entre eux. Récit.



24h de la vie d'un moqaddem

TELQUEL

A première vue, Omar est un citoyen lambda. Mais en réalité, il joue un rôle décisif dans la vie des habitants de son quartier : il est moqaddem. C'est lui qui vous délivre le fameux certificat de résidence, atteste que vous êtes célibataire, certifie que vos enfants sont bien les vôtres et même bien vivants quand vous, ou vos proches, vous faites délivrer un certificat de vie ! Et c'est surtout grâce à lui, en grande partie, que l'administration sait presque tout de vous : penchants politiques, appartenances syndicales et/ou associatives. A fortiori quand il s'agit de "clients de choix".

UN THÉ AVANT LA MOQATAA

Ce jour d'été, Omar, 55 ans au compteur, se réveille tôt comme à son habitude. Même après une nuit blanche, il quitte toujours son domicile à 7 h pile. Direction son café de toujours pour le petit-déjeuner, mais surtout pour les besoins de son travail. C'est à ce moment que commence sa collecte de renseignements : les événements les plus importants de la veille qui auraient pu échapper à sa vigilance, tout comme les faits les plus banals de la vie de son "secteur". Ses sources ? Le serveur du café, quand ce n'est pas le patron lui-même, les clients habituels et les "petites gens" qui gravitent autour : cireurs, vendeurs de cigarettes au détail... Et tous s'y prêtent de bonne grâce, parfois sans qu'on le leur demande. Car, d'une manière ou d'une autre, ils sont tous redevables à Si Omar pour un service rendu, une démarche facilitée ou une longue

attente évitée grâce à son intervention. D'ailleurs, notre moqaddem paie rarement ses consommations vu qu'il se trouve toujours quelqu'un pour l'inviter, et pas seulement pour ce qu'il représente. La majorité est consciente qu'un moqaddem touche des miettes en guise de salaire. Au café, Omar passe son temps à serrer des mains et à répondre aux saluts des passants. Il parle rarement, écoute beaucoup ce qu'on lui dit et ce qui se dit autour de lui. "Je ne fais que mon travail pour le bien de tous et du pays", répond-il quand on lui demande s'il éprouve de la gêne à espionner ses semblables.

Il est presque 9h, cap sur la moqataa. Notre moqaddem, vêtu modestement, prend part à un premier briefing en présence de ses homologues du secteur. La réunion est présidée par un cheikh (chapeautant 3 à 5 moqaddems selon l'étendue du secteur) qui, à son tour, fera un compte-rendu au caïd. En cas d'événement important, le caïd peut convoquer le moqaddem concerné pour l'écouter directement. Cette réunion matinale terminée, Omar poursuit sa routine, cette fois purement administrative : recevoir les citoyens en quête de papiers administratifs pour lesquels notre homme est un passage obligé. "Ma signature est obligatoire pour nombre de documents administratifs et cela engage aussi une énorme responsabilité", souligne Si Omar. Depuis quelque temps, il a trouvé une astuce qui, dit-il, lui facilite la tâche. Il s'est muni d'un grand registre où il consigne les renseignements relatifs à tous les habitants de son secteur : âge, adresse, emploi... Mais Si Omar ne s'éternise pas sur la chaise de son bureau. D'autres missions peuvent surgir à n'importe quel moment.

MOQADDEM MOBILE

Il arrive ainsi, et assez souvent, que Si Omar soit embarqué dans un véhicule avec des éléments de la force publique, des mokhaznis en général, pour une tournée dans les quartiers du secteur. Objectif : traquer diverses contraventions liées souvent à l'occupation illégale de l'espace public. Comprennez surtout de la chasse aux vendeurs ambulants dont les marchandises sont confisquées, même si elle est devenue moins systématique depuis les manifestations du 20 février. Mais notre moqaddem peut aussi intervenir pour superviser la destruction d'une construction anarchique. "La force publique, dans ces cas de figure, n'intervient jamais sans la présence d'un moqaddem à qui revient d'ailleurs la responsabilité de signaler les dépassements en matière d'urbanisme", nous explique un cadre de l'Intérieur. Ce genre de missions comporte des risques et peut déboucher sur des confrontations avec les populations ciblées. Sinon, comme aujourd'hui, Si Omar repart au café, mais reste "joignable" depuis que l'administration a doté ses auxiliaires, il y a près de quatre ans, de téléphones mobiles et, pour les plus chanceux, de motocyclettes. Dans tous les cas, Si Omar, au niveau d'instruction intermédiaire, emporte toujours sur lui son cachet et de la paperasse pour parler aux cas les plus urgents.

Il est près de 13 h quand notre moqaddem retourne à la moqataa. Le déjeuner, ce sera pour plus tard, après 15 h, juste le temps d'un saut à la maison. Après un léger repas, il entame une tournée dans le secteur, avec des haltes habituelles chez le boucher ou l'épicier du coin. "La tradition veut qu'on ne s'adresse jamais à la personne faisant l'objet d'une enquête, mais on a assez de sources pour faire notre travail", précise Si Omar, qui revient encore une fois à son quartier général (la moqataa) pour une dernière réunion avec le cheikh (ou le caïd) et un nouveau passage en revue. On y évoque les gens nouvellement installés dans le secteur, surtout s'il s'agit de ressortissants étrangers, la bagarre du jour, les mariages et les décès, mais aussi l'approvisionnement des marchés et les prix. "En règle générale, c'est le cheikh qui fait un rapport oral au caïd", décrit notre cadre de l'Intérieur. Les renseignements rassemblés au cours de la journée atterrissent au final sur le bureau du patron de la DAG (Direction des affaires générales), au niveau de la préfecture, qui en transmet une synthèse au gouverneur.

TBERGUIG NON-STOP

La journée s'achève, mais Si Omar ne rentre pas se reposer chez lui pour autant. Il reste à l'écoute des échos de son secteur. Il change de café pour rencontrer des connaissances, mais garde un œil sur son entourage et reste toujours à la disposition de son patron, le caïd en l'occurrence. Car le moqaddem peut être appelé à n'importe quelle heure pour les besoins du service : une catastrophe naturelle, un crime, un incendie... Quand la situation est calme, il se fait quand même un devoir de ne rentrer chez lui que sur les coups de 22 h, après d'autres haltes chez les épiceries du coin pour des échanges dont la durée varie en fonction de l'intérêt que porte notre homme aux propos de ses interlocuteurs.

Parfois, il y a ce qu'on pourrait appeler les "hautes saisons" : des périodes où il

ne faut pas baisser la garde. C'est le cas à l'annonce d'une manifestation de protestation, d'une grève... Comme pour les autres services de renseignements, le moqaddem doit être au courant de tout : meneurs, timing... C'est également à lui qu'il revient de "mettre de l'ordre" dans son secteur en prévision d'une visite royale, par exemple. L'occasion de faire le tour pour ordonner que soient repeintes des façades ou que déguerpissent, même momentanément, marchands ambulants et mendiants. Dans ce dernier cas, cela peut signifier plusieurs nuits blanches pour Si Omar qui, le cas échéant, peut être appelé à mettre la main à la pâte pour remettre en état l'éclairage public, un espace vert...

Du reste, Omar est de toutes les fêtes célébrées dans son secteur. Et des décès aussi. Quand il délivre la paperasse nécessaire pour enregistrer une nouvelle naissance ou un certificat de célibat, il s'entend généralement dire "Wa douz al-moqaddem !" (Passe donc moqaddem !). Et dans la majorité des cas, il répond à l'invitation, sans avoir besoin de demander l'adresse. Son secteur, il le connaît sur le bout des doigts depuis qu'il a pris ses fonctions il y a près d'un quart de siècle. Les fêtes, c'est l'occasion de retrouver, réunis, ses "administrés" et de prêter l'oreille aux longues conversations où il glane généralement de précieux renseignements qui pourraient servir, à court ou moyen termes. Notre moqaddem, doté d'une extraordinaire mémoire, "enregistre" tout et parle peu, comme d'habitude.

LE M20 M'A LIBÉRÉ...

Mais la donne a radicalement changé depuis les manifestations du 20 février. Pour la première fois dans l'histoire du Maroc, ces auxiliaires de l'autorité ont bravé tous les interdits pour protester contre le sort qui leur est réservé. On les a ainsi vu manifester dans plusieurs villes, y compris devant la wilaya de Casablanca. Le ministre de l'Intérieur, au parlement, promet de répondre à leurs revendications, salariales en premier lieu. Fin mai, c'est chose faite. Et le travail peut redémarrer pour de bon. Le moqaddem a désormais d'autres missions : traquer les membres du Mouvement du 20 février. C'est lui qui les localise, qui est chargé de les reconnaître lors des manifs. Voire de leur faire parvenir les notifications leur interdisant de manifester. Plus tard, ce sont les moqaddems qui se sont chargés, principalement, de mobiliser les masses contre le Mouvement du 20 et essentiellement dans les quartiers populaires. Et de faire le porte-à-porte pour "sensibiliser" à la nouvelle Constitution. Le message de notre moqaddem est clair et ne diffère pas de celui de ses dizaines de milliers de collègues : voter pour la Constitution est synonyme de loyauté envers le roi. Le jour du scrutin, soit le 1er juillet, ce sont essentiellement nos "agents du HDI" (terme inventé par la rue et parodiant le FBI, en référence à hedyane) qui veillent sur tout pour obtenir le maximum de participation et de "Oui". Notre moqaddem manie aussi bien son argumentaire de toujours (l'amour du pays et de la monarchie) que la menace ou encore les mille et une promesses : autorisations en tout genre, facilités, voire dons en nature... La Constitution est passée grâce à un score à la Driss Basri et le moqaddem, homme à tout faire, n'y est pas étranger.

La nouvelle loi sur l'audiovisuel: la confrontation se précise

Suite de la page 18

UNE INSTANCE QUI A TOUS LES DROITS

Sur la même longueur d'onde a été Ridha Jenayeh, Président de la commission sectorielle de l'information et de la communication audiovisuelle, qui a expliqué que les sanctions prévues par le décret-loi sont conformes aux normes internationales et aux textes mêmes des conventions déjà signées par les chaînes de télé et radio tunisiennes avec l'Etat. Pour lui, la nouvelle instance de l'audiovisuel a le droit d'intervenir pour mettre fin aux dépassements car les fréquences accordées par l'Etat à une entreprise médiatique «ne sont pas une propriété privée à gérer sans réglementation». Quant au droit de cette instance d'arrêter la diffusion d'une chaîne télé ou radio, il considère que c'est «une mesure dissuasive, à appliquer dans les cas extrêmes de non respect de la loi».

Et qu'en est-il de la non-association des professionnels à la discussion du projet de loi ?

Jenayeh affirme que sa commission a invité à plusieurs reprises le syndicat des dirigeants de médias à des séances de travail. Au lieu de venir, ses membres ont préféré dénoncer le projet lors d'une conférence de presse. Il est évident qu'une telle réaction n'indique pas une volonté d'ouverture et de dialogue.

Quant à la réunion du 14 septembre, elle a permis aux représentants du syndicat d'émouvoir leurs réserves dont la plupart ont été prises en considération. Mais le projet du décret de loi devait être adopté le jour-même car les membres de la Haute instance de Ben Achour, qui avaient commencé à le discuter une semaine auparavant, estimaient qu'il était temps de l'adopter, tout en y apportant les rectificatifs nécessaires.

La polémique ne fait que commencer donc entre les deux parties. Le syndicat tunisien des dirigeants de médias et l'Association tunisienne des directeurs de journaux viennent de publier un communiqué au ton fort et ont exprimé «leur volonté de défendre leur position par tous les moyens juridiques». Nous croyons savoir qu'ils vont saisir le gouvernement afin qu'il intervienne en vue de la révision du projet du décret de loi. De son côté, l'INRIC compte aussi réagir. Est-ce la guerre? Wait and see.

L'Association des directeurs de journaux (ADJ) et le Syndicat tunisien des dirigeants de médias (STDR) ont fait part de leur "désagrément" en raison de "leur exclusion de l'élaboration du projet du décret-loi relatif à l'organisation du secteur audio-visuel préparé par l'Instance nationale pour la réforme de l'information et de la communication".

Ils ont, également, dénoncé la création, prévue par ce projet, d'une haute instance indépendante de la communication audiovisuelle ayant des prérogatives répressives l'autorisant à fermer une radio ou une télévision.

Dans une déclaration commune publiée, lundi dernier, les deux structures estiment que ce projet constitue une mesure "privative de libertés" qui "enchaîne les entreprises et anéantit les objectifs de la révolution".

Ils ont appelé l'INRIC à renoncer à ce projet et à élaborer un nouveau projet auquel participent les différentes parties, exprimant leur entière détermination à défendre leurs droits par tous les moyens prévus par la loi.

Ils ont, en outre, appelé à ouvrir le dossier de l'information de manière sérieuse et à examiner ses problèmes, notamment, l'emploi, les salaires et les rapports avec le pouvoir.

Ils ont appelé les journalistes, à travers leur syndicat, "à coordonner ensemble afin de défendre la profession contre les menaces qui peuvent lui porter atteinte".

Ils ont exhorté le gouvernement, les partis et la société civile, à "assumer entièrement leurs responsabilités et à exprimer leurs positions à l'égard de ces projets arbitraires attentatoires à la liberté d'information et à son avenir en Tunisie".

Ils ont fait part, également, de leur "profond désagrément de l'atteinte portée à l'image des chefs d'entreprises de presse auprès de l'opinion publique, en raison des déclarations de dénigrement délibéré faites par l'Instance Nationale pour la réforme de l'information et de la Communication", considérant cette attitude comment étant préjudiciable aux entreprises de presse et à leurs personnels.

HANÈNE ZBISS **RÉALITÉS TUNISIE**



Un Laser pour la myopie, de toute dernière génération de ZEISS, Germany combine pour la première fois dans le monde 2 Femtosecond Lasers utilisant la technique du RELEX pour créer le capot cornéen et le lenticule cornéen en même temps afin de corriger la Myopie et l'Astigmatisme, et est aujourd'hui à votre disposition à la **CLINIQUE DE LA VISION** 63, Blvd les Castors, ORAN.

Contactez le Secrétariat du Dr CHIALI
041 46 51 33 / 041 46 51 38 / 0777 87 49 91
0559 22 99 98

HK sarl :
Fabrication de Matériaux de Construction
Rue du Cimetière Ararssa Bethioua - Oran
Fax : 041 39.02.83
Mobiles : 0770 86.13.14 / 0770 86.13.06
e-mail : hkmatériel07@hotmail.fr

OFFICE DES VENTES AUX ENCHERES PUBLIQUES
Maître DOUHI Houcine - Commissaire-priseur près le Tribunal de GDYEL
15, Rue Bekkal Boumediene - GDYEL - Wilaya d'Oran
Tél.: 041 48-22-94 - Mobile : 0550-25-32-92

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

A la demande de maître Kermadj Rachid Huissier de Justice à Arzew, en exécution de l'ordonnance de saisie N° : 516/06 du 28/11/2006 rendue par le président du Tribunal de GDYEL, au profit de LA S.P.A. SOPACE Cité El Akhdaria Alger contre SARL N.C.A. Hassi Ameur Oran, le Commissaire-priseur porte à la connaissance du public qu'il sera procédé à la vente aux enchères publiques verbales avec admission de soumissions cachetées du matériel suivant :

Le 30/10/2011 à 09 h 30' à l'Office du Commissaire-priseur

N° Lot	Désignation	O.B.S.
01	Une chaîne de machine de transformation composée de : (machine MARTIN MARIUS avec tapis + machine de coupure HERMITE)	
02	Machine Onduleuse avec tapis roulant pour fabrication de cartons	
03	Chaudière STEAM BLOC avec accessoires + 02 bacs de stockage de colle	
04	Clarck FENWICK (électrique) + Compresseur à air PUSKA + 01 poste à souder FIMER	

Conditions de vente : (voir cahier des charges).
NB : La priorité sera donnée au lot unique. La visite du matériel se fera sur autorisation délivrée par le Commissaire-priseur.

IMPORTANTE SOCIETE DE CATERING ET DE GESTION HOTELIERE

RECRUTE

- Chefs cuisiniers
- Aide cuisiniers
- Maitre d'Hôtel
- Serveurs
- superviseurs
- Techniciens en électromécanique
- Technicien en automatisme
- Technicien en génie climatique
- Technicien en maintenance industrielle
- Ingénieurs en chimie industrielle
- Soudeurs polyvalents
- Ingénieur en agro alimentaire
- Chauffeurs poids lourds
- Chauffeurs de bus
- Comptables

PROFILS REQUIS

- Diplôme dans la filière
- Expérience dans un poste similaire 03 ans
- Sens des responsabilités et du commandement
- Bonne maîtrise de l'outil informatique
- Esprit d'initiative et de travail en groupe
- Résident aux environs de Constantine
- Possibilité d'hébergement
- diplôme dans la filière
- Expérience dans un poste similaire 03 ans
- bonne maîtrise de l'outil informatique
- sens des responsabilités et du commandement
- esprit d'analyse ; d'initiative et de synthèse développé
- maîtrise des langues : français-arabe-anglais souhaité
- bonne maîtrise de l'outil informatique
- résident aux environs de Constantine
- possibilité d'hébergement

Et dans le cadre du développement du groupe dans l'industrie alimentaire, nous recrutons également

- Responsable informatique
- Responsable hygiène et sécurité
- Agent de sécurité
- Chef de parc roulant
- Gestionnaire de stocks
- Secrétaires de Direction : trilingues (arabe français anglais)

Envoyer CV à l'adresse suivante :
12, zone industrielle Palma- Constantine

La S.a.r.l AQUATEC Biotechnologie

Société spécialisée dans le traitement des eaux

ANNONCE LA DISPONIBILITE A SON NIVEAU DES PRODUITS :

- **SOUDE CAUSTIQUE ECALLEE CONCENTREE A 99%**
- **SOUDE LIQUIDE CONCENTREE à 45 & 50%**
- **CHAUX HYDRATEE.**

Pour toutes INFORMATIONS ou COMMANDES :
Tel : 043.31.44.45 et 0555.05.20.59
Email : aquatec@groupekherbouche.com

La Société de Services Touristiques

" LES PINS D'OR "

RECRUTE :

- Des cuisiniers qualifiés et expérimentés
- Des aides cuisiniers
- Des serveurs
- Des réceptionnistes de nuit (garçons)
- Des réceptionnistes de jour (filles)
- Des comptables (filles)
- Des secrétaires de direction (filles)
- Des agents de sécurité de nuit
- Des hôtesses d'accueil
- Des femmes de ménage
- Des chauffeurs toutes catégories

CONDITIONS :

- Résider dans la Daïra d'AÏN-EL-TURCK
- Posséder la qualification requise pour le poste

Envoyez votre demande par courrier à :
" SARL - LES PINS D'OR "
BP 32 - 31014 AÏN EL TURCK - ORAN
Ou par Fax : 041 26 51 88

IMPORTANTE ENTREPRISE BASÉE À TIARET OPÉRANT DANS LE SECTEUR DU BTPH

C h e r c h e :

- 1) Cadres Financiers :**
Profil : - Diplôme universitaire en finances / comptabilité.
- 08 ans d'expérience minimum.
- 2) Cadres spécialisés en Ressources Humaines**
Profil : - Diplôme universitaire. - 08 ans d'expérience minimum.
- 3) Ingénieurs en Génie Civil**
Profil : - 05 ans d'expérience minimum.
- 4) Ingénieurs et Techniciens en Mécanique**
Profil : - 05 ans d'expérience minimum.
Merci d'adresser vos CV et lettre de motivations Au **Fax : 046 42 76 68 / 046 42 11 82**
drt_recrut@hotmail.fr

UNION BETON COMPANY

UNION BETON COMPANY - U.B.C. - SIDI-CHAHMI ROUTE D'EL KERMA ORAN
Met à votre disposition tout type de béton prêt à l'emploi et selon le dosage de votre choix. Livraison sur site avec et sans pompe. " Une équipe de jeunes Ingénieurs, dynamiques et expérimentés est à votre service "

Nous contacter aux N° 0555 04 08 01 0550 98 50 32
Fixe : 040 23 75 79 Fax : 040 23 75 80

Boulevard de la Soummam et place du 1^{er} Novembre Les propriétaires des kiosques sommés de quitter les lieux

Houari Barti

Levé de boucliers chez les gérants des kiosques du boulevard de la Soummam et de la place du 1^{er} Novembre (ex-place d'Armes). Les premiers, au nombre de deux, un bureau de tabac et journaux et une sandwicherie, situés juste en face de l'hôtel Royal, du côté de l'ex-Prisonic, ont été destinataires, mardi, d'une correspondance de la commune d'Oran, les invitant «à se rapprocher de l'administration communale en vue de finaliser la procédure d'évacuation de ces kiosques qui seront rasés».

Dans le document en question, signé par le délégué de la Division des affaires économiques (DAE) de l'APC d'Oran, M. Rezzine, cet appel est justifié par «des instructions émanant du maire d'Oran, M. Hassam, visant à déplacer les commerces en question du boulevard de la Soummam vers la place située en face de la Banque d'Algérie, rue des Sœurs Benslimane». La correspondance souligne que les commerçants concernés par cette instruction bénéficieront, à titre de compensation, «de nouveaux kiosques au niveau de ce nouveau site».

Cette décision de délocalisation, les gérants des kiosques du boulevard de la Soummam l'assimilent à une véritable volte-face de la part de l'APC, qui, en 2006, du temps de l'ancien maire Noureddine Boukhatem, rappellent-ils, avait retenu les trois kiosques du boulevard (les deux kiosques situés en face de l'hôtel Royal, plus un troisième situé à proximité de la Banque d'Algérie) pour une opération pilote visant à relooker les kiosques d'Oran. Un projet adopté à l'époque dans le



Ph.: Arch.

cadre du plan d'aménagement urbain de la ville et de son embellissement. Ils soulignent même qu'une société française spécialisée dans les constructions métalliques (kiosques, abribus...) avait pris contact avec l'APC en vue de concrétiser le projet. Pourquoi donc ce revirement si brutal ?

De leur côté, les quatre kiosques de la place du 1^{er} Novembre, deux cafétérias et des bureaux de tabac disent avoir été approchés par «un responsable d'URBOR» qui les a instruits «verbalement» d'évacuer leurs commerces en vue du lancement des travaux d'aménagement de la place du 1^{er} Novembre dans le cadre du projet du tramway. «Il est aberrant que ce type

de procédé continue à exister. Ce kiosque, on le gère moi et ma famille depuis 1967. Après plus de 40 ans de service, on vient vous dire verbalement, sans aucun écrit officiel, sans consultation aucune ni accord préalable, vous devez quitter votre commerce. Et on s'imagine qu'on va effectivement partir. Je leur ai dit, et je le redis encore. Je ne bouge pas d'ici tant qu'on ne m'adresse pas une décision officielle signée par le wali lui-même. La place du 1^{er} Novembre est grande. Je ne trouve pas d'objection à évacuer l'espace actuel pour me soumettre à l'intérêt public, à condition que je continue d'exercer mon activité au niveau de ce même emplacement», affirme M. Chaïb Mâamar.

Bel Air

Des habitants s'opposent à un projet immobilier

Salah C.

La colère a atteint son paroxysme, hier, à la cité du rond-point à Bel Air, notamment auprès des habitants des bâtiments D1 et D2 en raison du lancement des travaux d'un projet immobilier et l'endommagement d'une conduite de gaz, incident qui a créé la panique. Alertés par les riverains, les services de la Sonelgaz se sont dépêchés sur les lieux pour éviter le pire. Toutefois, les mêmes habitants estiment que le projet immobilier comportant trois sous-sols et 13 niveaux sur une surface triangulaire d'environ 250 m², confié à une entreprise chinoise, ne convient pas à la configuration ur-

baine du quartier. Auparavant, une villa de style colonial se dressait sur ce terrain, avant d'être rasée. Les habitants relèvent une situation similaire née d'un autre projet immobilier de plusieurs immeubles au niveau du même quartier. Ils considèrent qu'avec une telle hauteur, l'établissement scolaire, situé sur le dos de la future tour, sera privé d'ensoleillement ainsi que les blocs d'habitations érigés sur 5 niveaux. En face, c'est le gérant d'un établissement hôtelier qui se plaint des nuisances engendrées par les engins, ceci a causé la fuite des clients habitués pourtant à un calme impérial et une vue panoramique.

Pourtant, après la vente de la villa les

habitants avaient eu vent du projet immobilier et ont exprimé leur opposition en adressant des correspondances au service technique chargé de l'établissement des permis de construire du secteur urbain El Makkarri, à la direction de l'urbanisme et de l'habitat, au wali et au maire d'Oran, ainsi qu'au ministère de l'Habitat.

Toutes ces démarches n'ont pas reçu l'écho escompté, affirment les riverains, qui soulignent leur volonté d'user de tous les recours légaux afin d'imposer leur droit au soleil. Ils déclarent unanimement qu'ils ne s'opposent pas au projet en tant que tel, mais aux répercussions qui en découleront une fois le projet finalisé.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

L'épée sociale



L'autorité est entouré de voile de médianse. Ils ne sont jamais satisfaits. Tant mal que bien cet espace a été réalisé au grand bonheur des

automobilistes. On attendait l'installation d'un mtargui pour racketter les automobilistes, mais rien ne fut. Pour la simple raison que dès son ouverture ce parking a été squatté par des vendeurs à la sauvette. Bien organisés. Au point où chacun d'eux connaissait son emplacement et l'espace qui lui était affecté. Il se dit que c'est géré par une mafia qui loue les espaces et qui s'occupe de la sécurité et de l'ordre de ce désordre. Il se dit aussi que partout dans la ville il y a des bandes organisées qui s'occupent de la gestion de ces espaces. Soit sur les rues marchandes, soit dans les marchés. C'est ce qui explique qu'on trouvera des ambulants au seuil de magasins sans que les propriétaires des locaux ne disent mot. La peur des représailles est là et tous évitent de défendre leur parcelle de virilité. C'est la loi du plus fort, du laisser-faire... surtout ne pas bousculer l'ordre de l'anarchie, une autre anarchie peut être engendrée par l'interdit. Silence total. La paix sociale d'abord. On verra après.

Voilà une aire de stationnement qui manquait dans cet espace urbain. D'autant que dans ce quartier pas mal d'administrations, une banque, une prison, une clinique, un grand marché populaire et les boutiques spécialisées dans les matériaux de construction. C'est vous dire un peu les voitures qui ferment tout en jour ouvrable. Des véhicules qui tournent en bourriques à la recherche d'un espace où garer les quatre roues de leur fortune. Cela n'a pas échappé aux zootorités locales qui ont décidé de grignoter sur le trottoir pour aménager un parking. Les mauvaises langues, comme à l'accoutumée, disaient «voilà encore une teghmissa dans la sauce mairie». C'est que pour nous, tout paraît louche. Tout chantier représente des dessous-de-table. C'est faux. Pour une fois cet aménagement s'imposait et son utilité était incontestable. Donc les macharkine el foun on s'en contrebalance.

De toute façon quoi que fasse

Boulevard du Millénium Un garçon de 13 ans tué par un bus

Ziad Salah

Dans la soirée de mardi dernier, une partie de la commune de Bir El Djir a vécu une explosion de mécontentement suite à un accident de la route qui a coûté la vie à un jeune garçon. Selon plusieurs sources, un bus de la ligne 101 assurant la liaison entre Bir El Djir et Oran a renversé un jeune homme de 13 ans qui était sur une bicyclette. L'accident a eu lieu vers 20 heures 30 au niveau du boulevard du Millénium.

On nous indique que le chauffeur du bus aurait tenté de doubler deux ou trois véhicules avant de heurter le jeune garçon. Les usagers des bus savent très bien comment se comportent les chauffeurs de ces engins en fin de journée quand ils sont épuisés et pressés de rentrer chez eux. On nous indique que le chauffeur en question a passé la nuit dans le commissariat de la daïra.

Une fois la nouvelle de cet accident répandue, une foule composée notamment des membres de la famille et des amis de la victime s'est rendue sur les lieux de l'accident. Ne pouvant pas

maîtriser leur colère et leur indignation, des jeunes ont endommagé les feux de signalisation et l'éclairage public. A un moment donné, les responsables locaux qui observaient de loin le déversement de l'ire des jeunes sur les équipements publics ont craint pour le nouveau siège de la daïra. Pour calmer les esprits, le chef de daïra et le maire se sont déplacés au domicile de la victime pour présenter leurs condoléances. Quant aux jeunes, pour ne pas déroger à ce qui est devenu une tradition, ils ont allumé des pneus en pleine chaussée empêchant la circulation sur cet axe.

La situation s'est dénouée sans intervention de la police, nous assure notre source, et sans trop de dégâts. Mais ceux qui ont pu approcher ces jeunes se déclarent étonnés par leur âge : «encore des enfants», nous dira un des témoins. Pour le moment, on ignore les procédures engagées dans le cas du chauffeur du bus, se trouvant toujours dans les locaux de la police. Mais cet accident, un de plus, fauchant un enfant, remet sur le tapis la question de la moralisation de la conduite sur nos routes... devenues des hécatombes.

Une amende de six millions pour 31 harraga

Rachid Boutlélis

Deux embarcations transportant 31 candidats à l'émigration clandestine ont été interceptées, dimanche, sur les eaux internationales par les gardes-côtes de la marine espagnole. Ces derniers les ont livrés à leurs homologues algériens de la façade maritime Ouest, qui se sont chargés de les ramener sur terre, indiquent nos sources. Les harraga ont été repérés alors qu'ils naviguaient à quelques miles nautiques des côtes espagnoles. Originaires de la wilaya de Chlef, ces harraga âgés entre 18 et 35 ans se sont scindés en deux groupes pour tenter la folle traversée vers les côtes de la péninsule Ibérique. Ils ont exploité les bonnes conditions météorologiques, qui prévalent depuis près d'une semaine à l'ouest du pays, pour concocter leur aventure. Le premier groupe, compo-

sé de 21 personnes, a pris la mer dans la nuit du samedi à partir d'une plage de la localité côtière de Dachria, située dans une zone frontalière délimitant la région de Mostaganem à celle de Chlef. Le deuxième, qui était constitué de 10 personnes, a pris le départ presque spontanément la même nuit à partir du village côtier El Guelta, dans la wilaya de Chlef.

Ces 31 harraga ont été conduits au siège de la sûreté de police de la daïra de Aïn El Turck. Ils ont été présentés devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel de Aïn El Turck, qui leur a notifié leur mise en détention provisoire au terme de leur audition. Ces malheureux candidats à l'émigration clandestine ont comparu, lundi après-midi, devant ce même tribunal. A l'issue des délibérations, ils ont été condamnés chacun à verser une amende d'un montant de six millions de centimes.

Campagne d'évaluation des ressources halieutiques à l'Ouest

K. Assia

La campagne nationale d'évaluation des ressources halieutiques a été lancée avant-hier à Oran avec le bateau scientifique Krim Belkacem. Celui-ci doit parcourir toute la côte jusqu'à Aïn Témouchent pour déterminer avec précision le stock des ressources halieutiques. Cette campagne de recensement pélagique permettra de cartographier les bancs de poissons et d'élaborer un plan de gestion de cette ressource. Avec un équipage de onze personnes, ce bateau spécialisé dans la recherche et

l'évaluation va se baser sur le climat et sur le taux de salinité dans les zones de pêche. Initiée par le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques, cette campagne nationale vise à adapter les moyens de pêche et surtout de se fixer sur les investissements à projeter.

Des rectifications en matière de politique de formation, d'investissement et de soutien à la production seront menées sitôt la campagne nationale d'évaluation achevée, avait annoncé le ministère lors du lancement de la campagne dans les régions du centre et de l'Est du pays.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Ghrissi Fatma, 82 ans, 12 rue Lakhder Hafiz
Kermem Benoumer, 57 ans, 53 rue Cap Blanc
Benbarak Noureddine, 51 ans, 14 rue Fodil

Horaires des prières pour Oran et ses environs

15 dhou el-qida 1432

El Fedjr 05h43	Dohr 12h49	Assar 16h02	Maghreb 18h34	Icha 19h51
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TLEMCCEN

Feu vert pour 4.000 dossiers de transport et de location de voitures

Khaled Boumediene

Les dernières mesures prises par les pouvoirs publics, à l'initiative du président de la République, ont incité beaucoup de jeunes à opter pour les différentes formules d'emploi qui leur sont proposées par l'Agence nationale de soutien à l'Emploi de jeunes (ANSEJ). Selon le directeur de l'ANSEJ de Tlemcen, M. Bahif Mohamed, plus de 8.000 dossiers de création de micro entreprises ont été déposés, depuis le début de cette année au niveau de cette structure, dont plus de 4.000 ont été avertisés par la commission de

wilaya et ce, uniquement pour les créneaux de transport de personnes et de marchandises et la location de voitures.

Ainsi, un engouement sans pareil est enregistré pour ces deux créneaux, et ce, contrairement à d'autres créneaux tels que l'agriculture, le bâtiment et travaux publics, chauffage, mécanique, peinture auto, plomberie, couture et artisanat... «Je lance un appel aux jeunes pour investir dans les autres secteurs et activités artisanales, industrielles, d'environnement, d'agriculture et cabinets groupés pour couvrir le manque accusé en la matière». Et d'ajouter : «les deux ac-

tivités de transport de personnes et de marchandises, et la location de voitures sont pour le moment bloquées jusqu'à nouvel ordre et ce, compte tenu de la saturation enregistrée pour ces deux créneaux». On apprend, par ailleurs, que plus de 700 dossiers (tous secteurs confondus) ont bénéficié du financement bancaire, et que plus de 300 sont étudiés et traités quotidiennement pour l'ANSEJ de Tlemcen qui a mis fin aux pratiques routinières et rouages bureaucratiques qui étouffaient la bonne marche du dispositif mis en place par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

TIARET

382 kiosques attribués aux chômeurs

La commission de wilaya, chargée de l'attribution des kiosques à usages commercial et professionnel, réunie cette semaine sous la présidence du wali, M. Bousmaha Mohamed, vient d'arrêter une liste de 382 bénéficiaires dont 292 hommes, répartis sur 31 communes de la

wilaya, indique un communiqué. Les chômeurs bénéficiaires de ces kiosques doivent exercer leurs activités professionnelles dans des domaines aussi variés que la maintenance des appareils électroniques, l'électricité auto, la coiffure hommes et femmes, la soudure, la vitrerie, etc.

A noter enfin, que la commission de wilaya chargée de l'attribution des kiosques construits dans le cadre de l'opération «100 locaux pour chaque commune», initiée par le président de la République, a reporté l'examen de 18 dossiers et décidé du rejet de 59 autres.

Plus de 2 milliards pour les clubs sportifs

El-Houari Dilmi

Le fonds de wilaya des initiatives de jeunes et activités sportives, réuni cette semaine sous la présidence du wali, M. Bousmaha Mohamed, vient de décider de l'octroi de plus de 6 milliards de centimes pour les clubs sportifs, toutes disciplines confondues et autres activités de jeunesse, lit-on dans un communiqué de la cellule de communication de la wilaya, transmis à notre bureau. En effet, les clubs sportifs dont 19 équipes de football ont bénéficié de la somme de 2,6 milliards de centimes sur un budget global de 6 milliards dont 30% sont destinés à la maintenance et l'entretien des installations sportives et de jeunesse. Par le langage des chiffres, 77 associations sportives et 16 ligues de wi-

laya ainsi que d'autres clubs omnisports ont bénéficié d'une aide financière contre 500 millions de centimes pour l'organisation de diverses activités sportives et l'encouragement des jeunes talents.

Concernant le secteur de la Jeunesse, 18 associations et ligues de jeunesse ont bénéficié d'une aide financière, notamment pour les qualifications aux tours préliminaires à l'échelon local, régional et national des différentes compétitions ainsi que les activités de loisirs et de jeunesse. «Toutes les associations et clubs sportifs doivent justifier d'un dossier en bonne et due forme, notamment en ce qui concerne l'adoption des bilans moral et financier, pour pouvoir prétendre au bénéfice des aides financières attribuées

par l'Etat», a indiqué le wali dans le sillage d'un rapport détaillé présenté par le directeur du secteur. Selon ce même rapport, 8 clubs sportifs ont été exclus du bénéfice de l'aide financière pour non-conformité des dossiers présents.

Le fonds de wilaya des initiatives de jeunes et activités sportives «a également dégagé un budget pour la dotation des stades Ait Abderrahim de Tiaret, Sougueur, Frenda et Ksar Chellala, de tableaux électroniques et de bus de transport des joueurs, en particulier les jeunes catégories. Enfin le fonds et en vue d'encourager l'exercice des activités sportives à tous les échelons, a décidé du paiement des frais d'engagement de tous les clubs de football, tous paliers confondus.

SIDI BEL-ABBÈS

Les artisans s'organisent

M. D.

Afin de promouvoir l'activité artisanale à travers la wilaya de Sidi Bel-Abbès et pour la première fois dans l'histoire de la corporation des artisans, on s'organise pour la préparation des élections qui sont prévues au plus tard le 31 octobre prochain, a-t-on appris du directeur de la Chambre récemment créée.

On recense plus de 3.200 artisans qui activent dans différentes spécialités. Il est prévu l'élection de 23 membres à travers les 15 dairas de la wilaya qui éliront à leur tour le président et les commissions a-t-on précisé. La structuration de la Chambre artisanale vise, selon le directeur de wilaya du Tourisme et de l'Artisanat, à la création d'un espace légal pour la dynamisation des mé-

tiers menacés d'extinction ainsi que la mise en valeur de l'Artisanat par le biais des 8 centres de formation et de perfectionnement des métiers de l'Artisanat implantés à travers le territoire de la wilaya. Ceci étant, on projette, par la naissance d'une chambre de l'Artisanat, la mise à niveau des métiers en fonction de la demande sur le marché du travail, ont indiqué les responsables du secteur.

SIDI BEL-ABBÈS

Le cancer du sein continue de sévir

M. D.

Pas moins de 137 cas de cancer ont été enregistrés depuis le début de l'année en cours, a alerté une association d'aide aux cancéreux dénommée «Amel fi el Hayat» dirigée par Mme Bidri.

Le plus grand nombre de cas concerne les femmes atteintes par le cancer du sein et celui des organes génitaux. Ces 137 cas

s'ajoutent aux 1.000 autres cas connus par l'association depuis sa création en 2003.

L'association qui lutte contre ce fléau qui ne cesse de prendre des proportions inquiétantes s'attèle à organiser des campagnes de sensibilisation dans les milieux féminins en encourageant le dépistage précoce afin de minimiser les conséquences désastreuses de cette maladie encore invaincue par les progrès

de la médecine. Avec des moyens matériels très réduits l'association qui dénombre plus de 1.000 adhérents dont la plupart sont de faible revenu, continue de combattre sans relâche pour venir en aide aux patients auprès des spécialistes et cliniques privées, en attendant le projet du centre anti-cancéreux (CAC) qui tarde à se concrétiser et dont les travaux ont été lancés il y a environ 4 années.

MOSTAGANEM

Des projets pour le développement local

H. B.

Dans le but de freiner l'exode rural qui a pris une grande ampleur, au cours de ces dernières années, les responsables de la wilaya ont lancé d'importants projets appelés à sédentariser les ruraux issus des nombreux douars touchés par ce phénomène qui a tendance à perdurer dans la wilaya de Mostaganem.

Dans cette optique, un centre de santé vient d'être réalisé au douar Ouled Si Larbi, dans la commune de Sidi Lakhdar. La population éprouvait en effet, des difficultés à se déplacer pour une simple injection, dira M. Soltani Ghali P/APW. Ce même douar a bénéficié du réaménagement d'un tronçon routier sur une longueur de 2 km pour une enveloppe financière de 2 milliards de centimes. Les travaux viennent d'être lancés précise-t-il. Une vingtaine de douars dans la wilaya ont été également branchés à l'AEP tout récemment et cela en attendant la mise en application du programme d'action pour les autres contrées. Selon toujours M. Sol-

tani, d'autres projets censés répondre aux préoccupations des habitants de ses zones rurales seront réalisés sur le terrain tels des centres culturels, des salles de soins, des stades de proximité...

Par ailleurs, indique ce responsable, les communes de la wilaya ont bénéficié d'une cagnotte de 3 milliards de centimes pour l'entretien et la clôture des cimetières dont certains sont dans une situation déplorable. Comme il affirme que 200 millions de centimes ont été réservés à la biographie de la wilaya en plus de 100 millions de centimes pour l'achèvement de la bibliothèque de la wilaya. Concernant les projets qui piétinent ou ceux non encore lancés, à l'instar du musée régional, de l'école de voile régionale, de la gare maritime ainsi que du stade olympique dont le projet national a été lancé dans 6 wilayas à l'exception de celle de Mostaganem, déplore le P/APW, M. Soltani Ghali, la cause a trait principalement au non accompagnement de ces derniers (projets) par les élus nationaux que je sollicite à faire manœuvre», conclut-il.

ADRAR

Extension des surfaces pour le blé

La direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya entend faire passer de 8.000 à 8.300 ha la superficie réservée à la céréaliculture, durant cette saison agricole (2011-2012). Cette augmentation de 300 ha sera consacrée à la culture des blés dur et tendre, a indiqué le responsable du service des Statistiques de la DSA.

Il est également projeté de porter de 2.850 à 3.000 ha la superficie globale destinée, cette année, à l'intensification de la céréaliculture sous pivots, a ajouté M. Aïssa Derbali en signalant que la campagne labours/semences débutera à la mi-novembre pour s'étaler sur un mois. Une séance de travail a regroupé dernièrement les services agricoles concernés avec les représentants de la BADR et de la CCLS, pour préparer cette opération, notamment en ce qui concerne la disponibilité

des semences et des engrais et l'octroi de crédits aux agriculteurs, a ajouté le même responsable.

Des rencontres de coordination, pilotées par la DSA, ont été tenues avec les agriculteurs pour les sensibiliser sur le respect des périodes consacrées à l'ensemencement afin d'éviter les pertes dans la production, ont rappelé les services techniques de la DSA agricoles. Les mêmes services ont signalé, par ailleurs, le déroulement des opérations d'analyses du sol, effectuées pour la troisième année consécutive, par le laboratoire régional d'Adrar d'analyses du sol et de l'eau, afin d'étudier son adéquation à la céréaliculture. Dans le même cadre, des inspections de pivots d'irrigation ont aussi été menées dans les zones agricoles des dairas de Fenoughil, Zaouiet-Kounta, Ougrout et Adrar, ont fait savoir les mêmes services.

SAÏDA

Aïn El Hadjar : un douar à voir

Le douar Zerrouki Belkacem, sis dans la daïra d'Aïn El Hadjar invite les responsables et représentants du peuple à une visite, sur site, pour constater les aléas vécus au quotidien par ses occupants. Dépourvue d'électricité «pour chasser l'obscurité et l'obscurantisme», de gaz naturel pour réchauffer les âtres et les âmes, «de centre de santé ou salle de soins» pour pallier aux urgences et atténuer les souffrances», d'une école «à même de combattre l'illettrisme et entrevoir un meilleur avenir», la population locale, estimée à 400 habitants, interpelle les pouvoirs publics pour une attention particulière. Et ce, afin d'améliorer, un tant soit peu, les conditions de vie pour une mise à niveau sociale dans l'attente de projets économiques «permettant la fixation au sol nourricier».

La grogne des exclus du logement social

Ayant reçu des notifications, «en bonne et due forme motivant le refus du bénéfice d'un logement social», des exclus de la liste arrêtée et affichée au mois de juin, ont manifesté leur ire devant le siège de la wilaya et «revendiquent un droit au toit», et notamment les commerçants ayant cessé l'activité «en théorie car dans la pratique, certains continuent d'exercer», remarqueront d'autres citoyens. L'application du décret 08/142 et notamment les dispositions de l'article 04 relatives aux revenus, ont permis de déceler quelque centaine d'indus bénéficiaires, «menacés de poursuites que l'administration se réserve le droit de diligenter» est-il souligné aussi aux correspondances individuelles, adressées par la commission de recours. «Un nombre plus important de LSL aurait atténué la forte demande» dira un élu, dans l'attente des programmes en cours. **Ali Kherbache**

MÉDÉA

Trois arrestations pour contrefaçon

Rabah Benaouda

Les éléments de la police judiciaire, section de la protection de la propriété industrielle et intellectuelle, de la sûreté de wilaya de Médéa viennent de mettre fin aux agissements de trois individus impliqués dans une affaire d'usurpation de marque commerciale déposée d'un produit d'eau de fleurs, ou «mazhar», au détriment d'un industriel spécialisé dans la fabrication de ce produit.

Selon le communiqué de presse de la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Médéa, la genèse de cette affaire remonte au dimanche 4 septembre écoulé avec le dépôt de plainte de la part de la victime C.S., dont le local industriel se trouve à Alger. L'enquête ouver-

te par les éléments de la brigade économique et financière permettra de déterminer les lieux d'écoulement, plusieurs wilayas de l'ouest du pays, du produit dont la marque commerciale avait été usurpée. Ce qui a permis l'interpellation du principal incriminé, B.A., demeurant à Mekrez, un quartier situé à la périphérie sud-ouest de la ville de Médéa, qui ne tardera pas à reconnaître les faits qui lui étaient reprochés, trahi par son véhicule utilitaire qui avait été signalé par les commerçants acheteurs de ce produit.

Muni d'une autorisation délivrée par le procureur de la République près le tribunal de Médéa, les éléments de la police judiciaire effectueront une perquisition au domicile de l'individu, où ils mettront la main sur un important lot de mar-

chandises entreposées dans la cave de ce domicile et composées de bouteilles en plastique, vides et pleines de ce produit de «mazhar», des bouchons mais surtout des étiquettes et autres fils en plastique utilisés pour l'emballage du produit falsifié dans son étiquetage. Ce qui amènera B.A. à «donner» son frère, B.M., qui l'aidait dans son travail et la vente du produit contrefait, et son deuxième acolyte, O.B., qui n'est autre que le propriétaire de l'imprimerie, implantée à Médéa, responsable de l'étiquetage des bouteilles du produit contrefait en question.

Présentés le 5 octobre dernier devant le procureur de la République près le tribunal de Médéa, les trois individus ont fait l'objet d'une citation à comparaître directement à l'audience du 8 novembre prochain.

SKIKDA

Huit ans de prison ferme requis contre deux maires

A. Boudrouma

L'actuel P/APC de la commune de Tamalous et son prédécesseur ainsi qu'un entrepreneur ont comparu dimanche dernier, devant le tribunal de Collo pour répondre des accusations portées à leur rencontre, à savoir faux et usage de faux et passation de marchés contraires au code des marchés publics. C'est à la suite d'une plainte émanant de l'entrepreneur privé, mis en cause lui aussi dans cette affaire remontant à l'année 2010, accusant un adjoint du P/APC, que les investi-

gations menées ont permis de déboucher sur d'autres scandales. Ainsi les enquêteurs relèveront de nombreuses entorses à la loi notamment des falsifications de documents ayant favorisé l'entrepreneur pour décrocher un projet dans l'agglomération d'Ain Tabia où des élus et agents communaux ont trempé.

A l'issue de l'audience, le procureur dans sa plaidoirie a requis une peine de 8 ans de prison ferme à l'encontre des 2 P/APC et 3 ans de prison à l'encontre de 6 autres accusés dont un policier et des agents communaux.

ANNABA

Plaidoyer pour les régions frontalières

Les régions frontalières nécessitent des programmes de développement spéciaux, qui prennent en considération leurs spécificités, ont estimé mardi à Annaba des représentants des assemblées populaires de cinq wilayas de l'Est du pays. Ils ont expliqué, lors d'une rencontre de concertation sur le développement local en présence d'une délégation du Conseil national économique et social (CNES), que ces régions devraient être inscrites parmi les «zones à promouvoir», à l'image des wilayas du Sud et celles des Hauts plateaux. Le développement dans les wilayas frontalières exige, selon eux, la création d'un fonds spécial qui permettra l'amélioration des conditions socioéconomiques des populations, notamment dans les communes enclavées de ces régions.

«Seule une réelle prise en charge des préoccupations et attentes des populations locales» et une poursuite des efforts pour améliorer leurs conditions de vie peuvent, selon ces élus, «endiguer le fléau de la contrebande», répandu dans la région. «Dans notre wilaya, tout peut faire l'objet de contrebande. Bétail, lait en poudre, céréales, câble de cuivre, carburant (essence et gasoil) et autres», a déploré un élu de la wilaya d'El-Tarf. Il a également préconisé une prise en charge particulière des jeunes de ces régions frontalières, qui souffrent d'un chômage chronique et d'un manque de loisirs. Cette prise en charge consiste, selon un élu de la wilaya de Tébessa, à créer de nouveaux emplois par l'encouragement de l'investissement, l'augmentation des quotas de logements destinés à cette frange de la société et la levée de tous les obstacles entre le jeune et l'administration, pour leur permettre d'établir une relation de confiance. Le développement de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat traditionnel et l'ouverture du tourisme à l'investissement

privé, contribueraient également à créer de l'emploi et à l'amélioration du niveau de vie dans les zones frontalières et dans le reste des wilayas du pays, selon un membre d'une assemblée populaire.

Pour lui, la mise en place d'un guichet unique regroupant les différents dispositifs de promotion de l'emploi simplifierait les procédures de création d'entreprises, et donc d'emplois notamment au profit des jeunes. D'autre part, plusieurs participants ont plaidé pour l'élargissement des prérogatives des élus locaux, notamment en matière d'investissements ainsi qu'une révision «immédiate» du code des marchés publics qui, ont-ils dit, «entrave le développement local au lieu de l'encourager». Il a appelé également au maintien du dialogue entre les élus et les pouvoirs publics pour une meilleure prise en charge des préoccupations socioéconomiques des citoyens dans les différentes régions du pays.

La délégation du CNES, conduite par son président M. Mohamed Seghir Babes, devait poursuivre hier à Annaba ses rencontres avec les représentants de la société civile et les jeunes des wilayas de Annaba, Tébessa, Souk-Ahras, Guelma et El-Tarf. La visite de deux jours de la délégation du CNES à Annaba s'inscrit dans le cadre d'une tournée entamée le 5 septembre dernier. Onze rencontres de concertation ont été déjà organisées jusqu'à présent et qui ont concerné plus d'une vingtaine de wilayas du Sud, de l'Est et de l'Ouest du pays. D'autres wilayas seront également concernées par ce périple qui se veut une étape préparatoire à six rencontres régionales devant ouvrir la voie à des assises nationales sur le développement local, prévues pour le 22 décembre prochain à Alger. La plateforme des recommandations que dégageront ces assises nationales seront intégrées dans un programme national de réformes.

DJELFA

Les éboueurs du filet social seront intégrés comme vacataires



Nassim Brahimi

L'ensemble des éboueurs de la ville de Djelfa, recrutés actuellement dans le cadre du filet social, seront intégrés dans des postes de vacataires, apprend-on de source communale. L'APC de Djelfa examinera aujourd'hui la délibération qui permettra d'intégrer les éboueurs de Djelfa, au nombre de 260, dans des postes de vacation. Les éboueurs n'ont cessé, des mois durant, d'observer des grèves du travail afin d'exiger leur titularisation. Cette procédure a été à maintes reprises reportée par l'APC de Djelfa pour des raisons inconnues. La semaine dernière, 260 éboueurs

ont entamé une grève du travail pour dénoncer leur exclusion récurrente, d'autant plus que la plupart d'entre eux travaillent dans le cadre du filet social depuis plusieurs années, percevant une indemnité symbolique de 3.000 dinars par mois.

Lors d'une réunion tenue au siège de la wilaya, le wali de Djelfa a déclaré qu'il était inconcevable qu'une ville comme Djelfa continue de fonctionner avec des agents du filet social chargés de son nettoyage. Il a aussi sévèrement critiqué les services communaux qui n'arrivent pas à acquérir des bacs à ordures depuis près d'une année ni l'équipement et les tenues nécessaires pour la division de l'hygiène,

bien que, dit-il, l'enveloppe financière soit disponible. D'autre part, le chef de l'exécutif a révélé la création prochaine d'une EPIC communale qui viendra renforcer le parc de l'APC pour la collecte des ordures ménagères. Aussi, une vaste opération de nettoyage des quartiers de la ville de Djelfa sera lancée la semaine prochaine en collaboration avec plusieurs services, dont ceux de l'environnement et des forêts, ainsi que des élus locaux et des représentants de la société civile.

SÉTIF

Le dépistage du cancer du sein «boudé»

La campagne lancée à Sétif par la Caisse nationale d'assurances sociales (CNAS), destinée à sensibiliser les femmes à l'importance du dépistage précoce du cancer du sein, a suscité «peu d'engouement», a déploré le directeur de wilaya de cet organisme. «Pas plus de 17 femmes ont répondu à l'appel», a ajouté M. Mustapha Laalem, malgré le caractère vital de la détection anticipée de cette pathologie qui provoque chaque année en Algérie le décès de quelque 3.500 femmes, selon des cancérologues. La campagne était destinée aux assurées sociales âgées de 40 ans et plus, contactées par les associations féminines, les associations des malades du cancer, ainsi que par leurs employeurs, selon le même responsable. Par ailleurs, sur un millier de femmes, travaillant pour la plupart dans le secteur de l'Éducation, convoquées pour subir un dépistage, 75 seulement se sont présentées avant de se désister par la suite, étant donné, a-t-il toutefois admis, que les tests s'effectuent au Centre d'imagerie médicale de Jijel, à plus de 120 km de Sétif.

BOUIRA

Une cité sans éclairage et sans gaz naturel

Farid Haddouche

Les habitants de la cité nouvellement réalisée des 104 logements, située dans la partie ouest de la ville de Bouira, qui se trouve à proximité de la cité des 200 logements désignée communément «cité des Allemands», déplorent l'absence de l'éclairage public. Il est vrai que des promesses leur ont été données, sauf qu'à ce jour la demande n'est pas résolue, affirme l'un des citoyens habitant la cité des 104 logements. L'appréhension des habitants est liée notamment aux déplacements urgents en pleine nuit.

Par ailleurs, une autre difficulté

vient s'ajouter au problème de l'éclairage public, qui est celle de l'absence de branchement des foyers concernés au gaz naturel. Il paraît que cette difficulté est la résultante d'une omission dans l'étude, indiquent les citoyens de cette cité. Pour ce problème, des assurances ont été formulées.

Les habitants souhaitent vivement bénéficier du raccordement au gaz naturel, surtout qu'il a été fait cas par les services concernés de la présence d'un programme 2010/2014 conçu pour le raccordement de 17 mille foyers au profit des quartiers nouvellement réalisés et les communes limitrophes à la ville de Bouira.

Un jeune retrouvé pendu à un arbre à L'Arba

Un jeune homme, S.B., âgé de 35 ans et demeurant au quartier Youssef Chérif à L'Arba, a été retrouvé en fin d'après-midi d'avant-hier pendu à un arbre, non loin de son domicile. Ses voisins ont été fortement secoués par cette nouvelle.

T. M.

APARTEMENTS

Usage Bureau ou Habitation : Vends un bel Appartement à Place Hoche sur le grand boulevard, F3 100 m² avec terrasse. Sans vis-à-vis. Refait à neuf - Meublé ou sans meuble - Ag. Immo. CANASTEL - Tél : 0770.28.60.71 - 0554.58.86.89

Particulier loue Appartement à Cité Petit, nouvelle construction, 1er étage - Tél : 0555.04.94.54

Vends Appartement F3 - 3ème étage - Acté - Hai Seddikia. Cité des enseignants - Tél : 041.45.42.02 - 0773.78.03.32

Un jeune couple sans enfant cherche un Studio à louer ou a vendre - Tél : 0661.24.32.83

ORAN - Vends Appartement F3 super 71 m². Acté. 1er étage. Toutes commodités - à Hai Chouhada (Hai Sabah) - Contacteur 0556.93.58.98

Vends Appartement (Haouche). Acté. Bien situé au Gd Bd de Petit-Lac ORAN, en face la grande mosquée. 02 Fc. + 03 locaux commerciaux au RDC. 02 étages de 04 pièces + 01 grande salle + 01 grande cuisine + 2 terrasses - Tél : 0667.40.37.66

Loue de Super F5 + F3 + F1 (Suites) niveau de villa, entrée individuelle. Meublés. Climatés. Eau chaude. Terrasse. Vue sur mer. 100 m de la plage - à la semaine ou au mois à Paradis-ville. Ain Turck. ORAN + villa à Bousfer-plage. ORAN - Tél : 0771.84.25.21

Vendre Appartement F3. 1er étage. 76 m². Bd Millenium, face à la nouvelle Daira et Poste. Prx : 850 U - Tél : 0560.36.32.22

Agence Immobilière LE PALACE cherche pour ses clients sérieux des F2 - F3 à louer, côté ES-SEDDIKIA, AKID LOTFI, HAÏ KHEMISTI - Tél : 0551.60.43.43 - 0559.02.66.56 - www.leplace-immobilier.com

Vds F4. Acté. 1er étage. 100.32 m². Centre-ville ORAN. Ensoleillé. Toutes commodités. Convient fonction libérale / habitation. Prix après visite - Tél : 0778.56.71.93 / 0559.03.93.03 - Intermédiaire s'abstenir

Vends Appartement 140 m². F6. Gd standing, spacieux, ensoleillé. Refait à neuf. Grand balcon sur Bd. Belle vue. Eau H24 + citerne. Parabole. Cid. Internet - Tél : 0776.49.77.52

Echange Appartement F7 centre-ville d'Oran. Rue Khemisti. Acté - centre ville - Acté - dans un quartier résidentiel (Vieux Canastel - Péninsule - La Lofa) avec complément - T: 0551.16.47.39

Vends un Appartement F5 haut standing. Refait à neuf. Situé à USTO-HLM - PO: 1 Md 50 U. PO: 1 Md 200 - Tél : 0552.36.24.16 - 0661.43.56.14

A louer Appartement F3 meublé. Eau H24. Climatée. au Centre-ville AIN TURCK - Vue sur mer - Contacteur Tél : 0661.34.69.52

TLEMCCEN : A vendre Appartement F4. Sup. 120 m² à Cité El Bahdja IMAMA - Tél : 0775.53.73.66

A vendre : Appartement F3 + cuisine + toilettes + balcon vue s/mer + garage (terrain non bâti). 138 m². Acte notarial. Paradis-ville AET - Tél : 0551.24.64.05 - Curieux / Intermédiaire s'abstenir

A louer Appartement F5 bien aménagé, 2ème étage. Environnement Habitation ou Profession libérale, situé à Rue Capitaine Enkaoua parallèle Boulevard Mâata. C.V d'Oran - N° Tél : 0771.14.57.67 - 041.39.64.39

Vends et loue des F2 - F3 - F4 à ORAN et vends des Apparts Promotionnels - Contacter Ag. Immobilière " TAAMIR " - Hay El Yasmine - 0550.222.970

V. : F2 Dumanoy 480 U / F2 Khemisti 560 U / F2 Vieille Mosquée 550 U / F2 Miramar 550 U / F3 St-Pierre 400 U / AG. DJUIWED EL ADL - 041.40.26.74 - 0771.53.77.94 - 0796.74.05.52 - 40, Rue Dumanoy - St-Pierre

A vendre F5. Acté. 170 m² + terrasse 170 m². 2 grands salons + 3 grandes pièces + cuisine + S. de bain - au 2ème étage. Ensoleillé. Eau H24. St-Eugène. Libre de suite. ORAN - 0773.63.14.78

Vends F5 CSB. 160 m² de surface. 1er étage côté SORECOR 1500 Lgts (Coin Mosquée - Ecole Primaire) SIDI BEL ABBES. Eau H24. Gaz. Electricité. Très bon état. Convient pour logement familial ou profession libérale - Tél : 0556.66.75.36 - Intermédiaire s'abstenir

Loue 4 appats Cap Falcon (Ain El Turck) très belle vue sur mer et sur Bd principal. Nouvelle réalisation avec eau courante de puits. Tél: 0557.50.17.28

Loue Apparts F2 et F3 meublés, ttes commodités, garage, eau H24, terrasses vue sur mer, à Cap Falcon (Ain El Turck - ORAN) - Possibilité location courte durée - Tél : 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

Vends F3. Acté. 4ème et dernier étage Bloc Sonatrach (10 locataires) les Amardiens. ORAN - Tél : 041.28.95.61 - Mobile : 0772.15.29.66

A louer appartement meublé type F6 - 155 m² - 2 façades. Ascenseur. Gardiennage. En plein centre-ville d'Oran (côté Michelet) pour société ou couple - Tél : 0774.57.42.31

Vendre appartement F3. Acté. 1er étage sis Rue de Nancy - Miramar (derrière la Daira parallèle au Front de Mer) ORAN - Tél : 0770.66.17.83

A louer très bel appartement F3, RDC, double façade. Acté. Toutes commodités. Convient pour fonction libérale. Maraval. Contacter Tél : 0775.16.97.44 - Visite après 18 H. Curieux s'abstenir.

Vends Appart F4. 3ème étage, centre-ville d'Oran, nouvelle construction - Vends F3 + hall, 5ème étage. Ascenseur Akid Lotfi. Refait à neuf - Tél : 0772.10.05.70

Vends bel appartement F3 modifié en F4 - 81 m² - Acté. 9ème étage avec Ascenseur - à côté du commissariat et dispensaire - mosquée - école - Cité 1500 Logts USTO - Contacteur : 0550.87.46.60

A vendre F3 - 76 m². 2 façades. Bien fini. 4ème étage - Périphérique Hai El Yasmine - N° Tél. 0550.61.77.00

A vendre Appart. F3 acté au RDC, 92 m² double façade, refait à neuf, situé à Millenium Bir El Djir. ORAN (avec ou sans meuble) - Contacter : 0770.86.83.86

A vendre F3 - 3ème étage sis au HLM B.12 en face la Météo. Prix offert 750 U. P. demandé 800 U - Tél : 0771.65.40.15 - 0661.41.35.06

Vends Appart F4 aménagé en F5 Cité les Pyramides 4ème étage, grand standing, luxueux avec Chauff. central, Clim., Tél., Kit de cuisine... etc. - Tél : 0793.36.80.78

Loue F3 à Bir El Djir sur Blvd Millenium côté CNL + F3 à Hai El Yasmine + F3 meublé à Ain Turck (Cap Falcon). Bon prix - Ag. Immo. CANASTEL - Tél : 0770.28.60.71 - 0554.58.86.89

Particulier à ORAN cherche Achat F2 ou F3. Acté dans tout ORAN ou GDYEL ou ARZEW - Prix raisonnable - Tél : 0772.66.13.24

Vend appart F5. Acté. 3ème étage, 3 façades. Sup. 100 m². AIN EL-HJAR - SAÏDA - Tél : 0798.67.73.98

Particulier vend joi F4. 96 m². 2ème étage centre-ville ORAN du côté Avenue Loubet / Front de Mer. Conv. Habitation / Prof. Libérale - Contacter : 0698.27.41.08

Particulier vend F3. Acté. 1er étage, sis à ORAN-Est (Hai Sabah), refait à neuf, libre de suite. Le prix négociable est 730 U - Tél : 0662.36.64.03

Particulier vend un appartement F3 à Dar El Beida Oran, côté Aïrah El Djazair, 65 m², 4ème étage. Acté. Refait avec toutes commodités, Chauff. Chauffe-eau. Tél. 041. Internet. Très bien ensoleillé - Tél. 0770.43.69.50

Particulier loue F3 meublé à Cap Falcon Ain Turck (face EDEN) de : Octobre à Juin - Tél. 0549.13.10.84

Vente appartement. Acté. F3 aménagé F4. Toute commodité, quartier très calme, sécurisé et propre avec le jardin, parking. Adrs: Cité Jean de La Fontaine N°10 Bloc 08 étage 04 Gambetta - N° Mob: 0773.64.27.40 - 0795.60.99.34

Vends Appart à Akid Lotfi. Refait. Bel immeuble, F4 au 5ème et dernier étage - Tél. 0770.25.85.86

Loue à Oran pour Sté : Gds Apparts de 200 m² meublées avec toutes commod. 3 Ch., 2 Sal., Cuis. équipée, SDB, WC, balcons sur 2 Faç. Chauff. C., Clim., ADSL au 1er et 2ème étg. dans Résidence de 5 Locat. très sécurisée + garage Véh. - Tél : 0554.55.71.15 et 0771.73.28.25 - Mail : nadimamora@yahoo.fr

Part. - Loue F7, 160 m² Bd Soummam milieu hôtel royal 1er étg. pour Siège Sté - Loue villa A.Turck comiche oranaise mitoyenne Nvle Daira 220 m² 2 Ni. 2 Sal, 10 m x 5 + 4 Ch. + 3 SDB + Cuis. américaine + garage + jardin, pour Banque Assurance + Vds F4 C.V. Oran derrière la Gde Poste 1er étg. - Tél : 041.29.62.68 - 040.22.49.87

MAGHNIA - Vends villa. R+2 - Actée - Cité Azouzni - Tél : 0779.44.70.53

A louer appart F3. 1er étage, équipé à Les Castors. ORAN, près de mosquée Maghraoua à Société étrangère ou nationale - Tél : 0553.56.83.72 - de 9 h 00 à 19 h 00

Vend F5, 1er étage, propre, ensoleillé, façade sur le Bd - Correspond pour fonction libérale ou habitation - Cuisine, SDB, 2 petites cours, 5 débarras. Prix après visite - Eckmühl - ORAN - Tél : 0773.13.69.48

ARZEW. Vends F3. Acté. Sup. 73 m² à Complexe, cité calme, très bon voisinage, entouré par une école + CEM + Marché Hebdomadaire. Intermédiaire s'abstenir. Prix demandé 455 unités - Tél : 0559.03.03.73

Loue grand F5 (état neuf) avec courrette au 1er étage sur Rue Khemisti (Habitation ou Bureaux) immeuble propre - Tél : 0557.20.40.27

A vendre F3. Acte définitif. Sup. 86 m² - côté Hasnaoui - 1er étage - ORAN - Tél : 0551.69.85.78

Particulier vend Apprt F3 + 1 petite chambre. 3 façades. R.C. Acté. Refait à neuf (dalle de sol, faïences, placard... etc.). Cité Yaghmouracen à côté de l'agence de transport des voyageurs, à proximité du 2ème Bd Périphérique et de l'Hôpital Militaire. PO 750 U - Tél : 0772.81.05.70

Cherche F3 ou F4 ou F5 centre-ville immeuble propre et l'Appart état initial préférence - Tél : 0770.10.25.25

Vends Apparts F3, 1er Boulevard de la Soummam côté Hôtel Royal avec bon prix + F2 RDC la Comiche côté rond-point Dauphin sur autoroute Bâtiment Blanc Bleu de Agence foncière - Tél : 0661.20.08.90

Cadre universitaire cherche Location F3 C. SB / ou Niveau de villa pour habitation ORAN et environs - Pas de courtier - Tél : 0560.83.46.42

Loue à Clairefontaine Ain Turck, grand Bd, au 5ème étage : F4, cuisine, salle de bain - Tél : 0550.19.86.87

A vendre 1 Logt F2 + 1 Logt F3 à Hai Yasmine. ORAN - Tél : 0797.97.26.49

SIDI BEL ABBES Centre-ville : Loue F5 - 122 m² - Convient profession libérale, situé sur grande avenue - Loyer fixe 3 Unités - Tél : 0696.99.64.71 - N° Tél. 0550.61.77.00

Ag. Immobilière LE LITTORAL - 0550.56.65.17 - 0550.31.09.46 - Vend F3, 3ème étage. Sup. 65 m² Akid Lotfi. Libre de suite - Vend F3, 2ème étage. Sup. 65 m². Akid Lotfi. Libre de suite - Vend F3 modifié en F4, 1er étage. Libre de suite. Sis Hai Khemisti Seddikia

Vends : F3 près de la cour de justice d'Oran (centre-ville) 2e (450 U). F3 St-Pierre 2e (450 U). F3 Bd Maâta 3e (800 U). F4 La Wilaya 1er (950 U). F5 Place Karguentah 3e (12.M.D.A.). Villa R+2 Millenium (30 M.D.A) - Ag. "ABDALLAH" 44 Cavaignac - 041.33.56.40 / 0770.40.87.48

ORAN (Akid Lotfi Cité Wafa) : Location d'un F3 meublé, ttes commodités, état neuf 1er étage - eau H 24 - B. voisinage - Tél : 0556.46.90.23

Vds Urgent F3, 2ème, libre de suite, 2 façades. Place Gambetta immeuble de 3 étages 750 U - F3 parallèle place des Victoires 700 U, 3ème - Ag. DJUIWED EL ADL - 0771.53.77.94 - 0796.74.05.52 - 041.40.26.74

Vds / Ech. F4 Ht Stand. Acté. 100 m² + terrasse de luxe, 2ème en face Marchands de fleurs (les Arcades) ensoleillé, pas de vis-à-vis, eau 24h/24h, clim., chauff. Convient Habit. ou Fonct. libérale - contre petit terrain ou jardin de villa ou Pte M.M. Etude ttes propositions - Tél : 0770.96.84.89

Appart F2 - 47 m² à vendre : 26, Seddoug El Hadj (La Fontaine) St Pierre. ORAN - Tél : 0558.62.10.66

A vendre Appart F3 luxueux refait à neuf (marbre, boiseries, papier peint...) toutes commod. Sup. 74 m² 4ème et dernier étage Cité des enseignants Kharouba MOSTAGANEM. P.O. sans meuble : 535 U - P.D.O sans meuble : 550 U et avec meuble chèque 595 U. Libre de suite - Tél : 0771.21.07.80 / 0556.62.13.16

Vends ou Loue F1 - F3 / F4 niveau de villa à Femand-ville très bien situés quartier résidentiel, toutes commodités. Possibilité de Promesse de vente - Tél : 0772.41.53.66 / 0557.75.73.18

A louer 2 appartements même palier 300 m² chacun, bien situés Chouet. Convient pour Cabinet, Bureau ou Ecoles... etc. - Contacter N° Tél : 0771.24.18.45

Vends Appart à Hay Sabah en face Hasnaoui vue sur la route, 6ème étage. Refait à neuf / Ascenseur. Gaz. Eau H24. Super luxe. Cuisine équipée - Tél : 0550.31.09.18

A vendre 2 pièces - cuisine à Sidi Bachir. Désistement Première Main - avec citerne d'eau + chauffage central - Tél : 0771.00.73.36

Vends F2, Maraval, 1180 logts, 67 m², 4ème étage, luxe - Tél : 0552.47.55.21

Vends F3+F3, 4ème étage, avec garage, Yaghmouracen 1180 logts - Tél : 0552.4755.21

Vends ou échange F3 aménagé à Akid Lotfi, 4ème étage, contre F4 à Akid Lotfi - ORAN - 0770.38.76.15

Vends Appart F3 aménagé en F4, Acté. 4ème étage, 3 façades. Refait à neuf. Cité 1180 Logts Maraval - derrière la Police - Tél : 0771.50.76.75 - ORAN

Vends joi F3 rénové et aménagé en F4, Acté. 1er étg, sis en plein CV/ille en face Hôtel Tassili (Ex-Thierry) et près de l'Institut paramédical et à côté de CEM Benchaâb. Idéal pour habitation et convient pour médecin, avocat, notaire, dentiste... etc. - Tél : 0554.25.46.69

Vdre : F5 + F4 + F3 (EPLF) Akid Lotfi - F2 1er et 2ème étg. Bir El Djir - F4 + F3 Akid Lotfi - F4 1er étg. Cité Djamel - F5 + F3 + F6 Front de Mer - F5 USTO - Tél : 0555.35.13.96 - 0796.59.41.03 - Ag. Immo. ADAM - Lotiss. 117 Canastel

A louer des Apparts et des Villas meublées ou sans meuble à Moti'Art - Plaza - Canastel - C. ville - Akid Lotfi - Tél : 0555.35.13.96 - 0796.59.41.03 - Ag. Immo. ADAM - Lotiss. 117 Canastel

V.F. F2 modifié F3. 72 m². Acté. Grand balcon, belle vue, 4ème étage. Ascenseur. Bd. Liberté centre-ville ORAN - Tél : 0550.43.81.82

A louer un F2 spacieux (98 m²) avec une petite terrasse, 3ème niveau dans un immeuble privé à côté de la RTA d'Oran. Intimité et sécurité garanties - Contacter le 0551.07.96.97

Loue F3 - 85 m² - Hai Yasmine 80 Logts. 5ème étage. Prix offert 17.000 DA (Dix-sept mille dinars) - Appeler au 0556.85.95.07 ou 0661.29.27.77

Vends F3 - 72 m² - à Hai Akid Lotfi. 5ème étage. Appeler au 0661.29.27.77 ou 0556.85.95.07 - Prix offert Sept cent cinquante mille dinars

A louer Gd F3 à SENIA-Ville à côté du Terminus "U" 100 m - Tél : 0772.56.00.42

Vends appartements en plein centre-ville ORAN - Tél : 0550.70.23.25 / 0792.77.13.64

URGENT. Madame, veuve, cherche Achat d'un appartement par Promesse de vente - 0554.32.75.31 / 0550.96.50.24 - Non sérieux s'abstenir

A vendre Logt appartement F3. 2ème étage. Bien aménagé. Situé à Senia. Oran - W d'Oran - Tél : 0772.20.74.03

Vends bel Appart à Maraval 1180 Logts F3 aménagé en F4 - à côté mosquée Benaïcha - 2ème étage - Tél : 0551.74.12.72

A vendre 03 appartements (un F4 au 2ème et 2 F3 au 3ème) superficie : 130 m² - Adresse : C1 Cité Hakka Hadj (Ex-St Augustin) - Tél : 0551.64.08.71

VILLAS

Vendre Maison de Maître, 266 m² en RDC. Acte en cours - à ES-SENIA Kara - 2 - 3 pièces, cuisine, hall, garage + très Gde cour : possibilité construire + en hauteur. Calme. Bon emplacement et bon voisinage. Douche. Ttes commodités (Eau - Gaz - Elect.) + Puits (Eau H24) - Contact. EL KADIRI à Tie Heure au : 0770.55.06.53 et 0794.79.47.96

Vends Cabanon sur un terrain de 350 m² pieds dans l'eau, double façade, chaque façade de 15 m. Acté à Cap Falcon plage. Ain Turck. Corniche oranaise - Tél : 0560.15.89.13 - Pas de curieux S.V.P.

Vends villa 300 m² R+1 à Delmonte. 10 pièces. 2ème mano dalle. 3 locaux de commerces. Prix après visite - Pour RDV. Tél : 0775.39.07.22

Vds M. Maître Nvle Const. Actée. 250 m². Finie 95%. Bâti 230 m² (02 Gds chambres + hall marocain + Gd salon + garage + cour + jardin - FLEURUS (Rha) - Accepte Prom. Vente Tél : 0550.13.19.62 - 0793.12.49.77

Vends ou échange une très jolie Maison de petite superficie. Bâtie R+2 - avec cour, contre similaire ou carcasse à ORAN Cité Petit-Lac - Tél : 0662.67.74.24 - Etude toutes propositions

A vendre villa Bernardville. ORAN. 220 m². R. Ch. + 2 - R.Ch.: garage pour 10 voitures, WC. 1er étage: 3 chambres + salon + C.S.B. WC. grand hall, petite cour. 2ème étage: 3 chambres + 1 salon + hall + grande cour. Terrasse - Tél : 0776.18.70.06

A vendre villa Cité Point du Jour. ORAN. Actée. 313 m². R+2. Rez-de-chaussée: 4 chambres + cuisine + SB + T. + jardin. 1er étage: 6 chambres + SB + T. 2ème étage: 1 chambre + terrasse - Tél : 0554.11.22.82 - 0550.13.81.90 - Pas de courtier. Merci

Vendre à NEDROMA W. de TLEMCCEN: Maison 220 m², Actée, Finie à 100%. Lotiss. Benkomicia. Route de Magnhia. RDC: 1 salon, 2 Ch., Gde Cuis., SDB, WC, garage + 1 cour. 1er étg.: 1 véranda centrale, 1 Gd salon + 2 Ch., SDB + WC. 2ème étg.: Terrasse carrelée. Eau - Elect. - Gaz et Tél. fixe - T. au 041.46.48.05 pour RDV / Curieux et Interm. s'abstenir

A vendre M.M. 120 m². Actée - à Sidi El Bachir. R+1. Grand garage + 5 Pcs + cuisine + SDB + 2 sanitaires - Gaz et Eau H24 - Prix 1.2U négociable - Tél : 0561.95.08.43

Location une Maison à Bel Air. ORAN de 3 Appartements. Chaque Appart : salon, chambre, cuisine, WC, SDB + avec garage - Citi très calme - Idéal pour Bureau, Entreprise... etc. - Tél : 0560.31.50.38

Vends Hôtel du "Jardin" 65 chambres (5ème étage) + Loue 1 Appart F5, 1er étage, entrée individuelle, caféteria 150 m², douche 120 m² - à ORAN - 24 - 26 Ave Cheikh AEK angle Rue Khat Salaf - Medioni - ou loue chaque activité à part - Tél. Mobile : 0661.20.81.95 - Fax : 041.58.85.11

A vendre villa 842 m², 2 façades à Hammam Bouhdjar, située sur grand boulevard, conviendrait projet touristique. Tél.: 0792.54.69.62

A vendre belle villa 420 m² R+1, 2. Courbet près du café Trait d'Union - Tél: 0697.56.88.94 - 18 sur 10 m, palmiers, pelouse, confort total, groupe électrogène, piscie eau de source. Renseignement complémentaire et prix Ap. visite : 0661.12.11.56 et pour visite : 0777.20.11.33

A vendre villa à Maraval R+2. Sup. 330 m². Bien située avec douche commerciale 11 cabines + grand garage + 1 local - Tél : 0554.80.19.23

A vendre villa R+1. 145 m² - R. 116.5 m² bâtis : salon + cuisine, SDB + Haouche, WC. 1er : 3 chambres, une salle, un gd hall, WC. 2ème une pièce + terrasse - fini à 100% - toutes commodités. Eau H24. Elect. Gaz de ville. Chauffage central + visio-phone alarme + garage électrique avec télécommande - Tél : 0770.61.64.70

A vendre villa + bain maure (Hammam) R+2. Superficie 333 m² - AIN TEMOUCHENT - Contacter au Tél : 0776.96.46.01 - 0770.23.47.80

Part. vend ou loue Maison, prestation luxueuse. 314 m² habitable + garage + cour - EL MELLAH - W. AIN TEMOUCHENT - 0033.6.73.56.99.48 / 0033.6.33.02.14.77 / 0554.56.49.80

A vendre villa rez-de-chaussée 214 m² - 4 pièces, cuisine, WC, salle de bain - Les Castors - ORAN - Tél. 0554.57.28.87

Loue villa R+2 / Roche / S.B.A. à Société nationale ou internationale. RDC (340 m²) entrée avec garage: 52 m², 04 locaux (peuvent servir de bureaux), 01 cour 80 m². 1er étage (250 m²): Salon, SAM, 2 Ch., hall, 2 terrasses, 2 balcons, 1 cuisine, SDB + WC. 2ème étage (190 m²): salon, 4 Ch., 04 terrasses, SDB + WC, hall. Possibilité d'ameublement - Tél. 0791.96.89.30

Vends villa R+1. Actée. Prix intéressant avec 06 Ch. + 01 Sbj. + 01 Cuis. + 01 garage + 02 SDB + jardin. Cité Kara II ES-SENIA / Vends 02 locaux commerciaux de 37 m² chacun Cité 200 Logts LSP OUED TLELAT - Nous contacter au 0696.76.21.75

URGENT: Vends en KABYLIE Maison terminée à 80%. Style Provencal (90 m² Habitable). Vue panoramique sur la vallée de la Soummam, avec 4.800 m² de terrain (Rendement huile annuel 300 à 500 litres). Faire offre - Tél : 0770.13.61.09 - 0772.04.82.79 (Algérie)

Vends ou échange villa en R+1 - 220 m² - sur les hauteurs de FLEURUS 15 Km d'Oran. Nlle construction. Vue panoramique sur la ville - Tél : 0554.31.56.67 ou 0772.20.47.08 - Prix : 1 Md 800 U négociable

Loue à Oran face Hôtel Sheraton, villa style mauresque (R+1). Conv. comme Maison d'hôtes ou Représentation. E/S: salle de 40 m² + garage 3 Voit. + Gde cuisine + chaudière. RDC: Open Space : entrée salon, patio - séjour repas - Cuis. + terrasse. BBQ. Jardin. SDB + hammam. 180 m² bâtis sur 320 m² de terrain. Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0550.51.66.42

Vends à ORAN Hai Ibn Sina : Maison double façade 398 m² bien située, voisinage agréable - Tél : 0799.45.13.86

Cherche pour raison de santé, location d'un rez-de-chaussée ou 1er étage de villa à ORAN ou environs proches - Tél : 0770.25.85.86 - Pour une durée d'une année

Vente villa 132 m² à Eckmühl - R+2 - 2 cuisines - 6 Ch. + 1 salon - Tél : 0661.20.21.39

Vends belle Maison, nouvelle construction, standing à ORAN. Cité Petit. Bâtie sur 280 m² avec jardin, garage 4 véhicules, 2 locaux et toutes commodités. Accepte échange avec " plus petit ". Etude toutes propositions - Prendre RDV pour visites au téléphone: 0554.29.66.12

A vendre villa Point du Jour R+2 - 2 façades 18/18 - Sup. 297 m². Quartier résidentiel - Tél : 0556.04.86.18 - 0795.17.70.81 - 0770.42.37.90

Vends Maison de Maître 450 m². R+1. RDC 1 Sal. + 2 Pcs + cuisine, SDB + 2 Sanit. + local 100 m² + G. 2 Vts + puits + B. à eau + Gd jardin. 1er étage : 2 salons + 5 Pcs C. SDB + 2 sanitaires + véranda + à proximité Rue Soufi Zoubida - Maraval - Tél : 0771.32

■A.V. Immeuble R+2 - 360 m² - 03 Faç. N.C. en pleine Av. situé en pleine Av. à ORAN. RC: 04 locaux Comm. dont une Tr. belle pizzeria + dépôt. 1er étg.: Gd hall + Gd Sal. + 6 Gdes Ch. SDB + hammam + WC + cour + Balc. 18 m. 2ème étg.: Identique. Chaque étg. avec sa propre entrée. Conv. pour Sté ou Privée - Tél : 0771.78.87.06

■A vendre un lot de terrain - Acté - de 5.000 m² situé à la Zone Industrielle de HASSI AMEUR + vendis un lot de terrain de 1.000 m² situé à ORAN-Centre - Tél : 0772.07.59.55

■RETRAITE : Universitaire - ayant occupé différents fonctions : Commercial, Informatique, Gestion des Ressources Humaines, Moyens Généraux - Recherche poste en rapport avec profil, même à mi-temps - Contactez Mr ADDA au 041.32.19.50 ou 0790.69.27.59

TERRAINS

■Vends Terrain agricole de 12 hectares dont 2 hectares fruitiers à la région de SIDI BEL ABBES - Tél : 0774.776.897

■Vds lots terrain 200 m² deux façades + 280 une façade + des M. de Maîtres RDC - finies et non finies - FLEURUS (Rha) - Tél : 0550.13.19.62 - 0793.12.49.77

■A vendre un terrain industriel de 6.000 m². Viabilisé - Eau - Energie électrique de 250 KVA plus bureaux avec sanitaires, à la Z.I. d'AIN TEMOUCHENT (Possibilité de location longue durée) - Tél : 06687.41.58.60

■A vendre unité de fabrication d'équipements métalliques pour le bâtiment et la construction de 2.000 m² composée d'un local en dur de 670 m² (usinage) + un de 370 m² (assemblage + peinture) - Administration R+1 et divers locaux en bordure de l'autoroute Est - Ouest à 10 mn du port et 03 mn de l'aéroport d'Es-Senia Oran - Tél : 0661.20.56.66

■A vendre lot de terrain. Acté. Sup. 6250 m² très bien situé à l'entrée de TLEMCEM (EL KOUDIA). Cieux s'abstenir - Tél : 0554.97.40.06

■A vendre lot terrain à Belgaid en face Coop. Hachemia. Sup. 365 m². 01 façade 10 m - Tél. 0772.57.58.23

■Vends des terrains à Oran-Est (Bir El Djir, Canastel, Belgaid) à partir de 150 m², usage habitation - Actés et bien situés - Ag. Immob. CANASTEL - Tél : 0770.28.60.71 - 0554.58.86.89

■Ag. Imm. vend à MOSTA (Kherouba) terrain promotionnel de 2,2 Ha. Acté + L.F + Cert. d'Urba. R+2 : Possibilité de Promesse de vente + Centre MOSTA 5.000 m² idéal pour Showroom - 1.050 m² 3 façades (Saint Charles) + Zone d'Activités ORAN 2,8 Ha. Acté + L. foncier - Contact : 0776.07.71.43

■Vente lot terrain à BOUFATIS. 2.500 m² - Tél : 0550.85.56.39

■TLEMCEM (REMCHI) : A vendre lot de terrain sup. 750 m². Acté + Livret foncier - avec 3 façades au centre-ville - Tél : 0770.16.68.59

■Cherche un terrain accidenté à louer d'une superficie de plus de 2 Hectares à proximité d'Oran - Tél : 0661.46.17.71

■Vends lot de terrain acté. S. 240 m², double façade à BOUYAKOR (entre Messirghie et Boutléis) ORAN, endroit calme climat, ser. Prix intéressant. Curieux s'abstenir - Tél : 0772.98.83.88

■Vends un lot de terrain 120 m² avec Désistement à Sidi Bachir côté de Douar Boujamaâ - Tél : 0551.84.67.03

■Vends terrains urbanisables. Actés : 3.000 m² 2 F. Ave Albert 1er - 10.000 m² (1 Ha) D. Belgaid - 380 m² 2 F. Côté Coop. Zianides C. Djamel - 840 m² 3 F. Port-aux-Poules - 216 m² 1 F. sur Bd Castors - 4.000 m² 2 F. côté Cité Djamel Oran - Tél : 0560.27.11.07

■Vends Ferme à ORAN avec équipement vache laitière, aviculture et arboriculture - Tél : 0558.33.68.90

■Vends Ferme agricole. Actée - avec terrains cultivables et irrigables (environ 24 hectares) en bordure Route Nationale sise à OULED MIMOUN W. TLEMCEM - Tél : 0560.18.05.10

■A vendre 1 lot de terrain à la Cité des 200 Logements (Ex-Cité Militaire) ES-SENIA - ORAN - 192 m². Pas de courlier S.V.P. - Téléphoner/Nour-Eddine au : 0778.40.15.20 / 0661.21.04.94

■Vends plusieurs lots de terrain : 150 m² - 200 m² - 240 m² - 270 m² - 300 m² - 400 m² - 1.000 m² - 1.400 m² à : Fermand-Ville - Douar Belgaid - Canastel - Millenium - Bir El Djir + 2.500 m², 126.000 m² Urb. - Tél : 0555.35.13.96 - 0796.59.41.03 - Ag. Immob. ADAM - Lotiss. 117 Canastel

■AG. NAJET vend terrains : 220 m² + 288 m² Bredia 380 U - 260 m² Hassi Ghala 370 U. Acté - 200 m² Bouzedjar 360 U - 270 m² El Ançor 330 U. Acté - 260 m² Saint Pierre 370 U. Acté - 110 m² Boutléis 450 U. Acté - 0777.04.46.83 - 0552.98.13.81

■A vendre lot terrain 200 m² avec plate-forme - entourage + piliers - Cité Djamel ORAN - Tél : 0555.27.17.29

■Vente terrain industriel 2 façades de 1.600 m² dont 400 m² charpente et 1.200 nu. Possibilité d'extension de 25%. Entourage avec 2 accès sis à la Zone d'Activités ES-SENIA. ORAN - 0560.34.01.20 - 0698.27.89.26

■Vends lot de terrain - Acté - Kristel-plage - Tél : 0553.98.49.69

EMPLOIS

■Devenir un praticien en normes IAS / IFRS et en Nouveau Système Comptable Financier : un Bureau de Comptabilité et d'Audit donne des Formations aux étudiants et aux cadres financiers - Tél : 041.42.14.96 / 0699.524.566

■Société Import Export recrute Directeur : Commercial (H/F). Poste à responsabilités. Bac + 3. Expérience 5+ / Salaire + prime + avantage - Envoyer CV : recrutement@cgi-dz.com

■Société Import Export recrute Assistante de direction Relation extérieure. Banque - impôt & administration. Expérience 3 ans - Envoyer CV : import@cgi-dz.com

■J.H âgé 39 ans, sérieux et dynamique, cherche un emploi comme Chauffeur (Jour et Nuit) dans une entreprise privée, particulier ou famille et ayant un véhicule en cas de besoin - Contactez-moi au Tél : 0772.27.93.39

■Pharmacien à ORAN cherche Vendeur ou Vendeuse expérimenté (e) - Tél : 0555.04.94.54

■Groupe de sociétés important recrute à ORAN - ARZEW : 01 Agent de sécurité industrielle ayant minimum 05 ans d'expérience dans le domaine - salaire motivant - transport assuré - Transmettre CV par Fax au : 041.40.31.83

■Entreprise privée à ORAN recrute Secrétaire maîtrise outil informatique - présentable et expérience exigée - Veuillez contacter : 0772.31.33.78

■Pharmacie à TISSEMSILT cherche 02 Vendeurs qualifiés - Tél : 0664.349.032

■A vendre belle villa 420 m² R+1, 2, Courbet près du café Trait d'Union - Tél: 0697.56.88.94 - Prix après visite (ORAN)

■Concessionnaire VW recrute des Mécaniciens. Exp. demandée. Niv. Min. TS / BAC, sérieux dynamique, résider à Oran - Envoyer CV : meca_pla@yahoo.fr

■Atelier de couture installé à ORAN Choupot, recrute des Couturières sur colletterie et point droit et surjet (Femme) diplômée en tailleur dame et avec expérience, sérieuse et motivé - Tél : 0770.44.23.48 - de 9 h à 18 h

■Recrute Vendeur (se) Matériel informatique. Très bonne connaissance dans le domaine - Envoyer C.V. à : INFO@LAOUFI.COM

■Cherche Vendeurs ou Vendeuses (âge 18 - 24) habitant centre-ville pour boutique d'habillement femmes - Tél : 0557.39.90.48

■Etablissement privé recrute immédiatement Médecin Généraliste, libre de tout engagement à ORAN - Envoyer CV + Photo : recutestep11@hotmail.com

■Etablissement privé recrute immédiatement Médecin Généraliste, libre de tout engagement à ORAN - Envoyer CV + Photo : recutestep11@hotmail.com

■Sté SIDI BEL ABBES cherche Architecte agréé, solide expérience, salaire motivant fixe plus variable très intéressant - Envoyer CV à : semex.etr@gmail.com

■Société en Import Cosmétique sise à ES-SENIA recrute une Secrétaire de Direction maîtrisant l'outil informatique français - anglais - Envoyer C.V. au product_cost@yahoo.fr

■Société privée à ORAN cherche une Femme de ménage âgée de moins de 30 ans - Veuillez nous contacter au 041.29.92.67

VEHICULES

■A vendre KIA Sportage Nouveau (2011). Gris Inox - 0556.20.49.53

■A vendre nouveau TIGWANE (2011) blanc - Zéro Km - Toutes options - 0556.20.49.53

■Vends Camion SONACOME K120. Année 1980 - en bon état - Tél : 0550.565.221

■A vendre CHEVROLET AVEO. Année 2011. Etat neuf. Toit ouvrant + toute option. Couleur blanche - Tél : 0770.31.07.49 - Fax : 041.26.01.95

■Vends HYUNDAI TUCSON 4x2 - Immatriculé à ORAN - Année 2009 - 65.000 Km - Prix demandé 170 U - Tél : 0771.77.25.81

■Vends 09 Symbol. Couleur blanche. Base. Clim. Année 2011 - 00 Km - 101 M - Tél : 0553.83.35.32

■A louer : Studio avec garage. F2. F3. Niveau villa 5 pièces avec garage - Tél : 0772.39.83.68 - 0770.52.37.90

■A vendre ambulance pour clinique ou société. Année 2010. Roulé 5000 Km - Veuillez contacter le 0794.58.14.16

■A vendre Case et Clark en bon état et à bon prix - Contacter 0661.20.61.17

■S.B.A. Vends BOXER Frigo année 2001. Moteur 2,5. Très bon état + FIAT DOOBLO Vitée. Année 2007 - 5 places, toutes options - Tél : 0661.29.24.24

■A vendre DACIA SANDERO 1,4 ESS (09-2010) Gris. 34.000 Km. Tout option + alarme (W.31). Prix offert 102. Prix demandé 105 - Tél : 0795.53.68.58

■Vends 207 - 1.4 L. HDI de 2010 - 22.000 Km au compteur - Tél : 0779.44.70.53

■Vends MERCEDES " VITO " . Année 2004 - 09 places - Châssis long - Toutes options sauf toit ouvrant - Roulé 300.000 Km - Tél : 0771.49.57.99

■Location Véhicules neufs climatisés - avec / sans chauffeur - Agence CAPRITOURS Services - ORAN - Tél : 0790.51.01.30 / Fax : 041.29.18.85

■Vends Bus TOYOTA COASTER. Année 2005 - Tél : 0553.14.39.87

■TLEMCEM : Vends 4*4 / AUDI Q5 / 2011. Ttes options / S-Line / Boite Auto. Couleur blanche / 1.200 Km - Tél : 0553.10.70.01

■Médecin vend MEGANE " Bérêt " 2004 - 31 - Roulé 160.000 Km - Prix offert 85 U - 0771.68.26.61

■Vends plusieurs Camions 20 T avec remorques. Diesel. Année 2004 de marque HYUNDAI en très bon état, de couleur blanche + à W. D'ORAN. Prix demandé 4.200.000,00 avec Remorque - Tél : 0555.01.70.89

■Vends Seat Leon 2.0 TDI. Année 2010. Couleur noire - ttes options - Tél : 0770.39.56.40

■Vends CLIO II. 1.5 DCI. Année 2004. Couleur grise. 183.000 Km - en assez bon état. La toutes options - Tél : 0772.23.82.85

■Vend 4x4 Kia Sorento, toutes options, km 85.000, couleur grise - Tél : 0558.86.78.82

■Achat Véhicules accidentés ou en panne Léger et Lourd - Tél : 021.91.35.62 - 0771.87.77.73 - 0771.39.49.82

■Vends Clio R.S. Sport. Couleur noire. Année 2010. Toute option. Essence. 220 Ch. Marché 36.000 Km - Matricule ORAN - N° 0550.28.55.00

■Entreprise à ORAN met en vente : 1 - Camion AVIA. Année 1983 - 2 - Camion TR SONACOME. Année 1985 - 3 - Camion 10 T SONACOME. Année 1986 - 4 - Camion 15 T SONACOME. Année 1984 - Tél : 0555.03.40.47

■Vends CLIO Camion 1,2 ESS. - 2010. Gris. 21.000 Km. Extrême. La tout option - Tél : 0661.25.28.06

■A vendre : MERCEDES Classe C - Année 2002 - W. 31 - Tél : 0662.73.92.27

■Vends Pièces détaillées pour véhicules BMW de l'année 2004 à 2011 - Tél : 0550.59.03.60 - 0550.54.50.34

■A vendre DACIA LOGAN. Gris Argent. La Toute. Année 2011 - Mobile : 0557.11.26.04 - Fixe : 041.41.39.75

PENSÉE D'ANNIVERSAIRE

C'est le 13/10/1942 qu'est né Mr MEGHRAOUI Mostefa. En ce douloureux anniversaire qui de ton vivant était joyeux, je demande à toute ta famille, tes amis et ceux qui t'ont connu d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. Que Dieu ait ton âme et t'accueille en Son Vaste Paradis. Repose en paix cher papa. Ta fille Halima

SOCIÉTÉ PRIVÉE RECRUTE Ingénieur ou TS en Electromécanique - Diplôme dans la filière. - Expérience minimum 05 ans et plus. - Connaissance en maintenance des chaînes automatisées. - Résider à Oran. Avantages : - Salaire motivant selon compétences. - Cadre de travail agréable. - Possibilité d'évolution. Envoyez votre C.V. au Fax N° 041 51 47 13 ou par E-mail : rhtechmique@yahoo.fr

Société étrangère recrute dans l'immédiat Secrétaire Ayant le profil suivant : - Expérience professionnelle de cinq (5) années. - Maîtrise parfaite de la langue anglaise et française. - Maîtrise de l'outil informatique, MS Office Programs. - Présentable, dynamique et libre de tout engagement. Lieu de travail : ORAN. Prière d'adresser votre CV par mail à : gariphamsi61@yahoo.com

DÉCÈS Les familles MANKOUR - BENAMAR - OUNES - MOUACI - BELHAOUA ont la douleur d'annoncer le décès de Mr FATMI TIDJANI Oued CHAFI Décédé en France. Veillée religieuse : Vendredi 14/11/2011. Adresse : 18, Rue Mouaffek Abdelkader. Place Sidi Bliel - Ville Nouvelle. ORAN.

FAIRE-PART ET REMERCIEMENTS Les familles OUASTI - BOUHERIZ - RIACHI - BENYAHIA - BAHOU - AOUEDE - BENTATA - SABEUR d'Oran, de Port-Say et de Maghnia font part du décès de leur cher et regretté père et grand-père Feu : Hadj OUASTI Zine El-Abidine "El-Abid" âgé de 75 ans et décédé le 11 Octobre 2011 à Oran et remercient vivement toutes les personnes qui ont compati à notre chagrin. إنا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE Il y a déjà 5 années - le 13 Octobre 2006 - que nous a quittés mon cher mari, père et grand-père pour un monde meilleur Mr Hadj BELHADI Sid Hamed dit Tedjani laissant derrière lui un vide immense que nul ne peut combler. En ce triste souvenir nous demandons à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. De la part de sa femme, ses enfants et son petit-fils. Ta femme

PENSÉE Déjà 12 ans que nous a quittés notre cher père et grand-père le 13-10-1999 ALACHAHER Noureddine Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour lui. Ta femme, tes enfants et tes petits-enfants

PENSÉE Triste et douloureux fut le 08/09/2011 où nous a quittés à jamais pour un monde meilleur notre cher père, époux et ami ACHIR MOHAMED MILOUD. Ton absence est lourde. Rien ni personne ne pourra combler le vide que tu as laissé. On n'oubliera jamais le père gentil, généreux, tendre et brave que tu étais. Ton épouse, tes garçons, tes filles et tes amis demandent à toutes les personnes qui t'ont connu de prier Allah de t'accueillir dans Son Vaste Paradis à l'occasion du 40ème Jour 13/10/2011. La famille ACHIR إنا لله وإنا إليه راجعون

REMERCIEMENTS La famille SOLTANI tient à remercier tous les proches, amis et voisins qui, de loin ou de près, ont compati à sa douleur lors de la perte cruelle du cher regretté SOLTANI BELKACEM Demeurant à Victor - Hugo Ses fils

DIVERS

Cherche Achat Matériel bonne occasion Menuiserie Aluminium - Clameuse - Torseneuse - Fraiseuse - Faites offre au 0550.57.68.88 / 0771.56.07.22 - S.V.P. H.B.

Vends 2 Echographies - TOSHIBA Sonolayer - V SAL 98B avec 2 sondes, une sectorielle 3,5 MHz et une linéaire 5 MHz - SIEMENS portable Sonoline LX avec sonde linéaire 3,5 MHz - Tél : 0772.51.28.31

Vds Semi-rigide 4,20 m Zodiac - Pro avec un moteur 40 CV YAMAHA et Remorque Satellite en très bon état - Tél : 0550.53.83.33

Besoin d'aménagement & relooking. Faux plafond - Mur en Placoplatre (BA 13) - Parquet en bois - Alucobond - Contactez-nous au : 0550.48.66.78 - E-mail : contact@hexadeve.com

A vendre 02 Appareils topographes marque "LEICA" 1205 + et 1203 + avec Télécommande - Etat neuf - Contacter Tél : 0553.49.71.05 - 0773.42.51.26

Vds Matériels pour Fondant et Nappage marque OTTO HAENSEL. GMBH Allemand - Contacter 0770.32.65.40

ORAN : Educatrice et nourrice expérience professionnelle 9 ans. Sérieuse et compétente, propose garde des Bébés (02 mois jusqu'à 3 mois) dans la journée de 7 h 30 à 16 h 30 à son domicile Cité Point du Jour : Rue A N° 16 - Tél : 0668.86.86.86

A vendre Machine à gravure à Fraise sur tous types de métal - Assistée par Micro - Laize 35 x 25 cm - Matériel neuf - Tél : 0771.56.07.22 - S.V.P. HB

Entreprise cherche Câble blindé double feuillard V1000 RVFV 4 x 120 - 4 x 95 - 4 x 50 mm, 4 x 35 - 4 x 25 - 4 x 16 - 4 x 10 mm. - Tél : 0557.11.26.04 - Fax : 041.41.16.22

Vente Matériel complet de lavage à ORAN : 2) Karcher 200 bars - 1) Compresseur 500 litres - 5) Enrouleurs - 3) Enrouleurs d'air - 4) Pompes d'huile et Accessoires - Contacter Tél : 0661.34.69.52

Vends : Rayonnage Industriel pour palettes. " Importé " - Tél : 0553.72.49.91

Vend : Charpente Métallique 3.400 m² (34 x 100 x 12). Neuve - Importée - France - Environ 100 tonnes - Tél : 0553.72.49.91

Salon d'esthétique et de coiffure "Pénélope" vous propose ses divers produits (l'Oréal professionnel - Méches - Colorations - Soins des cheveux - Tissage - Lissage Brésilien, japonais) - Adresse : 08 Rue de Savoie - Gambetta - ORAN - Tél : 0771.76.21.61

Salon d'esthétique et de coiffure "Pénélope" met à votre service les derniers soins haute technologie : Soins de visage - Massage corporel - Épilation - Manucure - Pédicure - Prothèse ongulaire - Laura Beaumont - Forever - L'Oréal Paris - Adresse : 08 Rue de Savoie - Gambetta - ORAN - Tél : 0771.76.21.61

Salon d'esthétique et de coiffure "Pénélope" met en vente la gamme Kerastase - L'Oréal professionnel - Shampoing - Masque - Sésu - Les Soins - Adresse : 08 Rue de Savoie - Gambetta - ORAN - Tél : 0771.76.21.61

Salon d'esthétique et de coiffure "Pénélope" met en vente la gamme Laura Beaumont - L'Oréal Paris - Forever (Crème - Maquillage) - Adresse : 08 Rue de Savoie - Gambetta - ORAN - Tél : 0771.76.21.61

Salon d'esthétique et de coiffure "Pénélope" met en vente des Bijoux de marque (Guess, Bulgarie) plaqués - Garantie 10 ans - Adresse : 08 Rue de Savoie - Gambetta - ORAN - Tél : 0771.76.21.61

KHENCHELA - Vds Rectifieuse de vilebrequin + Glacuse de cylindre (Bloc) - Tél : 0773.77.61.51

STOP ! Algérie Toner recharge vos toners. Copieur KYOCERA TK130/1028 / KM 1500 / 1016 / 1116 et Laser SAMSUNG 1660 / 1640 / 1910 / 4623 F / XEROX 3100 / 3200 / 3250 / 6110 / LEXMARK 420 / 430 / 640 / E232 / 332 / 250 / 350 / X34. Toner & Tambour HP 1215 / 2020 / 2025 / 3015 / EPSON M1200 / M2000 / Tambour EPSON C1100. Garantie 100% - Tél : 041.46.85.04 - 28.22.22 - 53.23.99

Orientation vers société gardiennage après Formation Agents de sécurité de groupe, à prix réduit + hébergement gratuit - Tél : 021.20.52.28 - 0799.83.15.27

Prof. de Maths, longue expérience, assure remise à niveau + cours de soutien individuels - Oran-Centre - 1AS - 2AS - BEM - Bac - 1ère année Univ. (Programmes français et algériens) - Tél : 0661.21.50.51

ETNG - Fabrication Echafaudage - Vente & Location : 18 Z.I. Bir El Djir - ORAN - Tél/Fax: 041.27.35.47 - Mob: 0771.67.32.08 - 0661.21.89.58 - Email : EURL.ETNG@GMAIL.COM

A vendre Salle à manger (Table + 06 Chaises). Prix : 40.000 DA d'origine Malaisie - Contactez-nous au : 041.328.274 - E-Mail : cityline111@yahoo.fr

ORAN. A vendre : Four à dalle (03 étages) MONDIAL FOUR 03 x 24 plats - présentement, il est en activité (très bonne occasion) - à démonter par l'acquéreur - Tél : 0795.16.67.37

Ecole El-Houria Agréée par l'Etat lance une nouvelle promotion pour "T.S." Conducteur Travaux Bâtiment" sur place ou par correspondance - Adressez-vous au : 12, Rue de Mostaganem / ORAN - Tél : 041.41.47.98 / 0770.81.45.47

Vends Ligne complète Hélogravure 6 couleurs, pour Emballage Laize 1 M - Tél : 0556.28.33.74 - 0556.28.16.01

EURL SAC PLUS propose dans le cadre "ANSEJ" - CNAC "Machines fabrication Sac plastique et autres Machines - Tél : 036.86.26.50 - 0555.62.34.93/94.95 - www.eurlysacplus.com

A vendre Fardéuse pour bouteille de détergent + un Torréfacteur (Hamasa) pour arachides et amandes - Tél : 0661.98.09.22

A vendre Matériel de bonbon dur (Rouleaux + Fileuse + Fourreuses + Presse + Refroidisseur) en bon état de marche, d'origine Germany et Enveloppeuses - Possibilité de vendre en cadre (ANSEJ) - Tél : 0661.98.09.22

Particulier spécialisé en forage de carrières Offre ses Services. longue expérience - Mobile : 0775.32.97.46 - 0777.24.48.60

MOSTA. Vends Unité complète en début de production Buse béton marque allemande. Presse - Centrale à béton - Mannequin - Matériel complet - Tél. 0558.04.13.15

Marbrerie de Hassi Labiodh - CHTELBO ORAN met en promotion dix Couleurs de Marble et Granite - Ouvert : Sam. - Mer. 08 h - 16 h - Jeudi : 08 h - 12 h - Tél : 0770.91.35.89

L'Ecole de Cuisine et de Pâtisserie forme : Cuisinier - Pâtissier - Pizzaiolo - Réceptionniste - Serveur - Gâteaux orientaux - Carteau HLM ORAN - Tél : 0770.76.34.27 - 0555.11.47.80 - 0665.70.63.40

Technicien en Commerce Internl Marketing : Formation 9 mois, 5 modules : Commerce Internl. Economie de l'Ent. Marketing. Communication. Statistiques. Professeurs de haute qualité. (+ 25 ans d'expér.) Niv. d'accès 1er AS et +. Inscription ouverte. L'école de formation Agréée IBN KHALDOUN : 91, Rue L. B. M'hidi - Miramar (face BADR) - ORAN - Tél./Fax : 041.39.68.86 / 0550.02.21.15

Vends : Echographe SIEMENS SL1 une sonde - Echographe TOSHIBA 2 sondes (3,5-7 MHz). Très bon état et prix - Tél : 0771.82.56.95

Vends Echodoppler HITACHI VICTORIA EUB 6000 Couleur Energie + 3 Sondes 3,7 7,5 + Endocavitaire - Tél : 0770.30.30.32

Vous entendez mal ? Votre enfant entend mal ? AUDIFEL vous offre un Bilan audio-prothétique gratuit - Pour prendre rendez-vous téléphonez au : 0661.10.35.01 ORAN - 0661.10.35.06 MOSTAGANEM

Vtre : (2) Peseuses Atoma. Fran. (1ère) deux têtes (2ème) 3 têtes en Inox de 10 Gr. à 10 Kg - Conche 250 Kg France - Moule tablettes 100 Gr Hollande - Groupe Froid - Tél : 0550.43.44.23

A vendre une Chaîne de 3 Machines neuves d'origine France pour la production de la Compressé médicale - Tél : 0770.53.06.12

Vente Monte-charge pour logements : 400 Kg / 50 M / 380 Volts - Disponible - Mob: 0778.51.49.82

Vends Matériels de fromagerie : une Machine Portionneuse avec Bloc Etiquetage "KUSTNER AV" avec Chaudière à vapeur et Ciseur et une Pompe à vide et les Moulés - Tél. 0553.81.36.06

Cherche Associé pour Financement d'un Scanner dans Cabinet médical de radiologie en bonne activité et bon emplacement à ORAN-Ville - Tél : 0770.25.85.86

A vendre : 01 Ensacheuse capacité 1200L/Heure - 01 Convoyeur Inox 3 M. - 3.000 Clayettes - Caisnes - Tél : 0696.20.30.11

Vends Compresseur ROCK Français Type R. 80 V. 6 Cylindres. Moteur plombé - Tél. 0662.70.34.36

A vendre Matériel complet de Pizzeria : Présentoir, Table de travail, Four, Frigo vertical, Tables, Chaises, Machine à crème et beaucoup d'Accessoires - ORAN - Tél : 0551.66.51.39

A vendre lot des Moteurs CUMINS modèle NHC 250. 250 CV + Moteur GM Detroit V.12. 400 CV en marche + Convertisseur KOMATSU D 155 A. Très bon état - Contacter : 0661.20.34.08 / 0552.82.23.09

Vends Usine d'aliment 07 Tonnes/heure. Presse à granuler 05 Tonnes/heure. 03 Silos total 1.200 tonnes. Incubateur Eclosoir PE-TERSIME 57600 et 19200 - Très bon état - Tél : 0555.03.46.03 - 041.44.15.97

Prof. de Sciences naturelles donne Cours individuels ou par groupe pour les Niveaux secondaires 1AS-2AS-3AS - Contactez le N° : 0797.96.26.47

A.V. Matériel de Musculation Professionnel à ORAN - 0558.48.11.31

Cherche un Registre de Commerce et Statut de Promotion Immobilière à ORAN (qui veut se désister et de préférence un Registre vierge) - Tél : 0555.48.21.05

Vends Compresseur D 45 (ENMTP) 2010 avec Marteaux 30 Kg et Flexible 30 m plus 2 Pics - Tél : 0795.29.67.02

Vends un ancien lot Tuiles de toit avec madriers en bois de type sapin d'un hangar Sup. 300 m². Existait de fère coloniale à ORAN Commune EL BRAYA - Tél : 0550.31.81.01

Vends Matériel complet pour Salon de coiffure et esthétique avec meuble - à ORAN - Tél : 0771.86.02.82

Pour tous Travaux d'électricité - Réparation Pompe - Chaudière - Installation d'armoire électrique : Appeler au 0772.80.22.46

Vends Matériel deux Chaines de contrôle technique. Complet (Scanner) - Tél : 0773.15.00.72

A vendre Presse d'atelier d'entretien à descente électrique et manuelle puissance 50 T - Tél : 0792.91.10.70 - 0595.94.95.01

A vendre Matériel de Dégraissage marque BOEVE. occasion 1ère main - Tél : 0698.428.722 - SIDI BEL ABBES

TLEMCEN : A vendre Girotoire CFBK 3 pieds Bull CAT D9H 1984 sans moteur - Tél : 0561.33.30.31

Vends Robot Eplucheur de Pomme de terre + Machine de frite - Coupeuse - Marque DITO SAMA - Tél : 0664.91.55.58

Cherche pour Achat Destructeur de papier GM (Déchiqueteur) - 0661.69.13.29 / 0771.24.97.77

A vendre : Machine Injection BILLON 550 tonnes - MAIKO 450 tonnes - Refroidisseur 50.000 V.R.O. - Tél : 0550.22.41.34

A vendre un lot de Seaux Emballage 10.5 L - Tél : 0550.22.41.34

Pour toutes Réparations de Coffres-forts bloqués : Appeler le N° 0697.75.31.14 ou N° 0555.94.43.27

ORAN - Vends Frigo pour Cafétéria avec Hotte + Pièces électroménager. Robot + Machine à louer. Four pizza. Comptoir Mischler 2,50 m - Tél. Mohamed : 0771.20.16.36

UniBeauté. Ecole professionnelle du bien-être lance des Formations d'esthétique dans les spécialités suivantes : Soins de visage - Épilation - Maquillage - Manucure & Pédicure - Massage - Pour plus de renseignements contacter au Tél : 041.53.32.23 ou nous rendre visite.

Loue Licence Café à 100% - Contacter : 0775.97.97.20 (Mr BLAHA)

Loue Licence Café à 100% - Contacter : 0775.97.97.20 (Mr BLAHA)

Entreprise Travaux Bâtiment cherche des Projets en : Démolition - Construction - Maçonnerie - Electricité - Ferronnerie - Peinture - Plomberie - Etanchéité (Etude - Réalisation). Expérience - Contactez Amine : 0771.85.21.77

Vente Matériaux de construction à domicile : Briques 12 trous, 8 trous - Sable - Gravier - Ciment - Parpaing ...etc. - Contactez Amine Tél : 0771.85.21.77

FRANCE ALU. Groupe KS. Usine de Fabrication - Disposons de Volet Roulant Alu toute dimension sur demande Origine France Fourniture et Pose - Mr LAURENT. Fax : 041.46.18.96

Matériel : Chamb. Froid. Frigo 2 portes français. Matériels vulcanisateur. Lot bouteilles CO2 (16) + Châssis Berliet 260 avec carte grise. Compresseur industriel central. Différents Compresseurs à air. Compresseur Atlas Copco neuf. Lot Pièces de rechange occasion et neuves (quantité). J5 Ambulance médicale + Lot Vêtements Adultes + Extincteurs - Tél : 0771.50.93.81

Offre Prestation en Sculptage - Gravure et Fraisage numérique sur Forex - Bois - Alucobond - Aluminium - Plexi... etc. - ORAN - 0771.17.88.22 - 041.34.42.35

Vends Pharmacie Fonds de commerce - Non sérieux s'abstenir - 0770.57.57.12 - à partir de 18 h

Vends Matériels et Ameublement de coiffure neufs. Prix très intéressants : 2 Postes de travail. 2 Fautouils d'attente. Meuble rangement avec tiroir - Nous contacter au 0771.76.21.61

DÉCÈS

Les familles GORA et MOKHEFI font part du décès de leur grand-mère, mère et sœur, Mme GORA Kheira née MOKHEFI à l'âge de 84 ans.

L'enterrement aura lieu le 13/10/2011. Domicile mortuaire : 33, rue Touâa Kada, Choupôt, à l'heure du Dhor.



PENSÉE

Notre cher et regretté RABAH BOUAZIZ nous a quittés le 11 Octobre 2009.

En ce jour, nous demandons à ses valeureux compagnons et compagnes d'armes, à ses amis et à la jeunesse algérienne en quête d'un avenir digne, d'avoir une pensée pour le courageux patriote qu'il a été et pour tous les moudjahidines disparus. Depuis son jeune âge, il s'est engagé dans le combat pour une Algérie libre et juste envers tous ses enfants. Il a d'abord milité dans le mouvement scout (SMA) puis dans le PPA - MTLJ jusqu'au déclenchement de la lutte armée. Alors qu'il était commissaire politique dans la Wilaya IV historique, il a été envoyé en France, sur ordre du martyr ABBANE Ramdhane, avec pour mission l'ouverture d'un second front armé sur le sol même de l'ennemi. Il a assumé cette mission de 1957 jusqu'à l'indépendance, au sein du Comité Fédéral dont il était le Responsable de l'Organisation Spéciale (OS) et du Renseignement. Après l'indépendance il a servi l'Algérie toujours dans l'esprit de la Charte de la Soummam, comme Député à la première Assemblée Constituante, comme Wali d'Algier puis comme PDG des premières tanneries algériennes. Malgré ses désementements, il a gardé confiance jusqu'à la fin de sa vie dans la capacité de la jeunesse, et en particulier avec la mobilisation des femmes, à réaliser une Algérie républicaine véritablement démocratique, fondée sur la tolérance, l'égalité des chances, le civisme, la protection des faibles. Une Algérie débarrassée de l'arbitraire, des privilèges indus de ses hauts corruptus et autres usurpateurs. Arezki, Yamina, Mourad, Mahmoud, Salima, Dahbia.



CONDOLÉANCES

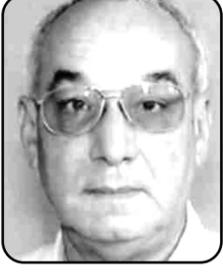
Une grande Dame vient de tirer sa révérence dans le calme et la pudeur. Il s'agit de Madame RACHIDA REGUIEG.

Mr Baghdad ARROUMIA, gérant de la boutique " LALLA LAËROUSSA ", très affecté pour cette perte cruelle, tient à présenter ses sincères condoléances à sa fille et toute sa famille, ainsi qu'à sa grande famille de " la radio El Bahia ". Repose en paix " Rachida ".

إنا لله وإنا إليه راجعون

REMERCIEMENTS

La famille BENAMRA, très touchée par les nombreuses marques de sympathie témoignées suite au décès de son cher et regretté époux, père, grand-père, frère, oncle, beau-père et beau-frère BENAMRA Aii Survenu le 05 Octobre 2011 remercie les proches, amis et voisins de leur soutien et de leur présence à ses côtés lors de cet événement douloureux.



إنا لله وإنا إليه راجعون

AFFAIRE A SAISIR

(Cliniques, Hôpitaux) Société en liquidation vend 02 AUTOCLAVES STERILISATEURS A VAPEUR (sous emballage) Marque MOREAU et Fils FRANCE - Avec double cuve cylindrique 310 litres 2 portes coulissantes à transfert vertical manuel, Chaudière incorporée en acier inoxydable : Contenance : 24 litres, 30 KW : 240 Volts Automate OMRON 41 Pts Contact : 0555 03 55 45

La société MAGHREB DENTAL INDUSTRY, organise une vente promotionnelle d'Autoclave classe B - Marque EURONDA Italie, leader Européen dans la fabrication d'autoclaves. - Possibilité leasing. www.euronda.com www.mdi-dentaire.com - info@mdi-dentaire.com Service commercial Tél. : (041) 58.10.60 / Fax : (041) 58.10.82

Sté Privée à Oran, Sect. : Distribution Prds. grande consommation recrute : Candidats pour poste de Vendeurs, expérience non exigée, formation assurée. Niv. : BAC+, PC léger (+2 ans min), âge >25, bonne santé physique et morale. Profil recherché : sérieux, discipliné, supporte la pression, relève les défis. Envoyer CV + Photo & Lettre de motivation : recrute.dist@gmail.com

CLINIQUE PRIVÉE Recrute à plein temps MEDECIN ANESTHESISTE - REANIMATEUR Contacter : 041 42 65 54 07.73.64.28.71

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRIVÉE RECRUTE : Ingénieur ou T.S. en agro-alimentaire homme ou femme Conditions : -Diplômé dans la filière - Expérience exigée dans le secteur agro-alimentaire - Maîtrise de l'outil informatique - Résider à Oran -ville - Poste occupé : responsable de qualité. Avantages : - Rémunérations suivant compétence - Situation stable et évolutive - Transport assuré. Envoyez votre CV au fax n° :041/51/47/13

SAÏDA Donne en location 03 étages d'un immeuble sis au centre-ville carrefour Franz Fanon - lycée de jeunes filles, dotés de toutes commodités pouvant convenir à tout type d'activités. Attenant Showroom Hyundai. Superficie de 600 m² à 1.800 m² - Contacts : Mobile : 0661 23 64 40 / 0770 12 35 61 Tél. / Fax : 048 47 80 80

Dental Ouest La SARL DENTAL OUEST informe son aimable clientèle d'une promotion exceptionnelle des Autoclaves 22 Litres Classe B. Bienvenus à notre siège sis au : 41, Rue Cheriet Ali Chérief (Ex-Cavaignac). Nous sommes à votre entière disposition pour toute information. Veuillez nous contacter au TEL : 041 33 25 40 / 041 33 45 09 / 041 33 27 84

USINE DE TRAITEMENT DES EAUX RECRUTE ELECTROMECHANICIEN CONFIRME Interventions sur Moteurs et Pompes • Dépannage en Armoires électriques ORAN ET SES ENVIRONS. E-MAIL : recrut.stereau@yahoo.fr

Une secousse et des répliques

Panique à Ouled Rahmoun

Dans la nuit de mardi à mercredi, quatre secousses telluriques ont été enregistrées sur le territoire de la commune de Ouled Rahmoun, à l'est de la wilaya de Constantine.

R. C.

Survenues aux environs de 22 heures 30, ces secousses ont provoqué une grosse panique au sein de la population dont la majorité, notamment ceux habitant les étages supérieurs, dont certains ont quitté précipitamment leurs logements et restés de longues heures à l'extérieur.

D'après les habitants de la localité «les secousses sont devenues très fréquentes et cela, depuis le mois de ramadhan, ce qui inquiète et nous oblige souvent à évacuer nos demeures pour éviter des accidents».

Les services du CRAG questionnés sur ce qui s'est passé indiquent en effet, que la première secousse s'est produite exactement à 22 heures 29 et était d'une magnitude de 2,9 sur l'échelle de Richter. Son épice centre a

été localisé à 10 kilomètres au sud de la commune d'El Khroub. Cette secousse a été suivie par trois autres répliques plus puissantes, enregistrées respectivement à 03 heures 27, 03 heures 44 et enfin à 07 heures 34 hier matin et dont la magnitude ne dépassait pas 3,1 sur l'échelle de Richter.

Le responsable du centre régional du CRAG de Constantine Mr Amrani Azouz a déclaré que «cette région est souvent le théâtre de ce genre de secousses assez modérées qui ne dépassent généralement pas la magnitude de 4,1 sur l'échelle de Richter». Notre interlocuteur ajoute que c'est une activité sismique normale qui ne provoque généralement pas de dégâts, sauf bien sûr un peu de panique et surtout à proximité de l'épicentre comme cela a été le cas à Ouled Rahmoun.

El Khroub Des retards à rattraper

A. Mallem.

Une session spéciale de l'Assemblée populaire communale d'El-Khroub s'est tenue mardi dernier et a planché sur plusieurs questions d'actualité au niveau de cette commune, notamment l'enseignement et l'aménagement urbain, à propos desquels la prise de décisions urgentes a été rendue nécessaire compte tenu des retards signalés dans la réalisation des projets programmés. Contacté hier matin, le président de l'APC, M. Hemaizia Boubekour Seddik, a confirmé que cette session spéciale a été consacrée notamment à l'examen de deux grands dossiers dont la solution revêt effectivement un caractère d'urgence compte tenu des circonstances. Il s'agit de l'achèvement de quelques projets contenus dans le programme d'aménagement urbain, entre autres la réfection des routes interurbaines et celles de quelques quartiers de la ville, comme la cité Spiga, a indiqué le maire, et de l'assainissement dans certains quartiers de la ville d'El-Khroub.

C'est un secteur où l'on a enregistré beaucoup de retard, a affirmé M. Hemaizia. Des projets dont les délais de réalisation sont prévus avant la fin de l'année en cours sont à l'arrêt et l'APC a pris la décision hier de relancer ces chantiers pour lesquels une enveloppe globale de 15 milliards de centimes environ a été dégagée. Notons à ce sujet que les dernières pluies qui se sont abat-

tues sur la commune ont causé des dégâts dans plusieurs secteurs et établissements publics, notamment l'inondation de l'école Ben-M'hidi.

Le second grand dossier examiné par les élus porte, selon M. Hemaizia, sur le secteur de l'éducation. Dans ce cadre, a-t-il indiqué, l'organe délibérant a approuvé la construction d'une école de 12 classes de 1000 places pédagogiques à la nouvelle ville Ali Mendjeli pour une somme de 7 milliards de centimes, et l'aménagement d'une cantine d'une capacité de 200 repas par jour au niveau de l'école Ben-M'hidi dans la ville d'El-Khroub pour un montant de 1,2 milliard de centimes.

Enfin, sur un autre registre et toujours dans la commune d'El-Khroub, deux opérations d'éradication du commerce informel, menées par les services techniques de l'APC avec l'aide des services de la sûreté urbaine, ont été déclenchées ces derniers jours dans le chef-lieu de daïra et dans la nouvelle ville Ali Mendjeli. La première s'est déroulée mardi matin au niveau de la cité des 1600 logements d'El-Khroub et a permis de déloger 24 commerçants informels qui avaient squatté les lieux. La seconde opération a eu lieu le même jour, au niveau de la nouvelle ville Ali Mendjeli et a visé plusieurs quartiers en délogeant le commerce informel et les activités parasitaires installées sur la voie publique et gênant considérablement l'environnement et le déplacement des citoyens.

Session ordinaire de l'APC le 20 octobre

La session ordinaire de l'APC de Constantine tiendra le 20 octobre prochain sa session ordinaire. Selon un communiqué de ladite assemblée, cette rencontre qui débutera à 09 heures dans la salle de délibérations, permettra aux élus de la ville de débattre de plusieurs sujets dont notamment les marchés et avenants contractés, le budget de la commune, le patrimoine, le programme des urgences retenues, et enfin des questions diverses. A signaler enfin que la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya programmée pour hier mercredi, a finalement été reportée au 19 octobre prochain.

La Sonelgaz sensibilise

Dans un communiqué adressé hier à la presse, la direction de la distribution de Ali Mendjeli, filiale de la SONELGAZ, annonce l'organisation d'une conférence de presse dans les locaux de sa direction générale situés à Bab El Kantara. Selon ce communiqué, une campagne de sensibilisation destinée au grand public, sera lancée à cette occasion. Les thèmes proposés sont les risques liés à l'utilisation du gaz et les moyens de prévention, le bilan des accidents domestiques ayant provoqué des asphyxies durant la période de 2010 et 2011, et enfin les objectifs et supports de cette campagne.

Les chiens errants menacent

Encore une fois, des citoyens signalent une prolifération des meutes de chiens errants qui n'hésitent pas à s'attaquer aux passants, soulignent-ils. Et de citer l'exemple de plusieurs personnes attaquées très tôt le matin, lorsqu'elles se rendaient à la prière du matin (Fadjr). D'autres signalent ces hordes même à l'intérieur des cimetières à l'exemple de celui de la ville de Ouled Rahmoun. A Massinissa dans la ville d'El Khroub, à la nouvelle ville Ali Mendjeli, au quartier du Djebel Ouahch, à Bab El Kantara, des gens disent craindre de sortir de nuit par peur d'être attaqués. «Cela fait assez longtemps déjà que les services d'hygiène ont abandonné la capture de ces bêtes dangereuses et leurs nombreux appels aux concernés disent-ils, sont restés sans réponse».

Un riche programme

Selon la direction de la culture de la wilaya de Constantine, plusieurs manifestations culturelles sont prévues pour les journées à venir. Ainsi, aujourd'hui jeudi 13 octobre, à l'occasion de la clôture du quatrième festival de la poésie féminine, le théâtre régional de la ville abritera à partir de 09 heures, par la distribution de prix aux lauréates au concours national. Après cette cérémonie, il sera fait lecture des recommandations et conclusions du festival et distribution de prix. Cette rencontre sera clôturée par une soirée musicale avec le chanteur Abbès Righi. Le 16 octobre prochain, la ville abritera une autre manifestation culturelle avec des artistes venus de la wilaya d'El Tarf qui se déroulera dans les locaux du centre culturel Mohamed El Aid El Khalifa. A noter enfin que contrairement à ce qui a été annoncé hier, la rencontre sur la vie de Abdelkader Aloulou, est programmée à ce centre culturel au lieu de Malek Haddad.

A. C.

Des riverains perturbent le cours du chantier Le pont de Sidi Rached sera-t-il rouvert à temps ?

A. El Abci

Le pont de Sidi Rached actuellement fermé pour des travaux de confortement pour 70 jours, risque de voir cette durée allongée du fait que les habitants dont les maisons sont sous le grand porche, empêchent la poursuite des activités du chantier en signe de protestation contre «des pierres qui n'arrêtent pas de leur tomber sur la tête», disent-ils.

Selon les habitants «ce sont les travaux qui sont actuellement effectués pour la réhabilitation du pont en question, qui sont la cause de détachements de morceaux entiers des arches de l'ouvrage».

D'ailleurs, toujours selon leurs dires, «une des habitations de la rue qui passe sous le pont (avenue de Roumanie), située juste en dessous a vu dernièrement son toit s'effondrer du fait des travaux de confortement actuels».

Et les protestataires de déclarer «être déterminés à ne pas permettre la poursuite de ces travaux, si une solution n'est pas dégagée en faveur de leur logement dans des habitations neuves ou toute autre solution satisfaisante.» Leurs déclarations sont réfutées en bloc

par le directeur des travaux publics, Mr Ramèche, qui supervise l'opération des travaux et qui souligne en réponse à la question qui lui a été posée «en vérité, dira-t-il, il s'agit de vieilles maisons dont les lézardes des murs et les effondrements de toits, ne sont nullement liés aux travaux en cours pour sauver ce monument historique, le plus important et le plus prestigieux des ponts de la ville, mais relève plutôt de leur ancienneté et du poids des ans qui passent, aggravés bien sûr par les intempéries. Et d'ajouter que, «cette réaction extrême des habitants, n'aura en réalité qu'un effet négatif sur les délais des 70 jours fixés pour ces travaux de réhabilitation et de confortement du pont et donc un retard sur la date de sa réouverture à la circulation automobile et des piétons.»

Le directeur des travaux publics confirme l'opposition des habitants à la poursuite des travaux et même à leur blocage, durant près de deux jours, mais affirme «qu'avec l'aide et l'intervention du wali et du chef de daïra, le chantier a rouvert hier matin et les travaux ont repris normalement et sans autre difficulté».

Vers la création d'un «club de neurologie médecine interne»

A. Mallem

La grande salle Abdelhamid Benbadis de l'université des sciences islamiques de Constantine abritera aujourd'hui la 4e édition des «Journées de neurologie libérale de l'Est», organisée par l'association des neurologues libéraux de l'Est.

Selon les organisateurs, cette nouvelle édition verra la participation d'un grand nombre de professeurs de neurologie et des professeurs en médecine interne, qui viendront de tout le territoire national. Il y aura également des réanimateurs, des rhumatologues, des spécialistes en endocrinologie et en urologie, des généralistes de l'Est algérien et des paramédicaux. Ainsi, entre 300 et 350 praticiens seront présents, ont assuré les organisateurs, et ce du fait que le thème de la journée, «Neurologie et médecine interne», concerne plusieurs disciplines médicales. A propos du choix de ce thème, le docteur Alliouache Ahmed, du service neurologie du CHU de Constantine, nous a expliqué hier «qu'il y a beaucoup de pathologies-frontières entre la neurologie et la médecine interne et beaucoup de spécialistes travaillent sur cette question». A ce

propos, a déclaré notre interlocuteur, l'association compte créer un club neurologie-médecine interne, car, selon ce spécialiste, les pathologies de médecine interne peuvent se compliquer de maladies neurologiques et neuropsychiques également.

Pendant cette quatrième journée qui sera animée par des communications sur le thème, les intervenants vont essayer de rapprocher les idées élaborées dans les deux spécialités en définissant les méthodes de prise en charge des malades entre neurologues et internistes, entre neurologues et rhumatologues, entre neurologues et hématologues, etc., «toutes ces maladies qui n'ont pas encore de statut particulier», a précisé le Dr Alliouache.

Les travaux des journées vont être couronnés par des recommandations sur les méthodes de prise en charge pluridisciplinaires des malades de façon adéquate par les différents spécialistes. La principale de ces recommandations portera sur la création d'un «club de neurologie médecine interne, comme je l'ai signalé au début, et sur les grandes prescriptions thérapeutiques pour les malades.»

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

15 dhou el-qida 1432
El Fedjr 05h13 Dohr 12h20 Assar 15h32 Maghreb 18h04 Icha 19h22



Equipe nationale - Pour préparer la Tunisie et le Cameroun Le prochain stage programmé le 7 novembre

Kamel Mohamed

À la fin du match Algérie-République centrafricaine, le sélectionneur national Vahid Halilhodzic avait donné rendez-vous aux joueurs pour le prochain stage en leur lançant que «certains seront parmi nous et d'autres non». Un message qui a refroidi les joueurs après l'éphémère joie de la victoire contre la Centrafrique. Le prochain stage de l'équipe nationale est prévu le 7 novembre au centre de préparation de Sidi Mousa et interviendra aux dates FIFA. Il durera une semaine et sera ponctué de deux matches amicaux, le premier contre la Tunisie, le 12 novembre et le deuxième contre le Cameroun le 15 du même mois. Les deux rencontres se dérouleront à Alger et Blida. D'ici là, les joueurs seront sur le qui-vive du fait du message lancé par Halilhodzic. Selon des informations recueillies auprès de la FAF, des joueurs ne reviendront pas en équipe nationale, faisant observer que le technicien bosniaque a carte blanche. A la FAF, on

a mis en exergue le bilan «assez positif» de Halilhodzic qui a récolté quatre points sur les six possibles en deux matches et a réussi à chasser chez les joueurs la hantise du 5-Juillet. «Halilhodzic a carte blanche pour effectuer les changements qui s'imposent d'autant plus qu'il a pris en main une équipe éliminée. De ce fait, il a toute la latitude de renvoyer des joueurs n'ayant pas pu continuer sur la lancée des dernières participations aux phases finales de la CAN et de la coupe du monde 2010», explique-t-on à la FAF. Fort de cette confiance, le Bosniaque s'apprête à «révolutionner» l'équipe. Les deux décisions lourdes qu'il a prises n'ont pas eu d'incidence sur le groupe, à savoir l'éviction de Ryad Boudebouz et de Karim Ziani. Deux décisions qui s'apparentent à des avertissements aux joueurs qui faisaient la loi au sein de l'équipe nationale. Lorsque Halilhodzic fait les éloges de Moumen Djabou qu'il compte promouvoir en tant que meneur de jeu de l'équipe nationale, le message est

adressé en fait à Boudebouz et Ziani. Dans le même sillage, on annonce la sélection de nouveaux éléments dès le prochain stage. En plus de Hachoud, Tedjar et Bounedjah, le sélectionneur national espère bénéficier des services de Feghouli dont le dossier administratif a été transmis à la FIFA pour changer de fédération. Halilhodzic compte également faire appel à Soudani et d'autres surprises dont il avait déjà parlé. Mourad Meghni ainsi que Boudebouz et probablement Ziani pourraient effectuer leur retour, mais il ne faut pas perdre de vue les intentions de Halilhodzic qui souffle le chaud et le froid chez les joueurs afin de les pousser à se maintenir en forme et surtout à s'engager davantage en faveur de l'équipe nationale. Il a déjà indiqué disposer d'une liste de 40 joueurs dont quatre gardiens de but, tout en précisant qu'il dégagera une liste de 24 joueurs avant le début des éliminatoires de la CAN-2013 dont l'entame est prévue en février 2012. La balle est dans le camp des joueurs.

Ligue 2 L'USMBA et le MOB risquent gros

M. Zeggai

Le championnat de la Ligue 2 entamera demain sa sixième journée qui s'annonce apparemment favorable au CABBA appelé à conforter son fauteuil de leader. En effet, les Bordjis, revigorés par leur succès acquis à Bejaia, sont idéalement placés pour venir à bout du RCK, en butte toujours à une crise interne. Si le Ahly a le vent en poupe en ce début de saison, il n'en demeure pas moins que ses deux dauphins, l'USMBA et le MOB risquent gros en déplacement. Les gars de Bel-Abbès qui se rendront à Bechar n'auront pas une partie de plaisir face à la détermination des Sudistes de Bechar, lesquels visent la deuxième place. De son côté, le MOB

ira à Mostaganem défier une équipe de l'ESM qui est condamnée à gagner pour mettre fin à cette série noire de quatre matches sans victoire. A Oran, au stade Ahmed Zabana, l'ASMO vise la seconde place dans le derby qui l'opposera au SAM. Les Ameur Yahia, Balegh, Chaouti et consorts disposent de solides arguments à faire valoir pour engranger les trois points. A Hydra, le PAC vise, face à l'USMA, une seconde victoire consécuti-

ve après celle ramenée de Bel Abbès. C'est le cas également du MOC qui recevra le MSPB. Mais les Mocistes devront tout de même se méfier de leurs homologues de Batna qui peuvent créer la surprise. L'USMB, quant à elle, sera à Biskra pour croiser le fer à huis clos avec l'USB dans un match ouvert.

Enfin, pour l'ABM, version Ahmed Slimani, la victoire devant l'OM est impérative pour améliorer sa position au classement.

Vendredi à 16h00

Bechar:	JSS	-	USMBA
Oran:	ASMO	-	SAM
Biskra:	USB	-	USMB
Hydra:	PAC	-	USMA
Merouana:	ABM	-	OM
B.B. Arreridj (18h):	CABBA	-	RCK
Mostaganem (18h):	ESM	-	MOB
Constantine (18h):	MOC	-	MSPB

Inter-régions Est Le MBC en arbitre

M. Benboua

Incontestablement, le MB Constantine est appelé à jouer le rôle d'arbitre lors de cette quatrième journée dans ce groupe, dans la mesure où il reçoit dans son jardin l'un des deux co-leaders, le HB Chelghoum Laïd en l'occurrence.

N'ayant pas enregistré la moindre victoire jusqu'à présent, le MBC est tenu de sortir le grand jeu devant ses supporters, même si les visiteurs n'ont pas l'intention de revenir bredouilles. Quoi qu'il en soit, un succès permettrait non seulement aux Constantinois de reprendre confiance mais pourrait faire également les affaires de l'autre occupant du fauteuil, l'IRB El Hadjar, à condition que

ce dernier vienne à bout de l'ES Bouakeul. Pour sa part, les deux dauphins, le NRB Grarem et l'US Tébesa, évolueront en dehors de leurs bases. Les gars de Grarem se rendront à El Milia pour affronter le CRB local, lequel tentera d'empocher sa première victoire de la saison, alors que les coéquipiers de Benarfa voudront bien rebondir du côté de Souk Ahras, où l'ESSA ambitionne de se racheter auprès de ses supporters, après ses derniè-

res sorties ratées. Dans le ventre mou du classement, le WMM Tébesa, qui a enregistré jusque-là trois nuls, visera cette fois-ci la victoire en accueillant l'ES Guelma, tandis que le promu, la JS Pont Blanc, sera à l'épreuve d'un mal-classé, le NRB Chréa. Enfin, la lanterne rouge, l'IRB Robbah, donnera la réplique à la JSB Tadjenanet avec la ferme intention de plier le match en sa faveur pour entamer un nouveau départ en championnat.

Vendredi à 15h00

Chréa:	NRBC	-	JSPB
Tébesa:	WMMT	-	ESG
Souk Ahras:	ESSA	-	UST
El Oued:	IRBR	-	JSBT
El Milia:	CRBEM	-	NRBG
Constantine:	MBC	-	HBCL
El Hadjar:	IRBEH	-	ESB

Inter-régions Centre Est Co-leaders en appel, dauphins aux aguets

Fouad B.

Un chaud derby à Tadjenanet et un choc à Ouled Djellal domineront cette 4e journée qui risque de déboucher sur des changements en tête du tableau. Et pour cause, les deux co-leaders actuels, le NRB Achir et l'OM Ruisseau, seront en appel hors de leurs bases pour une mission qui ne sera guère de tout repos. Les gars d'El Achir seront en effet sur le grill chez le voisin du DRBT, un dauphin aux dents longues. Il en est de même pour l'OMR qui compte rester sur sa lancée mais pour cela, il doit rester sur ses gardes pour ne pas rentrer bredouille d'un difficile dépla-

cement à Ouled Djellal face à l'USD plus ambitieuse que jamais. De son côté, l'AB Barika, qui vise haut, devrait logiquement passer à domicile l'écueil du MB Hassi Messaoud à la peine. A Bordj Bou Arreridj, l'autre prétendant, l'USBBA en position de dauphin, part avec les faveurs des pronostics en recevant le NTS à sa portée. Après un départ en trombe, l'IRB Sidi Aïssa, qui

est rentré dans les rangs, compte se relancer à Bir El Arch face à une formation du FCBEA aux abois. Le WAR sera à Kouba avec comme objectif d'aligner une seconde victoire consécutive face à la lanterne rouge, le CAK. Enfin à Dar El Beida, le CRBDB, dos au mur, n'a pas d'autre choix pour rassurer ses fans que de vaincre une équipe du ROC assez fragile jusque-là.

Vendredi à 15h00

Tadjenanet:	DRBT	-	NRBA
Dar El Beida:	CRBDB	-	ROC
Kouba:	CAK	-	WAR
Ouled Djellal:	USD	-	OMR
Barika:	ABB	-	MBHM
Bir El Arch:	FCBEA	-	IRBSA
B.B. Arreridj:	USBBA	-	NTS

Centre-Ouest

Ouled Nail mise sur Beni Thour

Un déplacement périlleux du leader, le CRB Sendjas à Ouargla et une chaude explication entre poursuivants à Djelfa caractériseront cette 4e journée. Donc a priori, tous les regards seront bien sûr braqués vers Ouargla où le duel des prétendants à huis clos entre le CRBS et un de ses poursuivants, le CRBT, retiendra l'attention. Ce face-à-face ne devrait pas faire de l'ombre à l'autre affiche du jour entre le dauphin l'IRON et l'IRBS sur ses talons. Les Naïlis partent bien sûr favoris chez eux pour gagner du galon mais il n'est pas dit que les gars de Sougeur vont se laisser faire. Pour sa part, le FCBF dans

le bon wagon sera en conquérant chez un mal classé, le HBG. A contrario, la JSHD, autre formation aux aguets, aura fort à faire à Mascara où l'ARBG aura à cœur joie de confirmer son match nul ramené de Chlef contre l'actuel leader, le CRBS. De son côté, le CRCT, qui s'est refait une santé contre le HBG, sera sur

ses gardes avec la venue de l'ESB, auteur d'un carton plein face à l'IRON. Le WABT, de mal en pis, risque de s'enfoncer davantage en recevant le CRBAO qui reste sur une victoire sur le HAC. Ce dernier en match décalé devrait logiquement rebondir face à l'USBHR à la peine aussi.

F. B.

Vendredi à 15h00

Djelfa:	IRON	-	IRBS
Tiaret:	CRCT	-	ESB
Tissemsilt:	WABT	-	CRBAO
Mascara:	ARBG	-	JSHD
Ouargla:	CRBT	-	CRBS
Ghardaïa:	HBG	-	FCBF
Samedi 15h00			
Hydra:	HAC	-	USBHR

Ouest

Choc des extrêmes à Naâma

M. Z.

En fonction des résultats enregistrés jusque-là, on peut dire que cette journée s'annonce ouverte. A Naâma, on aura droit à un choc des extrêmes mettant aux prises l'avant-dernier, le SCM, au leader du groupe, l'ESA qui a aligné trois victoires d'affilée tout en ne concédant aucun but. De son côté, la JSMT, qui se déplacera pour la seconde fois consécutive cette fois à Ain Sefra n'a pas droit à l'erreur face à la lanterne rouge, le CRBAS qui a enregistré trois défaites consécutives. En revanche, la tâche du CRB Bougtob semble plus ardue dans la mesure où il se déplacera à Bethioua où le NRBB du coach Kinane est

appelé à confirmer sa large victoire ramenée de Bechar. A Hennaya, le CRBH accueillera le HBEB et ne devrait pas éprouver des difficultés pour signer sa troisième victoire d'affilée et rester en contact du groupe de tête. Le Sporting de Medioni, qui a concédé une défaite dans le temps additionnel face au CRB Bougtob, dispose d'une belle opportunité pour renouer avec le succès et

rassurer son public. Face au Nasr Sénia, défait chez lui par le CRBH vendredi dernier, le Sporting part logiquement favori. Ce n'est pas le cas de la JS Sig qui devra se méfier de l'IR Mecheria. Enfin à Beéchar, le MC Debdeba est toujours à la recherche de sa première victoire. Cette fois-ci, le promu sudiste compte exploiter la venue du MBSC pour concrétiser son objectif.

Vendredi à 15h00

Naâma:	SCM	-	ESA
Ain Sefra:	CRBAS	-	JSMT
Sig:	JSS	-	IRM
Hennaya:	CRBH	-	HBEB
Oran (Benahmed):	SCMO	-	Nasr
Bethioua:	NRBB	-	CRBB
Samedi à 15h00			
Bechar:	MCD	-	MBSC

Basket-ball - Superdivision

Le GSP favori à sa propre succession

Initialement prévu pour le 30 du mois dernier puis reporté en dernière minute, le championnat débutera aujourd'hui avec un seul match avancé à Hydra. Cette entame de la saison verra le GS Pétroliers remettre son titre en jeu. Ainsi donc, ils seront deux "bleus" à se frotter aux cylindrées de l'élite, à savoir le MS Cherchell et l'US Sétif. Encore une fois, le GSP, plus fort que jamais, part largement favori à sa propre succession devant ses éternels rivaux, le CRB Dar Beida, vice-champion, le WA Boufarik et, à un degré moindre, le CSM Constantine et le TRB Blida. De son côté, le WAB, et en dépit

des départs d'éléments importants, ne risque pas d'être inquiété en recevant un novice nommé US Sétif. En revanche, le CRBDB sera sur ses gardes s'il veut bien entamer cet exercice contre la formation de Blida dont le recrutement s'est avéré judicieux. Hier à Constantine, il y a eu d'alléchantes retrouvailles entre deux potentiels outsiders, à savoir le

CSMC et le NBS. Pour leur part, l'O.Batna et le NAHD sont en principe appelés à s'imposer face respectivement à l'OMBBA et au CRBT. Enfin, à Skikda, l'ABS, sous la houlette du coach Annabi Azri, accueille l'AUA dans un chaud derby. La prochaine journée est prévue pour le 21 de ce mois avec deux belles affiches au menu, NBS-CRBDB et TBBB-GSP.

Aujourd'hui à 15h00

Caroubier:	NAHD	-	CRBT
Boufarik:	WAB	-	USS
Batna:	OB	-	OMBBA
Blida:	TBBB	-	IRBBBA
Dar El Beida(16h 00):	CRBDB	-	USMB
Skikda:	ABS	-	AUA

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

CROISÉS N° 4526

Horizontalement:

- Identité remarquable.
- Docteur pour une foi. Question de test.
- Elle est raide celle-là !
- Plante grasse. A court terme.
- Venue à pied. Sort des craques.
- Posés. Lettres en stophe.
- Mit fin. Poisson. Sur la rive.
- Partie du monde. Millet des oiseaux.
- Cravate des personnes en robe ou en toge. Démonstratif.
- Révoltées spontanées.

Verticalement:

- Située sur les côtes.
- Pronom. Ressentis.
- Membre de la légion d'honneur.
- Faits par exemple. Baille.
- Nappes retenues par cordon. Bâtiment.
- Note basse. Mis en affaires.
- Parle à l'envers. Manque.
- Bon pour. Titulaire.
- Telles des stations.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°4525

A	U	T	O	P	S	I	E	B
B	A	R	M	A	I	D	F	R
S	T	A	B	L	E	P	I	E
T	P	R	E	G	N	A	N	T
R	E	P	E	T	E	E	A	T
A	N	E	O	R	G	A	N	E
I	N	U	I	T	A	C	U	
T	U	R	F	E	T	R	E	S
E	Y	D	E	V	O	I	S	E
S	A	L	E	M	E	N	T	S

FLECHES N°4525

P	R	U	D	E	N	C	E	M
E	U	E	M	U	E	M		
R	E	L	E	R	R	A		
S	A	P	I	N	N	O		
E	D	I	T	E	R	E	N	T
V	O	S	R	A	D	E		
E	R	A	V	I	S	E		
R	E	G	L	O	I	T		
A	L	E	S	E	F	A		
N	E	O	I	S	S	U		
T	B	A	T	T	U	E		
S	C	E	N	E	E	L	U	

FOUILLIS N° 4525 RIVIERE (Rit - Vit - Erre)

CODÉS N° 4525

1	A	N	C	S	E	T	R	M	U	O	I	L	D
14	G	H	Q										

1	S	U	T										
14													

4	5	6	7	8	9	9	10	5	2
10	3	8	2	7	10		9	2	11
7	10	9	9	10		2	13		3
4	11		12		10	6	10	4	12
12	12		1	10	1		9	8	6
1	10	3		15		5	12	14	5
10	4		16	8	2	4	6	10	3
10		6	10	9	5	16	10		2
1	8	2		8		2		10	6
	14	1		6	5	6	5	9	1
14	10	15	4	12	4	10	9	3	
10		11	8	1	5	9	16	10	1
16	4	10		10		3	10	3	5
10	2		6	10	1		1	10	11
11	5	12	1	1	10	4		1	10

CODÉS N° 4526

Jeux proposés par Chérifa Benghani

LE VAISSEAU DU DÉSERT CAOUA								TRADITIONS SUD-EST
		CHIFFRE D'AFFAIRES NÉANT				CARDINAL D'ORIENT		
							DONNÉS ELLES SONT VICTIMES DE CALAMITÉ	
			CENT MÈTRES CARRÉS NOUVEAU		CEUX-LÀ FERAIENT BIEN DE S'OCCUPER DE LEURS OIGNONS		APRÈS LES HORS-D'OEUVRE TRAITER	
CE SONT DES AFFAIRES ENTRE MARI ET FEMME								
			INDÉFINI PASSER AU FEU					
			PASSAGE À SEC LÈVE EN EFFET					
					PLANTE PARASITE RICHE ET FACILE		LENTILLE BATARDE PAYS	
		TROUS LETTRES À LETTRE						BIEN ROULÉE
	FAIT DU MAL		FRANGIN ROUE		SAISON ROMAINS			
					ENFANT DE VACHE			
POSSESSIF PRONOM			CHEMIN ARTICLE					

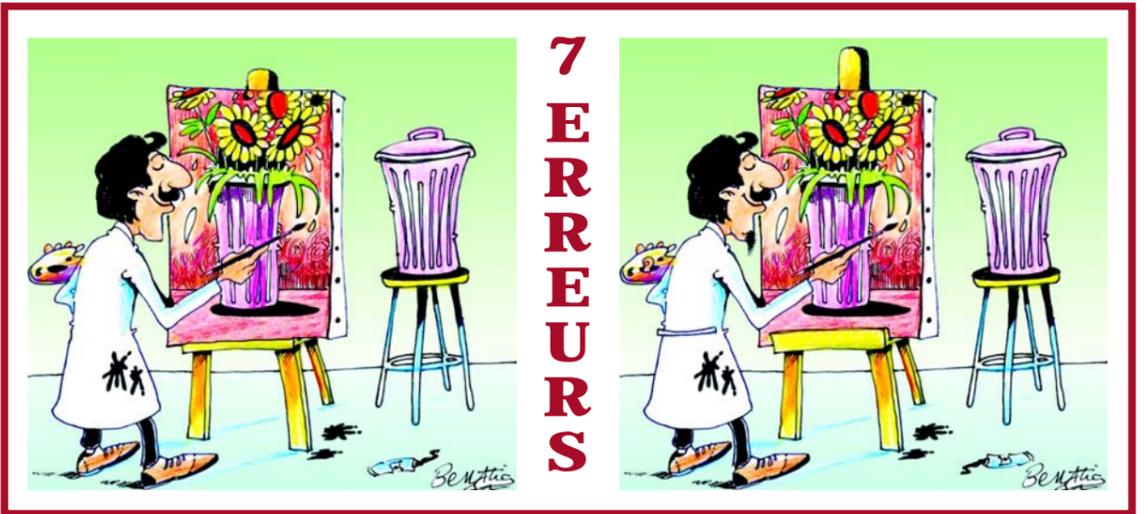
FLECHÉS N° 4526

- ANSE - ARCHIVER - ATRE - AXER - BASE - BEGAYER - BLASE - BRAVO - CIVET - DELIT - DIVA - DOLLAR - DOME - DOUTE - EPEE - FAIENCE - FLANQUER - FORET - GALET - GARDER - GRIMACE - IMPOT - INERTIE - LEVURE - LISTE - MOTION - MOULINAGE - MOYEN - MUTIN - ORGANISER - OUED - PEUR - PERCUTER - PLAT - PRIX - REVEIL - SECRETARIAT - TUTU - UTILISER - VAGABOND - VETO - VOUER - ZINGARO.

L	E	V	U	R	E	I	M	P	O	T	R	E	X	A
A	T	R	E	R	E	T	E	V	I	C	P	R	I	X
T	U	E	R	E	P	R	E	E	C	A	M	I	R	G
A	O	S	E	T	E	E	C	I	R	N	O	P	A	B
I	D	I	S	U	T	Y	N	T	E	O	T	L	R	N
R	N	N	I	C	I	A	E	R	D	I	E	A	I	E
A	O	A	L	R	L	G	I	E	R	T	V	T	S	E
T	B	G	I	E	E	E	A	N	A	O	U	N	G	R
E	A	R	T	P	D	B	F	I	G	M	A	A	E	Z
R	G	O	U	B	E	N	O	I	T	T	N	V	I	L
C	A	R	E	U	Q	N	A	L	F	I	I	N	I	I
E	V	M	T	E	S	A	L	B	L	H	G	S	D	E
S	O	U	R	U	E	P	A	U	C	A	T	E	I	V
D	T	E	R	O	F	S	O	R	R	E	U	O	V	E
N	E	Y	O	M	E	M	A	O	D	O	L	L	A	R

FOUILLIS N° 4526

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est contre le mal.
- Mon 2e, c'est dès potron-minet.
Dans peu de temps, ce sera mon tout.



Bélier 21-03 au 20-04
Un énervement ou un désaccord pourrait vous attendre au cour d'une rencontre amicale. Faites preuve de patience et de compréhension.

Taureau 21-04 au 21-05
C'est une opportunité exceptionnelle qui risque de se présenter mais attention pas de précipitation, réfléchissez sérieusement si vous ne voulez pas vous en mordre les doigts, Le temps joue pour vous.

Gémeaux 22-05 au 21-06
C'est une belle occasion qui va se présenter à vous de vous mettre en évidence. De bonnes relations se nouent avec une personne proche de vous.

Cancer 22-06 au 22-07
Votre moral s'améliore de jour en jour. Ne le montrez pas, sous aucun prétexte. Une personne proche de vous pourrait essayer d'en profiter pour vous induire en erreur.

Lion 23-07 au 23-08
Un ennui quelconque ne sera pas suffisant pour vous empêcher d'aller où vous voulez aujourd'hui surtout si vous êtes en forme physique. Rien ne vous arrêtera. Vos vieilles ambitions pourraient bien se réaliser bien plus tôt que vous l'espérez.

Vierge 24-08 au 23-09
Vous allez apercevoir les choses de la vie d'une façon très différente. Votre bonne humeur vous permet de tirer habilement votre épingle du jeu. Les choses bougent pour vous, c'est le signe évident que vous continuerez à suivre la voie d'un succès mérité.

Balance 24-09 au 23-10
Vous pourrez saisir certaines opportunités bienvenues. De nouveaux rapports amicaux vont se créer. Il est indispensable de vous rendre disponible pour vous adapter.

Scorpion 24-10 au 22-11
Vous êtes amené à penser à quelqu'un en particulier et vous avez la certitude que c'est quelque chose de très important pour vous de lui en parler. La communication est à vos yeux indispensable dans l'harmonie des relations sentimentales. Vous avez certainement raison.

Sagittaire 23-11 au 21-12
Votre vie va s'illuminer subitement suite à une nouvelle que vous n'attendiez plus. Vous avez la forme des grands jours et vous vous targuez de réussir là où les autres piétinent.

Capricorne 22-12 au 20-01
Vous pouvez vraiment progresser dans votre vie affective car votre énergie est en constante progression. Des solutions vous apparaîtront. Ne prenez pas d'engagements personnels à la légère.

Verseau 21-01 au 18-02
Il va falloir faire preuve de détermination pour remettre de l'ordre là où le désordre règne. On ne sait plus trop sur quel pied danser. C'est à votre intelligence de tirer profit de cette situation compliquée.

Poissons 19-02 au 20-03
D'excellentes nouvelles vous parviennent. Profitez de cette opportunité pour honorer les propositions qu'on devrait vous faire. Vous traversez une phase bénéfique qui se transformera en réussite certaine.



07.00 Journal télévisé
07.15 Sabah El Kheir
10.00 Sanour
10.30 Siraa
El-Achouas
11.10 L'émir
Abdelkader
12.00 Rami walcker
12.30 Ma Waraa
El-Arqam
13.00 Journal
télévisé
13.40 Demoue
el ward

15.00 Azizi
El-Mouchahid
16.00 Simsala
16.25 Sibaq
El-Qouwat
wa el tahadi
16.45 Skoune
El-Aâmaq
17.15 El-Dakra
El-Akhira
Feuilleton algérien
18.00 Journal
télévisé amazigh
18.20 Hadith dini
18.30 Adawat
wa ikhtiraat

**19.00
El-Sandouq
El-Asouad**

Feuilleton arabe
20.00 Journal
20.45 L'honneur
du dragon - Film
22.05 Aâl Khouta
Zeriab
22.35 Concert
de hant
23.00 Tayar
El-Mohit El-Hadi
23.45 Djaouhara
Tlemcen



19.35 Envoyé spécial



09.55 Motus
10.30 Les
Z'amours
11.00 Tout
le monde veut
prendre sa place
12.00 Journal
13.00 Toute une
histoire
14.10 Comment
ça va bien !
15.15 Rex
16.05 Côté Match
16.10 Seriezvous
un bon expert ?
16.55 On
n'demande
qu'à en rire
17.55 N'oubliez
pas les paroles
18.46 Et si on
changeait le monde
18.55 La minute
du Chat
19.00 Journal

**Présenté par Françoise Joly,
Guilaine Chenu**
- Le boom des césariennes
*En 2009 en France, un bébé sur quatre
est né par césarienne. Un taux qui a doublé
depuis vingt ans. Au point que le phénomène
inquiète l'OMS. Comment expliquer cette
augmentation spectaculaire ? Les césariennes
que l'on pratique aujourd'hui sont-elles
toujours justifiées ? La césarienne est-elle en
passe de devenir une technique de confort ?*
21.50 FrancAfrique
00.30 Journal de la nuit
00.50 Non élucidé
02.20 Farangs... oui, mais Français !



19.35 Vipère au poing



11.25 12/13 :
Journal national
12.00 13h
avec vous
12.35 Edition
de l'outremer
12.45 En course
sur France 3
13.05 Inspecteur
Derrick
14.00 Inspecteur
Barnaby
15.50 Slam
16.30 Des chiffres
et des lettres
17.10 Questions
pour un champion
18.00 19/20 :
Journal régional
18.30 19/20 :
Journal national
19.00 Tout
le sport
19.10 Plus belle
la vie

Avec Catherine Frot, Jacques Villeret
*Jean et Ferdinand Rézeau, deux frères, sont
élevés par leur grand-mère paternelle, tandis
que leurs parents séjournent à l'étranger.
Mais à la mort de leur aieule, la mère
des deux enfants, de retour d'Indochine,
reprend ses droits. Jugeant l'éducation
de leur grand-mère trop laxiste, elle entend
bien remettre ses fils dans le droit chemin.
Rapidement, elle leur inflige des souffrances
et des humiliations de toutes sortes.*
21.30 Soir 3
21.55 Les sorties de la semaine
22.00 Les hauts murs
23.35 Libre court
00.40 Soir 3



07.55 Les maternelles
09.20 Superstructures
10.15 Homme versus
singe
11.08 Le petit
dinosaur
11.31 Geronimo
Stilton
11.54 Princesse
Sarah
12.21 Minuscule
12.25 TomTom et
Nana
12.40 Le magazine
de la santé
13.35 Allô, docteurs !
14.10 Histoire d'ours
14.35 Au coeur
de la canopée
15.30 Air France
en quête de sécurité
16.30 C à dire ?!
16.45 C dans l'air

18.00 Arte journal
18.30 Globalmag
18.55 Kalahari
19.40 Duel
**Avec Dennis Weaver, Jacqueline Scott,
Carey Loftin, Eddie Firestone**
*David Mann est employé comme représen-
tant de commerce en Californie. Il prend
tranquillement la route, qui s'annonce
des plus longues, pour son travail. Il suit
un énorme camion qui avance à faible
allure et dégage une fumée incommodante.
Il le dépasse mais le véhicule, capable de
reprises étonnantes, le double à son tour.
David pense que le conducteur veut
s'amuser. Mais lorsque ce dernier lui fait
signe de le doubler, lui indiquant que la voie
est libre alors même qu'un véhicule arrive
en face, il comprend que le but du jeu
consiste à l'assassiner.*
21.10 Wolfgang Amadeus Phoenix
22.00 Tracks
22.55 Bucktown
00.30 Satin rouge
02.05 Mascarades



TF1 19.50

MASTERCHEF

**Présenté par Carole Rousseau,
Frédéric Anton, Yves Camdeborde**

Ils ne sont plus que sept à pouvoir prétendre au titre de MasterChef 2011. Dans la boîte mystère de chaque candidat se cache le drapeau d'un pays : la Chine, l'Italie, l'Espagne, l'Angleterre, le Mexique, le Maroc et la Belgique. Ils devront cuisiner un plat s'inspirant des traditions culinaires de la nation qui les concerne. Ensuite, c'est une épreuve très technique de dressage de coquilles Saint-Jacques qu'ils vont devoir réussir pour échapper au test sous pression. Cette semaine, l'épreuve en extérieur emmènera nos participants dans le restaurant de l'Opéra Garnier. Le chef Christophe Aribert y lance un défi de taille : lui proposer un dessert ayant pour thème la pêche melba.



M6 19.45

BONES

**- Tous pour un
Avec Emily Deschanel, David Boreanaz,
Michaela Conlin, Tamara Taylor**

Le corps d'un joueur de bowling est retrouvé dans le mécanisme automatique de remontes-escaliers d'une piste. Avec le soutien de Max Keenan, le père de Brennan, membre de l'équipe à laquelle appartenait la victime, Booth et l'anthropologue mènent leurs investigations. Pour ne pas se faire remarquer, ils se font passer pour un couple de joueurs confirmés. Les suspects potentiels sont nombreux, dont certains parmi les coéquipiers du défunt, tel cet arrogant prodige du bowling âgé de seulement 12 ans. Sur le point d'accoucher, Angela suit l'enquête depuis l'hôpital et tente d'identifier l'arme utilisée par le meurtrier...



CANAL+ 19.50

THE EVENT

**- Je sais qui tu es
Avec Zeljko Ivanek, Laura Innes,
Clifton Collins Jr, Jason Ritter**

Alors que Sophia et Thomas s'échappent du building qui vient de s'effondrer et rejoignent Aaron, Blake Sterling informe le Président qu'il y a une taupe dans son service. Le chef de l'Etat exige des résultats le plus rapidement possible pour la débusquer. Blake se rappelle alors que, quatorze ans plus tôt, il avait été confronté à la même situation. En lieu sûr, Sophia recadre Thomas sur ses prérogatives. Sean et Leila, toujours accompagnés de Madeline, tentent d'en savoir plus sur l'implication de Michael dans le complot...



**23.35 New York
police judiciaire**

**- Seule issue
Avec Brad
Dourif, Sam
Waterston**



Toute l'équipe du lieutenant Anita Van Buren apprend que Cyrus Lupo est de retour à New York. Après quatre années passées à l'étranger, il semble déterminé à reprendre du service. Il a en effet pris le temps de faire le point sur sa vie, et surtout tenté de se remettre du suicide de son frère Tom. Bien que mal remis de ce terrible choc, Lupo réintègre l'équipe de Van Buren.
01.10 Reportages



00.00 Journeyman



09.05 Parents
par accident
09.45 La petite
maison dans
la prairie
11.43 Météo
11.45 Le 12.45
12.00 Scènes
de ménages
12.40 Météo
12.45 Une divine
idylle
14.30 Les soup-
çons de Mary
16.40 Un dîner
presque parfait
17.45 100% Mag
18.43 Météo
18.45 Le 19.45
19.05 Scènes
de ménages
19.45 Bones

**- L'homme du futur
Avec Kevin McKidd, Gretchen Egolf**
*Dan est projeté en 1986, puis en 1989 pour
porter assistance à deux jeunes frères, Steven
et Michael. Livrés à eux-mêmes, les adoles-
cents deviendront bientôt des terroristes.
Pendant ce temps, Zach attend le retour de
son père pour faire la tournée du quartier,
comme le veut la tradition d'Halloween, et
Katie envisage de reprendre son métier de
journaliste pour la télévision.*
01.35 M6 Music / Les nuits de M6



22.00 Mad Men



09.40 L'équation
de l'apocalypse
11.20 La nouvelle
édition 1ère partie
11.45 La nouvelle
édition
13.00 Une famille
très moderne
14.35 Spécial
investigation
15.33 Les bonus
de Guillaume
15.35 600 kilos
d'or pur
17.20 Mon oncle
Charlie
17.45 Le JT
18.05 Le grand
journal
19.05 Le petit
journal
19.30 Le grand
journal, la suite
19.50 The Event
21.15 Shameless

**- La valise
Avec Jon Hamm, Elisabeth Moss**
*Tout le monde à l'agence attend avec
impatience le combat opposant Sonny Liston
à Cassius Clay. C'est l'anniversaire de Peggy,
et Duck lui envoie de fausses cartes de visites
de la firme de publicité Philips-Olson où elle
apparaît comme directrice de la création.
Alors que Mark avait prévu de l'emmener
dîner au Forum des douze Césars, Don la
retient au dernier moment pour travailler sur
la campagne Samsonite...*
22.45 The American



16.00 360° GEO
17.00 TV5MONDE,
le journal
17.25 Le journal
de l'économie
17.40 Tout sur moi
18.05 L'épicerie
18.30 Tout le
monde veut prendre
sa place
19.30 Journal
(France 2)
20.00 Des racines
et des ailes
22.00 Journal (TSR)
22.35 Questions
à la une
23.35 TV5MONDE,
le journal Afrique
23.50 Les châtai-
gniers du désert
01.25 Cent regards
sur le monde



09.10 Plus belle
la vie
11.20 Consomag
11.25 Friends
12.40 Urgences
15.50 Friends
16.45 Plus belle
la vie
17.40 JAG
19.15 Samantha
Oops !
19.35 Le ciné
du Comité
19.39 FBI : portés
disparus
21.45 Touche pas
à mon poste
23.15 Une semaine
d'enfer
00.35 Bons plans
00.40 Inna The Yard
All Stars



05.10 Les filles
d'à côté
05.45 Téléachat
08.42 MP1
08.50 Les enquêtes
impossibles
10.40 NT1 actu
10.45 Seconde
chance
12.15 Journal
12.22 MP1
12.25 Les enquêtes
impossibles
15.15 7 à la
maison
18.35 Les nouvelles
filles d'à côté
19.35 Météo
19.40 Waterworld
22.00 True Blood
01.40 MP1
01.45 NT1 actu



10.40 Dessins animés
11.00 Le week-end sportif
12.00 Journal en français
12.25 Asaad el ouaraq
13.30 Prière du vendredi
13.45 Association el founoun el djamila Alger centre
14.15 Reflexions

15.00 Mawid maa el qadar
Film algérien
17.00 Les aventures de tintin
17.20 Dessins animés
17.40 Nadi el fouroussia
18.00 Journal en amazigh
18.20 Le médaillon
Feuilleton algérien
19.00 Journal en français

19.30 Visite Béchar

Documentaire
20.00 Journal
20.40 Soussou et Nounou
21.00 Rihlet Chouiter
Film algérien
23.00 Festival Djemila 2011
Concert
00.30 Journal



19.35 Un flic



09.55 Motus
10.30 Les Z'amours
11.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
13.00 Toute une histoire
14.10 Comment ça va bien !
15.15 Rex
16.05 Côté Match
16.09 Point route
16.10 Seriezvous un bon expert ?
16.55 On n'demande qu'à en rire
17.55 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal
19.30 Météo 2

- Ligne de fuite
Avec Alex Descas, Marie-Gaëlle Cals
Un homme sort de prison. Brisé par sa longue captivité et sans aucune perspective, il ne sait vers qui se tourner pour obtenir de l'aide et se laisse peu à peu sombrer. Sa compagne, folle de douleur, imagine une terrible vengeance. Par ailleurs, un parrain imaginait pouvoir léguer son empire à ses fils. Contre toute attente, il est contraint de déchanter plutôt brutalement et de bouleverser ses plans pourtant dressés avec soin.
21.05 Un jour, un destin
22.25 Taratata
00.00 Journal de la nuit
00.15 Envoyé spécial



19.35 Thalassa



11.25 12/13 : Journal national
12.00 13h avec vous
12.35 Edition de l'outremer
12.45 Avenue de l'Europe
13.10 Inspecteur Derrick
14.05 L'institut
15.45 Talents des cités
15.50 Slam
16.20 Un livre, un jour
16.30 Des chiffres et des lettres
17.10 Questions pour un champion
18.00 19/20 : Journal régional
18.30 19/20 : Journal national
19.00 Tout le sport
19.10 Plus belle la vie

Présenté par Georges Pernoud, Laurent Bignolas, Sabine Quindou
- Saint-Vaast-la-Hougue entre ciel et terre
Escalé sur les quais du port de Saint-Vaast-la-Hougue, en Basse-Normandie. Là, le "Bel Espoir" est entouré de chalutiers, de chantiers navals et de vieux gréements. Rencontre avec les principaux acteurs de ce port actif et vivant : des ostréiculteurs, des charpentiers et le gardien de l'île de Tatihou.
- Les déferlantes du Cotentin
Flânerie dans le Cotentin en compagnie d'une amoureuse de ses paysages battus par les vents.
21.40 Soir 3
22.05 Vendredi sur un plateau !
00.05 Le match des experts



07.55 Les maternelles
09.05 Allô Rufo
09.20 A dos de cheval
10.15 Les derniers gorilles de montagne
11.14 Le petit dinosaure
11.37 Geronimo Stilton
12.00 Princesse Sarah
12.27 Minuscule
12.40 Le magazine de la santé
13.35 Allô, docteurs !
14.05 Combat d'hippopotames
14.35 Superstructures XXL
15.30 Explora
16.30 C à dire ?!
16.45 C dans l'air

18.00 Arte journal
18.30 Globalmag
18.55 Au coeur des forêts humides
19.40 Mogadiscio
Avec Saïd Taghmaoui, Herbert Knaup, Thomas Kretschmann
En Allemagne, en 1977, le terrorisme international d'extrême gauche est à son paroxysme. En septembre, le président du patronat allemand, Hans Martin Schleyer, est enlevé. Quelques semaines plus tard, le 13 octobre, un vol de la Lufthansa, décollant de Palma de Majorque avec 86 passagers à son bord, est détourné par quatre terroristes du groupuscule "Martyr d'Halimeh". En échange des otages, les pirates de l'air exigent la libération des leaders de la Fraction armée rouge, détenus en Allemagne de l'Ouest.
21.30 La grande migration des papillons monarques
22.25 Vodka Factory
23.55 Courtcircuit
00.45 Téléchat
01.00 Breaking Bad



TF1 19.50

KOH-LANTA

Présenté par Denis Brogniart

Les aventuriers tentent de résister aux conditions climatiques et aux intrigues qui minent parfois l'entente des équipes. Comme à chaque épisode, le grand moment du vote final, qui élimine un des concurrents, constitue l'apothéose de l'émission. A chaque conseil, les surprises sont grandes. Dès les premiers épisodes, Catherine a ainsi fait les frais d'alliances qui lui ont été contraires. Elle a dû quitter l'île. Maxime, lui, s'est posé comme le chantre du double jeu. Gérard a une solide réputation de donneur de leçons. Les coups de blues ne sont pas rare alors qu'il faut se remotiver pour remporter des épreuves décisives, pour le confort des équipes et le déroulement de la compétition.



6 19.45

NCIS

- Ecran de fumée

Avec Mark Harmon, Michael Weatherly, David McCallum, Cote de Pablo
Jerry Neisler, un témoin crucial dans le déroulement d'un procès où la peine de mort pourrait être prononcée, a disparu. Le procureur Gail Walsh demande l'aide du NCIS pour le retrouver avant que les audiences soient annulées. Franklin Hayes, l'accusé, a agressé un homme et sa soeur dans une allée, tuant la jeune femme. Les agents du NCIS commencent par interroger Matthew Gray, le frère de la victime, qui implore les enquêteurs de retrouver Jerry. Intrigué par le zèle de la magistrate, Gibbs pense qu'elle lui cache quelque chose. Il décide de ne pas l'informer immédiatement que le témoin disparu a pu être localisé...



CANAL+ 19.50

IL RESTE DU JAMBON ?

Avec Ramzy Bedia, Anne Marivin, Marie-France Pisier, Fellag, Biyouna
Justine rencontre Djalil. Elle est une jeune journaliste cantonnée à la rubrique des "chiens écaillés", il est un charmant chirurgien urgentiste. Elle est issue de la bourgeoisie parisienne, lui, d'origine arabe, vient d'une cité de Nanterre. Les deux jeunes gens tombent amoureux et très vite, Justine présente Djalil à ses parents, qui inondent le jeune médecin de remarques pleines de préjugés racistes. Lorsque Djalil amène à son tour Justine chez lui, sa mère, Houria, lui réserve un accueil des plus froids.



21.25 Secret Story



10.00 Secret Story
11.00 Les douze coups de midi
12.00 Journal
12.55 Les feux de l'amour
13.55 Au fil de la vie
15.35 Les frères Scott
16.25 Grey's Anatomy
17.15 Secret Story
18.05 Le juste prix
19.00 Journal
19.30 Toi toi mon toi
19.40 Courses et paris du jour
19.44 Météo
19.50 Koh-Lanta

- Episode 15 : La finale
Présenté par Benjamin Castaldi
Alliances, intrigues, enquêtes et investigations: après 14 semaines de compétition, l'heure de décider du vainqueur est enfin arrivée. A chaque émission, un concurrent a quitté ce cocon douillet, à l'instar de Geoff qui a été sanctionné, lors d'un rendez-vous précédent, notamment pour le non respect des règles de "Secret Story".
00.09 Enquêtes et révélations



23.00 Sons of Anarchy



09.05 Parents par accident
09.45 La petite maison dans la prairie
11.43 Météo
11.45 Le 12.45
12.00 Scènes de ménages
12.40 Météo
12.45 La lueur des perles
14.30 Le fils prodigue
16.40 Un dîner presque parfait
17.45 100% Mag
18.45 Le 19.45
19.05 Scènes de ménages
19.45 NCIS

- Sous le choc
Avec Charlie Hunnam, Ally Walker
En Irlande, le Samcro escorte le Sambel et des membres de l'Ira lors d'une livraison d'armes. Jax espère trouver là l'occasion de voir Jimmy, qu'il a promis de livrer vivant à l'agent Stahl. Mais l'Irlandais n'est pas au rendez-vous, et la rencontre se solde par l'explosion d'une bombe. A Charming, Tig, Kozik et Piney font pression sur Darby pour savoir qui a commandité l'agression du vieux Lumpy, destinée à le convaincre de vendre sa salle de sport.
00.50 Earl



21.20 Potiche



09.10 Bad Lieutenant : escalé à La Nouvelle-Orléans
11.20 La nouvelle édition 1ère partie
13.00 Panique aux funérailles
14.30 Rencontres de cinéma
14.55 Harvey Milk
16.55 Jour de Coupe du monde
17.45 Le JT
18.10 Le grand journal
19.05 Le petit journal
19.30 Le grand journal, la suite
19.50 Il reste du jambon ?

Avec Catherine Deneuve, Karin Viard
Dans une province française bourgeoise, en 1977, Robert Pujol, un riche industriel, dirige son usine de parapluies avec fermeté. Sa femme, Suzanne, est l'archétype de la bonne épouse, fidèle, soumise et effacée. Un soir de rébellion, les salariés de l'usine se mettent en grève et séquestrent Robert. Suzanne fait alors appel à Maurice Babin, un élu communiste et son ancien amant, pour débloquer la situation.
23.00 Jour de rugby
23.40 Borgia
01.35 Surprise



16.00 Le peuple des ordures
17.00 TV5MONDE, le journal
17.25 Le journal de l'économie
17.30 L'invité
17.40 Tout sur moi
18.05 Recettes de chefs
18.30 Tout le monde veut prendre sa place
19.30 Journal (France 2)
20.00 « Iles » était une fois en chanson
21.55 TV5MONDE, le journal
22.05 Journal (TSR)
22.35 Envoyé spécial
00.05 TV5MONDE, le journal Afrique



09.10 Plus belle la vie
11.30 Friends
12.45 Urgences
15.50 Friends
16.45 Plus belle la vie
17.40 JAG
19.15 Samantha Oups !
19.34 Pasteurdon
19.35 Le ciné du Comité
19.36 Boire, fumer et conduire vite
21.10 Les Chevaliers du fiel
22.35 Pasteurdon
22.36 Being Human : la confrérie de l'étrange
00.32 La chanson du dimanche

08.50 Les enquêtes impossibles
10.45 Seconde chance
12.15 Journal
12.22 MP1
12.25 Les enquêtes impossibles
15.15 7 à la maison
18.35 Les nouvelles filles d'à côté
19.36 Météo
19.40 Catch américain : Raw
21.30 Catch américain : Smackdown
23.10 Pasteurdon
23.20 Man vs Wild : seul face à la nature
01.00 Pasteurdon

Un nouveau directeur à l'ENTV d'Oran



Il a été procédé hier à un léger mouvement au sein de la télévision algérienne. C'est ainsi que le Directeur de la station régionale de Bechar s'occupera de celle d'Oran en remplacement de Monsieur Mourad Senouci qui a été nommé Assistant du Directeur Général, chargé du Théâtre et de la Production artistique. L'installation de ces deux nouveaux promus se fera dimanche prochain, apprend-on de sources officielles.

Sidi Bel-Abbès : un militaire blessé dans un accrochage

Au cours d'une opération de rattachement menée par les éléments de l'ANP, un accrochage a eu lieu dans la matinée d'hier avec un groupe terroriste qui était embusqué dans la région boisée de «Douila» dans la commune de Taffessour, à l'extrême sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a-t-on signalé de sources concordantes. L'accrochage s'est soldé par la récupération d'une arme à feu et la blessure d'un militaire qui a été transporté en urgence à l'hôpital de Te-lagh puis transféré vers le CHU de Sidi Bel-Abbès où il a été pris en charge et ses jours ne sont pas en danger, a-t-on indiqué. Le groupe terroriste continue d'être traqué par les forces de l'ANP, signalent nos sources d'information. **M. D.**

«Marche des millionnaires» à New York

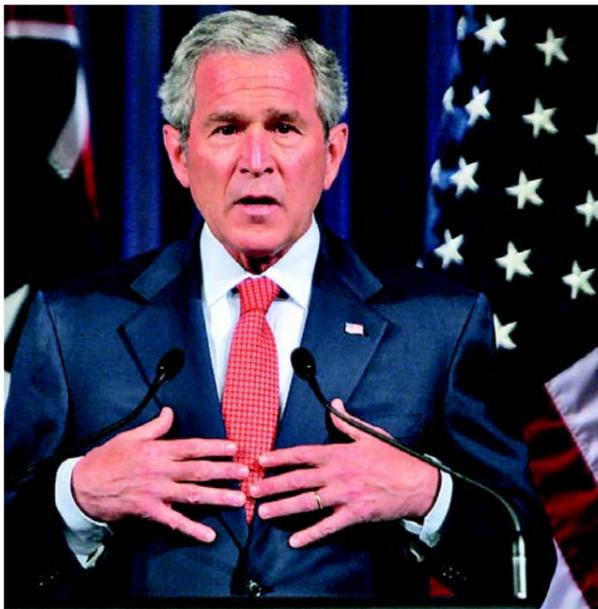
Plusieurs centaines de manifestants anti-Wall Street ont participé mardi à Manhattan à une «marche des millionnaires», faisant étape notamment devant le domicile new-yorkais du magnat de la presse Rupert Murdoch aux cris de «nous sommes les 99%». «Taxez les riches», «Nous voulons ce qui nous revient», pouvait-on lire sur certaines pancartes. Les manifestants se sont d'abord rendus devant chez Rupert Murdoch, sur la 5^e avenue, puis ont cheminé jusqu'au domicile de David Koch, un ri-

chissime industriel, philanthrope et républicain, avant de terminer devant un immeuble majestueux de Park avenue, dans l'Upper East side, qui abrite la résidence du patron de la banque JP Morgan Chase, Jamie Dimon, a constaté l'AFP. Les manifestants transportaient un énorme chèque libellé aux «1% du haut», d'un montant de 5 milliards de dollars, correspondant selon eux à ce que gagneront les plus riches lors de la suppression en décembre d'un impôt de l'Etat de New York pour les

plus fortunés. Des concierges en livrée des immeubles luxueux de Park avenue regardaient le cortège avec amusement. «Je n'ai jamais vu ça dans le quartier d'Upper East side», commentait Sally Ardrey, une élégante retraitée. «J'aimerais bien discuter avec eux, savoir pourquoi ils n'ont pas de travail, ont-ils vraiment essayé ? Il y a de la frustration, je comprends le sentiment général», ajoute-t-elle. «Moi aussi mes revenus ont diminué, ma retraite était à la Bourse et j'ai beaucoup perdu».

Amnesty appelle le Canada à arrêter Bush

Amnesty International a demandé mercredi aux autorités canadiennes d'arrêter et de poursuivre en justice l'ancien président américain George W. Bush, lors de sa visite au Canada prévue le 20 octobre, l'accusant de «crimes», notamment de «torture». Cette demande est contenue dans un mémorandum remis par l'organisation humanitaire internationale aux autorités canadiennes le 21 septembre, a indiqué Amnesty dans un communiqué. «Le Canada est tenu par ses obligations internationales d'arrêter et de poursuivre en justice l'ancien président Bush, compte tenu de sa responsabilité dans des crimes contre le droit international, dont la torture», a déclaré Susan Lee, directeur d'Amnesty pour les Amériques. «Comme les autorités des Etats-Unis n'ont pas, jusqu'à présent, déferé en justice l'ancien président Bush, la communauté internationale doit intervenir. Si le Canada s'abstient d'agir pendant sa visite, cela constituera une violation de la Convention des Nations unies contre la torture et sera une manifestation de mépris vis-à-vis



des droits humains fondamentaux», a-t-elle poursuivi, selon un communiqué. Les accusations d'Amnesty concernent notamment le programme secret de la CIA appliqué entre 2002 et 2009 qui infligeait aux détenus, selon l'organisation, «la torture et d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants, ainsi que des disparitions forcées». Pendant sa présidence, relève encore Amnesty, M. Bush avait autorisé des «techniques renforcées d'interrogation», dont la simulation de noyade.

Libye: pas de contrats pétroliers avant la tenue d'élections

Aucun nouveau contrat pétrolier ne sera accordé en Libye tant qu'un gouvernement n'aura pas été formé à l'issue d'élections, a déclaré mercredi à Tripoli le ministre des Finances et du Pétrole du Conseil national de transition (CNT), Ali Tarhouni. «Il n'y a pas de nouveaux contrats pendant cette période transitoire, ni pour Total, ni pour aucune autre compagnie», a déclaré M.

Tarhouni interrogé par la presse à l'occasion de la visite en Libye d'une délégation de 80 entreprises françaises. «Le seul gouvernement qui peut accorder de nouvelles concessions pétrolières est un gouvernement élu et cela interviendra une fois que nous aurons une constitution», a-t-il ajouté. Les combattants du nouveau pouvoir en Libye donnaient mercredi dans le centre-ville de Syrte l'assaut au tout dernier carré de fidèles du dirigeant déchu Mouammar Kadhafi, toujours encadré par plusieurs caïques de l'ancien régime.

Le CNT, l'ex-rébellion qui a renversé le régime Kadhafi, attend désormais la chute de Syrte pour proclamer la «libération totale» du pays et ouvrir la voie à la formation d'un gouvernement chargé de gérer la transition jusqu'à la tenue d'élections générales.

Risque de «guerre commerciale» USA/Chine

L'adoption par le Sénat américain d'un projet de loi visant à pénaliser la Chine, soupçonnée de manipuler sa monnaie afin de gonfler ses exportations, est susceptible de provoquer une «guerre commerciale» entre les deux puissances, a estimé mercredi l'agence d'Etat Chine Nouvelle. «Le Sénat américain a bel et bien créé une bombe à retardement susceptible de déclencher une guerre commerciale entre les deux premières économies mondiales», a estimé l'agence officielle dans un commentaire. «Tout comme les fois précédentes, le Sénat a choisi le mauvais remède pour tenter de guérir le malaise économique chronique américain», a poursuivi Chine Nouvelle, en réaffirmant la position chinoise selon laquelle le taux de change du yuan n'est pas la principale cause de l'excédent commercial avec les USA. Les élus américains «font de la Chine le bouc émissaire des problèmes intérieurs du pays, avant l'élection présidentielle de l'année prochaine», a accusé Chine Nouvelle. Le Sénat américain a approuvé mardi un projet de loi visant à pénaliser la Chine, soupçonnée de manipuler sa monnaie afin de gonfler ses exportations, malgré les réticences de la Maison Blanche et les avertissements de Pékin. Les élus du Sénat, à majorité démocrate, ont adopté ce texte par 63 voix contre 35. Mais la Chambre des représentants n'a pas prévu de se prononcer sur le texte, car les chefs de la majorité républicaine craignent une guerre commerciale avec Pékin.

19 morts dans une série d'attentats à Bagdad



Une série d'attaques à Bagdad visant en premier lieu la police a fait mercredi au moins 19 morts et plusieurs dizaines de blessés, suscitant la crainte d'un regain d'instabilité dans le pays avant le départ programmé des forces américaines. Les deux attaques les plus meurtrières ont été opérées par des kamikazes qui ont fait exploser tôt mercredi matin des véhicules piégés devant des postes de police à Bagdad, ont indiqué des responsables de sécurité. Elles se sont produites vers 08h30 à quelques minutes d'intervalle dans les quartiers de Hourriya au nord et de Alawiya au centre de la capitale. Selon une source au ministère de la Défense, leur bilan est de 15 morts et de 42 blessés. Une source au ministère de l'Intérieur l'a, de son côté, établi à 17 morts et 48 blessés, dont 13 morts et 25 blessés à Alawiya et quatre morts et 23 blessés à Hourriya. Il s'agit des attaques les plus meurtrières dans la capitale depuis celle qui avait visé une mosquée le 28 août et fait 28 morts. A Hourriya, la déflagration a fortement endommagé le bâtiment de police ainsi qu'une école à proximité et laissé un trou de quatre mètres de diamètre et deux de profondeur dans la chaussée, a constaté un journaliste de l'AFP. L'attaque a été commise à l'aide d'un camion piégé, qui a tenté en vain de pénétrer dans l'enceinte et a fini par exploser devant l'entrée principale du bâtiment de la police, a-t-il dit. Selon lui, parmi les 13 morts provoqués par cette seule explosion figurent sept policiers, dont une femme.

EDITORIAL

Par K. Selim

RÉSISTANCES

Damas et Téhéran. Quelle découverte !

Apparemment, les «spécialistes» ne savent plus quoi dire devant un accord qui est manifestement une réussite pour les Palestiniens. Haussons encore les épaules sur ceux qui tentent de rabaisser les choses en suggérant qu'un Israélien vaut 1027 Palestiniens. En réalité, cet accord procède d'une chose aussi vieille que le monde : le rapport de forces. La disproportion des forces entre Israël et les Palestiniens n'a pas besoin d'être expliquée. Comme tout peuple en lutte pour sa liberté, les Palestiniens doivent se battre dans un contexte difficile pour construire un rapport de forces par la résistance. Et celle-ci est multiforme, elle n'est pas que militaire, elle ne peut pas être purement diplomatique.

Le Hamas sort-il gagnant de cet accord ? Il ne faut pas couper les cheveux en quatre, la réponse est «oui». Et on doit ajouter que ce n'est pas un cadeau d'Israël. Netanyahu ne cherche pas à renforcer le Hamas, il a seulement pris acte qu'il n'avait pas d'autres moyens pour sortir du cas Shalit. Il continuera de toute évidence

à faire la guerre aux Palestiniens, pas seulement ceux du Hamas, mais également ceux du Fatah. Mahmoud Abbas est-il sorti gagnant en osant déposer une demande d'adhésion à l'Onu contre la volonté américaine ? La réponse est «oui» aussi. On peut choisir de compter les «coups» de l'un et de l'autre et cela n'est pas forcément faux.

Mais ce qui serait erroné, c'est de s'y arrêter. Car, que ce soit le combat pour l'adhésion à l'Onu ou pour la libération des prisonniers, ce sont bien «tous» les Palestiniens qui gagnent. Et il faut tirer absolument l'enseignement évident – mais hélas perdu en raison des divisions inter-palestiniennes – qu'une lutte de libération combine toutes les formes d'actions. Et que les Palestiniens amoindrieraient leur capacité à changer le rapport de forces s'ils se privaient de l'un ou de l'autre.

Il y a eu, sous l'illusion de la solution par la seule diplomatie qui a été entretenue par les Occidentaux et l'Autorité palestinienne, une division préjudiciable et inutile sur ces questions. Il est impératif que les Palestiniens reprennent le chemin de l'unité. Surtout à un moment où le mouvement des peuples pourrait changer l'ordre des choses.

Gilad Shalit n'était pas un «otage», comme l'affirmé de manière scandaleuse des médias français. C'est un soldat d'une armée qui occupe des territoires palestiniens et agresse continuellement un peuple. La précision s'impose. Les officiels français ont multiplié les mots de compassion et de dénonciation du Hamas sur le sort du soldat Shalit. Ils ne se sont jamais intéressés au sort du civil franco-palestinien Salah Hamouri, emprisonné par Israël pour ses opinions. La comparaison, absolument pertinente, entre les deux cas est très éloquent. La propagande sur le «pauvre» Shalit est dérisoire. L'essentiel est que les Palestiniens n'ont pas cédé aux pressions qui se sont exercées sur eux. Ils ont obtenu l'un des meilleurs accords possibles en échange de la libération d'un soldat qui était en opération.

Les explications embarrassées d'Israël sur un Hamas qui serait devenu «pragmatique» ne méritent pas qu'on s'y étende. Pragmatique, le Hamas, comme les autres groupes palestiniens, l'a toujours été. Les médias occidentaux «découvrent» même que le Hamas peut agir de manière autonome, en fonction de l'intérêt palestinien, sans être ligoté par